



VF (CH)

Fonds de placement ombrelle de droit suisse du type "autres fonds en placements traditionnels", comprenant les compartiments suivants:

- VF (CH) – Valiant Helvétique Conservative
- VF (CH) – Valiant Helvétique Balanced
- VF (CH) – Valiant Helvétique Dynamic
- VF (CH) – Valiant Sustainable Conservative
- VF (CH) – Valiant Sustainable Balanced
- VF (CH) – Valiant Sustainable Dynamic
- VF (CH) – Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps
- VF (CH) – Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus
- VF (CH) – Valiant Global Equities Marketing Power
- VF (CH) – Valiant Swiss Equities Dividend
- VF (CH) – Valiant Swiss Franc High Grade Bond
- VF (CH) – Valiant Swiss Franc Corporate Bond

Umbrella-Fonds schweizerischen Rechts der Art "übrige Fonds für traditionelle Anlagen" mit den folgenden Teilvermögen :

- VF (CH) – Valiant Helvétique Conservative
- VF (CH) – Valiant Helvétique Balanced
- VF (CH) – Valiant Helvétique Dynamic
- VF (CH) – Valiant Sustainable Conservative
- VF (CH) – Valiant Sustainable Balanced
- VF (CH) – Valiant Sustainable Dynamic
- VF (CH) – Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps
- VF (CH) – Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus
- VF (CH) – Valiant Global Equities Marketing Power
- VF (CH) – Valiant Swiss Equities Dividend
- VF (CH) – Valiant Swiss Franc High Grade Bond
- VF (CH) – Valiant Swiss Franc Corporate Bond

Prospectus | Prospekt

Avril 2022 | April 2022

Contrat de fonds de placement | Fondsvertrag

Avril 2022 | April 2022

Organisation | Organisation

Direction de fonds
Fondsleitung

Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA
Av. des Morgines 6
CH - 1213 Petit-Lancy

Gestionnaire
Fondsverwalter

Valiant Bank AG
Bundesplatz 4
CH - 3011 Berne

Banque dépositaire, domicile de souscription et de paiement
Depotbank, Zeichnungs- und Zahlstelle

Banque Lombard Odier & Cie SA
Rue de la Corraterie 11
CH - 1204 Genève

Société d'audit
Prüfgesellschaft

PricewaterhouseCoopers SA
Avenue Giuseppe-Motta 50
CH - 1211 Genève 2

Table des matières

Organisation Organisation	3
Partie I - Prospectus	7
1. Informations concernant le fonds de placement	7
1.1	Fondation du fonds de placement en Suisse
1.2	Prescriptions fiscales applicables concernant le fonds de placement
1.3	Exercice comptable
1.4	Société d'audit
1.5	Parts
1.6	Conditions d'émission et de rachat des parts du fonds de placement
1.7	Affectation des résultats
1.8	Objectif et politique d'investissement du fonds
1.8.1	Objectif et politique d'investissement des compartiments
1.8.2	Restrictions de placement des compartiments
1.8.3	Stratégie poursuivie en matière de gestion des sûretés
1.8.4	Utilisation de dérivés
1.9	Valeur nette d'inventaire
1.10	Rémunérations et frais accessoires
1.10.1	Rémunérations et frais accessoires à la charge de la fortune du compartiment (extrait de l'art. 19 du contrat de fonds)
1.10.2	Total Expense Ratio
1.10.3	Paiement de rétrocessions et octroi de rabais
1.10.4.	Rémunérations et frais accessoires à la charge de l'investisseur (extrait de l'art. 18 du contrat de fonds)
1.10.5.	Conventions de partage des frais et avantages pécuniaires ("soft commissions")
1.10.6	Placements dans des placements collectifs de capitaux liés
1.11	Consultation des rapports
1.12	Forme juridique
1.13	Les risques essentiels
1.14	Gestion du risque de liquidité
2. Informations concernant la direction de fonds	22
2.1	Indications générales sur la direction
2.2	Autres indications sur la direction
2.3	Gestion et administration
2.4	Capital souscrit et libéré
2.5	Délégation des décisions de placement et d'autres tâches partielles
2.6	Exercice des droits de créancier et sociaux
3. Informations concernant la banque dépositaire	23
3.1	Indications générales sur la banque dépositaire
3.2	Autres indications sur la banque dépositaire

4.	Informations concernant les tiers	24
4.1	Services de paiement	
4.2	Distributeur	
4.3	Délégation de décisions de placement et d'autres tâches partielles	
5.	Autres informations	24
5.1	Remarques utiles	
5.2	Publications du fonds	
5.3	Restrictions de vente	
6.	Autres informations sur les placements	26
6.1	Résultats passés	
6.2	Profil de l'investisseur classique	
7.	Dispositions détaillées	27
	Partie II - Contrat de fonds de placement	31

Partie I - Prospectus

Le présent prospectus avec contrat de fonds intégré, la feuille d'information de base ou les informations clés pour l'investisseur et le dernier rapport annuel ou semestriel (si publié après le dernier rapport annuel) constituent le fondement de toutes les souscriptions à des parts du fonds.

Seules sont valables les informations figurant dans le prospectus, dans la feuille d'information de base / le contrat de fonds ou dans les informations clés pour l'investisseur.

1. Informations concernant le fonds de placement

1.1 Fondation du fonds de placement en Suisse

Le contrat de fonds du VF (CH) (« fonds de placement ») a été établi par Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA en sa qualité de direction de fonds, avec l'approbation de Banque Lombard Odier & Cie SA en sa qualité de banque dépositaire, soumis à l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) et approuvé la première fois par cette dernière en date du 23 octobre 2007. En tant que fonds ombrelle il comprend les compartiments suivants :

- Valiant Helvétique Conservative
- Valiant Helvétique Balanced
- Valiant Helvétique Dynamic
- Valiant Sustainable Conservative
- Valiant Sustainable Balanced
- Valiant Sustainable Dynamic
- Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps
- Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus ¹
- Valiant Global Equities Marketing Power
- Valiant Swiss Equities Dividend
- Valiant Swiss Franc High Grade Bond
- Valiant Swiss Franc Corporate Bond

¹ SPI® est une marque enregistrée par la SIX Swiss Exchange SA

L'investisseur n'a droit qu'à la fortune et au revenu des compartiments auxquels il participe. Chaque compartiment ne répond que de ses propres engagements.

1.2 Prescriptions fiscales applicables concernant le fonds de placement

Le fonds de placement, respectivement les compartiments, ne possèdent pas de personnalité juridique en Suisse. Ils ne sont pas assujettis à un impôt sur le revenu, ni à un impôt sur le capital.

L'impôt anticipé fédéral déduit dans les compartiments sur les revenus suisses peut être demandé intégralement en remboursement par la direction de fonds.

Les revenus et les gains en capital réalisés à l'étranger peuvent être soumis le cas échéant aux retenues à la source applicable dans le pays d'investissement. Dans la mesure du possible, de tels impôts seront demandés en remboursement par la direction de fonds sur la base de conventions de double imposition ou de conventions spécifiques, en faveur des investisseurs domiciliés en Suisse.

Les distributions de revenus des compartiments (à des investisseurs domiciliés en Suisse et à l'étranger) et le revenu net retenu par les compartiments et réinvesti sont assujetties à l'impôt anticipé fédéral (impôt à la source) de 35%. Les gains en capital affichés séparément ne sont pas soumis à l'impôt anticipé.

L'investisseur domicilié en Suisse peut récupérer l'impôt anticipé retenu en mentionnant le revenu correspondant dans sa déclaration fiscale ou en présentant une demande de remboursement séparée.

Pour les compartiments dont les produits proviennent pour moins de 80% de sources étrangères

L'investisseur domicilié à l'étranger peut demander le remboursement de l'impôt anticipé fédéral en fonction d'une éventuelle convention de double imposition existant entre la Suisse et son pays de domicile. A défaut d'une telle convention, le remboursement de l'impôt anticipé ne pourra pas être obtenu.

Pour les compartiments dont les produits proviennent à raison de 80% et plus de sources étrangères

Les distributions de revenus à des investisseurs domiciliés à l'étranger ont lieu sans déduction de l'impôt anticipé suisse, pour autant que les revenus du fonds proviennent pour 80% au moins de sources étrangères. Dans ce cas, une confirmation d'une banque doit exister, indiquant que les parts en question se trouvent chez elle dans le dépôt d'un investisseur domicilié à l'étranger et que les revenus sont crédités sur son compte (déclaration de domicile ou affidavit). Il ne peut être garanti que les revenus du fonds proviennent pour 80% au moins de sources étrangères.

Si un investisseur domicilié à l'étranger fait l'objet d'une déduction d'impôt anticipé suite à un défaut d'existence de déclaration de domicile, il peut demander le remboursement de l'impôt directement auprès de l'Administration fédérale des contributions à Berne en se fondant sur le droit suisse.

Classe V (Compartiments Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced et Valiant Sustainable Dynamic)

Le cercle des investisseurs dans la classe V étant limité aux seuls investisseurs qualifiés au sens de la Circulaire AFC n°24, ch. 2.4.2, l'impôt fédéral anticipé (impôt à la source) n'est pas prélevé sur le revenu net retenu et réinvesti.

FATCA, restrictions de vente et rachat forcé

Tel que précisé à l'art. 5 ch. 1 du contrat de fonds de placement, c'est le statut FATCA «non rapporteur» qui est retenu pour tous les compartiments, et ce, en tant que «véhicules de placement collectif» («VPC»). Les parts d'un VPC peuvent uniquement être détenues par ou à travers un ou plusieurs «établissements financiers» qui ne sont pas des «établissements financiers non participants» (les deux notions étant définies dans les Réglementations FATCA et l'IGA).

Comme exposé plus en détail dans le contrat de fonds de placement, un investisseur dont le statut FATCA n'est pas compatible avec celui du compartiment concerné ne peut pas détenir de parts de ce compartiment et ses parts peuvent faire l'objet d'un rachat forcé si cette mesure est jugée nécessaire pour garantir la conformité du compartiment avec son statut.

Considérations générales

Par ailleurs, les revenus comme les gains en capital, qu'ils soient distribués ou thésaurisés, peuvent être soumis totalement ou partiellement à un impôt dit de l'agent payeur (p. ex. impôt à la source libérateur, imposition des revenus de l'épargne de l'UE, Foreign Account Tax Compliance Act) selon la personne détenant directement ou indirectement les parts.

Les explications fiscales sont basées sur la situation de droit et la pratique connues actuellement. Des modifications apportées à la législation, à la jurisprudence et à la pratique de l'autorité fiscale demeurent explicitement réservées.

L'imposition et les autres répercussions fiscales pour l'investisseur en cas de détention, achat ou vente de parts de fonds se réfèrent aux prescriptions de la loi fiscale du pays de domicile de l'investisseur.

1.3 Exercice comptable

L'exercice comptable annuel s'étend du 1er novembre au 31 octobre.

1.4 Société d'audit

PricewaterhouseCoopers SA
Avenue Giuseppe-Motta 50
CH - 1211 Genève 2

1.5 Parts

Les parts ne sont pas émises sous forme de titres mais comptabilisées. L'investisseur n'est pas en droit de demander la remise d'un certificat nominatif ou au porteur.

Conformément au contrat de fonds, la direction de fonds est en droit, avec le consentement de la banque dépositaire et l'autorisation de l'autorité de surveillance, de créer à tout moment pour chaque compartiment d'autres classes de parts, de les supprimer ou de les regrouper.

Pour chaque compartiment il existe une Classe I.

Pour les compartiments Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced et Valiant Sustainable Dynamic il existe également la Classe V.

Pour les compartiments Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps, Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus, Valiant Global Equities Marketing Power, Valiant Swiss Franc High Grade Bond et Valiant Swiss Franc Corporate Bond il existe également la Classe S.

La **Classe I** est destinée aux investisseurs qui ne remplissent pas les conditions d'éligibilité des autres Classes, selon les définitions ci-après.

La **Classe S** est réservée aux investisseurs qualifiés ayant confié un mandat de gestion de fortune discrétionnaire conclu à titre onéreux avec Valiant Bank AG ainsi qu'aux investisseurs qualifiés ayant (i) conclu avec Valiant Bank AG un accord d'investissement et (ii) investi et maintenu CHF 5'000'000 (ou équivalent) au minimum dans ce compartiment.

La **Classe V** est réservée aux investisseurs qui, dans le cadre de la prévoyance professionnelle liée (2e pilier et 3e pilier a)), placent leur fortune selon les règles de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) et de son ordonnance d'exécution et qui revêtent le caractère d'investisseur qualifié au sens de la circulaire AFC n°24 ch. 2.4.2.

Les classes de parts ne représentent pas une fortune segmentée. Il ne peut ainsi pas être exclu qu'une classe de part réponde des engagements d'une autre classe de parts, même si les coûts ne sont imputés en principe qu'à la classe de parts profitant d'une prestation définie.

1.6 Conditions d'émission et de rachat des parts du fonds de placement

Les parts des compartiments sont émises, converties ou rachetées chaque jour ouvrable bancaire (du lundi au vendredi). Il n'est pas effectué d'émission, de conversion ou de rachat les jours fériés suisses (Pâques, Pentecôte, Noël, Nouvel An, Fête nationale, etc.) ainsi que les jours où les bourses ou marchés des pays principaux de placements d'un compartiment sont fermés ou encore en présence de circonstances exceptionnelles au sens de l'art. 17, ch. 8 du contrat de fonds.

Compartiments Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps, Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus, Valiant Swiss Equities Dividend, Valiant Swiss Franc High Grade Bond et Valiant Swiss Franc Corporate Bond: Les demandes de souscription, de conversion et de rachat, qui parviennent à la banque dépositaire jusqu'à 12 heures au plus tard lors d'un jour ouvrable bancaire (jour de passation de l'ordre) sont calculées le jour ouvrable bancaire suivant (jour d'évaluation) sur la base de la valeur d'inventaire calculée ce jour-là. La valeur nette d'inventaire prise pour le décompte n'est donc pas encore connue au moment de la passation d'ordre (Forward Pricing). Le calcul a lieu le jour d'évaluation sur la base des cours de clôture du jour de passation de l'ordre. Le paiement du prix des parts se fera valeur un jour ouvrable après le traitement de l'ordre. Ainsi, par exemple, un ordre reçu le lundi jusqu'à 12 heures sera traité le mardi sur la base des cours de clôture du lundi, le paiement du prix se faisant valeur mercredi.

Compartiment Valiant Global Equities Marketing Power : Les demandes de souscription, de conversion et de rachat, qui parviennent à la banque dépositaire jusqu'à 12 heures au plus tard lors d'un jour ouvrable bancaire (jour de passation de l'ordre) sont calculées deux jours ouvrables bancaires suivants (jour d'évaluation), sur la base de la valeur d'inventaire calculée la veille du jour d'évaluation. La valeur nette d'inventaire prise pour le décompte n'est donc pas encore connue au moment de la passation d'ordre (Forward Pricing). Le calcul a lieu le jour d'évaluation sur la base des cours de clôture du jour précédent. Le paiement du prix des parts se fera valeur un jour ouvrable après le traitement de l'ordre. Ainsi, par exemple, un ordre reçu le lundi jusqu'à 12 heures sera traité le mercredi sur la base des cours de clôture du mardi, le paiement du prix se faisant valeur jeudi.

Compartiments Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced et Valiant Sustainable Dynamic: Les demandes de souscription, de conversion et de rachat, qui parviennent à la banque dépositaire jusqu'à 17 heures au plus tard lors d'un jour ouvrable bancaire (jour de passation de l'ordre) sont calculées deux jours ouvrables bancaires suivants (jour d'évaluation), sur la base de la valeur d'inventaire calculée la veille du jour d'évaluation. La valeur nette d'inventaire prise pour le décompte n'est donc pas encore connue au moment de la passation d'ordre (Forward Pricing). Le calcul a lieu le jour d'évaluation sur la base des cours de clôture du jour précédent. Le paiement du prix des parts se fera valeur un jour ouvrable après le traitement de l'ordre. Ainsi, par exemple, un ordre reçu le lundi jusqu'à 17 heures sera traité le mercredi sur la base des cours de clôture du mardi, le paiement du prix se faisant valeur jeudi.

Le prix d'émission des parts d'une classe est calculé comme suit: valeur nette d'inventaire de cette classe calculée le jour d'évaluation multipliée par le nombre de parts souscrites, plus les frais accessoires (courtages conformes au marché, commissions, taxes, etc., voir l'art. 17 ch. 2 du contrat de fonds et les taux maximum ci-après) occasionnés au compartiment correspondant par le placement du montant versé, plus la commission d'émission. Les informations relatives à la commission d'émission figurent sous ch. 1.10.4 ci-après.

Le prix de rachat des parts d'une classe est calculé comme suit: valeur nette d'inventaire de cette classe calculée le jour d'évaluation multipliée par le nombre de parts remboursés, moins les frais accessoires (courtages conformes au marché, commissions, taxes, etc., voir l'art. 17 ch. 2 du contrat de fonds et les taux maximum ci-après) occasionnés au compartiment concerné par la vente de la partie des placements correspondant à la part dénoncée et moins la commission de rachat. Les informations relatives à la commission de rachat figurent sous ch. 1.10.4 ci-après.

Taux maximums des frais accessoires en faveur de la fortune des compartiments, occasionnés aux compartiments suite au placement du montant versé ou à la vente de placements (art. 17, ch. 2 du contrat de fonds)

Supplément à la valeur nette d'inventaire lors de l'émission: au maximum 2%

Déduction de la valeur nette d'inventaire lors du rachat: au maximum 2%

Taux en cas de conversion entre compartiments: au maximum 4%

Les frais accessoires sont calculés en moyenne, en fonction des conditions sur les marchés. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les taux maximums indiqués ci-dessus.

En cas de conversion entre compartiments du fonds de placement, le prix de conversion des parts se traduit par: a) le nombre de parts de la classe de parts correspondante que l'investisseur recevra à l'issue de la conversion et b) les frais liés à la conversion qui sont débités à l'investisseur (frais accessoires et la commission de conversion).

- a) le nombre de parts de la classe de parts correspondante du nouveau compartiment que l'investisseur recevra à l'issue de la conversion est calculé comme suit:

$$NC = \frac{CO \times VO \times CH}{VN}$$

dans laquelle:

NC est le nombre de parts de la classe de parts correspondante du nouveau compartiment;

CO est le nombre de parts de la classe de parts correspondante du compartiment d'origine faisant l'objet de la conversion, tel qu'indiqué dans la demande de conversion;

VO est la valeur nette d'inventaire par part de la classe de parts correspondante du compartiment d'origine;

CH est le taux de change entre les monnaies dans lesquelles sont libellées le compartiment d'origine et le nouveau compartiment;

VN est la valeur nette d'inventaire par part de la classe de parts correspondante du nouveau compartiment.

- b) Les frais accessoires et la commission de conversion débités à l'investisseur en rapport avec la conversion sont calculés comme suit:

$$FO = CO \times VO \times FM$$

$$FN = NC \times VN \times FM$$

$$CF = CO \times VO \times CC$$

dans lesquelles:

FO est le montant des frais accessoires occasionnés au compartiment d'origine par la vente de la partie des placements correspondant à la part d'origine;

FM sont les frais accessoires, calculés en moyenne en fonction des conditions sur les marchés et exprimés par un taux qui ne peut en aucun cas dépasser le taux maximum indiqué au ch. 5.3. ci-après;

FN est le montant des frais accessoires occasionnés au nouveau compartiment par le placement du montant versé;

CF est le montant de la commission de conversion débité à l'investisseur;

CC est le taux de la commission de conversion.

En cas de conversion au sein d'un même compartiment, le nombre de parts que l'investisseur recevra à l'issue d'une conversion au sein d'un même compartiment est calculé de la manière suivante:

$$NC = \frac{CO \times VO}{VN}$$

dans laquelle:

NC est le nombre de parts de la nouvelle classe de parts;

CO est le nombre de parts de la classe de parts d'origine, faisant l'objet de la conversion, tel qu'indiqué dans la demande de conversion;

VO est la valeur nette d'inventaire par part de la classe de parts d'origine;

VN est la valeur nette d'inventaire par part de la nouvelle classe de parts.

Les prix d'émission, de conversion et de rachat sont arrondis au centime.

1.7 Affectation des résultats

Pour les classes de parts I et S: distribution annuelle, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice.

Pour la classe de parts V: thésaurisation.

1.8 Objectif et politique d'investissement du fonds

1.8.1 Objectif et politique d'investissement des compartiments

Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced et Valiant Sustainable Dynamic

L'objectif de ces compartiments vise principalement à obtenir, sur le long terme, une croissance des actifs, tout en les préservant dans un environnement de marché volatil. A cette fin, le gérant développe un processus d'investissement flexible en investissant dans une sélection large et diversifiée d'actifs, les différents instruments étant pondérés en fonction des conditions sur les marchés. Les compartiments Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced et Valiant Sustainable Dynamic ont également pour objectif de mettre en œuvre une politique d'investissement durable en prenant en compte l'impact des activités des entreprises et d'émetteurs sur la société et l'environnement.

Les compartiments Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced et Valiant Helvétique Dynamic investissent une part significative en placements par des émetteurs domiciliés en Suisse ou qui ont la majeure partie de leur activité économique en Suisse, ou dans des sociétés holding détenant des participations majoritaires dans des sociétés domiciliées en Suisse, ou dans des placements libellés en francs suisses (CHF).

Les compartiments investissent dans les différentes classes d'actifs les suivants :

Obligations : obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option, notes et autres titres de créance et droits-valeurs de créance à revenu fixe ou variable (y compris dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci) de débiteurs privés ou publics, suisses et étrangers, libellés en CHF ou dans une autre monnaie librement convertible.

Actions : titres de participation et droits-valeurs de participation (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) d'entreprises du monde entier, y compris instruments dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci.

Placements alternatifs : emprunts perpétuels, ABS, CoCo, ainsi que dans des placements collectifs de capitaux investissant dans ceux-ci, parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie autres fonds en placements alternatifs et placements collectifs étrangers comparables, parts de placements collectifs de capitaux et produits structurés, y compris certificats, investissant en commodities et métaux précieux. Les investissements dans des produits structurés et certificats avec livraison physique ne sont pas autorisés.

Immobilier : parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune dans des fonds immobiliers suisses négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et investissant en biens immobiliers situés en Suisse et à l'étranger ainsi que les placements collectifs suisses relevant de la catégorie fonds immobilier et négociés en bourse et Real Estate Investment Trusts (REITs).

Marché monétaire : papiers monétaires (y compris instruments dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci) et des avoirs à vue et à terme.

Les fourchettes pour ces classes d'actifs sont les suivantes (en % de la fortune du compartiment):

Classe d'actif	Valiant Helvétique Conservatif et Valiant Sustainable Conservatif	Valiant Helvétique Balanced et Valiant Sustainable Balanced	Valiant Helvétique Dynamic et Valiant Sustainable Dynamic
Obligations	50 – 85%	30 - 70%	10 - 50%
Actions	0 – 50%	30 - 50%	50 - 80%
Placements alternatifs	0 – 15%	0 – 15%	0 – 15%
Immobilier	0 – 30% dont 10% au maximum en biens immobiliers situés à l'étranger.	0 – 30% dont 10% au maximum en biens immobiliers situés à l'étranger.	0 – 30% dont 10% au maximum en biens immobiliers situés à l'étranger.
Marché monétaire	0 – 10%	0 – 10%	0 – 10%

La politique de placement de ces compartiments tient compte des dispositions de l'Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité ("OPP 2") relatives aux placements autorisés ainsi qu'aux limites de placement. Cependant, dans les cas du Valiant Helvétique Dynamic et du Valiant Sustainable Dynamic sous réserve que (i) la part en actions de ce compartiment est supérieure à la limite de 50% maximum prévue à l'art. 55 let. b OPP2, et (ii) les placements dans des titres de participation d'un même émetteur peuvent dépasser la limite de 5% maximum prévue à l'art. 54a OPP 2 et peuvent aller jusqu'à 15% maximum de la fortune du compartiment. Les compartiments se prêtent donc au placement des avoirs des 2e et 3e piliers et peuvent notamment être utilisés dans le cadre d'assurances vie liées à des fonds de placement et de comptes de prévoyance du pilier 3a. Il incombe à chaque investisseur assujettis à l'OPP 2 de s'assurer de la conformité des directives de placement du compartiment avec ses propres directives de placement, telles que fixées dans son règlement de placement.

Structure de fonds de fonds - Les compartiments Valiant Helvétique Conservatif, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservatif, Valiant Sustainable Balanced et Valiant Sustainable Dynamic peuvent placer plus de 49% de leurs fortunes en parts de placements collectifs de capitaux (fonds cibles) et prendre ainsi la forme d'un fonds de fonds.

Les principaux avantages de la structure de fonds de fonds sont les suivants:

- les risques spécifiques liés aux placements, notamment les risques liés à un gestionnaire individuel ou à une stratégie de placement donnée, se trouvent limités par une plus grande diversification du risque;
- les investisseurs bénéficient des compétences d'une équipe spécialisée dans le choix des stratégies de placement, la sélection et la surveillance des gestionnaires des fonds cibles dans lesquels la fortune du compartiment est investie.
- Les principaux inconvénients liés à la structure de fonds de fonds sont les suivants:
- chaque fonds cible a sa propre structure de frais qui s'ajoute à celle du compartiment;
- la dilution des risques spécifiques obtenue grâce à une plus grande diversification des placements implique également une certaine dilution des performances positives réalisées par les gestionnaires de fonds-cibles les plus performants.

Les fonds cibles dans lesquels le compartiment investit peuvent être organisés sous des formes diverses: fonds de placement, sociétés d'investissement à capital variable, sociétés d'investissement, trusts, sociétés en commandite, etc.

La direction de fonds investira en tout temps dans des fonds cibles qui offrent une liquidité suffisante, permettant à la direction de fonds de répondre, lorsque cela est nécessaire, aux demandes de rachat des porteurs de parts conformément à l'art. 17 ch. 1 du contrat de fonds de placement et au ch. 5.2 du prospectus.

Dans la sélection des fonds cibles, le gestionnaire portera son analyse sur les différentes stratégies utilisées par les gestionnaires des fonds cibles, le type des placements sous-jacents, les sources des risques (concentration des positions, effet de levier, utilisation de produits dérivés, etc.) et le rendement. Il prendra également en compte le degré de transparence et les procédures de gestion, d'administration et de surveillance, ainsi que les performances passées des fonds cibles sélectionnés.

Lorsque les fonds cibles relèvent de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs", sont en outre traités les points se rapportent au processus d'investissement, à la génération d'idées d'investissement, au contrôle et à la gestion des risques, à la construction de portefeuille, au processus de décision, etc. Une grande importance est donnée à la manière dont le gestionnaire de ces fonds cibles et ses responsables sont organisés: l'actionnariat, les moyens financiers, la clientèle, les prestataires de service, le personnel clef, son expérience, ses références, sa rémunération, l'alignement de ses intérêts, les aspects dits de conformité et la gestion d'éventuels conflits d'intérêt. La performance est "disséquée" afin de comprendre les sources des succès et échecs passés en vue de faire une projection pour l'avenir. Les aspects opérationnels font également l'objet de l'analyse du gestionnaire que ce soit au niveau du gestionnaire ou de tiers tels que courtiers et administrateurs. Toutes ces analyses sont effectuées de manière régulière.

Les investissements effectués par l'un des fonds cibles sont soumis uniquement aux restrictions énoncées dans leurs notices d'information, leurs prospectus respectifs ou leurs contrats de fonds de placement. Ni la direction de fonds, ni le gestionnaire du compartiment, ni la banque dépositaire ne seront responsables du respect ou du non-respect de telles directives et restrictions.

Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced et Valiant Sustainable Dynamic: Investissement durable

Description de l'implémentation des approches ESG dans le processus de placement :

Le gestionnaire cherche à exclure certaines entreprises en raison d'activités ou de pratiques commerciales contraires à certaines normes ou valeurs (telles que définies ci-dessous), et à investir dans des entreprises qui prennent en compte de façon responsable des facteurs environnementaux et sociaux dans leur pratique sur la base d'une note de durabilité (« approche Best-in-Class »).

Le gestionnaire identifie d'abord un univers d'investissement durable comprenant un grand nombre de titres individuels dans les classes d'actifs actions et obligations, et lorsque des données sont disponibles, dans les classes d'actifs marché monétaire et immobilier. Le gestionnaire investit ensuite dans les titres faisant partie de l'univers de l'investissement durable, directement ou indirectement par le biais de fonds cibles. En particulier dans une phase initiale après le lancement, le gestionnaire peut être amené à investir exclusivement de manière indirecte par le biais de fonds cibles.

En cas d'investissement indirect, le gestionnaire reçoit des informations sur chaque position sous-jacente des fonds cibles à intervalles réguliers avec un léger décalage dans le temps sur la base des accords conclus avec les directions de fonds des fonds cibles. Il effectue ensuite une comparaison de toutes les positions sous-jacentes avec son univers d'investissement durable. Au moins 80% des positions sous-jacentes des fonds cibles doivent correspondre, de façon agrégée, à l'univers de l'investissement durable. Afin d'augmenter la proportion des positions sous-jacentes qui correspondent à l'univers d'investissement durable, le gestionnaire ajustera soit les pondérations dans les fonds cibles, soit la sélection des fonds cibles.

La liste des critères d'exclusion :

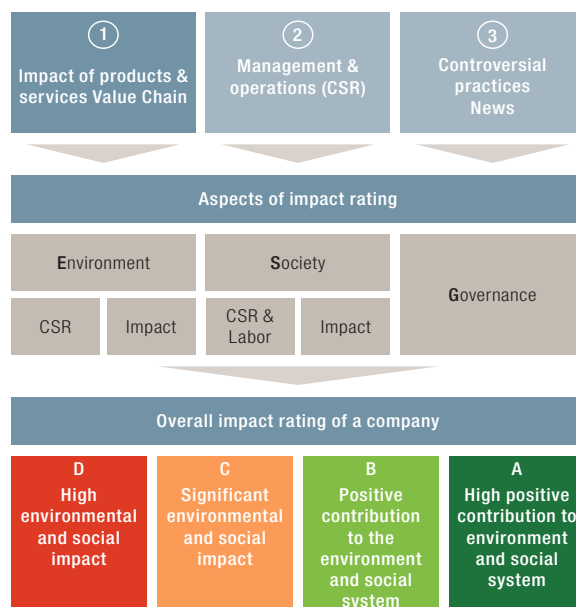
Les critères d'exclusion sont les suivants :

Protection de la réputation	Produit critique	Seuil de chiffre d'affaires en %
	Armes controversées	exclu
	Armements létaux	1
	Armements non létaux	5
	Énergie nucléaire	5
	Pornographie	5
	Jeux d'argent	5
	Génie génétique	5
	Tabac	5
	Activités commerciales controversées	Niveau de controverse
	Controverses sur l'éthique des affaires	élevé
	Controverses: Environnement	élevé
	Controverses: Gouvernance	élevé
	Controverses: Droits de l'homme	élevé
	Controverses: Conditions de travail	élevé
Controverses: Société	élevé	
Action climatique	Produit critique	Seuil de chiffre d'affaires en %
	Énergie fossile	20
	Activités commerciales controversées	Niveau de controverse
	Controverses: Environnement	élevé

Les données nécessaires à cet effet sont obtenues auprès de Inrate SA. Toutefois, dans la mesure où le gestionnaire n'investit qu'indirectement via des fonds cibles, il se peut que ces derniers détiennent des positions dans des entreprises ou émetteurs exclus, mais ces exceptions doivent faire partie de la limite de maximum 20% des investissements qui ne correspondent pas, de façon agrégée, à l'univers de l'investissement durable.

Description de la méthode et les notations de durabilité appliquées :

Le gestionnaire utilise des „Impact Ratings“ de la société Inrate SA pour évaluer la durabilité des entreprises ou émetteurs. Ces Impact Ratings évaluent l'impact des activités des entreprises et des gouvernements sur la société et l'environnement. L'impact global d'une entreprise ou d'un émetteur est évalué sur une échelle de A+ à D-. Pour être considéré dans l'univers d'investissement durable, le rating doit être au moins de C-. Les entreprises ou les émetteurs avec une notation « D » sont alors exclus, de la même façon que les entreprises ou les émetteurs qui sont exclus en raison des critères d'exclusion décrit ci-dessus. Plus la notation est bonne, plus la pondération est amenée à être élevée. Pour surpondérer les entreprises et les émetteurs qui répondent particulièrement bien aux critères de durabilité, le gestionnaire ajustera soit les pondérations dans les fonds cibles, soit la sélection des fonds cibles, ou bien pourra investir en direct en ces titres.



Source : Inrate SA

Description des risques induit par l'implémentation de la politique de placement durable :

Le gestionnaire travaille avec Inrate SA à Zurich en tant que partenaire externe de durabilité. Cela crée une certaine dépendance par rapport à l'univers couvert par Inrate SA et à la qualité des données fournies. Il existe un risque que certaines entreprises ou émetteurs ne soient pas intégrés par le gestionnaire dans son univers d'investissement durable parce qu'aucun rating n'est disponible.

Dans la mesure où le gestionnaire investit indirectement par le biais de fonds cibles dans l'univers d'investissement durable, il est possible que certaines positions sous-jacentes des fonds cibles (mais maximum 20% de façon agrégée) ne soient pas inclus dans l'univers d'investissement durable déterminé par le gestionnaire.

Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps

L'objectif de ce compartiment consiste principalement à obtenir une croissance du capital à long terme.

Ce compartiment investit au minimum deux tiers de sa fortune en titres de participation et droits-valeurs de sociétés à petite et moyenne capitalisation, telles que définies par la bourse suisse SIX Swiss Exchange, qui ont leur siège ou exercent une partie prépondérante de leur activité économique en Suisse et qui sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et libellées en francs suisses ainsi qu'en dérivés, en produits structurés et en parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements précités.

Ce compartiment investit au maximum un tiers de sa fortune en titres de participation et droits-valeurs ne satisfaisant pas aux exigences précitées ainsi qu'en obligations et autres droits de créance, obligations convertibles ou à option, avoirs à vue et à terme et instruments du marché monétaire, produits structurés et en parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements précités. Il peut également investir au maximum 10% de sa fortune en placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et en placements collectifs étrangers comparables et au maximum 10% en titres de participation et droits-valeurs qui ne sont pas négociés en bourse ou sur un marché réglementé ouvert au public. Ce compartiment ne peut pas investir plus de 49% en parts de placements collectifs de capitaux.

Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus

L'objectif d'investissement du compartiment est de suivre l'évolution de l'indice SPI®.¹

Ce compartiment investit au minimum deux tiers de sa fortune en titres de participation et droits-valeurs négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, d'entreprises qui ont leur siège ou qui exercent la partie prépondérante de leur activité économique en Suisse ou au Liechtenstein et qui figurent dans l'univers d'investissement de l'indice de référence SPI® ainsi qu'en dérivés, en produits structurés et en parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements précités. La direction pourra choisir à son gré la méthode utilisée mais en conservant toujours l'objectif de diversifier fortement le portefeuille.

Ce compartiment investit au maximum un tiers de sa fortune en titres de participation et droits-valeurs ne satisfaisant pas aux exigences précitées ainsi qu'en obligations et autres droits de créance, obligations convertibles ou à option, avoirs à vue et à terme et instruments du marché monétaire libellés en francs suisses d'émetteurs suisses, produits structurés et en parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements précités. Il peut également investir au maximum 10% de sa fortune en parts de placements collectifs de capitaux relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et en parts de placements collectifs étrangers comparables. Ce compartiment ne peut pas investir plus de 49% en parts de placements collectifs de capitaux.

Valiant Global Equities Marketing Power

L'objectif de ce compartiment consiste principalement à obtenir une croissance du capital à long terme, en investissant en actions selon une méthode de gestion quantitative active.

Ce compartiment investit au minimum 90% en titres de participation et droits-valeurs de participation d'entreprises du monde entier, y compris instruments dérivés sur ceux-ci ainsi que dans des placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci, au maximum 10% en instruments du marché monétaires (y compris placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci) et des avoirs à vue et à terme et en dérivés sur devises.

Ce compartiment ne peut pas investir plus de 10% en parts de placements collectifs de capitaux.

¹ Rien ne lie SIX Swiss Exchange SA ("SIX Swiss Exchange") et ses concédants de licence (les "Concédants") à la direction de fonds en dehors de la concession de licence concernant SPI® et les marques y afférentes en vue de leur utilisation en relation avec le Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus et le Valiant Swiss Equities Dividend (les « Compartiments »). En particulier, (i) ils ne parrainent, n'approuvent, ne vendent ni recommandent en aucune manière les Compartiments; (ii) ils ne fournissent aucune recommandation de placement concernant les Compartiments ou d'autres instruments financiers; (iii) ils n'assument aucune responsabilité ou obligation et ne prennent aucune décision concernant le timing, le volume ou la fixation des prix des Compartiments; (iv) ils n'assument aucune responsabilité ou obligation quant à l'administration, à la gestion et au marketing des Compartiments; (v) les intérêts éventuels des Compartiments ou des détenteurs des Compartiments ne sont pas pris en considération dans la détermination, la composition ou le calcul du SPI® et il n'existe aucune obligation de les prendre en considération. SIX Swiss Exchange et ses Concédants ne donnent aucune garantie et déclinent toute responsabilité (par suite de négligence ou autre) concernant les Compartiments et sa performance. SIX Swiss Exchange n'établit de relation contractuelle ni avec les acheteurs des Compartiments ni avec d'autres tiers. En particulier, (i) SIX Swiss Exchange et ses Concédants ne se portent aucunement garants (expressément ou tacitement) et déclinent toute responsabilité: (a) quant aux résultats pouvant être obtenus par les Compartiments, les détenteurs des Compartiments ou toute autre personne en relation avec l'utilisation du SPI® ainsi que les données contenues dans le SPI®, (b) quant à l'exactitude, l'actualité et l'exhaustivité de SPI® et de ses données, (c) quant à la qualité marchande ainsi qu'à l'adéquation à un but ou à un usage particulier des Compartiments et de ses données, (d) quant à la performance des Compartiments en général; (ii) SIX Swiss Exchange et ses Concédants ne donnent aucune garantie et déclinent toute responsabilité pour les erreurs, omissions ou interruptions concernant SPI® ou ses données; (iii) SIX Swiss Exchange et ses Concédants ne sauraient en aucun cas être tenus pour responsables (par suite de négligence ou autre) de tout manque à gagner ou tous dommages indirects, spéciaux ou consécutifs, tous dommages-intérêts punitifs ou toute perte résultant de telles erreurs, omissions ou interruptions concernant SPI® ou ses données ou liés de manière générale au Compartiments. Cela vaut également lorsque SIX Swiss Exchange ou ses Concédants sont conscients que de telles pertes ou de tels dommages sont susceptibles de survenir. Le contrat de licence liant la direction de fonds et SIX Swiss Exchange les engage uniquement eux et ne concerne pas les détenteurs des Compartiments ni aucun autre tiers.

Valiant Swiss Equities Dividend

Le principal objectif d'investissement du compartiment est d'obtenir une plus-value en capital à long terme en investissant dans des actions de sociétés qui promettent des rendements en dividendes supérieurs à la moyenne ou en hausse.

Ce compartiment investit au moins deux tiers (2/3) en titres de participation et droits-valeurs d'entreprises qui figurent dans l'univers d'investissement de l'indice de référence SPI®, et qui promettent des rendements en dividendes supérieurs à la moyenne ou en hausse, y compris en instruments dérivés sur ceux-ci, ainsi que dans des placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci.

Ce compartiment investit au maximum un tiers (1/3) en titres de participation et droits-valeurs ne satisfaisant pas aux exigences précitées, y compris en instruments dérivés sur ceux-ci, ainsi que dans des placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci, en obligations et autres droits de créance, ainsi qu'en avoirs à vue et à terme et instruments du marché monétaire libellés en francs suisses d'émetteurs suisses. Il peut investir au maximum 10% en parts de placements collectifs relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et placements collectifs étrangers comparables, et au maximum 49% en parts de placements collectifs de capitaux.

Valiant Swiss Franc High Grade Bond

L'objectif d'investissement du compartiment est l'accroissement à long terme de la valeur nette d'inventaire du compartiment.

Ce compartiment investit au minimum 70% en obligations ainsi que dans d'autres titres de créance et droits de créance à revenu fixe ou variable de débiteurs privés et de droit public suisses ou étrangers, avec une notation minimale de AA-.

Ce compartiment investit au maximum 30% en titres de créance et droits de créance ne satisfaisant pas aux exigences citées ci-dessus avec une notation minimale de BBB- (Investment Grade), en dérivés sur devises, et en avoirs à vue et à terme. La majorité des investissements sont libellés en francs suisses (CHF) ou sont couverts contre des francs suisses (CHF).

Ce compartiment ne peut pas investir plus de 5% en contingent convertible bonds.

Valiant Swiss Franc Corporate Bond

L'objectif d'investissement du compartiment est l'accroissement à long terme de la valeur nette d'inventaire du compartiment.

Ce compartiment investit au minimum 80% en obligations ainsi que dans d'autres titres de créance et droits de créance à revenu fixe ou variable de débiteurs privés et de droit public suisses ou étrangers, avec une notation minimale de BBB- (Investment Grade).

Ce compartiment investit au maximum 20% en titres de créance et droits de créance ne satisfaisant pas aux exigences citées ci-dessus, en dérivés sur devises, et en avoirs à vue et à terme. La majorité des investissements sont libellés en francs suisses (CHF) ou sont couverts contre des francs suisses (CHF).

Ce compartiment ne peut pas investir plus de 10% en contingent convertible bonds, et est tenue d'investir au minimum 51% en titres de créance et droits de créance d'entreprises.

1.8.2 Restrictions de placement des compartiments

La direction de fonds peut, y compris les dérivés et produits structurés, placer au maximum 10% de la fortune d'un compartiment dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire d'un même émetteur. Dans les cas du Valiant Helvétique Conservatif, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic et Valiant Sustainable Dynamic cette limite est augmentée à 15%. Dans le cas du Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus, cette limite est augmentée à 20%, et pour les titres du SPI® dont la pondération dépasse 20% de cet indice, cette limite peut être surpondérée jusqu'à hauteur de 120% du poids de ces titres dans l'indice, pour autant que le compartiment détienne constamment au moins les titres de 15 émetteurs différents et que ces titres ne dépassent pas 25% de la fortune du compartiment. Dans le cas du Valiant Swiss Equities Dividend, par dérogation à cette limite de 10%, la direction de fonds peut placer au maximum 20% de la fortune du compartiment dans les valeurs mobilières d'un même émetteur, et cette limite peut être relevée à hauteur de 125% du poids de l'émetteur dans l'indice SPI®, pour autant que le compartiment détienne constamment au moins les titres de 15 émetteurs différents.

À l'exception du compartiment Valiant Swiss Equities Dividend, la valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 5% de la fortune du compartiment ont été placés ne peut dépasser 40% de la fortune du compartiment. Par dérogation, la valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 5% de la fortune du compartiment ont été placés ne peut dépasser 75% de la fortune du compartiment dans le cas du Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps. Par dérogation, la valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 10% de la fortune du compartiment ont été placés ne peut dépasser 60% de la fortune du compartiment dans le cas du Valiant Helvétique Conservatif, du Valiant Helvétique Balanced, du Valiant Helvétique Dynamic, du Valiant Sustainable Dynamic et du Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus.

La direction de fonds peut investir jusqu'à 35% de la fortune des compartiments en valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire du même émetteur lorsque ceux-ci sont émis ou garantis par un Etat de l'OCDE ou par une collectivité de droit public de l'OCDE ou par des institutions internationales à caractère public, dont la Suisse ou un Etat membre de l'Union européenne fait partie. Dans le cas des compartiments Valiant Swiss Franc High Grade Bond et Valiant Swiss Franc Corporate Bond, la direction de fonds peut investir jusqu'à 35% de la fortune des compartiments en valeurs mobilières lorsque ceux-ci sont émises ou garanties par les centrales suisses d'émission de lettres de gage, à savoir la Centrale d'émission de lettres de gage des banques cantonales suisses et la Banque des lettres de gage d'établissements suisses de crédit hypothécaire, à la condition que les compartiments ne détiennent pas plus de 10% dans une même émission.

La direction de fonds peut investir jusqu'à 100% de la fortune d'un compartiment dans des valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire du même émetteur lorsque ceux-ci sont émis ou garantis par un Etat, par une collectivité de droit public d'un pays de l'OCDE ou par des organisations internationales à caractère public dont la Suisse ou un Etat membre de l'Union européenne fait partie. Dans ce cas, le compartiment doit détenir des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire de six émissions différentes au moins; 30% au maximum de la fortune dudit compartiment peuvent être placés dans des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire de la même émission. Sont autorisés en tant qu'émetteurs ou garants: les pays membres de l'OCDE ainsi que KFW (Kreditanstalt für Wiederaufbau), OKB (Oesterreichische Kontrollbank), BEI (Banque Européenne d'Investissement), IADB (Interamerican Development Bank), IBRD (International Bank for Reconstruction and Development), ADB (Asian Development Bank), COE (Council of Europe), Eurofima, Deutsche Treuhandanstalt, fonds d'unité allemand (German Unity Fund), European Financial Stability Fund (EFSF), European Stability Mechanism (ESM), EBRD (European Bank for Reconstruction and Development), AFDB (African Development Bank), et NIB (Nordic Investment Bank).

1.8.3 Stratégie poursuivie en matière de gestion des sûretés

Opérations de gré à gré (« OTC »)

Types de sûretés autorisées

La direction de fonds ne peut recevoir à titre de sûretés que des espèces.

Niveau des sûretés

La valeur des sûretés doit demeurer en tout temps égal ou supérieure à 100% de l'engagement total net de dérivés.

Réinvestissement

Les sûretés ne seront pas vendues, réinvesties ou mises en gage.

1.8.4 Utilisation de dérivés

La direction de fonds peut utiliser des produits dérivés. L'utilisation de dérivés ne saurait, même en présence de circonstances exceptionnelles du marché, aboutir à une déviation des objectifs de placement ou à une modification du caractère de placement du fonds. L'approche Commitment I est appliquée pour mesurer le risque.

Les dérivés peuvent être utilisés dans le cadre de la stratégie de placement ainsi qu'aux fins de couverture de positions de placement. S'agissant toutefois des fonds cibles d'un compartiment dont la fortune est investie effectivement à plus de 49% en parts de placement collectifs de capitaux, le recours aux dérivés en rapport à ces fonds cibles est autorisé pour couvrir notamment le risque de change, de marché ou de crédit, pour autant que les risques qui font l'objet de couverture soient identifiables et mesurables.

Seules peuvent être utilisées des formes de base de dérivés, c'est-à-dire des options Call ou Put, des Credit Default Swaps (CDS), swaps et affaires à terme (futures et Forwards), telles que décrites plus en détail dans le contrat de fonds (voir art. 12 du contrat de fonds), pour autant que leurs sous-jacents soient admis comme placements dans la politique de placement. Les dérivés peuvent être négociés à une bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, ou être conclus OTC (Over-the-counter). Les dérivés sont sujets au risque de contrepartie, outre le risque de marché; en d'autres termes, il y a risque que la partie contractante n'honore pas ses engagements et occasionne ainsi un dommage financier.

Par le biais d'un Credit Default Swap (« CDS »), le risque de crédit est transféré du vendeur de risque à l'acheteur de risque. Ce dernier est indemnisé sous forme de prime. Le montant de la prime dépend entre autres de la probabilité de survenance d'un dommage et du montant maximum de celui-ci; ces deux facteurs sont normalement difficiles à évaluer, ce qui augmente le risque lié aux CDS. Les compartiments peuvent endosser les deux rôles d'acheteur et de vendeur de risque.

L'utilisation de tels instruments ne doit pas exercer d'effet de levier (Leverage) sur la fortune du compartiment, même en présence de circonstances exceptionnelles du marché, ni correspondre à une vente à découvert.

1.9 Valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire de la part d'une classe d'un compartiment résulte de la quote-part à la valeur vénale de la fortune du compartiment revenant à la classe en question, réduite d'éventuels engagements du compartiment attribués à cette classe, divisée par le nombre de parts en circulation de cette même classe, arrondie au centime.

1.10 Rémunérations et frais accessoires

1.10.1 Rémunérations et frais accessoires à la charge de la fortune du compartiment (extrait de l'art. 19 du contrat de fonds)

Pour les compartiments Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced et Valiant Sustainable Dynamic:

	Commission de direction (max. p.a.)	Commission de gestion (max. p.a.)	Commission d'infrastructure (max. p.a.)	Commission de banque dépositaire (max. p.a.)	Commission totale (max. p.a.)
Classe I	0,13%	0,66%	0,05%	0,045%	0,885%
Classe V	0,13%	0,66%	aucune	0,045%	0,835%

Pour le compartiment Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps:

	Commission de direction (max. p.a.)	Commission de gestion (max. p.a.)	Commission d'infrastructure (max. p.a.)	Commission de banque dépositaire (max. p.a.)	Commission totale (max. p.a.)
Classe I	0,13%	0,90%	0,05%	0,045%	1,125%
Classe S*	0,13%	aucune	aucune	0,045%	0,175%

* Pour la Classe S, les commissions de gestion et d'infrastructure sont rémunérées dans le cadre du mandat de gestion / accord d'investissement

Pour les compartiments Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus et Valiant Swiss Equities Dividend:

	Commission de direction (max. p.a.)	Commission de gestion (max. p.a.)	Commission d'infrastructure (max. p.a.)	Commission de banque dépositaire (max. p.a.)	Commission totale (max. p.a.)
Classe I	0,13%	0,65%	0,05%	0,045%	0,875%
Classe S*	0,13%	aucune	aucune	0,045%	0,175%

* Pour la Classe S, les commissions de gestion et d'infrastructure sont rémunérées dans le cadre du mandat de gestion / accord d'investissement.

Pour le compartiment Valiant Global Equities Marketing Power:

	Commission de direction (max. p.a.)	Commission de gestion (max. p.a.)	Commission d'infrastructure (max. p.a.)	Commission de banque dépositaire (max. p.a.)	Commission totale (max. p.a.)
Classe I	0,13%	0,76%	0,05%	0,045%	0,985%
Classe S*	0,13%	aucune	aucune	0,045%	0,175%

* Pour la Classe S, les commissions de gestion et d'infrastructure sont rémunérées dans le cadre du mandat de gestion / accord d'investissement.

Pour les compartiments Valiant Swiss Franc High Grade Bond et Valiant Swiss Franc Corporate Bond :

	Commission de direction (max. p.a.)	Commission de gestion (max. p.a.)	Commission d'infrastructure (max. p.a.)	Commission de banque dépositaire (max. p.a.)	Commission totale (max. p.a.)
Classe I	0,13%	0,40%	0,05%	0,045%	0,625%
Classe S*	0,13%	aucune	aucune	0,045%	0,175%

* Pour la Classe S, les commissions de gestion et d'infrastructure sont rémunérées dans le cadre du mandat de gestion / accord d'investissement.

Par ailleurs, les autres rémunérations et frais accessoires énumérés à l'art. 19 du contrat de fonds peuvent être facturés aux compartiments.

Les taux effectivement appliqués de la Commission de direction, de la Commission de gestion, de la Commission d'infrastructure et de la Commission de banque dépositaire figurent dans le rapport annuel et semestriel.

La commission de gestion des fonds cibles dans lesquels il est investie ne peut représenter que 3% au maximum. Le taux maximum des commissions de gestion fixe des fonds cible dans lesquels il est investi est à mentionner dans le rapport annuel.

1.10.2 Total Expense Ratio

Le ratio des coûts totaux débités couramment sur la fortune des compartiments (Total Expense Ratio, TER) s'élevait à :

TER	31.10.2018	31.10.2019	31.10.2020	31.10.2021
Valiant Helvétique Conservative				
Classe I				
TER synthétique ¹	1,27%	1,26%	1,25%	1,28%
TER du fonds faitier	0,89%	0,88%	0,88%	0,88%
Classe V				
TER synthétique ¹	1,22%	1,21%	1,20%	1,23%
TER du fonds faitier	0,84%	0,83%	0,83%	0,83%
Valiant Helvétique Balanced				
Classe I				
TER synthétique ¹	1,38%	1,31%	1,30%	1,29%
TER du fonds faitier	0,94%	0,89%	0,88%	0,88%
Classe V				
TER synthétique ¹	1,31%	1,26%	1,25%	1,24%
TER du fonds faitier	0,87%	0,84%	0,83%	0,83%
Valiant Helvétique Dynamic				
Classe I				
TER synthétique ¹	1,41%	1,29%	1,28%	1,28%
TER du fonds faitier	1,03%	0,92%	0,90%	0,89%
Classe V				
TER synthétique ¹	1,31%	1,24%	1,23%	1,23%
TER du fonds faitier	0,93%	0,87%	0,85%	0,84%
Valiant Sustainable Conservative³				
Classe I				
TER synthétique ¹	n/a	n/a	n/a	1,37% ²
TER du fonds faitier	n/a	n/a	n/a	1,02% ²
Classe V				
TER synthétique ¹	n/a	n/a	n/a	1,26% ²
TER du fonds faitier	n/a	n/a	n/a	0,91% ²

TER	31.10.2018	31.10.2019	31.10.2020	31.10.2021
Valiant Sustainable Balanced³				
Classe I				
TER synthétique ¹	n/a	n/a	n/a	1,37% ²
TER du fonds faitier	n/a	n/a	n/a	1.02% ²
Classe V				
TER synthétique ¹	n/a	n/a	n/a	1,26% ²
TER du fonds faitier	n/a	n/a	n/a	0,91% ²
Valiant Sustainable Dynamic³				
Classe I				
TER synthétique ¹	n/a	n/a	n/a	1,39% ²
TER du fonds faitier	n/a	n/a	n/a	1.03% ²
Classe V				
TER synthétique ¹	n/a	n/a	n/a	1,27% ²
TER du fonds faitier	n/a	n/a	n/a	0,91% ²
Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps				
Classe I				
TER	1,13%	1,12%	1,12%	1,12%
Classe S				
TER	0,18%	0,17%	0,17%	0,17%
Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus				
Classe I				
TER	0,87%	0,86%	0,86%	0,86%
Classe S				
TER	0,17%	0,16%	0,16%	0,16%
Valiant Global Equities Marketing Power				
Classe I ⁴				
TER	1,10% ²	1,16%	1,02%	1,04%
Classe S ⁵				
TER	n/a	0,17% ²	0,21%	0,23%
Valiant Swiss Equities Dividend⁶				
Classe I				
TER	n/a	n/a	0,95% ²	0,92%
Classe S				
TER	n/a	n/a	0,25% ²	0,21%

¹ Le TER synthétique correspond à la somme des TER des différents fonds cibles, pondérés selon leur quote-part à la fortune nette du fonds faitier au jour de référence, des commissions d'émission et de rachat des fonds cibles effectivement payées et du TER du fonds faitier déduction faite des rétrocessions et rabais perçus par les fonds cibles durant la période sous revue.

² TER annualisé

³ Date de lancement: classe I: 24.08.2021, classe V: 03.09.2021

⁴ Date de lancement: classe I: 25.9.2018

⁵ Date de lancement: classe S: 15.9.2019

⁶ Date de lancement : 25.2.2020

1.10.3 Paiement de rétrocessions et octroi de rabais

La direction de fonds et ses mandataires ne versent pas de rétrocessions afin de rémunérer l'activité de distribution.

La direction de fonds et ses mandataires ne paient aucun rabais dans le cadre de la distribution pour réduire les frais et coûts incombant aux investisseurs concernés et imputés à la direction.

1.10.4. Rémunérations et frais accessoires à la charge de l'investisseur (extrait de l'art. 18 du contrat de fonds)

- Commission d'émission en faveur de la direction de fonds, de la banque dépositaire et/ou des distributeurs en Suisse: au maximum 3%
- Commission de rachat en faveur de la direction de fonds, de la banque dépositaire et/ou des distributeurs en Suisse: au maximum 3%
- Commission de conversion en faveur de la direction de fonds, de la banque dépositaire et/ou des distributeurs en Suisse et à l'étranger en cas de conversion entre compartiments: au maximum 0,5%

Lors de l'émission, de la conversion et du rachat de parts, les frais accessoires (courtages conformes au marché, commissions, émoluments, etc.) occasionnés aux compartiments sont débités à l'investisseur en faveur de la fortune des compartiments concernés, conformément à l'art. 17 ch. 2 du contrat de fonds. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les taux maximums indiqués au ch. 1.6 du prospectus.

1.10.5. Conventions de partage des frais et avantages pécuniaires ("soft commissions")

La direction de fonds n'a pas conclu ni des conventions de partage des frais ni des conventions concernant des "soft commissions".

1.10.6 Placements dans des placements collectifs de capitaux liés

Lorsque la direction, respectivement la société à laquelle la gestion a été déléguée, acquiert des parts de placements collectifs de capitaux gérés directement ou indirectement par elle-même ou par une société à laquelle la direction, respectivement par la société à laquelle la gestion a été déléguée, est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une participation importante, directe ou indirecte, du capital ou des voix ("fonds cibles liés"), elle peut percevoir la Commission de direction, la Commission de gestion, la Commission de distribution et la Commission d'infrastructure, dans la mesure de tels placements. Le taux effectif figure dans les rapports annuels et semestriels du fonds. La direction de fonds, respectivement la société à laquelle la gestion a été déléguée, ne peut pas débiter aux compartiments d'éventuelles commissions d'émission, de conversion ou de rachat des fonds cibles liés.

1.11 Consultation des rapports

Le prospectus avec contrat de fonds intégré, la feuille d'information de base ou les informations clés pour l'investisseur et les rapports annuels ou semestriels peuvent être demandés gratuitement à la direction de fonds, à la banque dépositaire et à tous les distributeurs.

1.12 Forme juridique

Le fonds de placement est un fonds de placement ombrelle contractuel de droit suisse relevant du genre "autres fonds en placements traditionnels" au sens de la loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux du 23 juin 2006.

Le fonds de placement est basé sur un contrat de placement collectif (contrat de fonds) aux termes duquel la direction de fonds s'engage à faire participer l'investisseur au compartiment correspondant, proportionnellement aux parts qu'il a acquises, et à gérer le fonds conformément aux dispositions de la loi et du contrat de fonds, de façon indépendante et en son propre nom. La banque dépositaire est partie au contrat de fonds conformément aux tâches qui lui sont conférées par la loi et le contrat de fonds.

1.13 Les risques essentiels

Risques des compartiments Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced et Valiant Sustainable Dynamic - Outre les risques usuellement liés aux investissements diversifiés en actions et en obligations au niveau mondial, ces compartiments sont également exposés aux risques liés aux placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et aux placements collectifs étrangers comparables dans la mesure où ces placements collectifs peuvent offrir une liquidité réduite, peuvent faire usage d'effet de levier et de ventes à découvert, sont fréquemment établis dans des juridictions dont la surveillance n'est pas équivalente à celle de la Suisse et présentent un degré de transparence sur leurs activités plus limité que les fonds traditionnels.

Risques du compartiment Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps - Essentiellement ceux qui résident dans la concentration géographique et la concentration en actions. En effet, dans la mesure où le compartiment investit principalement en actions de sociétés suisses à petite et moyenne capitalisation, il n'existe ni diversification géographique, ni diversification d'instrument de placement. L'évolution du portefeuille sera déterminée majoritairement par le marché des actions suisses et elle ne pourra pas être équilibrée par d'autres marchés et/ou instruments.

Risques du compartiment Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus - Essentiellement ceux qui résident dans la concentration géographique et la concentration en actions. En effet, dans la mesure où le compartiment investit principalement en actions suisses, il n'existe ni diversification géographique, ni diversification d'instrument de placement. L'évolution du portefeuille sera déterminée majoritairement par le marché des actions suisses et elle ne pourra pas être équilibrée par d'autres marchés et/ou instruments. Par ailleurs, avec la possibilité de surpondérer des titres de l'indice, il peut en résulter une concentration de la fortune du compartiment à un petit nombre de titres, ce qui peut augmenter les risques du compartiment par rapport aux risques de l'indice.

Risques du compartiment Valiant Global Equities Marketing Power - Essentiellement ceux qui résident dans la concentration en actions. En effet, dans la mesure où le compartiment investit principalement en actions, il n'existe pas de diversification d'instrument de placement. L'évolution du portefeuille sera déterminée majoritairement par le marché des actions et elle ne pourra pas être équilibrée par d'autres instruments.

Risques du compartiment Valiant Swiss Equities Dividend - Essentiellement ceux qui résident dans la concentration géographique et la concentration en actions. En effet, dans la mesure où le compartiment investit principalement en actions de société suisses, il n'existe ni diversification géographique, ni diversification d'instrument de placement. L'évolution du portefeuille sera déterminée majoritairement par le marché des actions suisses et elle ne pourra pas être équilibrée par d'autres marchés et/ou instruments. Par ailleurs, avec la possibilité de surpondérer des titres de l'indice, il peut en résulter une concentration de la fortune du compartiment à un petit nombre de titres, ce qui peut augmenter les risques du compartiment par rapport aux risques de l'indice.

Risques du compartiment Valiant Swiss Franc High Grade Bond - Essentiellement ceux liés aux investissements en obligations ou autres titres à revenu fixe ou variable et incluent les risques de crédit, de liquidité et de taux d'intérêt.

Risques du compartiment Valiant Swiss Franc Corporate Bond - Essentiellement ceux liés aux investissements en obligations ou autres titres à revenu fixe ou variable et incluent les risques de crédit, de liquidité et de taux d'intérêt. La notation de 20% de la fortune du compartiment pourra être "below investment grade" et donc spéculative quant à la capacité du débiteur, sur une longue période de temps, de s'acquitter de ses obligations en principal et intérêts ou de maintenir d'autres conditions spécifiées dans les documents d'offre.

1.14 Gestion du risque de liquidité

La direction de fonds garantit une gestion appropriée des liquidités. La direction de fonds évalue la liquidité du fonds de placement tous les jours selon différents scénarios documentés par ses soins. La direction de fonds a identifié en particulier les risques suivants et prévu les mesures appropriées suivantes:

Risque de liquidité de marché (« market liquidity ») : certaines classes d'actifs ou instruments financiers peuvent être sujet, de manière temporaire ou permanente, à un volume faible de transactions, exposant les transactions des compartiments à un prix plus élevé (« liquidity premium ») ou à l'impossibilité de réaliser l'intégralité du montant d'une transaction dans l'horizon de temps escompté. Le processus implémenté par la direction de fonds capture au quotidien les volumes de liquidité de chaque instrument financier détenu en portefeuille et détermine le temps correspondant à la liquidation de la position et son impact sur la liquidité totale des portefeuilles.

Risque de rachat massif (« large redemptions ») : la concentration de demandes de rachats sur une même NAV peut aboutir à une situation dans laquelle les demandes de rachat sont supérieures à la liquidité des actifs réellement disponible en portefeuilles (« liquidity mismatch »). Pour prévenir ce risque, la direction de fonds compare au quotidien la liquidité des actifs détenus en portefeuille aux demandes nettes de rachats émanant des investisseurs.

2. Informations concernant la direction de fonds

2.1 Indications générales sur la direction

La direction de fonds est Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA. La direction gère des fonds de placement depuis sa fondation, en 1972, en tant que société anonyme avec siège à Lancy.

2.2 Autres indications sur la direction

La direction gère en Suisse 96 placements collectifs de capitaux au total, dont la somme des avoirs gérés s'élevait au 30 juin 2021 à CHF 33,2 milliards.

D'autre part, la direction de fonds fournit au 31 décembre 2021 notamment les prestations suivantes :

Gestion de placements collectifs de capitaux suisses et étrangers, gestion de portefeuilles dédiés / ségrégués pour le compte de clients professionnels suisses et étrangers, conseil en investissement, représentation en Suisse de placements collectifs de capitaux étrangers, promotion et offre de stratégies et solutions d'investissement LOIM aux clients professionnels suisses. La direction de fonds fait partie de Lombard Odier Investment Managers ("LOIM"), la division de gestion d'actifs du Groupe Lombard Odier.

La direction de fonds a son siège à l'av. des Morgines 6, 1213 Petit-Lancy. Des informations supplémentaires peuvent être consultées sous www.loim.com.

2.3 Gestion et administration

Les membres du conseil d'administration sont: Hubert Keller, Président, Jeremy Bailey, Peter Clarke, Annika Falkengren, Stephen Fitzgerald.

Les membres de la direction de la société sont: Alexandre Meyer, Directeur, Pauline Rivier, Yannick Zufferey.

2.4 Capital souscrit et libéré

Le montant du capital social de la direction s'élève à CHF 26 millions. Le capital social, divisé en 26'000 actions nominatives entièrement libérées de CHF 1'000.- chacune, est détenu à 100% par LO Holding SA.

2.5 Délégation des décisions de placement et d'autres tâches partielles

Les décisions de placement des compartiments sont déléguées à Valiant Bank AG, Bundesplatz 4, 3011 Berne, une filiale à 100 % de la Valiant Holding AG.

La comptabilité et le calcul de la valeur nette d'inventaire sont délégués à la banque dépositaire, Banque Lombard Odier & Cie SA, Genève.

2.6 Exercice des droits de créancier et sociaux

La direction de fonds exerce les droits attachés à la qualité de sociétaire et de créancier et liés aux placements des compartiments gérés de manière indépendante et exclusivement dans l'intérêt des investisseurs. Sur demande, les investisseurs peuvent obtenir de la direction de fonds des renseignements sur l'exercice des droits attachés à la qualité de sociétaire de créancier.

Pour les affaires courantes en cours, la direction de fonds est libre d'exercer elle-même les droits attachés à la qualité de sociétaire et de créancier ou de les déléguer à la banque dépositaire ou à des tiers ou de renoncer à l'exercice de ces droits.

Dans tous les autres points susceptibles d'affecter durablement les intérêts des investisseurs, notamment dans l'exercice de droits attachés à la qualité de sociétaire et de créancier revenant à la direction de fonds en tant qu'actionnaire ou créancière de la banque dépositaire ou d'autres personnes morales apparentées, la direction de fonds exerce elle-même le droit de vote ou donne des instructions explicites. Elle peut s'appuyer sur des informations qu'elle reçoit de la banque dépositaire, du gestionnaire de fortune, de la société ou de conseillers ayant droit de vote ou par d'autres tiers ou qu'elle apprend par la presse.

3. Informations concernant la banque dépositaire

3.1 Indications générales sur la banque dépositaire

La banque dépositaire est Banque Lombard Odier & Cie SA. La banque privée a été constituée en 1796 sous la forme d'une société en commandite, à Genève.

3.2 Autres indications sur la banque dépositaire

La banque exerce ses activités principales dans les domaines suivants : gestion de patrimoine de clients tant privés qu'institutionnels.

La banque dépositaire peut confier la garde de la fortune collective à un tiers ou à un dépositaire central de titres en Suisse et à l'étranger pour autant qu'une garde appropriée soit assurée. Pour ce qui est des instruments financiers, leur garde ne peut être confiée qu'à des dépositaires tiers ou centraux soumis à surveillance. Fait exception à cette règle la garde impérative en un lieu où la délégation à un tiers ou à un dépositaire central soumis à la surveillance est impossible, notamment en raison de prescriptions légales contraignantes ou des modalités du produit de

placement. Le transfert de la garde de la fortune du fonds à un tiers et à un dépositaire central en Suisse ou à l'étranger implique les risques suivants : La garde par un tiers ou un dépositaire central a pour effet que la direction de fonds n'est plus exclusive des titres déposés, mais seulement copropriétaire. Par ailleurs, si les dépositaires tiers et centraux ne sont pas soumis à surveillance, ils ne peuvent pas satisfaire aux exigences organisationnelles imposées aux banques suisses.

La banque dépositaire répond des dommages causés par le mandataire, à moins qu'elle prouve avoir pris en matière de choix, d'instruction et de surveillance, tous les soins commandés par les circonstances.

La banque dépositaire est inscrite auprès des autorités fiscales américaines en tant que Participating Foreign Financial Institution au sens des sections 1471-1474 de l'Internal Revenue Code américain (Foreign Account Tax Compliance Act, incluant les ordonnances à ce sujet, FATCA).

4. Informations concernant les tiers

4.1 Services de paiement

Banque Lombard Odier & Cie SA
Rue de la Corraterie 11
CH - 1204 Genève

4.2 Distributeur

Valiant Bank AG
Bundesplatz 4
CH - 3011 Berne

4.3 Délégation de décisions de placement et d'autres tâches partielles

Les décisions de placement du fonds sont déléguées à Valiant Bank AG, Bundesplatz 4, 3011 Berne, une filiale à 100 % de la Valiant Holding AG. Valiant Bank AG est une banque suisse soumise à une surveillance par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA.

Valiant Bank AG dispose d'une expérience de longue date dans le conseil en placement et la gestion de patrimoine de clients tant privés qu'institutionnels. Les modalités précises d'exécution du mandat sont réglées dans un contrat de gestion de fortune conclu entre Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA et Valiant Bank AG.

La comptabilité et le calcul de la valeur nette d'inventaire sont délégués à la banque dépositaire, Banque Lombard Odier & Cie SA, Genève. La Banque Lombard Odier & Cie SA dispose d'une expérience de longue date dans la gestion de patrimoine de clients tant privés qu'institutionnels. Les modalités précises d'exécution du mandat sont réglées dans un contrat conclu entre Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA et Banque Lombard Odier & Cie SA.

5. Autres informations

5.1 Remarques utiles

- **Numéros de valeur**

Valiant Helvétique Conservative Classe I: 003414010

Valiant Helvétique Conservative Classe V: 011393215

Valiant Helvétique Balanced Classe I: 036496022

Valiant Helvétique Balanced Classe V: 036496024

Valiant Helvétique Dynamic Classe I: 036496019

Valiant Helvétique Dynamic Classe V: 036496021

Valiant Sustainable Conservative Classe I: 110354410

Valiant Sustainable Conservative Classe V: 110354423
Valiant Sustainable Balanced Classe I: 110354426
Valiant Sustainable Balanced Classe V: 110354433
Valiant Sustainable Dynamic Classe I: 110354445
Valiant Sustainable Dynamic Classe V: 110354454
Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps Classe I: 010594703
Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps Classe S: 010594710
Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Classe I: 002939248
Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Classe S: 011769856
Valiant Global Equities Marketing Power Classe I: 42763681
Valiant Global Equities Marketing Power Classe S: 42763985
Valiant Swiss Equities Dividend Classe I: 51999988
Valiant Swiss Equities Dividend Classe S: 51999990
Valiant Swiss Franc High Grade Bond Classe I: 58450133
Valiant Swiss Franc High Grade Bond Classe S: 58450135
Valiant Swiss Franc Corporate Bond Classe I: 58450111
Valiant Swiss Franc Corporate Bond Classe S: 58450113

- **Unité de compte**

CHF

5.2 Publications du fonds

D'autres informations sur le fonds de placement, respectivement les compartiments, figurent dans le dernier rapport annuel ou semestriel du fonds. Les informations les plus récentes peuvent d'autre part être consultées sur Internet www.fundinfo.com.

En cas de modification du contrat de fonds, de changement de la direction de fonds ou de la banque dépositaire ainsi que lors de la dissolution des compartiments, la publication est faite par la direction de fonds sur la plateforme Internet www.fundinfo.com.

Les publications de prix pour toutes les classes de parts de chaque compartiment ont lieu chaque jour d'émission et de rachat de parts mais au moins deux fois par mois (15 et 30 du mois ou jour ouvrable précédent) sur les plateformes Internet www.swissfunddata.ch et www.fundinfo.com.

5.3 Restrictions de vente

Le fonds est seulement autorisé à la distribution en Suisse.

Ce fonds de placement ne bénéficie pas du passeport en matière de commercialisation prévu par la Directive européenne 2011/61/EU du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ("Directive AIFM"). Il faut considérer que ce fonds ne remplit pas non plus les exigences découlant des lois nationales du domicile des investisseurs de chaque pays membre de l'Espace Economique Européen ("EEE") qui réglementent spécifiquement la commercialisation auprès des investisseurs professionnels (régimes nationaux de placements privés) et investisseurs de détail (régimes nationaux). Dès lors, les parts de ce fonds de placement ne peuvent pas être commercialisées à des investisseurs domiciliés ou dont le siège est dans l'EEE.

Les parts n'ont pas été enregistrées en vertu de la Loi des Etats-Unis d'Amérique sur les valeurs mobilières de 1933 intitulée United States Securities Act (United States Securities Act, 1933). De ce fait, et sauf dans le cadre d'une transaction qui n'enfreint pas ladite loi, elles ne peuvent être offertes ou vendues directement ou indirectement ni sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique y.c. tout territoire, toute possession ou toute zone soumis à leur juridiction, ni à une personne américaine ou pour le compte d'une telle personne. A cet effet, le terme "Personne américaine" désigne tout citoyen, ressortissant ou résident des Etats-Unis d'Amérique, toute société revêtant la forme d'un « partnership » et organisée selon

le droit de ou existant dans un Etat, territoire ou possession des Etats-Unis d'Amérique, toute société organisée selon le droit des Etats-Unis d'Amérique ou d'un Etat, territoire ou possession des Etats-Unis d'Amérique, ou toute propriété ou trust soumis à l'impôt fédéral des Etats-Unis d'Amérique quelle que soit la source de ses revenus.

6. Autres informations sur les placements

6.1 Résultats passés

Résultats passés du fonds de placement (changements de la valeur d'inventaire nette en %):

Compartiment	Classe	Résultats 2021 31.12.2020 - 31.12.2021	Résultats annualisés 3 ans 31.12.2018 - 31.12.2021 (ou depuis le lancement)	Résultats annualisés 5 ans 31.12.2016 - 31.12.2021 (ou depuis le lancement)	lancement
VF (CH) - Valiant Helvétique Conservative	I	4.38	5.07	2.87	11.12.2013
VF (CH) - Valiant Helvétique Conservative	V	4.42	5.12	2.92	05.09.2011
VF (CH) - Valiant Helvétique Balanced	I	8.70	8.46	4.39	14.08.2017
VF (CH) - Valiant Helvétique Balanced	V	8.75	8.52	4.47	20.09.2017
VF (CH) - Valiant Helvétique Dynamic	I	13.09	11.71	6.29	14.08.2017
VF (CH) - Valiant Helvétique Dynamic	V	13.14	11.76	6.30	20.09.2017
VF (CH) - Valiant Sustainable Conservative	I	-0.91	-	-	24.08.2021
VF (CH) - Valiant Sustainable Conservative	V	-0.70	-	-	03.09.2021
VF (CH) - Valiant Sustainable Balanced	I	0.04	-	-	24.08.2021
VF (CH) - Valiant Sustainable Balanced	V	-0.01	-	-	03.09.2021
VF (CH) - Valiant Sustainable Dynamic	I	1.00	-	-	24.08.2021
VF (CH) - Valiant Sustainable Dynamic	V	1.05	-	-	08.09.2021
VF (CH) - Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps	I	22.66	20.13	12.96	30.11.2009
VF (CH) - Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps	S	23.83	21.27	14.04	30.11.2009
VF (CH) - Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus	I	22.97	17.14	11.41	30.03.2007
VF (CH) - Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus	S	23.82	17.96	12.19	12.10.2010
VF (CH) - Valiant Global Equities Marketing Power	I	15.24	11.29	6.68	25.09.2018
VF (CH) - Valiant Global Equities Marketing Power	S	16.17	9.17	-	02.08.2019
VF (CH) - Valiant Swiss Equities Dividend	I	22.66	13.71	-	25.02.2020
VF (CH) - Valiant Swiss Equities Dividend	S	23.52	14.49	-	25.02.2020
VF (CH) - Valiant Swiss Franc High Grade Bond	I	-2.28	-	-	27.01.2021
VF (CH) - Valiant Swiss Franc High Grade Bond	S	-1.87	-	-	27.01.2021
VF (CH) - Valiant Swiss Franc Corporate Bond	I	-0.37	-	-	27.01.2021
VF (CH) - Valiant Swiss Franc Corporate Bond	S	0.04	-	-	27.01.2021

La performance passée ne constitue pas une indication fiable des résultats futurs. Les frais d'entrée et de sortie en sont exclus.

6.2 Profil de l'investisseur classique

Les compartiments conviennent aux investisseurs avec un horizon de placement à long terme qui peuvent supporter d'importantes fluctuations de cours sur une longue durée, qui connaissent les risques usuels d'un placement en actions et acceptent les risques plus élevés inhérents à la concentration géographique.

Les compartiments Valiant Helvétique Conservative, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Swiss Franc High Grade Bond et Valiant Swiss Franc Corporate Bond conviennent aussi aux investisseurs envisageant un horizon de placement à moyen terme et qui peuvent supporter des fluctuations de cours sur quelques années.

7. Dispositions détaillées

Toutes les autres indications sur le fonds, respectivement les compartiments, telles que l'évaluation de la fortune du fonds, la mention de toutes les rémunérations et de tous les frais accessoires imputés à l'investisseur et au fonds et l'utilisation du résultat sont précisées en détail dans le contrat de fonds.

Table des matières

Partie II - Contrat de fonds de placement	31
I. Bases	31
Art. 1 Dénomination; raison sociale et siège de la direction de fonds, de la banque dépositaire et du gestionnaire de fortune	
II. Droits et obligations des parties contractantes	31
Art. 2 Contrat de fonds de placement	
Art. 3 Direction de fonds	
Art. 4 Banque dépositaire	
Art. 5 Investisseurs	
Art. 6 Parts et classes de parts	
III. Directives régissant la politique de placement	35
A. Principes de placement	
Art. 7 Respect des directives de placement	
Art. 8 Politique de placement	
Art. 9 Liquidités	
B. Techniques et instruments de placement	
Art. 10 Prêt de valeurs mobilières	
Art. 11 Opérations de mise et prise en pension	
Art. 12 Instruments financiers dérivés - Approche Commitment I	
Art. 13 Emprunts et octroi de crédits	
Art. 14 Mise en gage de la fortune des compartiments	
C. Restrictions de placement	
Art. 15 Répartition des risques	
IV. Calcul de la valeur nette d'inventaire ainsi qu'émission, conversion et rachat de parts	41
Art. 16 Calcul de la valeur nette d'inventaire	
Art. 17 Emission, conversion et rachat de parts	
V. Rémunérations et frais accessoires	44
Art. 18 Rémunérations et frais accessoires à la charge de l'investisseur	
Art. 19 Rémunérations et frais accessoires à la charge de la fortune des compartiments	
VI. Reddition des comptes et audit	46
Art. 20 Reddition des comptes	
Art. 21 Audit	
VII. Utilisation du résultat	47
VIII. Publications du fonds et/ou des compartiments	47
IX. Restructuration et dissolution	47
Art. 24 Regroupement	
Art. 25 Durée et dissolution des compartiments	

X.	Modification du contrat de fonds de placement	49
XI.	Droit applicable et for	49

Partie II - Contrat de fonds de placement

I. Bases

Art. 1 Dénomination; raison sociale et siège de la direction de fonds, de la banque dépositaire et du gestionnaire de fortune

1. Sous la dénomination VF (CH), il existe un fonds ombrelle contractuel relevant du type "autres fonds en placements traditionnels" (ci-après "le fonds de placement") au sens des art. 25 en relation avec les art. 53 ss, 68ss et 92ss de la Loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux du 23 juin 2006 (LPCC). Ce fonds de placement est subdivisé en compartiments comme suit:
 - Valiant Helvétique Conservatif
 - Valiant Helvétique Balanced
 - Valiant Helvétique Dynamic
 - Valiant Sustainable Conservatif
 - Valiant Sustainable Balanced
 - Valiant Sustainable Dynamic
 - Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps
 - Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus
 - Valiant Global Equities Marketing Power
 - Valiant Swiss Equities Dividend
 - Valiant Swiss Franc High Grade Bond
 - Valiant Swiss Franc Corporate Bond
2. La direction de fonds est Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA, Lancy.
3. La banque dépositaire est Banque Lombard Odier & Cie SA, Genève.
4. Le gestionnaire de fortune est Valiant Bank AG à Berne.

II. Droits et obligations des parties contractantes

Art. 2 Contrat de fonds de placement

Les relations juridiques entre, d'une part, les investisseurs² et, d'autre part, la direction de fonds et la banque dépositaire sont régies par le présent contrat de fonds de placement ainsi que les dispositions légales en vigueur de la loi sur les placements collectifs de capitaux.

Art. 3 Direction de fonds

1. La direction de fonds gère les compartiments pour le compte des investisseurs, de façon indépendante et en son propre nom. Elle décide notamment de l'émission de parts, des placements et de leur évaluation. Elle calcule la valeur nette d'inventaire, fixe les prix d'émission, de conversion et de rachat des parts ainsi que la distribution des bénéfices. Elle exerce tous les droits relevant du fonds, respectivement des compartiments.
2. La direction de fonds et ses mandataires sont soumis aux devoirs de fidélité, de diligence et d'information. Ils agissent de manière indépendante et exclusivement dans l'intérêt des investisseurs. Ils prennent les mesures organisationnelles nécessaires à l'exercice d'une gestion irréprochable. Ils rendent compte sur les placements collectifs qu'ils administrent et ils communiquent tous les honoraires et frais imputés directement ou indirectement aux investisseurs, ainsi que les rémunérations de la part de tiers, en particulier les commissions, rabais et autres avantages pécuniaires.

² Afin de simplifier la lecture, il est renoncé à une différenciation de sexe. La terminologie utilisée s'applique aux deux sexes.

3. La direction de fonds peut déléguer les décisions en matière de placement pour tous ou certains compartiments ainsi que certaines tâches à des tiers pour autant que cela soit dans l'intérêt d'une gestion appropriée. Elle mandate uniquement des personnes qui disposent des capacités, des connaissances et de l'expérience requises pour exercer cette activité, ainsi que des autorisations nécessaires à celle-ci. Elle instruit et surveille avec attention les tiers auxquels elle a recours.

Les décisions en matière de placement ne peuvent être déléguées qu'à des gestionnaires de fortune disposant de l'autorisation requise.

La direction de fonds demeure responsable du respect des obligations prudentielles et veille à préserver les intérêts des investisseurs lors de la délégation de tâches. La direction de fonds répond des actes des personnes auxquelles elle a confié des tâches comme de ses propres actes.

4. La direction de fonds, avec l'accord de la banque dépositaire, soumet les modifications de ce contrat de fonds de placement à l'approbation de l'autorité de surveillance (voir l'art. 26). La direction a le droit de créer des compartiments supplémentaires avec l'approbation de l'autorité de surveillance.
5. La direction de fonds peut regrouper certains compartiments avec d'autres compartiments ou avec d'autres fonds de placement ou compartiments d'autres fonds de placement selon les dispositions de l'art. 24 ou dissoudre lesdits compartiments selon les dispositions de l'art. 25.
6. La direction de fonds a droit aux rémunérations prévues aux art. 18 et 19, à être libérée des engagements contractés en exécution régulière du contrat de placement collectif et à être remboursée des frais encourus au titre de l'exécution de ces engagements.

Art. 4 Banque dépositaire

1. La banque dépositaire assure la garde de la fortune des compartiments. Elle émet, convertit et rachète les parts des compartiments et gère le trafic des paiements pour le compte des compartiments.
2. La banque dépositaire et ses mandataires sont soumis aux devoirs de loyauté, de diligence et d'information. Ils agissent de manière indépendante et exclusivement dans l'intérêt des investisseurs. Ils prennent les mesures organisationnelles nécessaires à l'exercice d'une gestion irréprochable. Ils rendent compte sur les placements collectifs qu'ils gardent et ils communiquent tous les honoraires et frais imputés directement ou indirectement aux investisseurs, ainsi que les rémunérations de la part de tiers, en particulier les commissions, rabais et autres avantages pécuniaires.
3. La banque dépositaire est responsable de la gestion des comptes et des dépôts des placements collectifs, mais ne peut pas disposer de la fortune de ceux-ci.
4. La banque dépositaire garantit que, pour les transactions qui se rapportent à la fortune des compartiments, la contrevaletur lui est transmise dans les délais usuels et elle exige de la contrepartie le remplacement de la valeur patrimoniale, pour autant que cela soit possible
5. La banque dépositaire gère les registres et les comptes requis afin de pouvoir distinguer à tout moment les biens en garde des différents placements collectifs.

Elle vérifie la propriété de la direction et gère les registres correspondants lorsque les biens ne peuvent être gardés.

6. La banque dépositaire peut confier la garde de la fortune des compartiments à un tiers ou à un dépositaire central de titres en Suisse ou à l'étranger pour autant qu'une garde appropriée soit assurée. Elle veille à ce que le tiers ou le dépositaire central de titres qu'elle a mandaté:
 - a) dispose d'une organisation adéquate, des garanties financières et des qualifications techniques requises pour le type et la complexité des biens qui lui sont confiés;
 - b) soit soumis à une vérification externe régulière qui garantit que les instruments financiers se trouvent en sa possession;
 - c) garde les biens reçus de la banque dépositaire de manière à ce que celle-ci puisse les identifier à tout moment et sans équivoque comme appartenant à la fortune des compartiments, au moyen de vérifications régulières de la concordance entre le portefeuille et les comptes;
 - d) respecte les prescriptions applicables à la banque dépositaire concernant l'exécution des tâches qui lui sont déléguées et la prévention des conflits d'intérêts.

La banque dépositaire répond du dommage causé par le mandataire, à moins qu'elle ne prouve avoir pris en matière de choix, d'instruction, et de surveillance, tous les soins commandés par les circonstances.

En ce qui concerne les instruments financiers, leur garde ne peut être confiée, au sens des paragraphes précédents, qu'à un tiers ou à un dépositaire central de titres soumis à surveillance. Fait exception à cette règle la garde impérative en un lieu où la délégation à un tiers ou à un dépositaire central de titres soumis à surveillance est impossible, notamment en raison de prescriptions légales contraignantes ou des modalités du produit de placement.

7. La banque dépositaire veille à ce que la direction de fonds respecte la loi et le contrat de fonds de placement. Elle vérifie que le calcul de la valeur nette d'inventaire ainsi que des prix d'émission, de conversion et de rachat des parts, de même que les décisions afférentes aux placements sont conformes à la loi et au contrat de fonds de placement et que le résultat est utilisé conformément au contrat précité. La banque dépositaire n'est pas responsable du choix des placements effectués par la direction de fonds dans les limites des prescriptions en matière de placements.
8. La banque dépositaire a droit aux rémunérations prévues dans les art. 18 et 19, à être libérée des engagements contractés en exécution régulière du contrat de placement collectif et à être remboursée des frais encourus nécessaires à l'accomplissement de ces engagements.
9. La banque dépositaire n'est pas responsable de la garde de la fortune des fonds cibles dans lesquels les compartiments investissent, à moins que cette tâche ne lui ait été déléguée.

Art. 5 Investisseurs

1. Le cercle des investisseurs n'est pas restreint. Pour certaines classes de parts, il peut exister des restrictions telles que décrites à l'art. 6, ch. 6, 7, 8 et 9. La direction de fonds et la banque dépositaire s'assurent que les investisseurs remplissent les conditions relatives au cercle des investisseurs.

Restrictions additionnelles liées au statut FATCA

Aux termes des Réglementations FATCA et de l'IGA (pour une définition des deux termes cf. le prospectus), les compartiments peuvent être qualifiés d'«établissements financiers étrangers («FFI») non rapporteurs». Ceci en raison du fait qu'ils sont réputés présenter un faible risque d'être utilisés à des fins de soustraction des impôts dus aux Etats-Unis. Les «véhicules de placement collectif» («VPC») constituent une catégorie de «FFI non rapporteurs» définie dans l'annexe II de l'IGA. Tandis que les VPC ne sont pas soumis à l'obligation de déclarer ou de prélever l'impôt à la source sur le produit brut des ventes ou sur les revenus de source américaine, des restrictions s'appliquent aux participations directes des investisseurs dans de tels VPC.

Outre les restrictions imposées par les Réglementations FATCA et l'IGA, des limitations supplémentaires s'appliquent à l'offre et à la vente de parts aux Etats-Unis d'Amérique au titre du United States Securities Act de 1933.

Par conséquent, les parts:

- a. ne peuvent pas être proposées, distribuées, attribuées ou remises, directement ou indirectement, sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique, y.c. tout territoire ou toute possession ou toute zone soumis à leur juridiction, ni à l'attention de ou pour le compte d'une Personne américaine (pour une définition du terme «Personne américaine», cf. le prospectus);
 - b. peuvent uniquement être détenues par ou par le biais d'entités dont le statut FATCA est compatible avec le statut FATCA de VPC des compartiments.
2. Par la conclusion du contrat et leur mise de fonds en nature au moment du lancement seulement, puis en espèces, les investisseurs acquièrent, à raison des parts acquises, une créance envers la direction de fonds sous forme d'une participation à la fortune et au revenu d'un compartiment du fonds. Au lieu du paiement en espèces, un apport en nature peut être réalisé conformément l'art. 17 ch. 11, à la demande de l'investisseur et avec l'approbation de la direction de fonds. La créance des investisseurs est fondée sur des parts.
Les investisseurs n'ont droit qu'à la fortune et au revenu des compartiments auxquels ils participent. Chaque compartiment ne répond que de ses propres engagements.
 3. Les investisseurs ne s'engagent qu'au paiement des parts du compartiment respectif qu'ils ont souscrites. Leur responsabilité personnelle est exclue pour les engagements du fonds ou du compartiment.
 4. La direction de fonds informe les investisseurs à tout moment qui le demandent sur les bases de calcul de la valeur nette d'inventaire des parts. Lorsque les investisseurs souhaitent obtenir des informations détaillées sur des opérations déterminées de la direction, tel que l'exercice des droits découlant de la qualité de sociétaire ou de créancier, ou sur la gestion des risques, ou sur des apports ou versements en nature celle-ci leur donne en tout temps les renseignements demandés. Les investisseurs peuvent demander au tribunal du siège de la direction de fonds que la société d'audit ou un autre expert examine les faits qui nécessitent une vérification et leur remette un compte-rendu.

5. Les investisseurs peuvent résilier en tout temps le contrat de fonds et exiger le remboursement en espèces de leur part au compartiment respectif. Au lieu du paiement en espèces, un remboursement en nature peut être réalisé conformément aux termes de l'art. 17 ch. 7, à la demande de l'investisseur et avec l'approbation de la direction de fonds..
6. Les investisseurs doivent prouver sur demande à la direction de fonds, à la banque dépositaire et à leurs mandataires qu'ils remplissent ou continuent de remplir toujours les conditions légales ou contractuelles de la participation à un compartiment ou à une classe de parts. Ils doivent en outre informer immédiatement la banque dépositaire, la direction de fonds et ses mandataires dès qu'ils ne remplissent plus ces conditions.

Les investisseurs doivent apporter la preuve de leur statut selon les Réglementations FATCA au moyen de tout document fiscal approprié, tel que le formulaire «W-8BEN» des autorités fiscales américaines ou tout autre formulaire, document ou certificat équivalent et acceptable. De tels documents fiscaux doivent être renouvelés à intervalles réguliers conformément aux dispositions applicables et/ou au moyen d'un numéro universel d'identification d'intermédiaire, selon le cas.

La direction de fonds, la banque dépositaire et leurs mandataires se réservent le droit d'empêcher l'acquisition ou la détention de parts par toute personne se trouvant en violation de toute loi ou réglementation, suisse ou étrangère, ou l'acquisition ou la détention de parts susceptibles d'exposer les compartiments et/ou leurs investisseurs à des conséquences réglementaires ou fiscales défavorables, y compris en refusant des ordres de souscription ou en procédant à des rachats forcés conformément aux ch. 7 et 8. Ces restrictions s'appliquent mutatis mutandis en cas de détention des parts d'un compartiment par ou par le biais de toute personne ou entité dont le statut FATCA n'est pas compatible avec celui du compartiment concerné en application des Réglementations FATCA et de l'IGA.

En souscrivant et en continuant de détenir des parts, les investisseurs acceptent que leurs données personnelles puissent être recueillies, enregistrées, stockées, transférées, traitées et, de façon générale, utilisées par la direction de fonds, la banque dépositaire ou leurs mandataires, qui peuvent être établis en dehors de la Suisse mais sont soumis à un degré de confidentialité équivalent. Ces données peuvent être utilisées en particulier aux fins d'administration de compte, d'identification dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ainsi que d'identification fiscale, en particulier au titre de la Directive européenne sur la fiscalité de l'épargne, ou aux fins de conformité avec les Réglementations FATCA lorsqu'une obligation de rapporter est applicable en raison du statut FATCA d'un compartiment. Ainsi, selon le statut FATCA d'un compartiment, il est possible que les données personnelles des investisseurs remplissant les critères d'un «compte américain» aux termes du FATCA et/ou d'«établissement financier étranger» non conforme au régime FATCA doivent être divulguées aux autorités fiscales américaines (IRS).

7. Les parts d'un investisseur doivent être reprises par rachat forcé au prix de rachat correspondant par la direction de fonds en collaboration avec la banque dépositaire, lorsque:
 - a) cette mesure est nécessaire pour préserver la réputation de la place financière, notamment en matière de lutte contre le blanchiment d'argent;
 - b) l'investisseur ne remplit plus les conditions légales, réglementaires, contractuelles statutaires ou fiscales (y. c. celles découlant de FATCA) requises pour participer à un compartiment.
8. Par ailleurs, les parts d'un investisseur peuvent être reprises par rachat forcé au prix de rachat correspondant par la direction de fonds en collaboration avec la banque dépositaire, lorsque:
 - a) la participation de l'investisseur à un compartiment est susceptible d'affecter de manière importante les intérêts économiques des autres investisseurs, notamment lorsque la participation peut aboutir à des préjudices fiscaux pour le fonds et/ou un compartiment en Suisse et à l'étranger; y compris en particulier toute charge fiscale ou toute autre charge pouvant découler des exigences imposées par les Réglementations FATCA ou d'une violation de ces dernières.
 - b) les investisseurs ont acquis ou détiennent leurs parts en violation de dispositions d'une loi suisse ou étrangère, du présent contrat de fonds ou du prospectus les concernant;
 - c) les intérêts économiques des investisseurs sont affectés, notamment dans les cas où certains investisseurs tentent d'obtenir des avantages patrimoniaux par des souscriptions systématiques immédiatement suivies de rachats, en exploitant des décalages temporels entre la fixation des cours de clôture et l'évaluation de la fortune du compartiment (market timing).

Art. 6 Parts et classes de parts

1. La direction de fonds peut pour chaque compartiment, avec l'autorisation de la banque dépositaire et l'approbation de l'autorité de surveillance, créer, supprimer ou regrouper à tout moment des classes de parts. Toutes les classes de parts donnent droit à une participation à la fortune indivise du compartiment, qui n'est pas segmentée. Cette participation peut différer en raison de charges, de coûts et de distributions spécifiques à la classe et les différentes classes de parts d'un compartiment peuvent ainsi présenter une valeur d'inventaire nette différente par part. La fortune du compartiment dans son ensemble répond des coûts spécifiques à chaque classe.

2. La création, la suppression ou le regroupement de classes de parts sont publiés dans l'organe de publication. Seul le regroupement est considéré comme une modification du contrat de fonds au sens de l'art. 26.
3. Les différentes classes de parts des compartiments peuvent notamment différer en matière de structure des coûts, monnaie de référence, couverture du risque de change, distribution ou thésaurisation des revenus, montant minimal de placement ou cercle des investisseurs.

Les rémunérations et les frais ne sont imputés qu'aux classes de parts auxquelles une prestation déterminée a été fournie. Les rémunérations et frais qui ne peuvent être imputés avec certitude à une classe de parts donnée sont répartis entre toutes les classes proportionnellement à la part de chacune à la fortune du compartiment.
4. Pour chaque compartiment il existe une Classe I.

Pour les compartiments Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced et Valiant Sustainable Dynamic, il existe également la Classe V.

Pour les compartiments Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps, Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus et Valiant Global Equities Marketing Power, Valiant Swiss Equities Dividend, Valiant Swiss Franc High Grade Bond et Valiant Swiss Franc Corporate Bond il existe également la Classe S.
5. La **Classe I** est destinée aux investisseurs qui ne remplissent pas les conditions des classes S et V, selon les définitions ci-après.
6. La **Classe S** est réservée aux investisseurs qualifiés ayant confié un mandat de gestion de fortune discrétionnaire conclu à titre onéreux avec Valiant Bank AG ainsi qu'aux investisseurs qualifiés ayant (i) conclu avec Valiant Bank AG un accord d'investissement et (ii) investi et maintenu CHF 5'000'000 (ou équivalent) au minimum dans ce compartiment.
7. La **Classe V** est réservée aux investisseurs qui, dans le cadre de la prévoyance professionnelle liée (2e pilier et 3e pilier a)), placent leur fortune selon les règles de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) et de son ordonnance d'exécution et qui revêtent le caractère d'investisseur qualifié au sens de la circulaire AFC n°24 ch. 2.4.2.
8. Les parts ne sont pas émises sous forme de titres, mais elles sont comptabilisées. L'investisseur n'est pas en droit d'exiger la remise d'un certificat nominatif ou au porteur.
9. La banque dépositaire et la direction de fonds doivent intimer aux investisseurs qui ne remplissent plus les conditions de détention d'une classe de parts la restitution de leurs parts dans les 30 jours civils au sens de l'art. 17, de les transférer à une personne qui satisfait aux conditions citées ou de les échanger contre des parts d'une autre classe du compartiment respectif dont ils remplissent les conditions. Si l'investisseur ne donne pas suite à cette requête, la direction de fonds doit, en collaboration avec la banque dépositaire, effectuer un échange forcé au sens de l'art. 5, ch. 8 dans une autre classe de parts du compartiment respectif ou, si cela se révèle irréalisable, un rachat forcé des parts concernées. Cependant, si l'investissement ne tombe sous un montant minimum que suite à des fluctuations monétaires ou du marché, aucun rachat et aucune conversion forcé n'est mis en œuvre.

III. Directives régissant la politique de placement

A. Principes de placement

Art. 7 Respect des directives de placement

1. Dans le choix des placements de chaque compartiment, la direction de fonds observe le principe de la répartition pondérée des risques, conformément aux limites exprimées en pour cent ci-après, avant déduction des liquidités. Celles-ci s'appliquent à la fortune de chaque compartiment estimée à la valeur vénale et doivent être respectées en permanence. Chaque compartiment doit respecter les limites de placement six mois après l'échéance du délai de souscription (lancement).
2. Lorsque les limites sont dépassées par suite de variations du marché, le volume des placements doit être réduit au taux admissible dans un délai raisonnable en tenant compte des intérêts des investisseurs. Lorsque des limitations en relation avec des dérivés sont affectées par une modification du delta selon l'art. 12 ci-après, l'état régulier doit être rétabli dans les trois jours ouvrables bancaires au plus tard, en sauvegardant les intérêts des investisseurs.

Art. 8 Politique de placement

1. La direction de fonds peut, dans le cadre de la politique de placement spécifique à chaque compartiment, investir la fortune de chaque compartiment dans les placements énumérés ci-après. Les risques liés à ces placements sont publiés dans le prospectus.

- a) Valeurs mobilières, c'est-à-dire des papiers-valeurs émis en grand nombre, en droits non incorporés ayant la même fonction (droits-valeurs) qui sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, et qui incorporent un droit de participation ou de créance ou le droit d'acquérir de tels papiers-valeurs ou droits-valeurs par souscription ou échange, comme notamment les warrants;

Les placements en valeurs mobilières nouvellement émises ne sont autorisés que si leur admission à une bourse ou à un autre marché réglementé ouvert au public est prévue dans les conditions d'émission. Si cette admission n'a pas été obtenue un an après l'acquisition des titres ceux-ci doivent être vendus dans le délai d'un mois ou intégrés aux règles de limitation du ch. 1, let. g;

- b) Dérivés lorsque (i) leur sous-jacent est représenté par des valeurs mobilières selon lettre a), des dérivés selon lettre b), des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre c), des instruments monétaires selon lettre d), des indices financiers, taux d'intérêt, cours de change, crédits ou monnaies, et lorsque (ii) leur sous-jacent est admis en tant que placement conformément au contrat de fonds. Les dérivés sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public ou OTC.

Les opérations OTC ne sont autorisés que si (i) la contrepartie est un intermédiaire financier spécialisé dans ce genre d'opérations et soumis à surveillance, et (ii) si les instruments dérivés OTC sont négociables chaque jour où il est possible en tout temps d'en demander le rachat à l'émetteur. En outre, ils doivent pouvoir être évalués de manière fiable et compréhensible.

- c) Parts de placements collectifs de capitaux (fonds cibles) suivants:

- 1) placements collectifs de capitaux, qui remplissent les conditions suivantes: (i) il existe pour ces fonds cibles - quant à leur but, leur organisation, leur politique de placement, la protection des investisseurs, la répartition des risques, la garde séparée de la fortune du fonds, les emprunts, l'octroi de crédits, les ventes à découvert de papiers-valeurs et d'instruments du marché monétaire, l'émission et le rachat de parts ainsi que le contenu des rapports annuel et semestriel -, des dispositions comparables à celles d'un autre fonds en placements traditionnels et (ii) ces fonds cibles sont autorisés en tant que placements collectifs dans le pays où ils ont leur siège et y sont soumis à une surveillance destinée à protéger les investisseurs comparable à celle exercée en Suisse, et (iii) l'entraide administrative internationale est garantie.

Les placements collectifs de capitaux ne remplissant pas les conditions sous lettres (ii) et (iii) sont autorisés à hauteur maximale de 30%. N'entrent pas dans le cadre de cette limite les Exchange Traded Funds qui remplissent les conditions cumulatives suivantes: ils sont négociés à une bourse reconnue ou sur un autre marché réglementé ouvert au public au sein d'un pays de l'OCDE, ils répliquent un indice reconnu et suffisamment diversifié dans l'industrie financière, ils offrent une liquidité quotidienne et ils ne conduisent pas à une modification des caractéristiques de placement du compartiment;

Les exigences du premier paragraphe s'appliquent également aux placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune dans des fonds immobiliers suisses négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et investissant leur fortune en biens immobiliers situés en Suisse et à l'étranger (fonds de fonds immobiliers).

- 2) placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et placements collectifs étrangers comparables, à hauteur maximale de 30%;
- 3) placements collectifs fermés négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, pour autant qu'ils ne conduisent pas à une modification des caractéristiques de placement du compartiment, à hauteur maximale de 30%;
- 4) placements collectifs fermés qui ne sont pas négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, pour autant qu'ils ne conduisent pas à une modification des caractéristiques de placement du compartiment, à hauteur maximale de 20%;
- 5) placements collectifs suisses relevant de la catégorie "fonds immobilier" et négociés en bourse, à hauteur maximale de 30%.

Les limites sous ch. 2 et 4 ne peuvent pas dépasser cumulativement 30% de la fortune d'un compartiment.

Sous réserve de l'art. 19, la direction de fonds, respectivement la société à laquelle la gestion a été déléguée, peut acquérir des parts d'un fonds cible géré directement ou indirectement par elle-même ou par une société à laquelle la direction, respectivement la société à laquelle la gestion a été déléguée, est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une participation importante, directe ou indirecte, du capital ou des voix.

- d) Instruments du marché monétaire s'ils sont liquides et peuvent être évalués et s'ils sont négociables en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public; les instruments du marché monétaire qui ne sont pas négociables en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public ne peuvent être acquis que si l'émission ou l'émetteur est soumis aux dispositions sur la protection des créanciers et des investisseurs et si les instruments sont émis ou garantis par l'émetteur selon l'art. 74, al. 2 OPCC;
 - e) Produits structurés, y compris les certificats, lorsque (i) leur sous-jacent est représenté par des valeurs mobilières selon lettre a), des dérivés selon lettre b), des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre c), des instruments monétaires selon lettre d), des indices financiers, des taux d'intérêt, des cours de change, des crédits ou des monnaies, des métaux précieux, des commodities, ou d'autres produits similaires et lorsque (ii) leur sous-jacent est admis en tant que placement conformément au contrat de fonds. Les produits structurés sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public ou OTC.

Les opérations OTC ne sont autorisés que si (i) la contrepartie est un intermédiaire financier spécialisé dans ce genre d'opérations et soumis à surveillance, et (ii) les opérations OTC doivent être négociables chaque jour où il doit être en tout temps possible d'en demander le rachat à l'émetteur. En outre, elles doivent pouvoir être évaluées de manière fiable et compréhensible.
 - f) Avoirs à vue et à terme jusqu'à douze mois d'échéance auprès de banques qui ont leur siège en Suisse ou dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat si la banque est soumise dans son pays d'origine à une surveillance comparable à celle exercée en Suisse;
 - g) D'autres placements que ceux mentionnés aux lettres a) à f), jusqu'à un montant maximal total de 10% de la fortune du compartiment; ne sont pas autorisés (i) les placements en métaux précieux en direct, matières premières, titres sur matières premières ainsi que (ii) les ventes à découvert de placements selon lettres a) à e) ci-dessus.
2. Pour le surplus, l'objectif et la politique de placement de chaque compartiment sont exposés en détail dans les annexes au présent contrat de fonds de placement.
 3. La direction de fonds garantit une gestion appropriée des liquidités. Les détails sont indiqués dans le prospectus.

Art. 9 Liquidités

La direction de fonds peut en outre pour chaque compartiment détenir des liquidités adéquates dans l'unité de compte du compartiment respectif et dans toutes les monnaies dans lesquelles des placements sont permis. On entend par liquidités les avoirs en banque à vue et à terme jusqu'à douze mois d'échéance.

B. Techniques et instruments de placement

Art. 10 Prêt de valeurs mobilières

La direction de fonds ne peut pas prêter des valeurs mobilières.

Art. 11 Opérations de mise et prise en pension

La direction de fonds ne peut pas effectuer des opérations de mise et de prise en pension.

Art. 12 Instruments financiers dérivés - Approche Commitment I

1. La direction de fonds peut effectuer des opérations sur dérivés. Elle veille à ce que les opérations sur dérivés ne conduisent pas, par son effet économique, y compris lors de circonstances de marché extraordinaires, à une divergence par rapport aux objectifs de placement tels qu'ils ressortent du contrat de fonds, du prospectus et de la feuille d'information de base / des informations clés pour l'investisseur, ou à une modification des caractéristiques de placement du compartiment. De plus, les sous-jacents des dérivés doivent être admis à titre de placements conformément à ce contrat de fonds pour le compartiment concerné.

Les dérivés peuvent être utilisés dans le cadre de la stratégie de placement ainsi qu'aux fins de couverture de positions de placement. S'agissant toutefois des fonds cibles d'un compartiment dont la fortune est investie effectivement à plus de 49% en parts de placement collectifs de capitaux, le recours aux dérivés en rapport à ces fonds cibles est autorisé pour couvrir notamment le risque de change, de marché ou de crédit, pour autant que les risques qui font l'objet de couverture soient identifiables et mesurables.

2. L'approche Commitment I s'applique dans le cadre de la mesure du le risque. Compte tenu de la couverture requise au présent article, l'utilisation de dérivés n'exerce aucun effet de levier sur la fortune du compartiment, ni ne correspondent à une vente à découvert.
3. Seuls des dérivés standard (au sens strict) peuvent être utilisés, à savoir:
 - a) options call et put dont la valeur à l'échéance dépend linéairement de la différence positive ou négative entre la valeur vénale du sous-jacent et le prix d'exercice et qui est égale à zéro lorsque la différence est de signe opposé;
 - b) le crédit default swap (CDS);
 - c) le swap, dont les paiements dépendent linéairement et de manière "non-path dependent" de la valeur du sous-jacent ou d'un montant absolu;
 - d) le contrat à terme (future ou forward) dont la valeur dépend linéairement de la valeur du sous-jacent.
4. Dans son effet économique, l'engagement de dérivés correspond soit à une vente (positions diminuant l'engagement), soit à un achat (positions augmentant l'engagement) d'un sous-jacent.
5.
 - a) Les dérivés réduisant l'engagement doivent être couverts en permanence par les sous-jacents correspondants sous réserve des lettres b et d.
 - b) Une couverture par d'autres placements est admise si le dérivé réduisant l'engagement se rapporte à un indice qui est
 - calculé par un service externe et indépendant;
 - représentatif des placements servant de couverture;
 - en corrélation adéquate avec ces placements.
 - c) La direction de fonds doit pouvoir disposer en tout temps et sans restriction des sous-jacents ou placements.
 - d) Un dérivé réduisant l'engagement peut être pondéré avec le "delta" lors du calcul des sous-jacents correspondants.
6. Pour les dérivés augmentant l'engagement, l'équivalent de sous-jacents doit être couvert en permanence par des moyens proches des liquidités au sens de l'art. 34 al. 5 OPC-FINMA. L'équivalent du sous-jacent est calculé pour les futures, options, swaps et forwards conformément à l'Annexe 1 de l'OPC-FINMA.
7. La direction de fonds doit tenir compte des règles suivantes dans le cadre de la compensation des positions en dérivés:
 - a) Les positions opposées en dérivés du même sous-jacent ainsi que les positions opposées en dérivés et en placements du même sous-jacent peuvent être compensées, nonobstant la compensation des dérivés (netting), si l'opération sur dérivé a été conclue aux seules fins de couverture pour éliminer les risques en lien avec les dérivés ou les placements acquis, si des risques importants ne sont pas négligés, et si le montant imputable des dérivés est calculé selon l'art. 35 OPC-FINMA.
 - b) Lorsque, dans des opérations de couverture, les dérivés ne se rapportent pas au même sous-jacent que l'actif à couvrir, les conditions suivantes, en plus de celles prévues à la lettre a, doivent être remplies pour la compensation (hedging): les opérations sur dérivés ne doivent pas reposer sur une stratégie de placement servant à réaliser un gain, le produit dérivé doit entraîner une réduction vérifiable du risque, les risques du dérivé doivent être compensés, les dérivés, sous-jacents ou éléments de la fortune à compenser doivent se rapporter à la même catégorie d'instruments financiers et la stratégie de couverture doit aussi être efficace dans des conditions de marché exceptionnelles.
 - c) Les dérivés qui sont utilisés aux seules fins de couverture des risques de change et qui n'entraînent pas d'effet de levier ni n'impliquent des risques de marché supplémentaires, peuvent être compensés lors du calcul de l'engagement total résultant des dérivés sans avoir à respecter les exigences stipulées à la lettre b.
 - d) Les transactions de couverture effectuées au travers de dérivés sur taux d'intérêt sont permises. Les emprunts convertibles n'ont pas besoin d'être pris en compte pour le calcul de l'engagement de dérivés.
8. La direction de fonds peut conclure des opérations sur dérivés standardisés ou non. Elle peut conclure des opérations avec des dérivés qui sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, ou encore des opérations OTC (Over-the-Counter).
9.
 - a) La direction de fonds ne peut conclure d'opérations OTC qu'avec des intermédiaires financiers spécialisés dans ce genre d'opérations, soumis à une surveillance et garantissant une exécution irréprochable des transactions. Si la contrepartie n'est pas la banque dépositaire, ladite contrepartie ou le garant doit présenter une haute solvabilité.

- b) Un dérivé OTC doit pouvoir être évalué quotidiennement de manière fiable et compréhensible et doit pouvoir être vendu, liquidé ou dénoué par une opération inverse en tout temps et à la valeur vénale.
- c) Si aucun prix de marché n'est disponible pour un dérivé OTC, son prix, déterminé au moyen d'un modèle d'évaluation approprié et reconnu par la pratique, sur la base de la valeur vénale des sous-jacents desquels le dérivé découle, doit être compréhensible à tout moment. Avant la conclusion d'un contrat sur un tel dérivé-, des offres concrètes doivent en principe être obtenues au moins auprès de deux contreparties. En principe, le contrat doit être conclu avec la contrepartie ayant soumis l'offre la plus avantageuse du point de vue du prix. Des dérogations à ce principe sont autorisées pour des motifs liés à la répartition des risques ou lorsque d'autres éléments du contrat, tels que la solvabilité ou l'offre de services de la contrepartie, font apparaître une autre offre plus avantageuse dans son ensemble pour les investisseurs. En outre, il peut être renoncé à la demande d'offres d'au moins deux contreparties à titre exceptionnel afin de servir aux mieux l'intérêt des investisseurs. La conclusion du contrat et la détermination du prix sont à documenter de manière compréhensible.
- d) Dans le cadre d'une transaction OTC, la direction de fonds ou ses mandataires ne peuvent accepter que des sûretés qui satisfont aux exigences de l'art. 51 OPC-FINMA. L'émetteur des sûretés doit présenter une haute solvabilité et les sûretés ne peuvent pas être émises par la contrepartie ou par une société faisant partie du groupe de la contrepartie ou en dépendant. Les sûretés doivent être très liquides, se traiter à un prix transparent sur une bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et être évaluées au moins chaque jour de bourse. Dans le cadre de la gestion des sûretés, la direction de fonds ou ses mandataires doivent remplir les obligations et exigences au sens de l'art. 52 OPC-FINMA. En particulier, ils sont tenus de diversifier les sûretés de manière appropriée au niveau des pays, des marchés et des émetteurs ; une diversification des émetteurs étant considérée comme appropriée lorsque les sûretés détenues par un seul émetteur ne dépassent pas 20% de la valeur nette d'inventaire. Demeurent réservées les exceptions relatives aux placements émis ou garantis par des institutions de droit public au sens de l'art. 83 OPCC. Par ailleurs, la direction de fonds ou ses mandataires doivent pouvoir obtenir en tout temps, sans l'intervention ni l'accord de la contrepartie, le pouvoir et la capacité de disposition sur les sûretés en cas de défaillance de la contrepartie. Les sûretés reçues doivent être gardées auprès de la banque dépositaire. Les sûretés reçues peuvent être gardées par un tiers dépositaire soumis à surveillance, à la demande de la direction de fonds, si la propriété des sûretés n'est pas transférée et si le tiers dépositaire est indépendant de la contrepartie.
10. Les dérivés doivent, dans le cadre du respect des limites légales et réglementaires (limites maximales et minimales), être pris en compte conformément à la législation sur les placements collectifs de capitaux.
11. Le prospectus contient d'autres indications sur:
- l'importance des dérivés dans le cadre de la stratégie de placement;
 - l'effet des opérations sur dérivés exercées sur le profil de risque des compartiments;
 - les risques de contrepartie de dérivés;
 - les dérivés sur crédit;
 - la stratégie en matière de sûretés.

Art. 13 Emprunts et octroi de crédits

1. La direction n'est pas autorisée à octroyer des crédits pour le compte du compartiment.
2. La direction de fonds peut pour chaque compartiment recourir temporairement à des crédits jusqu'à concurrence de 10% de sa fortune nette.

Art. 14 Mise en gage de la fortune des compartiments

1. La direction de fonds ne peut grever plus de 25% de la fortune nette de chaque compartiment par mise en gage ou en garantie.
2. Il n'est pas permis de grever la fortune des compartiments par l'octroi de cautions. Un dérivé de crédit augmentant l'engagement n'est pas considéré comme étant une caution au sens de cet article.

C. Restrictions de placement

Art. 15 Répartition des risques

1. Les prescriptions en matière de répartition des risques s'appliquent à chacun des compartiments. Sous réserve de dérogations prévues dans les annexes au présent contrat de fonds de placement, les principes énoncés ci-après s'appliquent. Doivent être intégrés dans les dispositions sur la répartition des risques:
 - a) les placements selon l'art. 8; à l'exception des dérivés d'indices, pour autant que l'indice soit suffisamment diversifié, qu'il soit représentatif du marché auquel il se réfère et publié de manière adéquate;
 - b) les liquidités selon l'art. 9;
 - c) les créances envers des contreparties résultant d'opérations OTC.
2. Les sociétés qui forment un groupe sur la base de prescriptions internationales en matière d'établissement des comptes doivent être considérées comme un seul émetteur.
3. La direction de fonds peut placer, y compris les dérivés et produits structurés, au maximum 10% de la fortune d'un compartiment dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire d'un même émetteur.

La valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 5% de la fortune du compartiment ont été placés ne peut dépasser 40% de la fortune du compartiment. Demeurent réservées les dispositions des ch. 4 et 5.
4. La direction de fonds peut investir au maximum 20% de la fortune d'un compartiment dans des avoirs à vue et à terme auprès d'une même banque. Dans cette limite, aussi bien les avoirs en banque selon l'art. 8 que les liquidités selon l'art. 9 doivent être pris en considération.
5. La direction de fonds peut investir au maximum 5% de la fortune d'un compartiment dans des opérations OTC auprès d'une même contrepartie. Si la contrepartie est une banque qui a son siège en Suisse, dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État si la banque est soumise dans son pays d'origine à une surveillance comparable à celle exercée en Suisse, la limite est augmentée à 10% de la fortune du compartiment en question.

Si des créances provenant de transactions OTC sont garanties par des sûretés sous la forme d'actifs liquides conformément aux art. 50 à 55 OPC-FINMA, ces créances ne sont pas prises en considération dans le calcul du risque de contrepartie.
6. Les placements, avoirs et créances au sens des ch. 3 à 5 ci-dessus auprès d'un même émetteur ou débiteur ne doivent pas totaliser plus de 20% de la fortune d'un compartiment. Les limites plus élevées mentionnées aux ch. 12 et 13 ci-après demeurent réservées.
7. Les placements au sens du ch. 3 ci-dessus auprès d'un même groupe d'entreprises ne doivent pas dépasser 20% de la fortune d'un compartiment. Les limites plus élevées mentionnées aux ch. 12 et 13 ci-après demeurent réservées.
8. La direction de fonds peut placer au maximum 20% de la fortune d'un compartiment dans des parts d'un même fonds cible.
9. La direction de fonds ne peut acquérir des droits de participation représentant plus de 10% au total des droits de vote ou lui permettant d'exercer une influence notable sur la gestion d'un émetteur.
10. La direction de fonds peut pour la fortune d'un compartiment acquérir au plus 10% d'actions sans droit de vote, d'obligations et/ou instruments du marché monétaire d'un même émetteur ainsi que 25% au maximum des parts d'autres placements collectifs de capitaux.

Ces limitations ne sont pas applicables si, au moment de l'acquisition, le montant brut des obligations, des instruments du marché monétaire ou des parts de placements collectifs ne peut pas être calculé.
11. Les limitations prévues aux ch. 9 et 10 ci-dessus ne s'appliquent pas aux valeurs mobilières et aux instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État de l'OCDE, une collectivité de droit public d'un pays de l'OCDE ou par une institution internationale à caractère public, dont la Suisse ou un État membre de l'Union européenne fait partie.
12. La limite de 10% mentionnée au ch. 3 ci-dessus est relevée à 35% si les valeurs mobilières ou les instruments du marché monétaire sont émis ou garantis par un État de l'OCDE, par une collectivité de droit public de l'OCDE ou par des institutions internationales à caractère public dont la Suisse ou un État membre de l'Union européenne fait partie. Les valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire susmentionnés ne sont pas pris en considération dans l'application de la limite de 40% énoncée au ch. 3. Les limites individuelles des ch. 3 et 5 ne peuvent pas être cumulées avec la limite précitée de 35%.

13. La limite de 10% mentionnée au ch. 3 ci-dessus est relevée à 100% si les valeurs mobilières ou les instruments du marché monétaire sont émises ou garanties par un Etat de l'OCDE ou par une collectivité de droit public de l'OCDE ou par une institution internationale à caractère public, dont la Suisse ou un Etat membre de l'Union européenne fait partie. Dans ce cas, le fonds de placement doit détenir des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire de six émissions différentes au moins; 30% au maximum de la fortune dudit compartiment peuvent être placés dans des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire de la même émission. Les valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire susmentionnés ne sont pas pris en considération dans l'application de la limite de 40% énoncée au ch. 3.

Les émetteurs ou garants autorisés ci-dessus sont: les pays membres de l'OCDE ainsi que KfW (Kreditanstalt für Wiederaufbau), OKB (Oesterreichische Kontrollbank), BEI (Banque Européenne d'Investissement), IADB (Interamerican Development Bank), IBRD (International Bank for Reconstruction and Development), ADB (Asian Development Bank), COE (Council of Europe), Eurofima, Deutsche Treuhandanstalt, fonds d'unité allemand (German Unity Fund), European Financial Stability Fund (EFSF), European Stability Mechanism (ESM), EBRD (European Bank for Reconstruction and Development), AFDB (African Development Bank), et NIB (Nordic Investment Bank).

IV. Calcul de la valeur nette d'inventaire ainsi qu'émission, conversion et rachat de parts

Art. 16 Calcul de la valeur nette d'inventaire

1. La valeur nette d'inventaire de chaque compartiment et la quote-part des différentes classes est déterminée à la valeur vénale à la fin de l'exercice comptable et chaque jour où des parts sont émises ou rachetées, en unité de compte prévue pour chaque compartiment concerné. Les jours où les bourses ou marchés des pays principaux de placement du fonds sont fermés (par exemple: jours bancaires et boursiers fériés), il n'est pas effectué de calcul de la valeur nette d'inventaire.
2. Les placements négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public doivent être évalués au prix payé selon les cours du jour du marché principal. D'autres placements ou les placements pour lesquels aucun cours du jour n'est disponible doivent être évalués au prix qui pourrait en être obtenu s'ils étaient vendus avec soin au moment de l'évaluation. Pour déterminer de la valeur vénale, la direction de fonds utilise dans ce cas des modèles et principes d'évaluation appropriés et reconnus dans la pratique.
3. Les placements collectifs de capitaux ouverts sont évalués à leur prix de rachat ou à leur valeur nette d'inventaire. S'ils sont négociés régulièrement en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, la direction de fonds peut les évaluer selon le ch. 2.
4. La valeur des instruments du marché monétaire qui ne sont pas négociés à une bourse ou sur un marché réglementé ouvert au public est déterminée de la manière suivante: le prix d'évaluation des placements est adapté successivement au prix de rachat, en partant du prix net d'acquisition, avec maintien constant du rendement de placement calculé en résultant. En cas de changements notables des conditions du marché, la base d'évaluation des différents placements est adaptée au nouveau rendement du marché. En l'absence de prix actuel du marché, on se réfère en règle générale à l'évaluation d'instruments du marché monétaire présentant des caractéristiques identiques (qualité et siège de l'émetteur, monnaie d'émission, durée).
5. Les avoirs en banque sont évalués à hauteur du montant de la créance, majoré des intérêts courus. En cas de changements notables des conditions du marché ou de la solvabilité, la base d'évaluation des avoirs en banque à terme est adaptée aux nouvelles circonstances.
6. La valeur nette d'inventaire de la part d'une classe d'un compartiment résulte de la quote-part de la valeur vénale du compartiment attribuable à la classe en question, réduite d'éventuels engagements dudit compartiment attribuables à cette classe, divisée par le nombre de parts en circulation au sein de la classe correspondante. Le résultat est arrondi au centime.
7. Les quotes-parts à la valeur vénale de la fortune nette du compartiment (fortune d'un compartiment déduction faite des engagements) devant être attribuées aux différentes classes de parts sont définies la première fois lors de la première émission de plusieurs classes de parts (lorsque celles-ci sont émises simultanément) ou lors de la première émission d'une nouvelle classe de parts sur la base des montants revenant au compartiment pour chaque classe de parts correspondant audit compartiment. La quote-part fait l'objet d'un nouveau calcul lors des événements suivants:
 - a) lors de l'émission et du rachat de parts;
 - b) à la date de référence des distributions, dans la mesure où (i) de telles distributions ne se rapportent qu'à des classes de parts distinctes (classes de distribution), (ii) les distributions aux différentes classes de parts diffèrent en pourcentage de leur valeur nette d'inventaire respective, ou (iii) divers coûts ou commissions sont imputés sur les distributions des différentes classes de parts en pourcentage de chaque distribution;

- c) lors du calcul de la valeur d'inventaire, dans le cadre de l'attribution d'engagements (y compris les frais et commissions dus ou échus) aux différentes classes de parts, si les engagements des différentes classes de parts diffèrent en pourcentage de leurs valeurs nettes d'inventaire respectives, à savoir si (i) des taux de commission différents sont appliqués pour les différentes classes ou si (ii) des charges de coûts propres à chaque classe de parts sont imputées;
- d) lors du calcul de la valeur d'inventaire, dans le cadre de l'attribution des revenus ou des gains en capital aux différentes classes de parts, dans la mesure où les revenus ou les gains en capital résultent d'opérations qui ont été effectuées que dans l'intérêt d'une classe ou de plusieurs classes de parts, mais pas proportionnellement à leur quote-part à la fortune d'un compartiment.

Art. 17 Emission, conversion et rachat de parts

1. Les demandes de souscription, conversion ou de rachat de parts sont réceptionnées le jour de passation de l'ordre jusqu'à un moment défini dans le prospectus. Le prix déterminant d'émission, de conversion et de rachat des parts est déterminé au plus tôt le jour ouvrable bancaire suivant le jour de passation de l'ordre (jour d'évaluation; Forward Pricing). Le prospectus règle les détails.
2. Le prix d'émission, de conversion et de rachat des parts est déterminé en fonction de la valeur nette d'inventaire par part, au jour de l'évaluation, en s'appuyant sur les cours de clôture du jour précédent selon l'art. 16.

Lors de l'émission de parts, les frais accessoires (courtages conformes au marché, commissions, émoluments, etc.) occasionnés au compartiment correspondant par le placement du montant versé sont débités à l'investisseur en faveur de la fortune du compartiment concerné.

Lors de la conversion de parts entre compartiments, les frais accessoires (courtages conformes au marché, commissions, émoluments, etc.) occasionnés (i) au compartiment d'origine par la vente de la partie des placements correspondant à la part d'origine et (ii) au nouveau compartiment par le placement du montant versé, sont débités à l'investisseur en faveur des fortunes respectives des compartiments concernés.

Lors du rachat de parts, les frais accessoires (courtages conformes au marché, commissions, émoluments, etc.) occasionnés audit compartiment par la vente de la partie des placements correspondant à la part dénoncée sont débités à l'investisseur en faveur du compartiment concerné.

Les frais accessoires sont calculés en moyenne, en fonction des conditions sur les marchés. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les taux maximums indiqués dans le prospectus.

Lors de l'émission, de la conversion entre compartiments et lors du rachat de parts, une commission d'émission selon l'art. 18 ch. 1 peut de plus être ajoutée à la valeur nette d'inventaire, une commission de conversion selon l'art. 18 ch. 4 peut de plus être débitée à l'investisseur selon la formule ci-dessous ou une commission de rachat selon l'art. 18 ch. 2 peut de plus être déduite de la valeur nette d'inventaire.

3. Le prix de conversion entre compartiments du fonds se traduit par: a) le nombre de parts de la classe de parts correspondante que l'investisseur recevra à l'issue de la conversion et b) les frais liés à la conversion qui sont débités à l'investisseur (frais accessoires et la commission de conversion).
 - a) Le nombre de parts de la classe de parts correspondante du nouveau compartiment que l'investisseur recevra à l'issue de la conversion est calculé comme suit:

$$NC = \frac{CO \times VO \times CH}{VN}$$

dans laquelle:

NC est le nombre de parts de la classe de parts correspondante du nouveau compartiment;

CO est le nombre de parts de la classe de parts correspondante du compartiment d'origine faisant l'objet de la conversion, tel qu'indiqué dans la demande de conversion;

VO est la valeur nette d'inventaire par part de la classe de parts correspondante du compartiment d'origine;

CH est le taux de change entre les monnaies dans lesquelles sont libellées le compartiment d'origine et le nouveau compartiment;

VN est la valeur nette d'inventaire par part de la classe de parts correspondante du nouveau compartiment.

- b) Les frais accessoires et la commission de conversion débités à l'investisseur en rapport avec la conversion sont calculés comme suit:

$$FO = CO \times VO \times FM$$

$$FN = NC \times VN \times FM$$

$$CF = CO \times VO \times CC$$

dans lesquelles:

- FO est le montant des frais accessoires occasionnés au compartiment d'origine par la vente de la partie des placements correspondant à la part d'origine;
- FM sont les frais accessoires, calculés en moyenne en fonction des conditions sur les marchés et exprimés par un taux qui ne peut en aucun cas dépasser le taux maximum indiqué dans le prospectus;
- FN est le montant des frais accessoires occasionnés au nouveau compartiment par le placement du montant versé;
- CF est le montant de la commission de conversion débité à l'investisseur;
- CC est le taux de la commission de conversion, tel que défini au ch. 18.4.

4. Le nombre de parts que l'investisseur recevra à l'issue de la conversion au sein d'un même compartiment est calculé de la manière suivante, sous réserve des ch. 5 et 6 ci-après.

$$NC = \frac{CO \times VO}{VN}$$

dans laquelle:

- NC est le nombre de parts de la nouvelle classe de parts;
- CO est le nombre de parts de la classe de parts d'origine, faisant l'objet de la conversion, tel qu'indiqué dans la demande de conversion;
- VO est la valeur nette d'inventaire par part de la classe de parts d'origine;
- VN est la valeur nette d'inventaire par part de la nouvelle classe de parts.
5. Un investisseur peut demander la conversion de ses parts d'une classe vers une autre s'il remplit les conditions mentionnées à l'art. 6 du contrat de fonds de placement pour la classe dans laquelle il veut investir. Le montant minimum d'investissement propre à une classe peut être dépassé en raison d'une souscription subséquente ou des fluctuations du marché.
6. La direction de fonds demandera la conversion des parts d'une classe vers une autre, si l'investisseur ne remplit plus les conditions mentionnées à l'art. 6 du contrat de fonds de placement (suite par exemple à la perte de son statut d'investisseur qualifié ou à un remboursement d'une partie de ses parts du compartiment) pour la classe dans laquelle il se trouve. Si le montant minimum d'investissement propre à la Classe S est franchi à la baisse en raison des fluctuations de marché, aucune conversion ne sera effectuée.
7. La direction de fonds peut suspendre à tout moment l'émission de parts et refuser des demandes de souscription ou d'échange de parts.
8. Dans l'intérêt de l'ensemble des investisseurs, la direction de fonds peut suspendre le rachat des parts d'un compartiment temporairement et exceptionnellement:
- lorsqu'un marché, qui constitue la base de l'évaluation d'une part importante de la fortune dudit compartiment, est fermé ou lorsque le négoce sur un tel marché est limité ou suspendu;
 - lorsqu'un cas d'urgence de nature politique, économique, militaire, monétaire ou d'une autre nature se présente;
 - lorsqu'en raison de restrictions imposées au trafic des devises ou frappant d'autres transferts de valeurs patrimoniales, les activités concernant le compartiment sont paralysées;
 - lorsqu'un nombre élevé de parts d'un compartiment sont dénoncées et qu'en conséquence les intérêts des autres investisseurs dudit compartiment peuvent être affectés de manière considérable.
9. La direction de fonds communiquera immédiatement sa décision de suspension à la société d'audit, à l'autorité de surveillance et aux investisseurs de manière appropriée.
10. Tant que le remboursement des parts est différé pour les raisons énumérées au ch. 8, lettres a) à c), il n'est pas effectué d'émission de parts de ce compartiment.

11. Chaque investisseur peut demander, dans le cas d'une souscription, à procéder à un apport d'actifs dans la fortune du fonds de placement au lieu de verser des espèces ("apport en nature" ou "contribution in kind") ou, dans le cas d'une dénonciation, à ce que des actifs lui soient transférés au lieu d'un versement en espèces ("remboursement en nature" ou "redemption in kind"). La demande doit être soumise conjointement avec la souscription ou la dénonciation. La direction de fonds n'est pas tenue d'autoriser les apports et remboursements en nature.

La direction de fonds décide seule des apports et remboursements en nature et n'approuve de telles transactions que si leur exécution est entièrement conforme à la politique de placement du fonds de placement, et si cela ne compromet pas les intérêts des autres investisseurs.

Les coûts liés à un apport ou un remboursement en nature ne peuvent pas être imputés à la fortune du fonds.

La direction de fonds établit, pour les apports ou remboursements en nature, un rapport contenant des indications sur les différents placements transférés, la valeur de marché de ces placements au jour de référence du transfert, le nombre de parts émises ou rachetées, et une éventuelle compensation du solde en espèces. La banque dépositaire vérifie pour chaque apport ou remboursement en nature le respect du devoir de loyauté par la direction de fonds ainsi que l'évaluation au jour de référence déterminant des placements transférés et des parts émises ou rachetées. La banque dépositaire annonce immédiatement ses réserves ou critiques à la société d'audit.

Les transactions portant sur des apports et des remboursements en nature doivent être mentionnées dans le rapport annuel.

V. Rémunérations et frais accessoires

Art. 18 Rémunérations et frais accessoires à la charge de l'investisseur

1. Lors de l'émission de parts, une commission d'émission en faveur de la direction de fonds, de la banque dépositaire et/ou des distributeurs en Suisse ou à l'étranger, représentant conjointement 3% au maximum de la valeur nette d'inventaire, peut être débitée à l'investisseur. Le taux maximal applicable en vigueur figure dans le prospectus.
2. Lors du rachat de parts, une commission de rachat en faveur de la direction de fonds, de la banque dépositaire et/ou des distributeurs en Suisse et à l'étranger, représentant conjointement 3% au maximum de la valeur nette d'inventaire, peut être débitée à l'investisseur. Le taux maximal applicable en vigueur figure dans le prospectus.
3. Lors de l'émission et du rachat de parts, la direction de fonds facture à l'investisseur d'autre part, en faveur de la fortune du compartiment concerné, les frais accessoires occasionnés au compartiment par le placement du montant versé, respectivement par la vente de la partie des placements correspondant à la part dénoncée (voir l'art. 17, ch. 2). Le taux alors appliqué de cas en cas figure dans le prospectus.
4. Lors de la conversion de parts entre compartiments, une commission de conversion en faveur de la direction de fonds, de la banque dépositaire et/ou des distributeurs en Suisse et à l'étranger, représentant conjointement au maximum 0,5% de la valeur nette d'inventaire, peut être débitée à l'investisseur. Aucune commission d'émission ni de rachat n'est prélevée. Le taux alors appliqué de cas en cas figure dans le prospectus..
5. Lors de conversion de parts entre compartiments, la direction de fonds facture à l'investisseur d'autre part: (i) en faveur de la fortune du compartiment d'origine, les frais accessoires occasionnés à ce compartiment par la vente de la partie des placements correspondante à la part d'origine et (ii) en faveur de la fortune du nouveau compartiment, les frais accessoires occasionnés à ce compartiment par le placement du montant apporté (voir l'art. 17, ch. 2).
6. Les frais accessoires sont calculés en moyenne, en fonction des conditions sur les marchés. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les taux maximums indiqués dans le prospectus.

Art. 19 Rémunérations et frais accessoires à la charge de la fortune des compartiments

1. Commission de direction

Pour la direction, la direction de fonds facture à la charge des compartiments une commission annuelle déterminée en % de la valeur nette du compartiment, qui est débitée sur la fortune du compartiment concerné pro rata temporis lors de chaque calcul de la valeur nette d'inventaire et prélevée à la fin de chaque trimestre (la "Commission de direction").

La Commission de direction afférente à chaque compartiment est indiquée dans les annexes au présent contrat de fonds de placement.

En cas de taux maximum, le taux effectivement appliqué de la Commission de direction est publié dans les rapports semestriel et annuel.

2. **Commission de gestion**

Pour la gestion, la direction facture à la charge des compartiments une commission annuelle déterminée en % de la valeur nette du compartiment, qui est débitée sur la fortune du compartiment concerné pro rata temporis lors de chaque calcul de la valeur nette d'inventaire et prélevée à la fin de chaque trimestre (la "Commission de gestion").

La Commission de gestion afférente à chaque compartiment est indiquée dans les annexes au présent contrat de fonds de placement.

En cas de taux maximum, le taux effectivement appliqué est publié dans les rapports semestriel et annuel.

La Commission de gestion sert notamment à rémunérer les gestionnaires de fortune mandatés par la direction.

3. **Commission d'infrastructure**

Pour les services d'infrastructure, tels que décrits ci-après, la direction facture à la charge des compartiments une commission annuelle déterminée en % de la valeur nette du compartiment, qui est débitée sur la fortune du compartiment concerné pro rata temporis lors de chaque calcul de la valeur nette d'inventaire et prélevée à la fin de chaque trimestre (la "Commission d'infrastructure").

La Commission d'infrastructure afférente à chaque compartiment est indiquée dans les annexes au présent contrat de fonds de placement.

En cas de taux maximum, le taux effectivement appliqué est publié dans le rapport semestriel et annuel.

La Commission d'infrastructure sert à rémunérer les services tels que le support opérationnel, juridique, et administratif, ou le support pour les transactions, les règlements et qui comprennent, entre autres, ce qui suit (les "Services d'infrastructure"):

- référencement de placements collectifs de capitaux;
- acheminement des ordres de souscription, de conversion ou de rachat;
- contrôle des critères d'éligibilité applicables à chaque compartiment, de même que les exigences en matière de connaissance du client;
- réconciliation des ordres;
- règlement des transactions;
- maintien de l'information sur les comptes individualisés et sur la totalité des positions détenues;
- gestion des données et livraison en temps voulu de données complètes relatives aux compartiments, y compris le développement de l'information en ligne, les outils de production des rapports, la documentation juridique et les factsheets;
- compétence d'analyse de données telle que le screening des compartiments et la production des rapports en matière de risques.
- traitement des corporate actions.

Les Services d'infrastructure n'incluent en aucun cas les services en matière de gestion, de conseil ou de distribution.

4. **Commission de banque dépositaire**

Pour la garde de la fortune des différents compartiments, la prise en charge du trafic des paiements des compartiments et les autres tâches de la banque dépositaire énumérées à l'art. 4, la banque dépositaire débite les compartiments d'une commission annuelle de 0,045% au maximum de la valeur nette des compartiments, perçue pro rata temporis lors de chaque calcul de la valeur nette d'inventaire sur la fortune du compartiment correspondant et prélevée à la fin de chaque trimestre (la Commission de banque dépositaire).

Le taux effectivement appliqué de Commission de banque dépositaire est publié dans le rapport annuel et semestriel.

5. Les frais accessoires suivants peuvent être imputés à la fortune des différents compartiments:

- a) les frais d'achat et de vente de placements, notamment courtages usuels du marché, commissions, impôts et taxes, ainsi que les frais d'examen et de maintien des normes de qualité de placements physiques;
- b) les taxes perçues par l'autorité de surveillance pour la constitution, la modification, la dissolution ou le regroupement du fonds de placement ou des compartiments;
- c) les émoluments annuels de l'autorité de surveillance;
- d) les honoraires de la société d'audit pour la révision annuelle et pour les attestations délivrées en relation avec la constitution, la modification, la liquidation, la fusion ou le regroupement du fonds de placement ou des compartiments;
- e) les honoraires de conseillers juridiques et fiscaux en relation avec la constitution, la modification, la dissolution, ou le regroupement de fonds ou des compartiments, ainsi qu'avec la défense générale des intérêts du fonds de placement et de ses investisseurs;

- f) les frais de publication de la valeur nette d'inventaire du fonds de placement ou des compartiments ainsi que tous les frais occasionnés par les communications aux investisseurs y compris les frais de traduction, pour autant qu'ils ne soient pas imputables à un comportement fautif de la direction de fonds;
 - g) les frais d'impression de documents juridiques ainsi que des rapports annuels et semestriels du fonds de placement;
 - h) les frais occasionnés par l'éventuel enregistrement du fonds de placement auprès d'une autorité de surveillance étrangère, notamment les émoluments perçus par l'autorité de surveillance étrangère, frais de traduction et indemnités versées au représentant ou au service de paiement à l'étranger;
 - i) les frais en relation avec l'exercice de droits de vote ou de droits de créancier par le fonds de placement, y compris les honoraires de conseillers externes;
 - j) les frais et honoraires liés à des droits de propriété intellectuelle déposés au nom du fonds de placement ou pris en licence par ce dernier;
 - k) tous les frais occasionnés par des mesures extraordinaires prises par la direction de fonds, le gestionnaire de placements collectifs ou la banque dépositaire pour défendre les intérêts des investisseurs.
6. Les frais mentionnés sous ch. 3 let. a) sont directement ajoutés à la valeur de revient ou déduits de la valeur de vente.
7. La direction de fonds et ses mandataires ne paient pas de rétrocessions pour indemniser l'activité de distribution de parts de fonds. Ils n'accordent aucun rabais pour réduire les frais et coûts revenant aux investisseurs et imputés au fonds.
8. La commission de gestion des fonds cibles dans lesquels les investissements sont opérés ne peut représenter que 3% au maximum, en tenant compte d'éventuels rabais et rétrocessions. Le taux maximum de la commission de gestion fixe des fonds cibles dans lesquels ce compartiment est investi est à mentionner dans le rapport annuel, en tenant compte d'éventuels rabais et rétrocessions.
9. Lorsque la direction de fonds, respectivement la société à laquelle la gestion de fortune a été déléguée, acquiert des parts de placements collectifs de capitaux gérés directement ou indirectement par elle-même ou par une société à laquelle la direction de fonds, respectivement par la société à laquelle la gestion de fortune a été déléguée, est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une participation importante, directe ou indirecte, du capital ou des voix ("fonds cibles liés"), elle peut percevoir la Commission de direction, la Commission de gestion, la Commission de distribution et la Commission d'infrastructure dans la mesure de tels placements.
- La direction de fonds, respectivement la société à laquelle la gestion de fortune a été déléguée, ne peut pas débiter aux compartiments d'éventuelles commissions d'émission, de conversion ou de rachat des fonds cibles liés.
10. Les rémunérations ne peuvent être imputées qu'aux compartiments auxquels une prestation déterminée a été fournie. Les frais qui ne peuvent être imputés avec certitude à un compartiment donné sont répartis entre tous les compartiments proportionnellement à la fortune du fonds.

VI. Reddition des comptes et audit

Art. 20 Reddition des comptes

1. L'unité de compte de chacun des compartiments est définie dans les annexes au présent contrat de fonds de placement.
2. L'exercice comptable s'étend du 1er novembre au 31 octobre.
3. La direction de fonds publie un rapport annuel révisé du fonds de placement et/ou des compartiments dans un délai de quatre mois à partir de la fin de l'exercice comptable.
4. Dans un délai de deux mois à compter de la fin du premier semestre de l'exercice comptable, la direction de fonds publie un rapport semestriel du fonds et/ou des compartiments.
5. Le droit d'information de l'investisseur conformément à l'art. 5, ch. 4, demeure réservé.

Art. 21 Audit

La société d'audit vérifie le respect par la direction de fonds et par la banque dépositaire dispositions légales et contractuelles ainsi que des règles de la Asset Management Association Switzerland qui leur sont éventuellement applicables. Un rapport succinct de la société d'audit sur les comptes annuels publiés paraît dans le rapport annuel.

VII. Utilisation du résultat

Art. 22

1. Le bénéfice net est distribué annuellement aux investisseurs des classes de parts I et S au plus tard dans les quatre mois après la clôture de l'exercice, en unité de compte du compartiment.

La direction de fonds peut effectuer en supplément des distributions intermédiaires de revenus.

Jusqu'à 30% du bénéfice net d'une classe de parts de chaque compartiment peuvent être reportés à nouveau. Si le bénéfice net d'un exercice en cours et les bénéfices reportés des exercices comptables antérieurs d'un compartiment ou d'une classe de parts s'élèvent à moins de CHF 1.-il peut être renoncé à une distribution et le produit net peut être reporté à nouveau.

Le bénéfice net du compartiment Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced et Valiant Sustainable Dynamic n'est pas distribué aux investisseurs de la Classe V mais réinvesti annuellement dans la fortune du compartiment.

2. Les gains en capital réalisés par l'aliénation d'objets et de droits peuvent être distribués par la direction de fonds ou être retenus pour être réinvestis.

VIII. Publications du fonds et/ou des compartiments

Art. 23

1. L'organe de publication du fonds et/ou des compartiments est le média imprimé ou électronique mentionné dans le prospectus. Le changement d'un organe de publication doit être communiqué dans l'organe de publication.
2. Sont notamment publiées dans cet organe de publication les modifications principales du contrat de fonds de placement, en indiquant, en indiquant des adresses auprès desquelles il est possible d'obtenir gratuitement le texte intégral des modifications, du changement de la direction de fonds et/ou de la banque dépositaire, de la création, suppression ou regroupement de classes de parts ainsi que de la dissolution de chaque compartiment. Les modifications exigées de par la loi qui ne touchent pas les droits des investisseurs ou sont de nature exclusivement formelle peuvent être soustraites de l'obligation de publication avec l'autorisation de l'autorité de surveillance.
3. La direction de fonds publie pour chaque compartiment les prix d'émission et de rachat de parts ou la valeur nette d'inventaire avec la mention "commissions non comprises" pour toutes les classes de parts à chaque émission ou rachat de parts dans le support de publication mentionné dans le prospectus. Les prix doivent être publiés au moins deux fois par mois. Les semaines et les jours auxquels les publications sont effectuées doivent être indiqués dans le prospectus.
4. Le prospectus avec contrat de fonds de placement intégré, les informations clés pour l'investisseur ou la feuille d'information de base ainsi que les rapports annuels et semestriels respectifs peuvent être obtenus gratuitement auprès de la direction de fonds, de la banque dépositaire et de tous les distributeurs.

IX. Restructuration et dissolution

Art. 24 Regroupement

1. Avec l'autorisation de la banque dépositaire, la direction de fonds peut regrouper certains compartiments avec d'autres compartiments ou d'autres fonds de placement, en ce sens que les valeurs patrimoniales et les engagements du compartiment et/ou des fonds de placement repris sont transférés au compartiment reprenneur et/ou au fonds de placement reprenneur à la date du regroupement. Les investisseurs du compartiment et/ou du fonds de placement repris reçoivent des parts du compartiment et/ou du fonds de placement reprenneur d'une valeur correspondante. A la date du regroupement, le compartiment repris et/ou le fonds de placement repris est dissout sans liquidation et le contrat du compartiment reprenneur et/ou du fonds de placement reprenneur s'applique également au compartiment repris et/ou au fonds repris.

2. Les fonds de placement ne peuvent être regroupés que si:
 - a) les contrats de fonds de placement correspondants le prévoient;
 - b) ils sont gérés par la même direction de fonds;
 - c) les contrats de fonds correspondants concordent en principe quant aux dispositions suivantes:
 - la politique de placement, les techniques de placement, la répartition des risques ainsi que les risques liés aux placements;
 - l'utilisation du bénéfice net et des gains en capitaux réalisés par l'aliénation des avoirs et de droits;
 - la nature, le montant et le mode de calcul de toutes les rémunérations, les commissions d'émission et de rachat ainsi que les frais accessoires pour l'achat et la vente des placements (courtages, honoraires et taxes) qui peuvent être débités de la fortune collective du fonds de placement et/ou à la fortune du compartiment ou mis à la charge des investisseurs;
 - les conditions de rachats;
 - la durée du contrat et les conditions de dissolution;
 - d) l'évaluation de la fortune des fonds de placement participants et (ou des compartiments participants, le calcul du rapport d'échange et la reprise des valeurs patrimoniales et des engagements sont effectués le même jour;
 - e) il n'en résulte aucuns frais ni pour le fonds de placement et/ou pour le compartiment ni pour les investisseurs.
3. L'autorité de surveillance peut autoriser la suspension du remboursement des parts des compartiments et/ou du fonds de placement pour une durée déterminée, s'il peut être prévu que le regroupement prendra plus d'un jour.
4. Un mois au moins avant la publication prévue, la direction de fonds présente les modifications prévues du contrat de fonds ainsi que le regroupement envisagé à l'autorité de surveillance pour vérification, conjointement avec le plan de regroupement. Le plan de regroupement contient des renseignements sur les motifs du regroupement, sur la politique de placement des fonds de placement participants et/ou des compartiments participants et sur les éventuelles différences existant entre le fonds repreneur et/ou le compartiment repreneur et le fonds repris et/ou le compartiment repris, sur le calcul du rapport d'échange, sur d'éventuelles différences en matière de rémunérations, sur les conséquences fiscales éventuelles pour les fonds de placement et/ou les compartiments, ainsi que la prise de position de la société d'audit prévu par la loi.
5. La direction de fonds publie les modifications du contrat de fonds selon l'art. 23, ch. 2, ainsi que le regroupement et la date prévus conjointement avec le plan de regroupement au moins deux mois avant la date qu'elle a fixée, dans l'organe de publication des fonds de placement et/ou compartiments participants. Elle attire en l'occurrence l'attention des investisseurs sur leur possibilité, dans les 30 jours depuis la dernière publication, valoir des objections auprès de l'autorité de surveillance contre les modifications prévues du contrat de fonds ou d'exiger le remboursement de leurs parts en espèce ou de demander un remboursement en nature au sens de l'art. 17 ch. 11.
6. La société d'audit vérifie immédiatement le déroulement correct du regroupement et se prononce à ce sujet dans un rapport destiné à la direction de fonds et à l'autorité de surveillance.
7. La direction de fonds informe sans délai l'autorité de surveillance de l'exécution du regroupement, et publie l'exécution du regroupement, la confirmation de la société d'audit quant à la réalisation régulière de l'opération ainsi que le rapport d'échange dans l'organe de publication des fonds participants.
8. La direction de fonds mentionne le regroupement dans le prochain rapport annuel du fonds et/ou du compartiment repreneur et dans un éventuel rapport semestriel publié auparavant. Un rapport de clôture révisé doit être établi pour le ou les fonds et/ou compartiment repris si le regroupement n'intervient pas à la date de la clôture ordinaire d'exercice.

Art. 25 Durée et dissolution des compartiments

1. Les compartiments sont constitués pour une durée indéterminée.
2. Aussi bien la direction de fonds que la banque dépositaire peuvent provoquer la dissolution du fonds ou d'un compartiment en dénonçant le contrat de fonds de placement sans préavis.
3. Le fonds de placement ou un compartiment peut être dissout par décision de l'autorité de surveillance, notamment s'il ne dispose pas, une année au plus tard après l'expiration du délai de souscription (lancement) ou d'un délai plus long, accordé par l'autorité de surveillance sur demande de la banque dépositaire et de la direction de fonds, d'une fortune nette de 5 millions de francs suisses (ou contre-valeur) au moins.

4. La direction informe sans délai l'autorité de surveillance de la dissolution et la publie dans l'organe de publication.
5. Après la résiliation du contrat de fonds de placement, la direction de fonds peut liquider les compartiments sans délai. Si l'autorité de surveillance a ordonné la dissolution d'un compartiment, ce dernier doit être liquidé sans délai. Le versement du bénéfice de liquidation aux investisseurs est confié à la banque dépositaire. Si la liquidation s'étend sur une plus longue période, le produit de liquidation peut être versé par tranches successives. La direction de fonds doit requérir l'autorisation de l'autorité de surveillance pour pouvoir procéder au remboursement final.

X. Modification du contrat de fonds de placement

Art. 26

Si le présent contrat de fonds de placement doit être modifié ou s'il est prévu de regrouper des classes de parts ou de changer de direction de fonds ou de banque dépositaire, les investisseurs peuvent faire valoir leurs objections auprès de l'autorité de surveillance dans les 30 jours qui suivent la publication correspondante. Dans la publication, la direction de fonds informe les investisseurs sur les modifications du contrat de fonds de placement auxquelles s'étendent l'audit et la constatation de la conformité légale par la FINMA. En cas de modification du contrat de fonds de placement (y compris le regroupement de classes de parts), les investisseurs peuvent d'autre part demander le paiement en espèces de leurs parts en respectant le délai contractuel. Demeurent réservés les cas selon l'art. 23 ch. 2, qui sont exemptés des prescriptions régissant les publications avec l'autorisation de l'autorité de surveillance.

XI. Droit applicable et for

Art. 27

1. Le fonds de placement et chaque compartiment sont soumis au droit suisse, notamment à la loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux du 23 juin 2006, à l'ordonnance sur les placements collectifs de capitaux du 22 novembre 2006 ainsi qu'à l'ordonnance de la FINMA sur les placements collectifs de capitaux du 21 décembre 2006.

Le for judiciaire est au siège de la direction de fonds.

2. Pour l'interprétation du présent contrat de fonds de placement, la version en français fait foi.
3. Le présent contrat de fonds de placement entre en vigueur le 28 avril 2022.
4. Il remplace celui daté du 1er décembre 2022.
5. Lors de l'approbation du présent contrat de fonds de placement, la FINMA examine uniquement les dispositions au sens de l'art. 35a, alinéa 1, lettres a-g OPCC et contrôle leur conformité à la loi.

La direction de fonds a son siège à Lancy et la banque dépositaire à Genève.

Le présent contrat de fonds de placement a été approuvé par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA le 25 avril 2022.

La direction de fonds

Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA.
Lancy

La banque dépositaire

Banque Lombard Odier & Cie SA,
Genève

VF (CH) – Valiant Helvétique Conservative

Objectifs d'investissement

L'objectif de ce compartiment vise principalement à obtenir une croissance à long terme et à appliquer un biais de préservation du capital à long terme en cas de conditions de marchés volatiles. A cette fin, le gérant développe un processus d'investissement flexible en investissant dans une sélection large et diversifiée d'actifs, les différents instruments étant pondérés en fonction des conditions sur les marchés. La direction de fonds ne garantit en aucune manière que cet objectif sera atteint.

Une part significative est investie en placements d'émetteurs domiciliés en Suisse ou qui ont la majeure partie de leur activité économique en Suisse, ou dans des sociétés holding détenant des participations majoritaires dans des sociétés domiciliées en Suisse, ou dans des placements libellés en francs suisses (CHF).

La politique d'investissement du compartiment Valiant Helvétique Conservative tient compte des dispositions de l'Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité ("OPP 2") relatives aux placements autorisés ainsi qu'aux limites de placement. Le compartiment se prête donc au placement des avoirs des 2e et 3e piliers et peut notamment être utilisé dans le cadre d'assurances vie liées à des fonds de placement et de comptes de prévoyance du pilier 3a. Il incombe à chaque investisseur assujéti à l'OPP 2 de s'assurer de la conformité de la politique de placement du compartiment avec ses propres directives de placement. Demeurent réservées les dispositions contraignantes de la loi sur les placements collectifs de capitaux et les dispositions du contrat de fonds, qui priment sur les dispositions moins restrictives de l'OPP 2.

Unité de compte

CHF

Politique d'investissement

- a) La fortune de ce compartiment est investie comme suit:
- (i) au minimum 50% et au maximum 85% en obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option, notes et autres titres de créance et droits-valeurs de créance à revenu fixe ou variable (y compris dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci) de débiteurs privés ou publics, suisses et étrangers, libellés en CHF ou dans une autre monnaie librement convertible;
 - (ii) au maximum 50% en titres de participation et droits-valeurs de participation (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) d'entreprises du monde entier, y compris instruments dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci;
 - (iii) au maximum 15% en emprunts perpétuels, Asset Backed Securities, Contingent Convertible Bonds – CoCo, parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et placements collectifs étrangers comparables, parts de placements collectifs de capitaux et produits structurés, y compris certificats, investissant en commodities et métaux précieux. Les investissements dans des produits structurés et certificats avec livraison physique ne sont pas autorisés;
 - (iv) au maximum 30% en parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune dans des fonds immobiliers suisses négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et investissant en biens immobiliers situés en Suisse et à l'étranger ainsi que les placements collectifs suisses relevant de la catégorie "fonds immobilier" et négociés en bourse, Real Estate Investment Trusts (REITs), dont 10% au maximum en biens immobiliers situés à l'étranger;
 - (v) au maximum 10% en instruments du marché monétaires (y compris instruments dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci) et des avoirs à vue et à terme;
 - (vi) en dérivés sur devises.
- b) Par ailleurs, la direction de fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
- a. placements libellés en monnaies étrangères sans couverture de risque de change: au plus 30% ;
 - b. obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au plus 15%.
- c) Le compartiment peut investir plus de 49% en parts de placements collectifs de capitaux. Les avantages et les inconvénients de la structure de fonds de fonds sont décrits dans le prospectus.

Les placements collectifs dans lesquels la fortune du compartiment est investie ne peuvent eux-mêmes investir plus de 49% de leur fortune dans des parts de placements collectifs de capitaux. Une exception est admise pour les fonds de hedge funds à hauteur maximale de 15% de la fortune du compartiment ainsi que pour les fonds de fonds immobiliers, à hauteur maximale de 15% de la fortune du compartiment.

La fréquence de rachat des fonds cibles doit en principe correspondre à celle du compartiment. Dans tous les cas, les fonds cibles doivent être sélectionnés de manière à pouvoir répondre aux demandes de rachat des porteurs de parts du compartiment.

Les placements collectifs de type feeder funds ne sont pas considérés comme fonds de fonds lorsqu'il peut être établi (i) qu'au moins 85% de leur fortune sont investis en tout temps dans un même placement collectif sous-jacent (master fund) et (ii) que le master fund n'est ni autorisé à investir dans un feeder fund, ni autorisé à placer plus de 49% de sa fortune dans des parts de placements collectifs. Moyennant respect de ces critères, le principe de transparence s'applique et l'appréciation des limites et restrictions de placement relatives aux placements collectifs dans lesquels la fortune du compartiment Valiant Helvétique Conservative est investie s'effectue directement à l'égard du master fund.

Répartition des risques

Art. 15 s'applique avec la dérogation suivante :

Par dérogation à l'art. 15 ch. 3 la direction de fonds peut, y compris les dérivés et produits structurés, placer au maximum 15% de la fortune d'un compartiment dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire d'un même émetteur. La valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 10% de la fortune du compartiment ont été placés ne peut dépasser 60% de la fortune du compartiment. Demeurent réservées les dispositions de l'art. 15 ch. 4 et 5.

L'art. 15 ch. 12 et 13 s'appliquent mutatis mutandis aux limites de 15% et 60% visées au paragraphe précédent.

Utilisation des instruments financiers dérivés

Autorisée selon l'art. 12 du contrat de fonds de placement et selon la politique d'investissement du compartiment.

Rémunération

Les commissions mentionnées à l'art. 19 du contrat de fonds de placement sont fixées comme suit:

	Commission de direction (max. p.a.)	Commission de gestion (max. p.a.)	Commission d'infrastructure (max. p.a.)	Commission de banque dépositaire (max. p.a.)	Commission totale (max. p.a.)
Classe I	0,13%	0,66%	0,05%	0,045%	0,885%
Classe V	0,13%	0,66%	aucune	0,045%	0,835%

Les taux effectivement appliqués des commissions mentionnées ci-dessus sont publiés dans le rapport annuel et semestriel.

VF (CH) – Valiant Helvétique Balanced

Objectifs d'investissement

L'objectif de ce compartiment est principalement d'obtenir une croissance à long terme et d'appliquer un biais de préservation du capital à long terme en cas de conditions de marchés volatiles. A cette fin, le gérant développe un processus d'investissement flexible en investissant dans une sélection large et diversifiée d'actifs, les différents instruments étant pondérés en fonction des conditions sur les marchés. La direction de fonds ne garantit en aucune manière que cet objectif sera atteint.

Une part significative est investie en placements par des émetteurs domiciliés en Suisse ou qui ont la majeure partie de leur activité économique en Suisse, ou dans des sociétés holding détenant des participations majoritaires dans des sociétés domiciliées en Suisse, ou dans des placements libellés en francs suisses (CHF).

La politique d'investissement du compartiment Valiant Helvétique Balanced tient compte des dispositions de l'Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité ("OPP 2") relatives aux placements autorisés ainsi qu'aux limites de placement. Le compartiment se prête donc au placement des avoirs des 2e et 3e piliers et peut notamment être utilisé dans le cadre d'assurances vie liées à des fonds de placement et de comptes de prévoyance du pilier 3a. Il incombe à chaque investisseur assujéti à l'OPP 2 de s'assurer de la conformité de la politique de placement du compartiment avec ses propres directives de placement.

Unité de compte

CHF

Politique d'investissement

- a) La fortune de ce compartiment est investie comme suit:
- (i) au minimum 30% et au maximum 70% en obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option, notes et autres titres de créance et droits-valeurs à revenu fixe ou variable (y compris dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci) de débiteurs privés ou publics, suisses et étrangers, libellés en CHF ou dans une autre monnaie librement convertible;
 - (ii) au minimum 30% et au maximum 50% en titres de participation et droits-valeurs de participation (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et équivalent) d'entreprises du monde entier, y compris instruments dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que dans des placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci;
 - (iii) au maximum 15% en emprunts perpétuels, ABS, CoCo, ainsi que dans des placements collectifs de capitaux investissant dans ceux-ci, parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie autres fonds en placements alternatifs et placements collectifs étrangers comparables, parts de placements collectifs de capitaux et produits structurés, y compris certificats, investissant en commodities et métaux précieux. Les investissements dans des produits structurés et certificats avec livraison physique ne sont pas autorisés. Les ABS, dont les sous-jacents sont essentiellement des créances des cartes de crédit ou des crédits-bail, sont émis par des « special purpose vehicles » principalement domiciliés en Suisse ou au Luxembourg. Les ABS dans lesquelles le gestionnaire investit en direct sont libellés en CHF, cotés à la bourse SIX Swiss Exchange et ont la notation AAA-Rating de Moodys, S&P ou Fitch. Les ABS dont les promoteurs font partie du même groupe d'entreprises que celle de la direction de fonds ne sont pas autorisés;
 - (iv) au maximum 30% en parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune dans des fonds immobiliers suisses négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et investissant en biens immobiliers situés en Suisse et à l'étranger ainsi que les placements collectifs suisses relevant de la catégorie "fonds immobilier" et négociés en bourse, Real Estate Investment Trusts (REITs), dont 10% au maximum en biens immobiliers situés à l'étranger;
 - (v) au maximum 10% en instruments du marché monétaires (y compris instruments dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci) et des avoirs à vue et à terme;
 - (vi) en dérivés sur devises.
- b) Par ailleurs, la direction de fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
- a. placements libellés en monnaies étrangères sans couverture de risque de change: au plus 30% ;
 - b. obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au plus 15% ;

- c. titres de créance selon lettre a. (i) ci-dessus ayant une notation inférieure à BBB- selon S&P ou équivalent selon Moody's ou Fitch: au plus 30%; en l'absence de notation, celle-ci est effectuée par le gérant sur la base d'informations de fournisseurs reconnus (p.ex Bloomberg) ;
- d. les limites sous lettre a) ch. (iii) et (iv) ne doivent pas dépasser cumulativement 30%.
- c) Le compartiment peut investir plus de 49% en parts de placements collectifs de capitaux. Les avantages et les inconvénients de la structure de fonds de fonds sont décrits dans le prospectus.

Les placements collectifs dans lesquels la fortune du compartiment est investie ne peuvent eux-mêmes investir plus de 49% de leur fortune dans des parts de placements collectifs de capitaux. Une exception est admise pour les fonds de fonds immobiliers, à hauteur maximale de 15% de la fortune du compartiment.

La fréquence de rachat des fonds cibles doit en principe correspondre à celle du compartiment. Dans tous les cas, les fonds cibles doivent être sélectionnés de manière à pouvoir répondre aux demandes de rachat des porteurs de parts du compartiment.

Les placements collectifs de type feeder funds ne sont pas considérés comme fonds de fonds lorsqu'il peut être établi (i) qu'au moins 85% de leur fortune sont investis en tout temps dans un même placement collectif sous-jacent (master fund) et (ii) que le master fund n'est ni autorisé à investir dans un feeder fund, ni autorisé à placer plus de 49% de sa fortune dans des parts de placements collectifs. Moyennant respect de ces critères, le principe de transparence s'applique et l'appréciation des limites et restrictions de placement relatives aux placements collectifs dans lesquels la fortune du compartiment Valiant Helvétique Balanced est investie s'effectue directement à l'égard du master fund.

Répartition des risques

Art. 15 s'applique avec la dérogation suivante :

Par dérogation à l'art. 15 ch. 3 la direction de fonds peut, y compris les dérivés et produits structurés, placer au maximum 15% de la fortune d'un compartiment dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire d'un même émetteur. La valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 10% de la fortune du compartiment ont été placés ne peut dépasser 60% de la fortune du compartiment. Demeurent réservées les dispositions de l'art. 15 ch. 4 et 5.

L'art. 15 ch. 12 et 13 s'appliquent mutatis mutandis aux limites de 15% et 60% visées au paragraphe précédent.

Utilisation des instruments financiers dérivés

Autorisée selon l'art. 12 du contrat de fonds de placement et selon la politique d'investissement du compartiment.

Rémunération

Les commissions mentionnées à l'art. 19 du contrat de fonds de placement sont fixées comme suit:

	Commission de direction (max. p.a.)	Commission de gestion (max. p.a.)	Commission d'infrastructure (max. p.a.)	Commission de banque dépositaire (max. p.a.)	Commission totale (max. p.a.)
Classe I	0,13%	0,66%	0,05%	0,045%	0,885%
Classe V	0,13%	0,66%	aucune	0,045%	0,835%

Les taux effectivement appliqués des commissions mentionnées ci-dessus sont publiés dans le rapport annuel et semestriel.

Objectifs d'investissement

L'objectif de ce compartiment est principalement d'obtenir une croissance à long terme et d'appliquer un biais de préservation du capital à long terme en cas de conditions de marchés volatiles. A cette fin, le gérant développe un processus d'investissement flexible en investissant dans une sélection large et diversifiée d'actifs, les différents instruments étant pondérés en fonction des conditions sur les marchés. La direction de fonds ne garantit en aucune manière que cet objectif sera atteint.

Une part significative est investie en placements par des émetteurs domiciliés en Suisse ou qui ont la majeure partie de leur activité économique en Suisse, ou dans des sociétés holding détenant des participations majoritaires dans des sociétés domiciliées en Suisse, ou dans des placements libellés en francs suisses (CHF).

La politique d'investissement du compartiment Valiant Helvétique Dynamic tient compte des dispositions de l'Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité ("OPP 2") relatives aux placements autorisés ainsi qu'aux limites de placement, sous réserve que (i) la part en actions de ce compartiment est supérieure à la limite de 50% maximum prévue à l'art. 55 let. b OPP2, et (ii) les placements dans des titres de participation d'un même émetteur peuvent dépasser la limite de 5% maximum prévue à l'art. 54a OPP 2 et peuvent aller jusqu'à 15% maximum de la fortune du compartiment. Le compartiment se prête donc au placement des avoirs des 2e et 3e piliers et peut notamment être utilisé dans le cadre d'assurances vie liées à des fonds de placement et de comptes de prévoyance du pilier 3a. Il incombe à chaque investisseur assujéti à l'OPP 2 de s'assurer de la conformité de la politique de placement du compartiment avec ses propres directives de placement.

Unité de compte

CHF

Politique d'investissement

- a) La fortune de ce compartiment est investie comme suit:
- (i) au minimum 10% et au maximum 50% en obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option, notes et autres titres de créance et droits-valeurs à revenu fixe ou variable (y compris dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci) de débiteurs privés ou publics, suisses et étrangers, libellés en CHF ou dans une autre monnaie librement convertible;
 - (ii) au minimum 50% et au maximum 80% en titres de participation et droits-valeurs de participation (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et équivalent) d'entreprises du monde entier, y compris instruments dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que dans des placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci;
 - (iii) au maximum 15% en emprunts perpétuels, ABS, CoCo, ainsi que dans des placements collectifs de capitaux investissant dans ceux-ci, parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie autres fonds en placements alternatifs et placements collectifs étrangers comparables, parts de placements collectifs de capitaux et produits structurés, y compris certificats, investissant en commodities et métaux précieux. Les investissements dans des produits structurés et certificats avec livraison physique ne sont pas autorisés. Les ABS, dont les sous-jacents sont essentiellement des créances des cartes de crédit ou des crédits-bail, sont émis par des « special purpose vehicles » principalement domiciliés en Suisse ou au Luxembourg. Les ABS dans lesquelles le gestionnaire investit en direct sont libellés en CHF, cotés à la bourse SIX Swiss Exchange et ont la notation AAA-Rating de Moodys, S&P ou Fitch. Les ABS dont les promoteurs font partie du même groupe d'entreprises que celle de la direction de fonds ne sont pas autorisés;
 - (iv) au maximum 30% en parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune dans des fonds immobiliers suisses négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et investissant en biens immobiliers situés en Suisse et à l'étranger ainsi que les placements collectifs suisses relevant de la catégorie "fonds immobilier" et négociés en bourse, Real Estate Investment Trusts (REITs), dont 10% au maximum en biens immobiliers situés à l'étranger;
 - (v) au maximum 10% en instruments du marché monétaires (y compris instruments dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci) et des avoirs à vue et à terme
 - (vi) en dérivés sur devises.

- b) Par ailleurs, la direction de fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
- a. placements libellés en monnaies étrangères sans couverture de risque de change: au plus 30% ;
 - b. obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au plus 15%.
 - c. titres de créance selon lettre a) (i) ci-dessus ayant une notation inférieure à BBB- selon S&P ou équivalent selon Moody's ou Fitch: au plus 30% ; en l'absence de notation, celle-ci est effectué par le gérant sur la base d'information de fournisseurs reconnues (p.ex. Bloomberg).
 - d. les limites sous lettre a) ch. (iii) et (iv) ne doivent pas dépasser cumulativement 30%.
- c) Le compartiment peut investir plus de 49% en parts de placements collectifs de capitaux. Les avantages et les inconvénients de la structure de fonds de fonds sont décrits dans le prospectus.

Les placements collectifs dans lesquels la fortune du compartiment est investie ne peuvent eux-mêmes investir plus de 49% de leur fortune dans des parts de placements collectifs de capitaux. Une exception est admise pour les fonds de fonds immobiliers, à hauteur maximale de 15% de la fortune du compartiment.

La fréquence de rachat des fonds cibles doit en principe correspondre à celle du compartiment. Dans tous les cas, les fonds cibles doivent être sélectionnés de manière à pouvoir répondre aux demandes de rachat des porteurs de parts du compartiment.

Les placements collectifs de type feeder funds ne sont pas considérés comme fonds de fonds lorsqu'il peut être établi (i) qu'au moins 85% de leur fortune sont investis en tout temps dans un même placement collectif sous-jacent (master fund) et (ii) que le master fund n'est ni autorisé à investir dans un feeder fund, ni autorisé à placer plus de 49% de sa fortune dans des parts de placements collectifs. Moyennant respect de ces critères, le principe de transparence s'applique et l'appréciation des limites et restrictions de placement relatives aux placements collectifs dans lesquels la fortune du compartiment Valiant Helvétique Dynamic est investie s'effectue directement à l'égard du master fund.

Répartition des risques

Art. 15 s'applique avec la dérogation suivante :

Par dérogation à l'art. 15 ch. 3 la direction de fonds peut, y compris les dérivés et produits structurés, placer au maximum 15% de la fortune d'un compartiment dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire d'un même émetteur. La valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 10% de la fortune du compartiment ont été placés ne peut dépasser 60% de la fortune du compartiment. Demeurent réservées les dispositions de l'art. 15 ch. 4 et 5.

L'art. 15 ch. 12 et 13 s'appliquent mutatis mutandis aux limites de 15% et 60% visées au paragraphe précédent.

Utilisation des instruments financiers dérivés

Autorisée selon l'art. 12 du contrat de fonds de placement et selon la politique d'investissement du compartiment.

Rémunération

Les commissions mentionnées à l'art. 19 du contrat de fonds de placement sont fixées comme suit:

	Commission de direction (max. p.a.)	Commission de gestion (max. p.a.)	Commission d'infrastructure (max. p.a.)	Commission de banque dépositaire (max. p.a.)	Commission totale (max. p.a.)
Classe I	0,13%	0,66%	0,05%	0,045%	0,885%
Classe V	0,13%	0,66%	aucune	0,045%	0,835%

Les taux effectivement appliqués des commissions mentionnées ci-dessus sont publiés dans le rapport annuel et semestriel.

VF (CH) – Valiant Sustainable Conservative

Objectifs d'investissement

L'objectif de ce compartiment vise principalement à obtenir, sur le long terme, une croissance des actifs, tout en les préservant dans un environnement de marché volatil. A cette fin, le gérant développe un processus d'investissement flexible en investissant dans une sélection large et diversifiée d'actifs, les différents instruments étant pondérés en fonction des conditions sur les marchés. Ce compartiment a également pour objectif de mettre en œuvre une politique d'investissement durable en prenant en compte l'impact des activités des entreprises et émetteurs sur la société et l'environnement.

La politique d'investissement du compartiment Valiant Sustainable Conservative tient compte des dispositions de l'Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité ("OPP 2") relatives aux placements autorisés ainsi qu'aux limites de placement. Le compartiment se prête donc au placement des avoirs des 2e et 3e piliers et peut notamment être utilisé dans le cadre d'assurances vie liées à des fonds de placement et de comptes de prévoyance du pilier 3a. Il incombe à chaque investisseur du compartiment assujéti à l'OPP 2 de s'assurer de la conformité de la politique de placement du compartiment avec ses propres directives de placement. Demeurent réservées les dispositions contraignantes de la loi sur les placements collectifs de capitaux et les dispositions du contrat de fonds, qui priment sur les dispositions moins restrictives de l'OPP 2.

Unité de compte

CHF

Politique d'investissement

a) Le gestionnaire cherche à exclure certaines entreprises en raison d'activités ou de pratiques commerciales contraires à certaines normes ou valeurs (telles que définies dans le prospectus). Il combine cette approche d'exclusion avec une approche où l'on compare la performance ESG (environnementale, sociétale et de gouvernance) de l'entreprise ou de l'émetteur à celle de ses pairs (par ex. des entreprises du même secteur) sur la base d'une note de durabilité (« approche Best-in-Class ») dans le processus d'investissement. Selon l'approche Best-in-Class les investissements sont réalisés principalement dans des entreprises qui répondent particulièrement bien aux critères de durabilité tels que définis dans le prospectus. Les deux approches sont appliquées dans les classes d'actifs actions et obligations.

En appliquant les approches d'exclusion et Best-in-Class, le gestionnaire identifie d'abord un univers d'investissement durable comprenant un grand nombre de titres individuels dans les classes d'actifs actions et obligations et, lorsque les données sont disponibles, dans les classes d'actifs marché monétaire et immobilier.

Ensuite, le gestionnaire investit dans les titres faisant partie de l'univers de l'investissement durable, directement ou indirectement par le biais de fonds cibles. En particulier dans une phase initiale après le lancement du fonds, le gestionnaire peut être amené à investir exclusivement de manière indirecte dans l'univers d'investissement durable.

Dans le cas d'investissements indirects, au moins 80% des positions sous-jacentes des fonds cibles doivent correspondre, de façon agrégée, à l'univers d'investissement durable. Afin d'augmenter la proportion des positions sous-jacentes des fonds cibles qui correspondent à l'univers de l'investissement durable, le gestionnaire ajustera soit les pondérations dans les fonds cibles, soit la sélection des fonds cibles.

De plus amples informations sont données dans le prospectus.

b) La fortune de ce compartiment est investie comme suit :

- (i) au minimum 50% et au maximum 85% en obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option, notes et autres titres de créance et droits-valeurs de créance à revenu fixe ou variable (y compris dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci) de débiteurs privés ou publics, suisses et étrangers, libellés en CHF ou dans une autre monnaie librement convertible;
- (ii) au maximum 50% en titres de participation et droits-valeurs de participation (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) d'entreprises du monde entier, y compris instruments dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci;

- (iii) au maximum 15% en emprunts perpétuels, Contingent Convertible Bonds – CoCo, parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et placements collectifs étrangers comparables, parts de placements collectifs de capitaux et produits structurés, y compris certificats, investissant en commodities et métaux précieux. Les investissements dans des produits structurés et certificats avec livraison physique ne sont pas autorisés;
 - (iv) au maximum 30% en parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune dans des fonds immobiliers suisses négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et investissant en biens immobiliers situés en Suisse et à l'étranger ainsi que les placements collectifs suisses relevant de la catégorie "fonds immobilier" et négociés en bourse, et Real Estate Investment Trusts (REITs), dont 10% au maximum en biens immobiliers situés à l'étranger;
 - (v) au maximum 10% en instruments du marché monétaires (y compris instruments dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci) et des avoirs à vue et à terme;
 - (vi) en dérivés sur devises.
- c) Par ailleurs, la direction de fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
- a. placements libellés en monnaies étrangères sans couverture de risque de change: au plus 30% ;
 - b. obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au plus 15% ;
 - c. titres de créance selon lettre b) (i) ci-dessus ayant une notation inférieure à BBB- selon S&P ou équivalent selon Moody's ou Fitch: au plus 30%; en l'absence de notation, celle-ci est effectuée par le gérant sur la base d'informations de fournisseurs reconnus (p.ex Bloomberg) ;
 - d. les limites sous lettre b) ch. (iii) et (iv) ne doivent pas dépasser cumulativement 30%.
- d) Le compartiment peut investir plus de 49% en parts de placements collectifs de capitaux. Les avantages et les inconvénients de la structure de fonds de fonds sont décrits dans le prospectus.

Les placements collectifs dans lesquels la fortune du compartiment est investie ne peuvent eux-mêmes investir plus de 49% de leur fortune dans des parts de placements collectifs de capitaux.

La fréquence de rachat des fonds cibles doit en principe correspondre à celle du compartiment. Dans tous les cas, les fonds cibles doivent être sélectionnés de manière à pouvoir répondre aux demandes de rachat des porteurs de parts du compartiment.

Répartition des risques

Art. 15 s'applique.

Utilisation des instruments financiers dérivés

Autorisée selon l'art. 12 du contrat de fonds de placement et selon la politique d'investissement du compartiment.

Rémunération

Les commissions mentionnées à l'art. 19 du contrat de fonds de placement sont fixées comme suit:

	Commission de direction (max. p.a.)	Commission de gestion (max. p.a.)	Commission d'infrastructure (max. p.a.)	Commission de banque dépositaire (max. p.a.)	Commission totale (max. p.a.)
Classe I	0,13%	0,66%	0,05%	0,045%	0,885%
Classe V	0,13%	0,66%	aucune	0,045%	0,835%

Les taux effectivement appliqués des commissions mentionnées ci-dessus sont publiés dans le rapport annuel et semestriel.

VF (CH) – Valiant Sustainable Balanced

Objectifs d'investissement

L'objectif de ce compartiment vise principalement à obtenir, sur le long terme, une croissance des actifs, tout en les préservant dans un environnement de marché volatil. A cette fin, le gérant développe un processus d'investissement flexible en investissant dans une sélection large et diversifiée d'actifs, les différents instruments étant pondérés en fonction des conditions sur les marchés. Ce compartiment a également pour objectif de mettre en œuvre une politique d'investissement durable en prenant en compte l'impact des activités des entreprises et émetteurs sur la société et l'environnement.

La politique d'investissement du compartiment Valiant Sustainable Balanced tient compte des dispositions de l'Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité ("OPP 2") relatives aux placements autorisés ainsi qu'aux limites de placement. Le compartiment se prête donc au placement des avoirs des 2e et 3e piliers et peut notamment être utilisé dans le cadre d'assurances vie liées à des fonds de placement et de comptes de prévoyance du pilier 3a. Il incombe à chaque investisseur du compartiment assujéti à l'OPP 2 de s'assurer de la conformité de la politique de placement du compartiment avec ses propres directives de placement. Demeurent réservées les dispositions contraignantes de la loi sur les placements collectifs de capitaux et les dispositions du contrat de fonds, qui priment sur les dispositions moins restrictives de l'OPP 2.

Unité de compte

CHF

Politique d'investissement

a) Le gestionnaire cherche à exclure certaines entreprises en raison d'activités ou de pratiques commerciales contraires à certaines normes ou valeurs (telles que définies dans le prospectus). Il combine cette approche d'exclusion avec une approche où l'on compare la performance ESG (environnementale, sociétale et de gouvernance) de l'entreprise ou de l'émetteur à celle de ses pairs (par ex. des entreprises du même secteur) sur la base d'une note de durabilité (« approche Best-in-Class ») dans le processus d'investissement. Selon l'approche Best-in-Class les investissements sont réalisés principalement dans des entreprises qui répondent particulièrement bien aux critères de durabilité tels que définis dans le prospectus. Les deux approches sont appliquées dans les classes d'actifs actions et obligations.

En appliquant les approches d'exclusion et Best-in-Class, le gestionnaire identifie d'abord un univers d'investissement durable comprenant un grand nombre de titres individuels dans les classes d'actifs actions et obligations et, lorsque les données sont disponibles, dans les classes d'actifs marché monétaire et immobilier.

Ensuite, le gestionnaire investit dans les titres faisant partie de l'univers de l'investissement durable, directement ou indirectement par le biais de fonds cibles. En particulier dans une phase initiale après le lancement du fonds, le gestionnaire peut être amené à investir exclusivement de manière indirecte dans l'univers d'investissement durable.

Dans le cas d'investissements indirects, au moins 80% des positions sous-jacentes des fonds cibles doivent correspondre, de façon agrégée, à l'univers d'investissement durable. Afin d'augmenter la proportion des positions sous-jacentes des fonds cibles qui correspondent à l'univers de l'investissement durable, le gestionnaire ajustera soit les pondérations dans les fonds cibles, soit la sélection des fonds cibles.

De plus amples informations sont données dans le prospectus.

b) La fortune de ce compartiment est investie comme suit:

- (i) au minimum 30% et au maximum 70% en obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option, notes et autres titres de créance et droits-valeurs à revenu fixe ou variable (y compris dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci) de débiteurs privés ou publics, suisses et étrangers, libellés en CHF ou dans une autre monnaie librement convertible;
- (ii) au minimum 30% et au maximum 50% en titres de participation et droits-valeurs de participation (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et équivalent) d'entreprises du monde entier, y compris instruments dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que dans des placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci;

- (iii) au maximum 15% en emprunts perpétuels, CoCo, ainsi que dans des placements collectifs de capitaux investissant dans ceux-ci, parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie autres fonds en placements alternatifs et placements collectifs étrangers comparables, parts de placements collectifs de capitaux et produits structurés, y compris certificats, investissant en commodities et métaux précieux. Les investissements dans des produits structurés et certificats avec livraison physique ne sont pas autorisés;
 - (iv) au maximum 30% en parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune dans des fonds immobiliers suisses négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et investissant en biens immobiliers situés en Suisse et à l'étranger ainsi que les placements collectifs suisses relevant de la catégorie "fonds immobilier" et négociés en bourse, et Real Estate Investment Trusts (REITs), dont 10% au maximum en biens immobiliers situés à l'étranger;
 - (v) au maximum 10% en instruments du marché monétaires (y compris instruments dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci) et des avoirs à vue et à terme;
 - (vi) en dérivés sur devises.
- c) Par ailleurs, la direction de fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
- a. placements libellés en monnaies étrangères sans couverture de risque de change: au plus 30% ;
 - b. obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au plus 15% ;
 - c. titres de créance selon lettre b) (i) ci-dessus ayant une notation inférieure à BBB- selon S&P ou équivalent selon Moody's ou Fitch: au plus 30%; en l'absence de notation, celle-ci est effectuée par le gérant sur la base d'informations de fournisseurs reconnus (p.ex Bloomberg) ;
 - d. les limites sous lettre b) ch. (iii) et (iv) ne doivent pas dépasser cumulativement 30%.
- d) Le compartiment peut investir plus de 49% en parts de placements collectifs de capitaux. Les avantages et les inconvénients de la structure de fonds de fonds sont décrits dans le prospectus.

Les placements collectifs dans lesquels la fortune du compartiment est investie ne peuvent eux-mêmes investir plus de 49% de leur fortune dans des parts de placements collectifs de capitaux.

La fréquence de rachat des fonds cibles doit en principe correspondre à celle du compartiment. Dans tous les cas, les fonds cibles doivent être sélectionnés de manière à pouvoir répondre aux demandes de rachat des porteurs de parts du compartiment.

Répartition des risques

Art. 15 s'applique.

Utilisation des instruments financiers dérivés

Autorisée selon l'art. 12 du contrat de fonds de placement et selon la politique d'investissement du compartiment.

Rémunération

Les commissions mentionnées à l'art. 19 du contrat de fonds de placement sont fixées comme suit:

	Commission de direction (max. p.a.)	Commission de gestion (max. p.a.)	Commission d'infrastructure (max. p.a.)	Commission de banque dépositaire (max. p.a.)	Commission totale (max. p.a.)
Classe I	0,13%	0,66%	0,05%	0,045%	0,885%
Classe V	0,13%	0,66%	aucune	0,045%	0,835%

Les taux effectivement appliqués des commissions mentionnées ci-dessus sont publiés dans le rapport annuel et semestriel.

Objectifs d'investissement

L'objectif de ce compartiment vise principalement à obtenir, sur le long terme, une croissance des actifs, tout en les préservant dans un environnement de marché volatil. A cette fin, le gérant développe un processus d'investissement flexible en investissant dans une sélection large et diversifiée d'actifs, les différents instruments étant pondérés en fonction des conditions sur les marchés. Ce compartiment a également pour objectif de mettre en œuvre une politique d'investissement durable en prenant en compte l'impact des activités des entreprises et émetteurs sur la société et l'environnement.

La politique d'investissement du compartiment Valiant Sustainable Dynamic tient compte des dispositions de l'Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité ("OPP 2") relatives aux placements autorisés ainsi qu'aux limites de placement, sous réserve que (i) la part en actions de ce compartiment est supérieure à la limite de 50% maximum prévue à l'art. 55 let. b OPP2, et (ii) les placements dans des titres de participation d'un même émetteur peuvent dépasser la limite de 5% maximum prévue à l'art. 54a OPP 2 et peuvent aller jusqu'à 15% maximum de la fortune du compartiment. Le compartiment se prête donc au placement des avoirs des 2e et 3e piliers et peut notamment être utilisé dans le cadre d'assurances vie liées à des fonds de placement et de comptes de prévoyance du pilier 3a. Il incombe à chaque investisseur du compartiment assujéti à l'OPP 2 de s'assurer de la conformité de la politique de placement du compartiment avec ses propres directives de placement. Demeurent réservées les dispositions contraignantes de la loi sur les placements collectifs de capitaux et les dispositions du contrat de fonds, qui priment sur les dispositions moins restrictives de l'OPP 2.

Unité de compte

CHF

Politique d'investissement

- a) Le gestionnaire cherche à exclure certaines entreprises en raison d'activités ou de pratiques commerciales contraires à certaines normes ou valeurs (telles que définies dans le prospectus). Il combine cette approche d'exclusion avec une approche où l'on compare la performance ESG (environnementale, sociétale et de gouvernance) de l'entreprise ou de l'émetteur à celle de ses pairs (par ex. des entreprises du même secteur) sur la base d'une note de durabilité (« approche Best-in-Class ») dans le processus d'investissement. Selon l'approche Best-in-Class les investissements sont réalisés principalement dans des entreprises qui répondent particulièrement bien aux critères de durabilité tels que définis dans le prospectus. Les deux approches sont appliquées dans les classes d'actifs actions et obligations.

En appliquant les approches d'exclusion et Best-in-Class, le gestionnaire identifie d'abord un univers d'investissement durable comprenant un grand nombre de titres individuels dans les classes d'actifs actions et obligations et, lorsque les données sont disponibles, dans les classes d'actifs marché monétaire et immobilier.

Ensuite, le gestionnaire investit dans les titres faisant partie de l'univers de l'investissement durable, directement ou indirectement par le biais de fonds cibles. En particulier dans une phase initiale après le lancement du fonds, le gestionnaire peut être amené à investir exclusivement de manière indirecte dans l'univers d'investissement durable.

Dans le cas d'investissements indirects, au moins 80% des positions sous-jacentes des fonds cibles doivent correspondre, de façon agrégée, à l'univers d'investissement durable. Afin d'augmenter la proportion des positions sous-jacentes des fonds cibles qui correspondent à l'univers de l'investissement durable, le gestionnaire ajustera soit les pondérations dans les fonds cibles, soit la sélection des fonds cibles.

De plus amples informations sont données dans le prospectus.

- b) La fortune de ce compartiment est investie comme suit:
- (i) au minimum 10% et au maximum 50% en obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option, notes et autres titres de créance et droits-valeurs à revenu fixe ou variable (y compris dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci) de débiteurs privés ou publics, suisses et étrangers, libellés en CHF ou dans une autre monnaie librement convertible;
 - (ii) au minimum 50% et au maximum 80% en titres de participation et droits-valeurs de participation (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et équivalent) d'entreprises du monde entier, y compris instruments dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que dans des placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci;

- (iii) au maximum 15% en emprunts perpétuels, CoCo, ainsi que dans des placements collectifs de capitaux investissant dans ceux-ci, parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie autres fonds en placements alternatifs et placements collectifs étrangers comparables, parts de placements collectifs de capitaux et produits structurés, y compris certificats, investissant en commodities et métaux précieux. Les investissements dans des produits structurés et certificats avec livraison physique ne sont pas autorisés;
 - (iv) au maximum 30% en parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune dans des fonds immobiliers suisses négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et investissant en biens immobiliers situés en Suisse et à l'étranger ainsi que les placements collectifs suisses relevant de la catégorie "fonds immobilier" et négociés en bourse, et Real Estate Investment Trusts (REITs), dont 10% au maximum en biens immobiliers situés à l'étranger;
 - (v) au maximum 10% en instruments du marché monétaires (y compris instruments dérivés et produits structurés sur ceux-ci ainsi que placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci) et des avoirs à vue et à terme
 - (vi) en dérivés sur devises.
- c) Par ailleurs, la direction de fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
- a. placements libellés en monnaies étrangères sans couverture de risque de change: au plus 30% ;
 - b. obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au plus 15%.
 - c. titres de créance selon lettre b) (i) ci-dessus ayant une notation inférieure à BBB- selon S&P ou équivalent selon Moody's ou Fitch: au plus 30% ; en l'absence de notation, celle-ci est effectué par le gérant sur la base d'information de fournisseurs reconnues (p.ex. Bloomberg).
 - d. les limites sous lettre b) ch. (iii) et (iv) ne doivent pas dépasser cumulativement 30%.
- d) Le compartiment peut investir plus de 49% en parts de placements collectifs de capitaux. Les avantages et les inconvénients de la structure de fonds de fonds sont décrits dans le prospectus.

Les placements collectifs dans lesquels la fortune du compartiment est investie ne peuvent eux-mêmes investir plus de 49% de leur fortune dans des parts de placements collectifs de capitaux.

La fréquence de rachat des fonds cibles doit en principe correspondre à celle du compartiment. Dans tous les cas, les fonds cibles doivent être sélectionnés de manière à pouvoir répondre aux demandes de rachat des porteurs de parts du compartiment.

Répartition des risques

Art. 15 s'applique avec la dérogation suivante :

Par dérogation à l'art. 15 ch. 3 la direction de fonds peut, y compris les dérivés et produits structurés, placer au maximum 15% de la fortune d'un compartiment dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire d'un même émetteur. La valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 10% de la fortune du compartiment ont été placés ne peut dépasser 60% de la fortune du compartiment. Demeurent réservées les dispositions de l'art. 15 ch. 4 et 5.

L'art. 15 ch. 12 et 13 s'appliquent mutatis mutandis aux limites de 15% et 60% visées au paragraphe précédent.

Utilisation des instruments financiers dérivés

Autorisée selon l'art. 12 du contrat de fonds de placement et selon la politique d'investissement du compartiment.

Rémunération

Les commissions mentionnées à l'art. 19 du contrat de fonds de placement sont fixées comme suit:

	Commission de direction (max. p.a.)	Commission de gestion (max. p.a.)	Commission d'infrastructure (max. p.a.)	Commission de banque dépositaire (max. p.a.)	Commission totale (max. p.a.)
Classe I	0,13%	0,66%	0,05%	0,045%	0,885%
Classe V	0,13%	0,66%	aucune	0,045%	0,835%

Les taux effectivement appliqués des commissions mentionnées ci-dessus sont publiés dans le rapport annuel et semestriel.

VF (CH) – Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps

Objectifs d'investissement

L'objectif de ce compartiment consiste principalement à obtenir une croissance du capital à long terme.

Unité de compte

CHF

Politique d'investissement

- a) La direction de fonds investit au moins deux tiers (2/3) de la fortune du compartiment en:
- a. titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et libellés en francs suisses, d'entreprises à petite et moyenne capitalisation, telles que définies par la bourse suisse SIX Swiss Exchange, qui ont leur siège ou qui exercent la partie prépondérante de leur activité économique en Suisse;
 - b. instruments financiers dérivés (y compris warrants) sur les placements précités;
 - c. produits structurés sur les placements précités;
 - d. parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements mentionnés plus haut.

Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux et produits structurés, la direction de fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont investis sur base consolidée dans les placements précités.

- b) La direction de fonds peut d'autre part investir au maximum un tiers de la fortune du compartiment en:
- e. titres de participation et droits-valeurs ne satisfaisant pas aux exigences précitées sous lettre a);
 - f. obligations et autres droits de créance;
 - g. obligations convertibles ou à option;
 - h. avoirs à vue et à terme et instruments du marché monétaire;
 - i. produits structurés sur les placements précités sous lettre b);
 - j. parts de placements collectifs de capitaux qui investissent leur fortune ou partie de celle-ci dans les placements mentionnés plus haut;
 - k. parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et placements collectifs étrangers comparables.
- c) La direction de fonds doit respecter en supplément les limites de placement suivantes:
- l. parts de placements collectifs de capitaux en tout et au plus 49%;
 - m. parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et placements collectifs étrangers comparables en tout et au plus 10%;
 - n. titres de participation et droits-valeurs qui ne sont pas négociés en bourse ou sur un marché réglementé ouvert au public en tout et au plus 10%.

Répartition des risques

Art. 15 s'applique avec la dérogation suivante :

Par dérogation à l'art. 15 ch. 3 deuxième phrase la valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 5% de la fortune du compartiment ont été placés ne peut dépasser 75% de la fortune du compartiment. Demeurent réservées les dispositions de l'art. 15 ch. 4 et 5. L'art. 15 ch. 12 deuxième phrase et ch. 13 troisième phrase s'appliquent mutatis mutandis à la limite de 75% précitée.

Utilisation des instruments financiers dérivés

Autorisée selon l'art. 12 du contrat de fonds de placement et selon la politique d'investissement du compartiment.

Rémunération

Les commissions mentionnées à l'art. 19 du contrat de fonds de placement sont fixées comme suit:

	Commission de direction (max. p.a.)	Commission de gestion (max. p.a.)	Commission d'infrastructure (max. p.a.)	Commission de banque dépositaire (max. p.a.)	Commission totale (max. p.a.)
Classe I	0,13%	0,90%	0,05%	0,045%	1,125%
Classe S*	0,13%	aucune	aucune	0,045%	0,175%

* Pour la Classe S, les commissions de gestion et d'infrastructure sont rémunérées dans le cadre du mandat de gestion / accord d'investissement.

Le taux effectivement appliqué de commission de gestion figure dans le rapport annuel et semestriel.

VF (CH) – Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus

Objectifs d'investissement

L'objectif d'investissement du compartiment est de suivre l'évolution de l'indice SPI®.

Unité de compte

CHF

Politique d'investissement

- a) La direction de fonds investit au minimum deux tiers de la fortune du compartiment active en:
- a. titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, d'entreprises cotées en bourse qui ont leur siège ou qui exercent la partie prépondérante de leur activité économique en Suisse ou au Liechtenstein et qui figurent dans l'univers d'investissement de l'indice de référence SPI®;
 - b. parts de placements collectifs de capitaux qui investissent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements mentionnés plus haut;
 - c. futures sur indice sur les placements précités;
 - d. instruments financiers dérivés (y compris warrants) sur les placements précités;
 - e. produits structurés sur les placements précités.

Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux et produits structurés, la direction de fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont investis sur base consolidée dans les placements précités.

La direction de fonds pourra choisir à son gré la méthode utilisée mais en conservant toujours l'objectif de diversifier fortement le portefeuille.

- b) La direction de fonds peut d'autre part investir au maximum un tiers de la fortune du compartiment en:
- f. titres de participation et droits-valeurs ne satisfaisant pas aux exigences citées sous lettre aa);
 - g. obligations et autres droits de créance;
 - h. obligations convertibles ou à option;
 - i. avoirs à vue et à terme et instruments du marché monétaire libellés en francs suisses d'émetteurs suisses;
 - j. produits structurés sur les placements précités sous lettre b);
 - k. parts de placements collectifs de capitaux qui investissent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements mentionnés plus haut;
 - l. parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et placements collectifs étrangers comparables.
- c) La direction de fonds doit respecter par ailleurs les limites suivantes, se référant à la fortune du compartiment:
- m. au maximum 30% en instruments du marché monétaire et en futures sur indice;
 - n. au maximum 10% en parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et placements collectifs étrangers comparables;
 - o. au maximum 49% en parts de placements collectifs de capitaux.

Répartition des risques

Art. 15 s'applique avec la dérogation suivante :

Par dérogation à l'art. 15 ch. 3 la direction de fonds peut, y compris les dérivés et produits structurés, placer au maximum 20% de la fortune d'un compartiment dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire d'un même émetteur. Pour les titres du SPI® dont la pondération dépasse 20% de cet indice, cette limite peut être surpondérée jusqu'à hauteur de 120% du poids de ces titres dans l'indice, pour autant que le compartiment détienne constamment au moins les titres de 15 émetteurs différents et que ces titres ne dépassent pas 25% de la fortune du compartiment. La valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 10% de la fortune du compartiment ont été placés ne peut dépasser 60% de la fortune du compartiment. Demeurent réservées les dispositions de l'art. 15 ch. 4 et 5.

La limite de 20% mentionnée à l'art. 15 ch. 6 pour les placements, avoirs et créances au sens de l'art. 15 ch. 3 à 5 auprès d'un même émetteur ou débiteur, ainsi que mentionnée à l'art. 15 ch. 7 pour les placements au sens de l'art. 15 ch. 3 auprès d'un même groupe d'entreprises, est relevée à 25% de la fortune du compartiment lorsque le titre surpondéré conformément au paragraphe précédent doit être pris en compte lors du calcul de la présente restriction.

Utilisation des instruments financiers dérivés

Autorisée selon l'art. 12 du contrat de fonds de placement et selon la politique d'investissement du compartiment.

Rémunération

	Commission de direction (max. p.a.)	Commission de gestion (max. p.a.)	Commission d'infrastructure (max. p.a.)	Commission de banque dépositaire (max. p.a.)	Commission totale (max. p.a.)
Classe I	0,13%	0,65%	0,05%	0,045%	0,875%
Classe S*	0,13%	aucune	aucune	0,045%	0,175%

* Pour la Classe S, les commissions de gestion et d'infrastructure sont rémunérées dans le cadre du mandat de gestion / accord d'investissement.

Le taux effectivement appliqué de commission de gestion figure dans le rapport annuel et semestriel

VF (CH) – Valiant Global Equities Marketing Power

Objectifs d'investissement

L'objectif de ce compartiment consiste principalement à obtenir une croissance du capital à long terme, en investissant en actions selon une méthode de gestion quantitative active.

Unité de compte

CHF

Politique d'investissement

- a) La fortune de ce compartiment est investie comme suit:
- (i) au minimum 90% en titres de participation et droits-valeurs de participation (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et équivalent) d'entreprises du monde entier, y compris instruments dérivés sur ceux-ci ainsi que dans des placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci;
 - (ii) au maximum 10% en instruments du marché monétaires (y compris placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci) et des avoirs à vue et à terme ;
 - (iii) en dérivés sur devises.
- b) Par ailleurs, la direction de fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
- a. parts de placements collectifs de capitaux au maximum 10%.

Répartition des risques

Art. 15 s'applique.

Utilisation des instruments financiers dérivés

Autorisée selon l'art. 12 du contrat de fonds de placement et selon la politique d'investissement du compartiment.

Rémunération

	Commission de direction (max. p.a.)	Commission de gestion (max. p.a.)	Commission d'infrastructure (max. p.a.)	Commission de banque dépositaire (max. p.a.)	Commission totale (max. p.a.)
Classe I	0,13%	0,76%	0,05%	0,045%	0,985%
Classe S*	0,13%	aucune	aucune	0,045%	0,175%

* Pour la Classe S, les commissions de gestion et d'infrastructure sont rémunérées dans le cadre du mandat de gestion / accord d'investissement.

Le taux effectivement appliqué de commission de gestion figure dans le rapport annuel et semestriel.

VF (CH) – Valiant Swiss Equities Dividend

Objectifs d'investissement

L'objectif d'investissement principal du compartiment est d'obtenir une plus-value en capital à long terme en investissant dans des actions de sociétés qui promettent des rendements en dividendes supérieurs à la moyenne ou en hausse.

Unité de compte

CHF

Politique d'investissement

- a) Au moins deux tiers (2/3) de la fortune du compartiment sont investis en titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) d'entreprises qui figurent dans l'univers d'investissement de l'indice de référence SPI®, et qui promettent des rendements en dividendes supérieurs à la moyenne ou en hausse, y compris en instruments dérivés sur ceux-ci ainsi que dans des placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci.
- b) Au maximum un tiers (1/3) de la fortune du compartiment est investi en:
 - (i) titres de participation et droits-valeurs ne satisfaisant pas aux exigences précitées, y compris en instruments dérivés sur ceux-ci ainsi que dans des placements collectifs de capitaux investissant majoritairement dans ceux-ci ;
 - (ii) obligations et autres droits de créance ;
 - (iii) avoirs à vue et à terme et instruments du marché monétaire libellés en francs suisses d'émetteurs suisses.
- c) Par ailleurs, sont applicables les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
 - (i) au maximum 10% en titres de créance selon lettre b) (ii) ci-dessus ayant une notation inférieure à BBB- selon S&P ou équivalent selon Moody's ou Fitch ;
 - (ii) au maximum 10% en parts de placements collectifs relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et placements collectifs étrangers comparables ;
 - (iii) au maximum 49% en parts de placements collectifs de capitaux.

Répartition des risques

Art. 15 s'applique avec la dérogation suivante :

Par dérogation à l'art. 15 ch. 3 la direction de fonds peut, y compris les dérivés et produits structurés, placer au maximum 20% de la fortune d'un compartiment dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire d'un même émetteur, et cette limite peut être relevée à hauteur de 125% du poids de l'émetteur dans l'indice SPI®, pour autant que le compartiment détienne constamment au moins les titres de 15 émetteurs différents.

La limite de 20% mentionnée à l'art. 15 ch. 6 pour les placements, avoirs et créances au sens de l'art. 15 ch. 3 à 5 auprès d'un même émetteur ou débiteur, ainsi que mentionnée à l'art. 15 ch. 7 pour les placements au sens de l'art. 15 ch. 3 auprès d'un même groupe d'entreprises, est relevée à 30% de la fortune du compartiment lorsque le titre surpondéré conformément au paragraphe précédent doit être pris en compte lors du calcul de la présente restriction.

L'art. 15 ch. 3 deuxième phrase, selon la valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 5% de la fortune du compartiment ont été placés ne peut dépasser 40% de la fortune du compartiment, ne s'applique pas.

Utilisation des instruments financiers dérivés

Autorisée selon l'art. 12 du contrat de fonds de placement et selon la politique d'investissement du compartiment.

Rémunération

	Commission de direction (max. p.a.)	Commission de gestion (max. p.a.)	Commission d'infrastructure (max. p.a.)	Commission de banque dépositaire (max. p.a.)	Commission totale (max. p.a.)
Classe I	0,13%	0,65%	0,05%	0,045%	0,875%
Classe S*	0,13%	aucune	aucune	0,045%	0,175%

* Pour la Classe S, les commissions de gestion et d'infrastructure sont rémunérées dans le cadre du mandat de gestion / accord d'investissement.

Le taux effectivement appliqué de commission de gestion figure dans le rapport annuel et semestriel.

VF (CH) – Valiant Swiss Franc High Grade Bond

Objectifs d'investissement

L'objectif d'investissement du compartiment est l'accroissement à long terme de la valeur nette d'inventaire du compartiment.

Unité de compte

CHF

Politique d'investissement

- a) La fortune de ce compartiment est investie comme suit:
- (i) au minimum 70% en obligations, (y compris obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et contingent convertible bonds), notes ainsi que dans d'autres titres de créance et droits de créance à revenu fixe ou variable de débiteurs privés et de droit public suisses ou étrangers, avec une notation minimale de AA- (ou équivalent). En cas de notations différentes selon les agences, la notation la plus haute est déterminante. En cas d'absence de notation par une agence reconnue, la notation est effectuée par le gérant en particulier sur la base d'informations de fournisseurs reconnus (p. ex. Bloomberg) et/ou d'autres agences de notation; et
 - (ii) au maximum 30% en titres de créance et droits de créance ne satisfaisant pas aux exigences citées ci-dessus, avec une notation minimale de BBB- (Investment Grade) ; et
 - (iii) en dérivés sur devises ; et
 - (iv) en avoirs à vue et à terme.
- b) La majorité des investissements sont libellés en francs suisses (CHF) ou sont couverts contre des francs suisses (CHF).
- c) Par ailleurs, la direction de fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
- (i) au maximum 5% en contingent convertible bonds.

Répartition des risques

Art. 15 s'applique avec la dérogation suivante :

La limite de 10% mentionnée au ch. 3 est relevée à 35% lorsque les valeurs mobilières sont émises ou garanties par les centrales suisses d'émission de lettres de gage, à savoir la Centrale d'émission de lettres de gage des banques cantonales suisses et la Banque des lettres de gage d'établissements suisses de crédit hypothécaire, à la condition que le compartiment ne détienne pas plus de 10% dans une même émission. Les valeurs mobilières précitées n'entrent pas en considération dans l'application de la limite de 40% selon le ch. 3. Les limites individuelles des ch. 3 et 5 ne peuvent pas être cumulées avec la limite précitée de 35%.

Utilisation des instruments financiers dérivés

Autorisée selon l'art. 12 du contrat de fonds de placement et selon la politique d'investissement du compartiment.

Rémunération

	Commission de direction (max. p.a.)	Commission de gestion (max. p.a.)	Commission d'infrastructure (max. p.a.)	Commission de banque dépositaire (max. p.a.)	Commission totale (max. p.a.)
Classe I	0,13%	0,40%	0,05%	0,045%	0,625%
Classe S*	0,13%	aucune	aucune	0,045%	0,175%

* Pour la Classe S, les commissions de gestion et d'infrastructure sont rémunérées dans le cadre du mandat de gestion / accord d'investissement.

Le taux effectivement appliqué de commission de gestion figure dans le rapport annuel et semestriel.

VF (CH) – Valiant Swiss Franc Corporate Bond

Objectifs d'investissement

L'objectif d'investissement du compartiment est l'accroissement à long terme de la valeur nette d'inventaire du compartiment.

Unité de compte

CHF

Politique d'investissement

- a) La fortune de ce compartiment est investie comme suit:
- (i) au minimum 80% en obligations, (y compris obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et contingent convertible bonds), notes ainsi que dans d'autres titres de créance et droits de créance à revenu fixe ou variable de débiteurs privés et de droit public suisses ou étrangers, avec une notation minimale de BBB- (Investment Grade) (ou équivalent). En cas de notations différentes selon les agences, la notation la plus haute est déterminante. En cas d'absence de notation par une agence reconnue, la notation est effectuée par le gérant en particulier sur la base d'informations de fournisseurs reconnus (p. ex. Bloomberg) et/ou d'autres agences de notation; et
 - (ii) au maximum 20% en titres de créance et droits de créance ne satisfaisant pas aux exigences citées ci-dessus. La notation pourra être "below investment grade" et donc spéculative quant à la capacité du débiteur, sur une longue période de temps, de s'acquitter de ses obligations en principal et intérêts ou de maintenir d'autres conditions spécifiées dans les documents d'offre ; et
 - (iii) en dérivés sur devises ; et
 - (iv) en avoirs à vue et à terme.
- b) La majorité des investissements sont libellés en francs suisses (CHF) ou sont couverts contre des francs suisses (CHF).
- c) Par ailleurs, la direction de fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
- (i) au maximum 10% en contingent convertible bonds.
 - (ii) au minimum 51% en titres de créance et droits de créance d'entreprises (y compris des obligations d'entreprises publiques).

Répartition des risques

Art. 15 s'applique avec la dérogation suivante :

La limite de 10% mentionnée au ch. 3 est relevée à 35% lorsque les valeurs mobilières sont émises ou garanties par les centrales suisses d'émission de lettres de gage, à savoir la Centrale d'émission de lettres de gage des banques cantonales suisses et la Banque des lettres de gage d'établissements suisses de crédit hypothécaire, à la condition que le compartiment ne détienne pas plus de 10% dans une même émission. Les valeurs mobilières précitées n'entrent pas en considération dans l'application de la limite de 40% selon le ch. 3. Les limites individuelles des ch. 3 et 5 ne peuvent pas être cumulées avec la limite précitée de 35%.

Utilisation des instruments financiers dérivés

Autorisée selon l'art. 12 du contrat de fonds de placement et selon la politique d'investissement du compartiment.

Rémunération

	Commission de direction (max. p.a.)	Commission de gestion (max. p.a.)	Commission d'infrastructure (max. p.a.)	Commission de banque dépositaire (max. p.a.)	Commission totale (max. p.a.)
Classe I	0,13%	0,40%	0,05%	0,045%	0,625%
Classe S*	0,13%	aucune	aucune	0,045%	0,175%

* Pour la Classe S, les commissions de gestion et d'infrastructure sont rémunérées dans le cadre du mandat de gestion / accord d'investissement.

Le taux effectivement appliqué de commission de gestion figure dans le rapport annuel et semestriel.

Teil I - Prospekt	73
1. Informationen über den Anlagefonds	73
1.1	Gründung des Anlagefonds in der Schweiz
1.2	Für den Anlagefonds relevante Steuervorschriften
1.3	Rechnungsjahr
1.4	Prüfgesellschaft
1.5	Anteile
1.6	Bedingungen für die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme von Anteilen der Teilvermögen
1.7	Verwendung der Erträge
1.8	Anlageziel und Anlagepolitik des Anlagefonds
1.8.1	Anlageziel und Anlagepolitik des Anlagefonds
1.8.2	Anlagebeschränkungen der Teilvermögen
1.8.3	Strategie in Bezug auf das Sicherheitenmanagement
1.8.4	Der Einsatz von Derivaten
1.9	Nettoinventarwert
1.10	Vergütungen und Nebenkosten
1.10.1	Vergütungen und Nebenkosten zulasten des Vermögens der Teilvermögen (Auszug aus Art. 19 des Fondsvertrags)
1.10.2	Total Expense Ratio
1.10.3	Zahlung von Retrozessionen und Rabatten
1.10.4	Vergütungen und Nebenkosten zulasten des Anlegers (Auszug aus Art. 18 des Fondsvertrags)
1.10.5	Gebührenteilungsvereinbarungen („commission sharing agreements“) und geldwerte Vorteile („Soft Commissions“)
1.10.6	Anlagen in verbundene kollektive Kapitalanlagen
1.11	Einsicht der Berichte
1.12	Rechtsform des Anlagefonds
1.13	Die wesentlichen Risiken
2. Informationen über die Fondsleitung	88
2.1	Allgemeine Angaben zur Fondsleitung
2.2	Weitere Angaben zur Fondsleitung
2.3	Verwaltungs- und Leitorgane
2.4	Gezeichnetes und einbezahltes Kapital
2.5	Übertragung der Anlageentscheide und weiterer Teilaufgaben
2.6	Ausübung von Gläubiger- und Mitgliedschaftsrechten
3. Informationen über die Depotbank	89
3.1	Allgemeine Angaben zur Depotbank
3.2	Weitere Angaben zur Depotbank

4.	Informationen über Dritte	89
4.1	Zahlstelle	
4.2	Vertreiber	
4.3	Übertragung der Anlageentscheide und weiterer Teilaufgaben	
5.	Weitere Informationen	90
5.1	Nützliche Hinweise	
5.2	Publikationen des Fonds	
5.3	Verkaufsrestriktionen	
6	Weitere Anlageinformationen	91
6.1	Bisherige Ergebnisse	
6.2	Profil des typischen Anlegers	
7	Ausführliche Bestimmungen	92
	Teil II - Fondsvertrag	95

Teil I - Prospekt

Dieser Prospekt mit integriertem Fondsvertrag, das Basisinformationsblatt oder die wichtigen Informationen für den Anleger und der letzte Jahres- bzw. Halbjahresbericht (falls nach dem letzten Jahresbericht veröffentlicht) sind Grundlage für alle Zeichnungen von Anteilen des Anlagefonds.

Gültigkeit haben nur Informationen, die im Prospekt, im Fondsvertrag oder im Basisinformationsblatt / in den wichtigen Informationen für den Anleger enthalten sind.

1. Informationen über den Anlagefonds

1.1 Gründung des Anlagefonds in der Schweiz

Der Fondsvertrag des VF (CH) («Anlagefonds») wurde von Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA als Fondsleitung aufgestellt und mit Zustimmung von Bank Lombard Odier & Co AG als Depotbank der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) unterbreitet und von dieser erstmals am 23. Oktober 2007 genehmigt. Als Umbrella-Fonds ist er in die folgenden Teilvermögen unterteilt:

- Valiant Helvétique Conservative
- Valiant Helvétique Balanced
- Valiant Helvétique Dynamic
- Valiant Sustainable Conservative
- Valiant Sustainable Balanced
- Valiant Sustainable Dynamic
- Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps
- Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus 1
- Valiant Global Equities Marketing Power
- Valiant Swiss Equities Dividend
- Valiant Swiss Franc High Grade Bond
- Valiant Swiss Franc Corporate Bond

¹ SPI® ist eine eingetragene Marke der SIX Swiss Exchange AG

Der Anleger ist nur am Vermögen und am Ertrag desjenigen Teilvermögens berechtigt, an dem er beteiligt ist. Für die auf ein einzelnes Teilvermögen entfallenden Verbindlichkeiten haftet nur das betreffende Teilvermögen.

1.2 Für den Anlagefonds relevante Steuervorschriften

Der Anlagefonds bzw. die Teilvermögen besitzen in der Schweiz keine Rechtspersönlichkeit. Sie unterliegen weder einer Ertrags- noch einer Kapitalsteuer.

Die in den Teilvermögen auf inländischen Erträgen abgezogene eidgenössische Verrechnungssteuer kann von der Fondsleitung vollumfänglich zurückgefordert werden.

Ausländische Erträge und Kapitalgewinne können den jeweiligen Quellensteuerabzügen des Anlagelands unterliegen. Soweit möglich werden diese Steuern von der Fondsleitung aufgrund von Doppelbesteuerungsabkommen oder entsprechenden Vereinbarungen für die Anleger mit Domizil in der Schweiz zurückgefordert.

Die Ertragsausschüttungen der Teilvermögen (an in der Schweiz und im Ausland domizilierte Anleger) und der zurückbehaltene und wieder angelegte Nettoertrag unterliegen der eidgenössischen Verrechnungssteuer (Quellensteuer) von 35%. Die separat ausgewiesenen Kapitalgewinne unterliegen keiner Verrechnungssteuer.

In der Schweiz domizilierte Anleger können die in Abzug gebrachte Verrechnungssteuer durch Deklaration in der Steuererklärung resp. durch separaten Verrechnungssteuerantrag zurückfordern.

Für Anlagefonds, deren Erträge zu weniger als 80% aus ausländischen Quellen stammen

Im Ausland domizillierte Anleger die Verrechnungssteuer nach dem allfällig zwischen der Schweiz und ihrem Domizilland bestehenden Doppelbesteuerungsabkommen zurückfordern. Bei fehlendem Abkommen besteht keine Rückforderungsmöglichkeit.

Für Anlagefonds, deren Erträge zu 80% und mehr aus ausländischen Quellen stammen

Die Ertragsausschüttungen an im Ausland domizillierte Anleger erfolgen ohne Abzug der schweizerischen Verrechnungssteuer, sofern die Erträge des Anlagefonds zu mindestens 80% ausländischen Quellen entstammen. Dazu muss eine Bestätigung einer Bank vorliegen, dass sich die betreffenden Anteile bei ihr im Depot eines im Ausland ansässigen Anlegers befinden und die Erträge auf dessen Konto gutgeschrieben werden (Domizilerklärung bzw. Affidavit). Es kann nicht garantiert werden, dass die Erträge des Anlagefonds zu mindestens 80% ausländischen Quellen entstammen.

Erfährt ein im Ausland domizillierter Anleger wegen fehlender Domizilerklärung einen Verrechnungssteuerabzug, kann er die Rückerstattung aufgrund schweizerischen Rechts direkt bei der Eidgenössischen Steuerverwaltung in Bern geltend machen.

Klasse V (Teilvermögen Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced und Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced und Valiant Sustainable Dynamic)

Da der Anlegerkreis der Klasse V auf qualifizierende Anleger im Sinne der Ziff. 2.4.2 des Kreisschreibens Nr. 24 der ESTV beschränkt ist, unterliegt der zurückbehaltene und wieder angelegte Nettoertrag nicht der eidgenössischen Verrechnungssteuer (Quellensteuer).

FATCA, Verkaufsrestriktionen und Zwangsrücknahmen

Wie in Art. 5 Ziff. 1 des Fondsvertrags dargelegt, gilt für sämtliche Teilvermögen der FATCA-Status „nicht rapportierend“, und zwar als „kollektives Anlagevehikel“. Die Anteile eines kollektiven Anlagevehikels dürfen ausschliesslich durch oder mittels eines oder mehrerer „Finanzinstitute“, die keine „nicht teilnehmenden Finanzinstitute“ sind, gehalten werden (beide Bezeichnungen sind in den FATCA-Bestimmungen und im IGA definiert).

Wie im Fondsvertrag eingehender erläutert, darf ein Anleger, dessen FATCA-Status nicht mit jenem des betreffenden Teilvermögens vereinbar ist, keine Anteile dieses Teilvermögens halten. Derartige Anteile können zwangsweise zurückgenommen werden, wenn dies als notwendig erachtet wird, um die Konformität des Teilvermögens mit seinem Status zu gewährleisten.

Allgemeine Hinweise

Ferner können sowohl Erträge als auch Kapitalgewinne, ob ausgeschüttet oder thesauriert, je nach Person, welche die Anteile direkt oder indirekt hält, teilweise oder ganz einer sogenannten Zahlstellensteuer (bsp. abgeltende Quellensteuer, Foreign Account Tax Compliance Act) unterliegen.

Die steuerlichen Ausführungen gehen von der derzeit bekannten Rechtslage und Praxis aus. Änderungen der Gesetzgebung, Rechtsprechung bzw. Erlasse und Praxis der Steuerbehörden bleiben ausdrücklich vorbehalten.

Die Besteuerung und die übrigen steuerlichen Auswirkungen für den Anleger beim Halten bzw. Kaufen oder Verkaufen von Fondsanteilen richten sich nach den steuergesetzlichen Vorschriften im Domizilland des Anlegers.

1.3 Rechnungsjahr

Das Rechnungsjahr läuft jeweils vom 1. November bis zum 31. Oktober.

1.4 Prüfgesellschaft

PricewaterhouseCoopers SA
Avenue Giuseppe-Motta 50
CH - 1211 Genf 2

1.5 Anteile

Die Anteile werden nicht verbrieft, sondern buchmässig geführt. Der Anleger ist nicht berechtigt, die Aushändigung eines auf den Namen oder den Inhaber lautenden Anteilscheines zu verlangen.

Gemäss Fondsvertrag steht der Fondsleitung das Recht zu, mit Zustimmung der Depotbank und Genehmigung der Aufsichtsbehörde für jedes Teilvermögen jederzeit verschiedene Anteilsklassen zu schaffen, aufzuheben oder zu vereinigen.

Für jedes Teilvermögen gibt es eine Klasse I.

Für die Teilvermögen Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced und Valiant Sustainable Dynamic besteht ausserdem die Klasse V.

Für die Teilvermögen, Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps, Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus, Valiant Global Equities Marketing Power, Valiant Swiss Franc High Grade Bond und Valiant Swiss Franc Corporate Bond besteht ausserdem die Klasse S.

Die **Klasse I** ist für Anleger bestimmt, welche die Bedingungen für die anderen Klassen gemäss den nachstehenden Definitionen nicht erfüllen.

Die **Klasse S** ist qualifizierten Anlegern vorbehalten, die mit der Valiant Bank AG gegen Entgelt einen Vermögensverwaltungsauftrag abgeschlossen haben, sowie qualifizierten Anlegern, welche (i) mit der Valiant Bank AG eine Investitionsvereinbarung abgeschlossen haben und (ii) mindestens CHF 5'000'000 (oder Gegenwert) in dieses Teilvermögen investieren und halten.

Die **Klasse V** ist ausschliesslich für Anleger bestimmt, die ihr Vermögen im Rahmen der gebundenen beruflichen Vorsorge (2. Säule und Säule 3a) unter Einhaltung der Vorschriften des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) und der entsprechenden Vollzugsverordnung investieren und die qualifizierende Anleger im Sinne der Ziff. 2.4.2 des Kreisschreibens Nr. 24 der ESTV sind.

Die Anteilsklassen stellen keine segmentierten Vermögen dar. Entsprechend kann nicht ausgeschlossen werden, dass eine Anteilsklasse für Verbindlichkeiten einer anderen Anteilsklasse haftet, auch wenn Kosten grundsätzlich nur derjenigen Anteilsklasse belastet werden, der eine bestimmte Leistung zukommt.

1.6 Bedingungen für die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme von Anteilen der Teilvermögen

Anteile der Teilvermögen werden an jedem Bankwerktag (Montag bis Freitag) ausgegeben, umgetauscht oder zurückgenommen. Keine Ausgabe, kein Umtausch und keine Rücknahme findet an schweizerischen Feiertagen (Ostern, Pfingsten, Weihnachten, Neujahr, Nationalfeiertag usw.) statt sowie an Tagen, an denen die Börsen bzw. Märkte der Hauptanlageländer eines Teilvermögens geschlossen sind oder wenn ausserordentliche Verhältnisse im Sinne von Art. 17 Ziff. 8 des Fondsvertrags vorliegen.

Teilvermögen Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps, Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus und Valiant Swiss Equities Dividend, Valiant Swiss Franc High Grade Bond und Valiant Swiss Franc Corporate Bond: Zeichnungs-, Umtausch- und Rücknahmeanträge, die bis spätestens 12 Uhr an einem Bankwerktag (Auftragstag) bei der Depotbank vorliegen, werden am nächsten Bankwerktag (Bewertungstag) auf der Basis des an diesem Tag berechneten Inventarwerts abgewickelt. Der zur Abrechnung gelangende Nettoinventarwert ist somit im Zeitpunkt der Auftragserteilung noch nicht bekannt („Forward Pricing“). Er wird am Bewertungstag aufgrund der Schlusskurse des Auftragsstags berechnet. Die Zahlung für die Anteile erfolgt jeweils mit Valuta einen Bankwerktag nach der Auftragsabwicklung. Ein am Montag bis 12 Uhr erhaltener Auftrag beispielsweise wird am Dienstag nach Massgabe des Schlusskurses vom Montag abgewickelt, mit Wertstellung am darauffolgenden Mittwoch.

Teilvermögen Valiant Global Equities Marketing Power: Zeichnungs-, Umtausch- und Rücknahmeanträge, die bis spätestens 12 Uhr an einem Bankwerktag (Auftragstag) bei der Depotbank vorliegen, werden zwei Bankwerktage (Bewertungstag) später auf der Basis des am Vorabend des Bewertungstags berechneten Nettoinventarwerts abgewickelt. Der zur Abrechnung gelangende Nettoinventarwert ist somit im Zeitpunkt der Auftragserteilung noch nicht bekannt („Forward Pricing“). Er wird am Bewertungstag aufgrund der Schlusskurse vom Vortag berechnet. Die Zahlungen für Anteile erfolgen jeweils mit Valuta einen Bankwerktag nach der Auftragsabwicklung. Ein am Montag bis um 12 Uhr erhaltener Auftrag beispielsweise wird am Mittwoch nach Massgabe der Schlusskurse vom Dienstag abgewickelt, mit Wertstellung am darauffolgenden Donnerstag.

Teilvermögen Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced und Valiant Sustainable Dynamic: Zeichnungs-, Umtausch- und Rücknahmeanträge, die bis spätestens 17 Uhr an einem Bankwerktag (Auftragstag) bei der Depotbank vorliegen, werden zwei Bankwerktage (Bewertungstag) später auf der Basis des am Vorabend des Bewertungstags berechneten Nettoinventarwerts abgewickelt. Der zur Abrechnung gelangende Nettoinventarwert ist somit im Zeitpunkt der Auftragserteilung noch nicht bekannt („Forward Pricing“). Er wird am Bewertungstag aufgrund der Schlusskurse vom Vortag berechnet. Die Zahlungen für Anteile erfolgen jeweils mit Valuta einen Bankwerktag nach der Auftragsabwicklung. Ein am Montag bis um 17 Uhr erhaltener Auftrag beispielsweise wird am Mittwoch nach Massgabe der Schlusskurse vom Dienstag abgewickelt, mit Wertstellung am darauffolgenden Donnerstag.

Der Ausgabepreis der Anteile einer Klasse ergibt sich wie folgt: am Bewertungstag berechneter Nettoinventarwert dieser Klasse multipliziert mit der Anzahl gezeichneter Anteile, zuzüglich der Nebenkosten (marktkonforme Courtagen, Kommissionen, Abgaben usw., vgl. Art. 17 Ziff. 2 des Fondsvertrags und nachfolgende Höchstsätze), die dem entsprechenden Teilvermögen aus der Anlage des einbezahlten Betrags erwachsen, und zuzüglich der Ausgabekommission. Informationen zur Ausgabekommission sind aus der Ziff. 1.10.4 des Prospekts ersichtlich.

Der Rücknahmepreis der Anteile einer Klasse ergibt sich wie folgt: am Bewertungstag berechneter Nettoinventarwert dieser Klasse multipliziert mit der Anzahl zurückerstatteter Anteile, abzüglich der Nebenkosten (marktkonforme Courtagen, Kommissionen, Abgaben usw., vgl. Art. 17 Ziff. 2 des Fondsvertrags und nachfolgende Höchstsätze), die dem entsprechenden Teilvermögen aus dem Verkauf eines dem gekündigten Anteil entsprechenden Teils der Anlagen erwachsen, und abzüglich der Rücknahmekommission. Informationen zur Rücknahmekommission sind aus der Ziff. 1.10.4 des Prospekts ersichtlich.

Höchstsätze der Nebenkosten zugunsten des Vermögens der Teilvermögen, die den Teilvermögen aus der Anlage des einbezahlten Betrags bzw. dem Verkauf von Anlagen erwachsen (Art. 17 Ziff. 2 des Fondsvertrags)

- Zuschlag zum Nettoinventarwert bei der Ausgabe: höchstens 2%
- Abzug vom Nettoinventarwert bei der Rücknahme: höchstens 2%
- Satz beim Umtausch zwischen verschiedenen Teilvermögen: höchstens 4%

Die Nebenkosten werden im Durchschnitt entsprechend den Marktbedingungen berechnet. Sie dürfen die oben angegebenen Höchstsätze auf keinen Fall übersteigen.

Beim Umtausch zwischen verschiedenen Teilvermögen des Anlagefonds ergibt sich der Umtauschpreis der Anteile: a) aus der Anzahl Anteile der entsprechenden Klasse, die der Anleger nach dem Umtausch erhält, und b) aus den Kosten für den Umtausch, die dem Anleger belastet werden (Nebenkosten und Umtauschkommission).

- a) Die Anzahl Anteile der entsprechenden Klasse des neuen Teilvermögens, die der Anleger nach dem Umtausch erhält, wird wie folgt berechnet:

$$AN = \frac{AU \times WU \times WK}{WN}$$

In dieser Formel steht:

- AN für die Anzahl Anteile der entsprechenden Klasse des neuen Teilvermögens;
AU für die auf dem Umtauschantrag angegebene Anzahl Anteile der entsprechenden Klasse des ursprünglichen Teilvermögens;
WU für den Nettoinventarwert eines Anteils der entsprechenden Klasse des ursprünglichen Teilvermögens;
WK für den Wechselkurs zwischen der Währung des ursprünglichen Teilvermögens und der Währung des neuen Teilvermögens;
WN für den Nettoinventarwert eines Anteils der entsprechenden Klasse des neuen Teilvermögens.

- b) Die Nebenkosten und die Umtauschkommission, die dem Anleger für den Umtausch belastet werden, berechnen sich wie folgt:

$$NU = AU \times WU \times ND$$

$$NN = AN \times WN \times ND$$

$$UH = AU \times WU \times UK$$

In diesen Formeln stehen:

- NU für die Höhe der Nebenkosten, die dem ursprünglichen Teilvermögen aus dem Verkauf eines dem gekündigten Anteil entsprechenden Teils der Anlagen erwachsen;
ND für die Nebenkosten, die im Durchschnitt entsprechend den Marktbedingungen berechnet werden und als Prozentsatz ausgedrückt sind, der den im Prospekt angegebenen Höchstsatz auf keinen Fall übersteigen darf;
NN für die Höhe der Nebenkosten, die dem neuen Teilvermögen aus der Anlage des einbezahlten Betrags erwachsen;
UH für die Höhe der Umtauschkommission, die dem Anleger belastet wird;
UK für den Satz der Umtauschkommission (wie in Ziff. 18.4 definiert).

Beim Umtausch innerhalb eines Teilvermögens wird die Anzahl Anteile, die der Anleger nach dem Umtausch innerhalb eines Teilvermögens erhält, wie folgt berechnet:

$$AN = \frac{AU \times WU}{WN}$$

In dieser Formel steht:

- AN für die Anzahl Anteile der neuen Klasse;
AU für die auf dem Umtauschantrag angegebene Anzahl Anteile der ursprünglichen Klasse, die umgetauscht werden sollen;
WU für den Nettoinventarwert eines Anteils der ursprünglichen Klasse;
WN für den Nettoinventarwert eines Anteils der neuen Klasse.

Die Ausgabe-, Umtausch- und Rücknahmepreise werden auf den Rappen gerundet.

1.7 Verwendung der Erträge

Klassen I und S: jährliche Ausschüttung, innerhalb von vier Monaten nach Abschluss des Rechnungsjahrs

Klasse V: Thesaurierung

1.8 Anlageziel und Anlagepolitik des Anlagefonds

1.8.1 Anlageziel und Anlagepolitik des Anlagefonds

Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced und Valiant Sustainable Dynamic

Das Anlageziel dieser Teilvermögen besteht hauptsächlich darin, ein langfristiges Kapitalwachstum zu erzielen und in einem volatilen Marktumfeld das Kapital langfristig zu erhalten. Zu diesem Zweck entwickelt der Manager des Teilvermögens einen flexiblen Anlageprozess, und investiert dabei in eine grosse und diversifizierte Auswahl von Anlagen. Die Gewichtung der verschiedenen Anlageinstrumente richtet sich nach den Marktbedingungen. Bei den Teilvermögen Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced und Valiant Sustainable Dynamic soll gleichzeitig eine Politik der Nachhaltigkeit unter Berücksichtigung der Auswirkungen der Aktivitäten von Unternehmen und Emittenten auf die Gesellschaft und die Umwelt umgesetzt werden.

Die Teilvermögen Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced und Valiant Helvétique Dynamic investieren zu einem signifikanten Anteil in Anlagen von Emittenten, die ihren Sitz in der Schweiz oder den überwiegenden Anteil ihrer wirtschaftlichen Aktivität in der Schweiz haben oder als Holdinggesellschaften überwiegend Beteiligungen an Gesellschaften mit Sitz in der Schweiz haben, oder in Anlagen, welche auf Schweizer Franken (CHF) lauten.

Die Teilvermögen investieren in die folgenden Anlageklassen:

Obligationen: Obligationen, Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen, Notes und andere fest oder variabel verzinsliche Forderungswertpapiere und –rechte (inkl. Derivate und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren) von privaten und öffentlich-rechtlichen, in- und ausländischen Schuldner, auf CHF oder einer anderen frei konvertierbaren Währung lautend.

Aktien: Beteiligungswertpapiere und –rechte (Aktien, Genussscheine, Genossenschaftsanteile, Partizipationsscheine und ähnliches) von Unternehmen weltweit, inkl. Derivate und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren.

Alternative Anlagen: Ewige Anleihen, ABS, CoCo, sowie kollektive Kapitalanlagen, welche in vorgenannte Anlagen investieren, Anteile an schweizerischen kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie „übrige Fonds für alternative Anlagen“ sowie vergleichbare ausländische kollektive Kapitalanlagen, Anteile an kollektiven Kapitalanlagen und strukturierte Produkte, einschliesslich Zertifikate, die in Commodities und Edelmetalle investieren. Anlagen in strukturierte Produkte und Zertifikate mit physischer Lieferung sind nicht zulässig.

Immobilien: Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen in Schweizer Immobilienfonds anlegen, die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden und die ihr Vermögen in Immobilien in der Schweiz und im Ausland investieren, sowie Schweizerische kollektive Kapitalanlagen der Kategorie „Immobilienfonds“, welche an einer Börse gehandelt werden, und Real Estate Investment Trusts (REITs).

Geldmarkt: Geldmarktpapiere (inkl. Derivative und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren) und Guthaben auf Sicht und Zeit.

Die Bandbreiten für diese Anlageklassen sind wie folgt (in % des Vermögens des Teilvermögens):

Anlageklasse	Valiant Helvétique Conservative und Valiant Sustainable Conservative	Valiant Helvétique Balanced und Valiant Sustainable Balanced	Valiant Helvétique Dynamic und Valiant Sustainable Dynamic
Obligationen	50 – 85%	30 - 70%	10 - 50%
Aktien	0 – 50%	30 - 50%	50 - 80%
Alternative Anlagen	0 – 15%	0 – 15%	0 – 15%
Immobilien	0 – 30%, davon maximal 10% Immobilien im Ausland	0 – 30%, davon maximal 10% Immobilien im Ausland	0 – 30%, davon maximal 10% Immobilien im Ausland
Geldmarkt	0 – 10%	0 – 10%	0 – 10%

Die Anlagepolitik dieser Teilvermögen berücksichtigt die Vorschriften über die zulässigen Anlagen sowie Anlagebegrenzungen der Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV 2). Im Falle des Valiant Helvétique Dynamic und des Valiant Sustainable Dynamic allerdings können (i) der Anteil an Aktien bei diesem Teilvermögen die Limite von maximal 50% gemäss Art. 55 lit. b BVV 2 übersteigen, und (ii) die Anlagen in Beteiligungstitel bei einem einzigen Emittenten die Limite von maximal 5% gemäss Art. 54a BVV 2 übersteigen und bis zu maximal 15% des Vermögens des Teilvermögens betragen. Die Teilvermögen eignen sich damit für Anlagen von Geldern der 2. und 3.

Säule und können namentlich im Rahmen von fondsgebundenen Lebensversicherungen und Vorsorgekonten der Säule 3a eingesetzt werden. Es obliegt jedem Anleger, die Konformität der Anlagerichtlinien des Teilvermögens mit seinen eigenen, in seinem Anlagereglement festgelegten Anlagerichtlinien sicherzustellen.

Funds-of-Funds-Struktur: Die Teilvermögen Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced und Valiant Sustainable Dynamic können über 49% ihrer Vermögen in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen (Zielfonds) investieren und somit eine Funds-of-Funds-Struktur aufweisen.

Die Funds-of-Funds-Struktur bietet hauptsächlich folgende Vorteile:

- Die spezifischen Risiken der Anlagen, insbesondere die Risiken im Zusammenhang mit einem einzelnen Manager oder einer bestimmten Anlagestrategie, werden durch eine erhöhte Risikostreuung begrenzt;
- Die Anleger profitieren von der Kompetenz eines Teams von Spezialisten bei der Wahl der Anlagestrategien sowie bei der Selektion und Kontrolle der Manager der Zielfonds, in die das Vermögen des Teilvermögens investiert wird.

Die Funds-of-Funds-Struktur birgt hauptsächlich folgende Nachteile:

Jeder Zielfonds hat seine eigene Kostenstruktur, die zu jener des Teilvermögens hinzukommt;

Die Verwässerung der spezifischen Risiken durch die grössere Diversifikation der Anlagen impliziert auch eine gewisse Verwässerung der positiven Performance, die von den besten Managern der Zielfonds erzielt wird.

Die Zielfonds, in die das Teilvermögen investiert, können unterschiedliche Strukturen aufweisen: Anlagefonds, Investmentgesellschaften mit variablem Grundkapital (SICAV), Investmentgesellschaften, Trusts, Kommanditgesellschaften usw.

Die Fondsleitung investiert jederzeit in Zielfonds mit ausreichender Liquidität, die es ihr gegebenenfalls erlauben, den Rücknahmeanträgen der Inhaber von Anteilen im Einklang mit Art. 17 Ziff. 1 des Fondsvertrags und Ziff. 5.2 des Prospekts zu entsprechen.

Bei der Auswahl der Zielfonds analysiert der Manager die verschiedenen, von den Managern der Zielfonds angewandten Strategien, die Art der Basiswerte, die Risikoquellen (Konzentration der Positionen, Hebelwirkung, Derivateinsatz usw.) sowie die Rendite. Darüber hinaus berücksichtigt er die Transparenz, die Verwaltungs-, Administrations- und Kontrollverfahren sowie die bisherige Performance der ausgewählten Zielfonds.

Handelt es sich bei den Zielfonds um Fonds der Kategorie „übrige Fonds für alternative Anlagen“, werden ausserdem Punkte wie der Anlageprozess, die Generierung von Anlageideen, die Risikokontrolle und -steuerung, der Portfolioaufbau und der Entscheidungsprozess geprüft. Besondere Aufmerksamkeit wird der Organisation des Managers dieser Zielfonds sowie von dessen Hauptverantwortlichen gewidmet: Aktionariat, Finanzmittel, Kunden, Dienstleister, Schlüsselmitarbeiter, deren Erfahrung, Referenzen, Entlohnung, Interessen, sogenannten Compliance-Aspekten und der Handhabung allfälliger Interessenskonflikte. Die Performance wird äusserst genau analysiert, um die Ursachen früherer Erfolge und Misserfolge nachzuvollziehen und Prognosen für die Zukunft zu erstellen. Der Manager untersucht auch die operativen Aspekte, sei es auf Ebene des Managers oder von Dritten wie Börsenhändlern und Administratoren. Sämtliche Analysen werden regelmässig ausgeführt.

Die Anlagen eines Zielfonds unterliegen ausschliesslich den im jeweiligen Informationsblatt, Prospekt bzw. Fondsvertrag erwähnten Beschränkungen. Weder die Fondsleitung noch der Manager des Teilvermögens oder die Depotbank sind für die Einhaltung oder Nicht-Einhaltung solcher Richtlinien und Beschränkungen verantwortlich.

Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced und Valiant Sustainable Dynamic: nachhaltige Anlagen

Beschreibung der Umsetzung der ESG-Ansätze im Anlageprozess

Der Vermögensverwalter strebt einen Ausschluss von bestimmten Unternehmen an, deren Aktivitäten oder Geschäftspraktiken gewissen Normen und Werten (wie nachfolgend beschrieben) widersprechen, und wird überwiegend in Unternehmen investieren, welche mit der Gesellschaft und Umwelt verantwortungsvoll umgehen, auf der Grundlage eines Nachhaltigkeitsratings («Best-in-Class» Ansatz).

Der Vermögensverwalter ermittelt zunächst ein nachhaltiges Anlageuniversum mit einer Vielzahl von Einzeltiteln der Anlageklassen Aktien und Obligationen, und soweit Daten verfügbar sind, der Anlageklassen Geldmarkt und Immobilien. In diese Einzeltitel des nachhaltigen Anlageuniversums investiert der Vermögensverwalter sodann entweder direkt oder indirekt über Zielfonds. Besonders in einer Anfangsphase nach der Lancierung wird der Vermögensverwalter allenfalls ausschliesslich indirekt über Zielfonds in das nachhaltige Anlageuniversum investieren.

Bei der indirekten Investition erhält der Vermögensverwalter aufgrund Vereinbarungen mit den jeweiligen Fondsanbietern die Informationen über die Einzeltitel im Portfolio der Zielfonds in regelmässigen Zeitanständen mit einer kleinen zeitlichen Verzögerung. Dies ermöglicht es ihm, einen Abgleich mit seinem nachhaltigen Anlageuniversum durchzuführen. Mindestens 80% der zu Grunde liegenden Anlagen der Zielfonds sollen in einer Gesamtbetrachtung dem nachhaltigen Anlageuniversum entsprechen. Um den Anteil an Anlagen zu erhöhen, welche dem nachhaltigen Anlageuniversum entsprechen, wird der Vermögensverwalter entweder die Gewichtungen in den Zielfonds oder die Auswahl der Zielfonds entsprechend anpassen.

Liste der Ausschlusskriterien

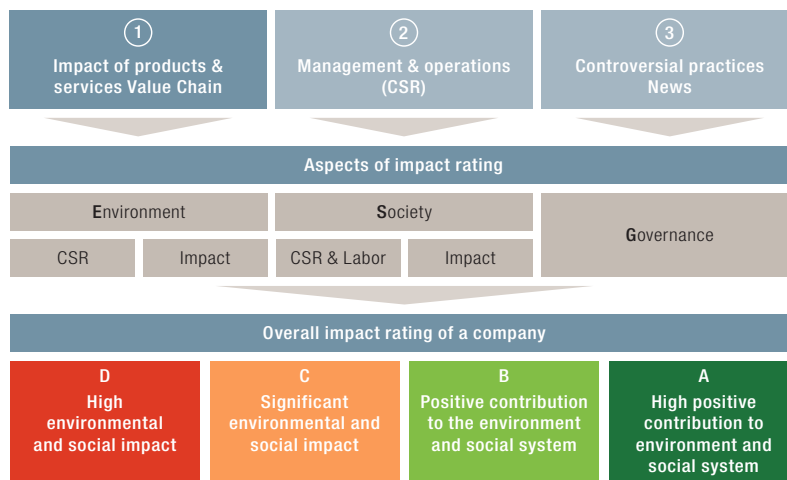
Die Ausschlusskriterien sind wie folgt:

Reputationsschutz	Kritisches Produkt	Umsatzschwelle in %
	Kontroverse Waffen	ausgeschlossen
	Tödliche Rüstungsgüter	1
	Nicht tödliche Rüstungsgüter	5
	Kernenergie	5
	Pornographie	5
	Glücksspiele	5
	Gentechnik	5
	Tabak	5
	Kontroverse Geschäftstätigkeiten	Kontroversengrad
	Kontroversen Unternehmensethik	hoch
	Kontroversen Umwelt	hoch
	Kontroversen Governance	hoch
	Kontroversen Menschenrechte	hoch
	Kontroversen Arbeitsbedingungen (inkl. Kinderarbeit)	hoch
Kontroversen Gesellschaft	hoch	
Climate Action	Kritische Produkte	Umsatzschwelle in %
	Fossile Energie	20
	Kontroverse Geschäftstätigkeiten	Kontroversengrad
	Kontroversen Umwelt	hoch

Die hierfür notwendigen Daten werden von der Inrate AG bezogen. Soweit der Vermögensverwalter jedoch nur indirekt über Zielfonds investiert, kann es vorkommen, dass vereinzelt in ausgeschlossene Unternehmen oder Emittenten indirekt investiert wird. Diese Ausnahmen müssen jedoch in der Begrenzung von maximal 20% der Anlagen berücksichtigt werden, welche in einer Gesamtbetrachtung nicht dem nachhaltigem Anlageuniversum entsprechen.

Beschrieb der Methodik und der verwendeten Nachhaltigkeitsratings

Der Vermögensverwalter setzt zur Beurteilung der Nachhaltigkeit der Unternehmen oder Emittenten „Impact Ratings“ der Firma Inrate AG ein. Diese zeigen die Wirkung von Geschäftstätigkeiten und staatlichen Aktivitäten auf einen verantwortungsvollen Umgang mit Gesellschaft und Umwelt. Die Ratings fassen die Gesamtwirkung in einer Bewertung auf einer Skala von A+ bis D- zusammen. Um im nachhaltigem Anlageuniversum aufgenommen zu werden, müssen die Anlagen ein Rating von mindestens C- aufweisen. Unternehmen oder Emittenten mit einem Rating «D» sind also ebenso ausgeschlossen wie die Unternehmen oder Emittenten gemäss der oben beschriebenen Ausschlusskriterien. Je besser das Rating, desto höher sollen die betreffenden Anlagen gewichtet werden. Um Unternehmen oder Emittenten, welche die Nachhaltigkeitskriterien besonders gut umsetzen, überzugewichten, wird der Vermögensverwalter entweder die Gewichtungen in den Zielfonds oder die Auswahl der Zielfonds entsprechend anpassen, oder auch direkt in diese Titel investieren.



Quelle: Inrate AG

Beschreibung der Risiken im Zusammenhang mit der Implementierung der nachhaltigen Anlagepolitik:

Der Vermögensverwalter arbeitet mit Inrate AG in Zürich als externen Nachhaltigkeitspartner zusammen. Damit entsteht eine gewisse Abhängigkeit im Hinblick auf das abgedeckte Anlageuniversum und die Qualität der Daten. Generell besteht das Risiko, dass bestimmte Unternehmen oder Emittenten im nachhaltigen Anlageuniversum nicht berücksichtigt werden, weil kein Rating verfügbar ist.

Soweit der Vermögensverwalter indirekt über Zielfonds in das nachhaltige Anlageuniversum investiert, kann es vorkommen, dass bestimmte Anlagen der Zielfonds (jedoch maximal 20% in Summe) im vom Vermögensverwalter ermittelten nachhaltigen Anlageuniversum nicht enthalten sind.

Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps

Das Anlageziel dieses Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, ein langfristiges Kapitalwachstum zu erreichen.

Dieses Teilvermögen investiert mindestens zwei Drittel (2/3) seines Vermögens in auf CHF lautende und an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelte Beteiligungswertpapiere und -rechte von Unternehmen mit kleiner und mittlerer Börsenkapitalisierung gemäss Definition der Schweizer Börse SIX Swiss Exchange, die ihren Sitz oder den überwiegenden Teil ihrer wirtschaftlichen Aktivität in der Schweiz haben, sowie in Derivate, strukturierte Produkte und Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren.

Dieses Teilvermögen investiert höchstens ein Drittel (1/3) seines Vermögens in Beteiligungswertpapiere und -rechte, die den vorgenannten Anforderungen nicht genügen, sowie in Obligationen und andere Forderungswertpapiere, Wandelobligationen oder Optionsanleihen, Guthaben auf Sicht und auf Zeit sowie Geldmarktinstrumente, strukturierte Produkte und Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren. Das Teilvermögen kann ausserdem bis zu 10% seines Vermögens in schweizerische kollektive Kapitalanlagen der Kategorie „übrige Fonds für alternative Anlagen“ sowie in vergleichbare ausländische kollektive Kapitalanlagen sowie bis zu 10% in Beteiligungswertpapiere und -rechte investieren, die nicht an der Börse oder einem geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden. Dieses Teilvermögen darf nicht über 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investieren.

Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus

Das Anlageziel des Teilvermögens besteht darin, der Entwicklung des Index SPI® zu folgen.¹

Dieses Teilvermögen investiert mindestens zwei Drittel (2/3) seines Vermögens in an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelte Beteiligungswertpapiere und -rechte von Unternehmen, die ihren Sitz oder den überwiegenden Teil ihrer wirtschaftlichen Tätigkeit in der Schweiz oder in Liechtenstein haben und die im Anlageuniversum des Referenzindex SPI® enthalten sind, sowie in Derivate, strukturierte Produkte und Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren. Die Fondsleitung kann die Verwaltungsmethode nach eigenem Gutdünken wählen, muss aber stets auf eine breite Diversifikation des Portfolios bedacht sein.

Dieses Teilvermögen investiert höchstens ein Drittel (1/3) seines Vermögens in Beteiligungswertpapiere und -rechte, die den vorgenannten Anforderungen nicht genügen, sowie in Obligationen und andere Forderungswertpapiere, Wandelobligationen oder Optionsanleihen, Guthaben auf Sicht und auf Zeit sowie in auf Schweizer Franken lautende Geldmarktinstrumente von Schweizer Emittenten, strukturierte Produkte und Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren. Das Teilvermögen kann auch bis zu 10% seines Vermögens in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie „übrige Fonds für alternative Anlagen“ sowie in Anteile vergleichbarer ausländischer kollektiver Kapitalanlagen investieren. Dieses Teilvermögen darf nicht über 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen anlegen.

Valiant Global Equities Marketing Power

Das Anlageziel des Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, ein langfristiges Kapitalwachstum zu erzielen mit Investitionen in Aktien im Rahmen einer aktiven, quantitativen Verwaltungsmethode.

Das Teilvermögen investiert mindestens 90% in Beteiligungswertpapiere und –rechte von Unternehmen weltweit, inkl. Derivate auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren, höchstens 10% in Geldmarktpapiere (inkl. kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren) und Guthaben auf Sicht und Zeit, sowie in Währungsderivate.

Das Teilvermögen investiert höchstens 10% in kollektive Kapitalanlagen.

¹ SIX Swiss Exchange AG („SIX Swiss Exchange“) und ihre Lizenzgeber (die „Lizenzgeber“) stehen in keiner Verbindung zur Fondsleitung, mit Ausnahme der Lizenzierung des SPI® und den damit verbundenen Marken für die Verwendung in Zusammenhang mit dem Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus und dem Valiant Swiss Equities Dividend (die «Teilvermögen»). Insbesondere (i) werden die Teilvermögen in keiner Weise von diesen unterstützt, abgetreten, verkauft oder beworben; (ii) geben diese keinerlei Anlageempfehlung in Bezug auf die Teilvermögen oder andere Finanzinstrumente ab; (iii) trifft diese keine Verantwortung oder Haftung für und treffen sie keine Entscheidungen betreffend die Terminierung, die Menge oder die Preisgestaltung der Teilvermögen; (iv) trifft diese keine Verantwortung oder Haftung für die Verwaltung, Bewirtschaftung oder das Marketing der Teilvermögen; (v) finden allfällige Belange der Teilvermögen oder der Inhaber der Teilvermögen keine Berücksichtigung bei der Festlegung, Zusammensetzung oder Berechnung des SPI® und es besteht auch keine Verpflichtung zu einer solchen Berücksichtigung. SIX Swiss Exchange und ihre Lizenzgeber leisten in keiner Weise Gewähr und schliessen jegliche Haftung (sowohl aus fahrlässigem wie aus sonstigem Verhalten) im Zusammenhang mit den Teilvermögen und dessen Performance aus. SIX Swiss Exchange geht weder mit den Käufern der Teilvermögen noch sonstigen Dritten eine vertragliche Beziehung ein. Insbesondere (i) leisten SIX Swiss Exchange und ihre Lizenzgeber in keiner Weise (weder ausdrücklich noch stillschweigend) Gewähr und schliessen jedwede Haftung aus für: (a) die Ergebnisse, welche von den Teilvermögen, den Inhabern von den Teilvermögen oder jeglichen anderen Personen in Zusammenhang mit dem Gebrauch der Teilvermögen sowie den im SPI® enthaltenen Daten erzielt werden können, (b) die Genauigkeit, Rechtzeitigkeit und Vollständigkeit des SPI® und seinen Daten, (c) die Marktgängigkeit sowie die Eignung für einen bestimmten Zweck bzw. für eine bestimmte Verwendung des SPI® und seinen Daten, (d) die Performance der Teilvermögen im Allgemeinen; (ii) leisten SIX Swiss Exchange und ihre Lizenzgeber in keiner Weise Gewähr und schliessen jedwede Haftung für irgendwelche Fehler, Auslassungen oder Unterbrechungen im SPI® oder seinen Daten aus; (iii) haften SIX Swiss Exchange und ihre Lizenzgeber (weder aus fahrlässigem noch aus sonstigem Verhalten) unter keinen Umständen für entgangenen Gewinn oder indirekte, Sonder- oder Folgeschäden, Strafgeder oder Verluste, die infolge solcher Fehler, Auslassungen oder Unterbrechungen im SPI® oder seinen Daten oder allgemein in Zusammenhang mit den Teilvermögen entstehen. Dies gilt auch dann, wenn sich SIX Swiss Exchange oder ihre Lizenzgeber bewusst sind, dass solche Verluste oder Schäden auftreten könnten. Die Lizenzvereinbarung zwischen der Fondsleitung und SIX Swiss Exchange dient einzig und allein zu deren Gunsten und nicht zu Gunsten der Inhaber der Teilvermögen oder sonstiger Dritter.

Valiant Swiss Equities Dividend

Das Anlageziel des Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, einen langfristigen Wertzuwachs zu erzielen durch die Anlage in Aktien von Unternehmen, die überdurchschnittliche oder steigende Dividendenerträge versprechen.

Das Teilvermögen investiert mindestens zwei Drittel (2/3) des Vermögens dieses Teilvermögens in Beteiligungswertpapiere und -rechte von Unternehmen, die im Anlageuniversum des Referenzindex SPI® enthalten sind und überdurchschnittliche oder steigende Dividendenerträge versprechen, inkl. Derivate und Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die vorerwähnten Anlagen investieren.

Das Teilvermögen investiert höchstens ein Drittel (1/3) des Vermögens dieses Teilvermögens in Beteiligungswertpapiere und -rechte, die den vorgenannten Anforderungen nicht genügen, inkl. Derivate und Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die vorerwähnten Anlagen investieren, in Obligationen und andere Forderungswertpapiere sowie in Guthaben auf Sicht und auf Zeit sowie in auf Schweizer Franken lautende Geldmarktinstrumente von Schweizer Emittenten. Es kann höchstens 10% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie „übrige Fonds für alternative Anlagen“ sowie in Anteile vergleichbarer ausländischer kollektiver Kapitalanlagen, und höchstens 49% in kollektive Kapitalanlagen investieren.

Valiant Swiss Franc High Grade Bond

Das Anlageziel des Teilvermögens besteht darin, den Nettoinventarwert des Teilvermögens langfristig zu steigern.

Das Teilvermögen investiert mindestens 70% in Obligationen sowie andere fest- oder variabel verzinsliche Forderungswertpapiere und -rechte mit einem Rating von mindestens AA-, die von Schweizer und ausländischen privaten und öffentlich-rechtlichen Schuldern ausgegeben werden.

Das Teilvermögen investiert höchstens 30% in Forderungswertpapiere und –rechte, welche die vorgenannten Anforderungen nicht erfüllen, mit einem Rating von mindestens BBB- (Investment Grade), sowie in Währungsderivate und Guthaben auf Sicht und Zeit. Der überwiegende Teil der Anlagen erfolgt in Schweizer Franken (CHF) oder ist gegen Schweizer Franken (CHF) abgesichert.

Das Teilvermögen kann höchstens 5% in bedingte Pflichtwandelanleihen investieren.

Valiant Swiss Franc Corporate Bond

Das Anlageziel des Teilvermögens besteht darin, den Nettoinventarwert des Teilvermögens langfristig zu steigern.

Das Teilvermögen investiert mindestens 80% in Obligationen sowie andere fest- oder variabel verzinsliche Forderungswertpapiere und -rechte mit einem Rating von mindestens BBB- (Investment Grade), die von Schweizer und ausländischen privaten und öffentlich-rechtlichen Schuldern ausgegeben werden.

Das Teilvermögen investiert höchstens 20% in Forderungswertpapiere und –rechte, welche die vorgenannten Anforderungen nicht erfüllen, sowie in Währungsderivate und Guthaben auf Sicht und Zeit. Der überwiegende Teil der Anlagen erfolgt in Schweizer Franken (CHF) oder ist gegen Schweizer Franken (CHF) abgesichert.

Das Teilvermögen kann höchstens 10% in bedingte Pflichtwandelanleihen investieren, und ist gehalten, mindestens 51% in Forderungswertpapiere und –rechte von Unternehmen zu investieren.

1.8.2 Anlagebeschränkungen der Teilvermögen

Die Fondsleitung darf einschliesslich der Derivate und strukturierten Produkte höchstens 10% des Vermögens eines Teilvermögens in Effekten und Geldmarktinstrumenten desselben Emittenten anlegen. Bei den VF (CH) – Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic und Valiant Sustainable Dynamic ist diese Grenze auf 15% angehoben. Beim Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus ist diese Grenze auf 20% angehoben, und die Titel, welche im SPI® mit mehr als 20% gewichtet sind, können bis zu einer Höhe von 120% ihrer Gewichtung im Index übergewichtet sein, sofern das Teilvermögen jederzeit Titel von mindestens 15 verschiedenen Emittenten hält und diese Titel maximal 25% des Vermögens des Teilvermögens ausmachen. Beim Valiant Swiss Equities Dividend darf die Fondsleitung, abweichend von dieser 10%-Grenze, maximal 20% des Teilfondsvermögens in Effekten desselben Emittenten anlegen, wobei diese Grenze auf 125% der Gewichtung von Emittenten im SPI®-Index angehoben werden darf, sofern das Teilvermögen ständig die Wertpapiere von mindestens 15 verschiedenen Emittenten hält.

Ausser im Falle des Valiant Swiss Equities Dividend darf der Gesamtwert der Effekten und Geldmarktinstrumente der Emittenten, bei denen mehr als 5% des Vermögens des Teilvermögens angelegt sind, 40% des Vermögens des Teilvermögens nicht übersteigen. Davon abweichend darf beim Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps der Gesamtwert der Effekten und Geldmarktinstrumente der Emittenten, bei welchen mehr als 5% angelegt sind, 75% des Fondsvermögens nicht übersteigen. Davon abweichend darf bei den Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Dynamic und Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus der Gesamtwert der Effekten und Geldmarktinstrumente der Emittenten, bei welchen mehr als 10% des Vermögens eines Teilvermögens angelegt sind, 60% des Fondsvermögens nicht übersteigen.

Die Fondsleitung kann bis zu 35% des Vermögens eines Teilvermögen in Effekten oder Geldmarktinstrumente desselben Emittenten anlegen, wenn diese von einem Staat oder einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft aus der OECD oder von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen die Schweiz oder ein Mitgliedstaat der Europäischen Union angehört, begeben oder garantiert werden. Bei den Teilvermögen Valiant Swiss Franc High Grade Bond und Valiant Swiss Franc Corporate Bond kann die Fondsleitung bis zu 35% des Vermögens eines Teilvermögen in Effekten investieren, die von den Pfandbriefzentralen, also der Pfandbriefzentrale der schweizerischen Kantonalbanken und der Pfandbriefbank schweizerischer Hypothekarinstitute, begeben oder garantiert werden, sofern die Teilvermögen nicht mehr als 10% derselben Emission halten.

Die Fondsleitung kann bis zu 100% des Vermögens eines Teilvermögen in Effekten oder Geldmarktinstrumente desselben Emittenten anlegen, wenn diese von einem Staat oder einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft aus der OECD oder von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen die Schweiz oder ein Mitgliedstaat der Europäischen Union angehört, begeben oder garantiert werden. In diesem Fall muss das Teilvermögen Effekten oder Geldmarktinstrumente aus mindestens sechs verschiedenen Emissionen halten; höchstens 30% des Teilvermögen dürfen in Effekten oder Geldmarktinstrumenten derselben Emission angelegt werden. Die vorstehend zugelassenen Emittenten bzw. Garanten sind: die Mitgliedsstaaten der OCDE sowie der KFW (Kreditanstalt für Wiederaufbau), OKB (Oesterreichische Kontrollbank), BEI (Banque Européenne d'Investissement), IADB (Interamerican Development Bank), IBRD (International Bank for Reconstruction and Development), ADB (Asian Development Bank), COE (Council of Europe), Eurofima, Deutsche Treuhandanstalt (German Unity Fund), European Financial Stability Fund (EFSF), European Stability Mechanism (ESM), EBRD (European Bank for Reconstruction and Development), AFDB (African Development Bank), et NIB (Nordic Investment Bank).

1.8.3 Strategie in Bezug auf das Sicherheitenmanagement

OTC-Geschäfte

Arten von zulässigen Sicherheiten

Die Fondsleitung darf nur Barmittel als Sicherheiten annehmen.

Höhe der Sicherheiten

Der Wert der Sicherheiten muss jederzeit mindestens 100% des Gesamt-Nettoengagements, das sich aus den Derivaten ergibt, betragen.

Wiederanlage

Die Sicherheiten werden nicht veräussert, reinvestiert oder verpfändet.

1.8.4 Der Einsatz von Derivaten

Die Fondsleitung darf Derivate einsetzen. Der Einsatz von Derivaten darf jedoch auch unter ausserordentlichen Marktverhältnissen nicht zu einer Abweichung von den Anlagezielen bzw. zu einer Veränderung des Anlagecharakters des Anlagefonds führen. Bei der Risikomessung gelangt der Commitment-Ansatz I zur Anwendung.

Die Derivate können im Rahmen der Anlagestrategie sowie zur Absicherung von Anlagepositionen eingesetzt werden. Für die Zielfonds eines Teilvermögens, dessen Vermögen effektiv zu über 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investiert ist, ist der Derivateinsatz im Zusammenhang mit diesen Zielfonds gestattet, um namentlich das Wechselkurs-, Markt- oder Kreditrisiko abzudecken, sofern die entsprechenden abgesicherten Risiken erkennbar und messbar sind.

Es dürfen nur Derivat-Grundformen verwendet werden, d.h. Call- oder Put-Optionen, Credit Default Swaps (CDS), Swaps und Termingeschäfte (Futures und Forwards), wie sie im Fondsvertrag näher beschrieben sind (vgl. Art. 12 des Fondsvertrags), sofern deren Basiswerte gemäss Anlagepolitik als Anlage zulässig sind. Die Derivate können an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt oder „OTC“ („Over-the-Counter“) abgeschlossen sein. Derivate unterliegen neben dem Markt- auch dem Gegenparteirisiko, d.h. dem Risiko, dass die Vertragspartei ihren Verpflichtungen nicht nachkommen kann und dadurch einen finanziellen Schaden verursacht.

Mit einem Credit Default Swap („CDS“) wird das Ausfallrisiko einer Kreditposition vom Risikoverkäufer auf den Risikokäufer übertragen. Dieser wird dafür mit einer Prämie entschädigt. Die Höhe dieser Prämie hängt u.a. von der Wahrscheinlichkeit des Schadenseintritts und der maximalen Höhe des Schadens ab; beide Faktoren sind in der Regel schwer zu bewerten, was das mit CDS verbundene Risiko erhöht. Die Teilvermögen können sowohl als Risikoverkäufer als auch als Risikokäufer auftreten.

Der Einsatz dieser Instrumente darf auch unter ausserordentlichen Marktverhältnissen weder eine Hebelwirkung (sog. Leverage) auf die Vermögen der Teilvermögen ausüben noch einem Leerverkauf entsprechen.

1.9 Nettoinventarwert

Der Nettoinventarwert eines Anteils einer Klasse eines Teilvermögens ergibt sich aus der der betreffenden Anteilsklasse am Verkehrswert des Vermögens des Teilvermögens zukommenden Quote, vermindert um allfällige Verbindlichkeiten des Teilvermögens, die der betreffenden Klasse zuzurechnen sind, dividiert durch die Anzahl der im Umlauf befindlichen Anteile der entsprechenden Klasse. Er wird auf den Rappen gerundet.

1.10 Vergütungen und Nebenkosten

1.10.1 Vergütungen und Nebenkosten zulasten des Vermögens der Teilvermögen (Auszug aus Art. 19 des Fondsvertrags)

Für die Teilvermögen Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced und Valiant Sustainable Dynamic:

	Kommission der Fondsleitung (max. Satz p.a.)	Verwaltungskommission (max. Satz p.a.)	Infrastrukturkommission (max. Satz p.a.)	Kommission der Depotbank (max. Satz p.a.)	Kommission insgesamt (max. Satz p.a.)
Klasse I	0,13%	0,66%	0,05%	0,045%	0,885%
Klasse V	0,13%	0,66%	keine	0,045%	0,835%

Für das Teilvermögen Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps:

	Kommission der Fondsleitung (max. Satz p.a.)	Verwaltungskommission (max. Satz p.a.)	Infrastrukturkommission (max. Satz p.a.)	Kommission der Depotbank (max. Satz p.a.)	Kommission insgesamt (max. Satz p.a.)
Klasse I	0,13%	0,90%	0,05%	0,045%	1,125%
Klasse S*	0,13%	keine	keine	0,045%	0,175%

* Bei der Klasse S werden die Verwaltungs- und die Infrastrukturkommission im Rahmen des Vermögensverwaltungsmandats / der Investitionsvereinbarung vergütet.

Für die Teilvermögen Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus und Valiant Swiss Equities Dividend:

	Kommission der Fondsleitung (max. Satz p.a.)	Verwaltungskommission (max. Satz p.a.)	Infrastrukturkommission (max. Satz p.a.)	Kommission der Depotbank (max. Satz p.a.)	Kommission insgesamt (max. Satz p.a.)
Klasse I	0,13%	0,65%	0,05%	0,045%	0,875%
Klasse S*	0,13%	keine	keine	0,045%	0,175%

* Bei der Klasse S werden die Verwaltungs- und die Infrastrukturkommission im Rahmen des Vermögensverwaltungsmandats / der Investitionsvereinbarung vergütet.

Für das Teilvermögen Valiant Global Equities Marketing Power:

	Kommission der Fondsleitung (max. Satz p.a.)	Verwaltungskommission (max. Satz p.a.)	Infrastrukturkommission (max. Satz p.a.)	Kommission der Depotbank (max. Satz p.a.)	Kommission insgesamt (max. Satz p.a.)
Klasse I	0,13%	0,76%	0,05%	0,045%	0,985%
Klasse S*	0,13%	keine	keine	0,045%	0,175%

* Bei der Klasse S werden die Verwaltungs- und die Infrastrukturkommission im Rahmen des Vermögensverwaltungsmandats / der Investitionsvereinbarung vergütet.

Für die Teilvermögen Valiant Swiss Franc High Grade Bond und Valiant Swiss Franc Corporate Bond:

	Kommission der Fondsleitung (max. Satz p.a.)	Verwaltungskommission (max. Satz p.a.)	Infrastrukturkommission (max. Satz p.a.)	Kommission der Depotbank (max. Satz p.a.)	Kommission insgesamt (max. Satz p.a.)
Klasse I	0,13%	0,40%	0,05%	0,045%	0,625%
Klasse S*	0,13%	keine	keine	0,045%	0,175%

* Bei der Klasse S werden die Verwaltungs- und die Infrastrukturkommission im Rahmen des Vermögensverwaltungsmandats / der Investitionsvereinbarung vergütet.

Zusätzlich können den Teilvermögen die weiteren in Art. 19 des Fondsvertrags aufgeführten Vergütungen und Nebenkosten in Rechnung gestellt werden.

Die effektiv angewandten Sätze der Fondsleitungs-, der Verwaltungs-, der Infrastruktur- und der Depotbankkommission sind jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

Die Verwaltungskommission der Zielfonds, in die investiert wird, darf höchstens 3% betragen. Im Jahresbericht ist der maximale Satz der fixen Verwaltungskommissionen der Zielfonds, in die investiert wird, anzugeben.

1.10.2 Total Expense Ratio

Der Koeffizient der gesamten, laufend den Teilvermögen belasteten Kosten (Total Expense Ratio, TER) betrug:

TER	31.10.2018	31.10.2019	31.10.2020	31.10.2021
Valiant Helvétique Conservative				
Klasse I				
Zusammengesetzte TER ¹	1,27%	1,26%	1,25%	1,28%
TER des Dachfonds	0,89%	0,88%	0,88%	0,88%
Klasse V				
Zusammengesetzte TER ¹	1,22%	1,21%	1,20%	1,23%
TER des Dachfonds	0,84%	0,83%	0,83%	0,83%
Valiant Helvétique Balanced				
Klasse I				
Zusammengesetzte TER ¹	1,38%	1,31%	1,30%	1,29%
TER des Dachfonds	0,94%	0,89%	0,88%	0,88%
Klasse V				
Zusammengesetzte TER ¹	1,31%	1,26%	1,25%	1,24%
TER des Dachfonds	0,87%	0,84%	0,83%	0,83%
Valiant Helvétique Dynamic				
Klasse I				
Zusammengesetzte TER ¹	1,41%	1,29%	1,28%	1,28%
TER des Dachfonds	1,03%	0,92%	0,90%	0,89%
Klasse V				
Zusammengesetzte TER ¹	1,31%	1,24%	1,23%	1,23%
TER des Dachfonds	0,93%	0,87%	0,85%	0,84%
Valiant Sustainable Conservative³				
Klasse I				
Zusammengesetzte TER ¹	n/a	n/a	n/a	1,37% ²
TER des Dachfonds	n/a	n/a	n/a	1,02% ²
Klasse V				
Zusammengesetzte TER ¹	n/a	n/a	n/a	1,26% ²
TER des Dachfonds	n/a	n/a	n/a	0,91% ²
Valiant Sustainable Balanced³				
Klasse I				
Zusammengesetzte TER ¹	n/a	n/a	n/a	1,37% ²
TER des Dachfonds	n/a	n/a	n/a	1,02% ²
Klasse V				
Zusammengesetzte TER ¹	n/a	n/a	n/a	1,26% ²
TER des Dachfonds	n/a	n/a	n/a	0,91% ²

TER	31.10.2018	31.10.2019	31.10.2020	31.10.2021
Valiant Sustainable Dynamic³				
Klasse I				
Zusammengesetzte TER ¹	n/a	n/a	n/a	1,39% ²
TER des Dachfonds	n/a	n/a	n/a	1,03% ²
Klasse V				
Zusammengesetzte TER ¹	n/a	n/a	n/a	1,27% ²
TER des Dachfonds	n/a	n/a	n/a	0,91% ²
Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps				
Klasse I				
TER	1,13%	1,12%	1,12%	1,12%
Klasse S				
TER	0,18%	0,17%	0,17%	0,17%
Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus				
Klasse I				
TER	0,87%	0,86%	0,86%	0,86%
Klasse S				
TER	0,17%	0,16%	0,16%	0,16%
Valiant Global Equities Marketing Power				
Klasse I ⁴				
TER	1,10% ²	1,16%	1,02%	1,04%
Klasse S ⁵				
TER	n/a	0,17% ²	0,21%	0,23%
Valiant Swiss Equities Dividend⁶				
Klasse I				
TER	n/a	n/a	0,95% ²	0,92%
Klasse S				
TER	n/a	n/a	0,25% ²	0,21%

¹ Die zusammengesetzte (synthetische) TER entspricht der Summe der anteilmässigen TER der einzelnen Zielfonds, gewichtet nach deren Anteil am Nettovermögen des Dachfonds per Stichtag, der effektiv bezahlten Ausgabe- und Rücknahmekommissionen der Zielfonds und der TER des Dachfonds abzüglich der in der Berichtsperiode vereinnahmten Retro-zessionen und Rabatte von Zielfonds

² TER annualisiert

³ Lancierungsdatum: Klasse I: 24.08.2021, Klasse V: 03.09.2021

⁴ Lancierungsdatum: Klasse I: 25.9.2018

⁵ Lancierungsdatum: Klasse S : 15.9.2019

⁶ Lancierungsdatum: 25.2.2020

1.10.3 Zahlung von Retrozessionen und Rabatten

Die Fondsleitung sowie deren Beauftragte zahlen keine Retrozessionen zur Entschädigung der Vertriebstätigkeit.

Die Fondsleitung und deren Beauftragte bezahlen im Vertrieb keine Rabatte, um die auf den Anleger entfallenden, der Gesellschaft belastenden Gebühren oder Kosten zu reduzieren.

1.10.4 Vergütungen und Nebenkosten zulasten des Anlegers (Auszug aus Art. 18 des Fondsvertrags)

- Ausgabekommission zugunsten der Fondsleitung, der Depotbank bzw. der Vertriebssträger in der Schweiz: höchstens 3%
- Rücknahmekommission zugunsten der Fondsleitung, der Depotbank bzw. der Vertriebssträger in der Schweiz: höchstens 3%
- Umtauschkommission zugunsten der Fondsleitung, der Depotbank bzw. der Vertriebssträger im In- und Ausland beim Umtausch zwischen verschiedenen Teilvermögen: höchstens 0,5%

Bei der Ausgabe, Umtausch und Rücknahme von Anteilen werden dem Anleger die Nebenkosten (marktkonforme Courtagen, Kommissionen, Abgaben usw.), die den entsprechenden Teilvermögen erwachsen, gemäss Art. 17 Abs. 2 des Fondsvertrag zugunsten des Vermögens der betreffenden Teilvermögen belastet. Sie dürfen die in Ziff. 1.6 des Prospekts angegebenen Höchstsätze auf keinen Fall übersteigen.

1.10.5 Gebührenteilungsvereinbarungen („commission sharing agreements“) und geldwerte Vorteile („Soft Commissions“)

Die Fondsleitung hat weder Gebührenteilungsvereinbarungen („commission sharing agreements“) noch Vereinbarungen über „Soft Commissions“ geschlossen.

1.10.6 Anlagen in verbundene kollektive Kapitalanlagen

Erwirbt die Fondsleitung bzw. die Gesellschaft, an die die Verwaltung delegiert wurde, Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die unmittelbar oder mittelbar von ihr selbst oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Fondsleitung bzw. die Gesellschaft, an die die Verwaltung delegiert wurde, durch gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine direkte oder indirekte wichtige Beteiligung des Kapitals oder der Stimmen verbunden ist („verbundene Zielfonds“), so darf sie im Rahmen solcher Anlagen eine Fondsleitungs-, eine Verwaltungs-, eine Vertriebs- sowie eine Infrastrukturkommission belasten. Der effektiv angewandte Satz der Verwaltungskommission ist jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich. Die Fondsleitung bzw. die Gesellschaft, an die die Verwaltung delegiert wurde, darf allfällige Ausgabe-, Umtausch- oder Rücknahmekommissionen der verbundenen Zielfonds nicht den Teilvermögen belasten.

1.11 Einsicht der Berichte

Der Prospekt mit integriertem Fondsvertrag, das Basisinformationsblatt oder die wichtigen Informationen für den Anleger und die Jahres- bzw. Halbjahresberichte können bei der Fondsleitung, der Depotbank und allen Vertreibern kostenlos bezogen werden.

1.12 Rechtsform des Anlagefonds

Der Anlagefonds ist ein vertraglicher Umbrella-Fonds schweizerischen Rechts der Art „übrige Fonds für traditionelle Anlagen“ im Sinne des Bundesgesetzes über die kollektiven Kapitalanlagen (KAG) vom 23. Juni 2006.

Der Anlagefonds basiert auf einem Kollektivanlagevertrag (Fondsvertrag), in dem sich die Fondsleitung verpflichtet, den Anleger nach Massgabe der von ihm erworbenen Fondsanteile am entsprechenden Teilvermögen zu beteiligen und dieses gemäss den Bestimmungen des Gesetzes und des Fondsvertrags selbständig und in eigenem Namen zu verwalten. Die Depotbank nimmt nach Massgabe der ihr durch Gesetz und Fondsvertrag übertragenen Aufgaben am Fondsvertrag teil.

1.13 Die wesentlichen Risiken

Risiken der Teilvermögen Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced und Valiant Sustainable Dynamic - Neben den gewöhnlich mit diversifizierten weltweiten Aktien- und Obligationenanlagen verbundenen Risiken bergen diese Teilvermögen auch Risiken im Zusammenhang mit den schweizerischen kollektiven Anlagen der Kategorie „übrige Fonds für alternative Anlagen“ sowie den vergleichbaren ausländischen kollektiven Kapitalanlagen, weil diese Zielfonds unter Umständen nur beschränkt liquide sind, Leverage nutzen und Leerverkäufe tätigen können, ihren Sitz oft in Rechtsordnungen ohne eine der schweizerischen gleichwertige Aufsicht haben und weniger Transparenz bezüglich ihrer Aktivitäten bieten als traditionelle Fonds.

Risiken des Teilvermögens Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps - Grundsätzlich birgt dieses Teilvermögen die Risiken, die mit einer Konzentration der Anlagen auf ein geografisches Gebiet bzw. auf Aktien verbunden sind. Da das Teilvermögen hauptsächlich in Aktien von Schweizer Unternehmen mit kleiner und mittlerer Börsenkapitalisierung investiert, ist es weder in geografischer Hinsicht noch bezüglich der Anlageinstrumente diversifiziert. Die Portfolioentwicklung hängt vorwiegend vom Schweizer Aktienmarkt ab und kann nicht durch andere Märkte bzw. Instrumente ausgeglichen werden.

Risiken des Teilvermögens Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus - Grundsätzlich birgt dieses Teilvermögen die Risiken, die mit einer Konzentration der Anlagen auf ein geografisches Gebiet bzw. auf Aktien verbunden sind. Da das Teilvermögen hauptsächlich in Schweizer Aktien investiert ist, ist es weder in geografischer Hinsicht noch bezüglich der Anlageinstrumente diversifiziert. Die Portfolioentwicklung hängt vorwiegend vom Schweizer Aktienmarkt ab und kann nicht durch andere Märkte bzw. Instrumente ausgeglichen werden. Ausserdem kann durch die Möglichkeit der Übergewichtung von im Index enthaltener Titel eine Konzentration des Vermögens des Teilvermögens auf einige wenige Titel entstehen, und zu einer Erhöhung der Risiken des Teilvermögens im Vergleich zu den Risiken des Index führen.

Risiken des Teilvermögens Valiant Global Equities Marketing Power - Grundsätzlich birgt dieses Teilvermögen die Risiken, die mit einer Konzentration der Anlagen auf Aktien verbunden sind. Da das Teilvermögen hauptsächlich in Aktien investiert ist, ist es bezüglich der Anlageinstrumente nicht diversifiziert. Die Portfolioentwicklung hängt vorwiegend vom Aktienmarkt ab und kann nicht durch andere Instrumente ausgeglichen werden.

Risiken des Teilvermögens Valiant Swiss Equities Dividend - Grundsätzlich birgt dieses Teilvermögen die Risiken, die mit einer Konzentration der Anlagen auf ein geografisches Gebiet bzw. auf Aktien verbunden sind. Da das Teilvermögen hauptsächlich in Schweizer Aktien investiert ist, ist es weder in geografischer Hinsicht noch bezüglich der Anlageinstrumente diversifiziert. Die Portfolioentwicklung hängt vorwiegend vom Schweizer Aktienmarkt ab und kann nicht durch andere Märkte bzw. Instrumente ausgeglichen werden. Ausserdem kann durch die Möglichkeit der Übergewichtung von im Index enthaltener Titel eine Konzentration des Vermögens des Teilvermögens auf einige wenige Titel entstehen, und zu einer Erhöhung der Risiken des Teilvermögens im Vergleich zu den Risiken des Index führen.

Risiken des Teilvermögens Valiant Swiss Franc High Grade Bond – Im Wesentlichen solche, die mit Anlagen in Obligationen oder anderen fest- oder variabel verzinslichen Wertpapiere verbunden sind, unter anderem Kredit-, Liquiditäts- und Zinsrisiken.

Risiken des Teilvermögens Valiant Swiss Franc Corporate Bond – Im Wesentlichen solche, die mit Anlagen in Obligationen oder anderen fest- oder variabel verzinslichen Wertpapiere verbunden sind, unter anderem Kredit-, Liquiditäts- und Zinsrisiken. Das Rating von 20% des Vermögens des Teilvermögens kann „below investment grade“ sein und damit spekulativ in Bezug auf die Fähigkeit des Emittenten, über einen langen Zeitraum seiner Verpflichtung nachzukommen, das Kapital zurückzuzahlen, die Zinsen zu bezahlen bzw. andere Bestimmungen der Emissionsbedingungen einzuhalten.

1.14 Liquiditätsrisikomanagement

Die Fondsleitung stellt ein angemessenes Liquiditätsmanagement sicher. Die Fondsleitung beurteilt die Liquidität des Anlagefonds täglich unter verschiedenen Szenarien und dokumentiert diese. Insbesondere hat die Fondsleitung folgende Risiken identifiziert und entsprechende Massnahmen vorgesehen:

Marktliquiditätsrisiko (« market liquidity »): Bestimmte Anlageklassen oder Finanzinstrumente können vorübergehend oder dauerhaft einem geringen Handelsvolumen unterliegen, wodurch die Transaktionen der Teilvermögen einem höheren Preis ausgesetzt sind („Liquiditätsaufschlag“) oder es nicht möglich ist, den gesamten Betrag einer Transaktion innerhalb des erwarteten Zeithorizonts zu realisieren. Das von der Fondsleitung implementierte Verfahren erfasst täglich die Liquiditätsvolumina jedes im Portfolio gehaltenen Finanzinstruments und bestimmt die Zeit, die für die Glattstellung der Position erforderlich ist, sowie deren Auswirkungen auf die Gesamtliquidität der Portfolios.

Risiko großer Rücknahmen (« large redemptions »): Die Konzentration von Rücknahmeanträgen auf ein und dieselbe NAV kann zu einer Situation führen, in der die Rücknahmeanträge die Liquidität der tatsächlich in den Portfolios verfügbaren Vermögenswerte übersteigen ("liquidity mismatch"). Um dieses Risiko zu vermeiden, vergleicht die Fondsleitung täglich die Liquidität der im Portfolio gehaltenen Vermögenswerte mit den Nettorücknahmeanträgen der Anleger.

2. Informationen über die Fondsleitung

2.1 Allgemeine Angaben zur Fondsleitung

Die Fondsleitung ist die Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA. Seit ihrer Gründung im Jahre 1972 als Aktiengesellschaft ist die Fondsleitung mit Sitz in Lancy im Fondsgeschäft tätig.

2.2 Weitere Angaben zur Fondsleitung

Die Fondsleitung verwaltet in der Schweiz insgesamt 96 kollektive Kapitalanlagen, wobei sich die Summe der verwalteten Vermögen am 30 Juni 2021 auf CHF 33,2 Milliarden belief. Weiter erbringt die Fondsleitung per 31.12.2021 insbesondere die folgenden Dienstleistungen:

Verwaltung von Schweizer und ausländischen kollektiven Kapitalanlagen; Verwaltung von eigenen / segregierten Portfolios für Schweizer und ausländische professionelle Kunden; Vermögensberatung; Vertretung in der Schweiz von ausländischen kollektiven Kapitalanlagen; Vertrieb und Angebot von LOIM Investment Strategien und Lösungen für professionelle Kunden in der Schweiz. Die Fondsleitung ist Teil von Lombard Odier Investment Managers („LOIM“), der Vermögensverwaltungsdivision der Lombard Odier Gruppe.

Die Fondsleitung hat ihren Sitz in 6, avenue des Morgines, 1213 Petit-Lancy. Weitere Informationen finden sich unter www.loim.com.

2.3 Verwaltungs- und Leitorgane

Mitglieder des Verwaltungsrats sind: Hubert Keller, Präsident des Verwaltungsrates, Jeremy Bailey, Peter Clarke, Annika Falkengren und Stephen Fitzgerald.

Mitglieder der Geschäftsleitung der Fondsleitung sind: Alexandre Meyer, Direktor, Pauline Rivier und Yannick Zufferey.

2.4 Gezeichnetes und einbezahltes Kapital

Die Höhe des gezeichneten Aktienkapitals der Fondsleitung beträgt CHF 26 Millionen. Das Aktienkapital ist in 26'000 voll eingezahlte Namenaktien von je CHF 1'000.- eingeteilt und befindet sich zu 100% im Besitz der LO Holding SA.

2.5 Übertragung der Anlageentscheide und weiterer Teilaufgaben

Die Anlageentscheide sind an die Valiant Bank AG, Bundesplatz 4, 3011 Bern, eine 100-Prozent-Tochtergesellschaft der Valiant Holding AG, übertragen. Die Buchführung sowie die Berechnung des Nettoinventarwerts sind an die Depotbank, Bank Lombard Odier & Co AG, Genf, übertragen.

2.6 Ausübung von Gläubiger- und Mitgliedschaftsrechten

Die Fondsleitung übt die mit den Anlagen der verwalteten Teilvermögen verbundenen Mitgliedschafts- und Gläubigerrechte unabhängig und ausschliesslich im Interesse der Anleger aus. Die Anleger erhalten auf Wunsch bei der Fondsleitung Auskunft über die Ausübung der Mitgliedschafts- und Gläubigerrechte.

Bei anstehenden Routinegeschäften ist es der Fondsleitung freigestellt, die Mitgliedschafts- und Gläubigerrechte selber auszuüben oder die Ausübung an die Depotbank oder Dritte zu delegieren, sowie auf die Ausübung der Mitgliedschafts- und Gläubigerrechte zu verzichten.

Bei allen sonstigen Traktanden, die die Interessen der Anleger nachhaltig tangieren könnten, wie namentlich bei der Ausübung von Mitgliedschafts- und Gläubigerrechten, die der Fondsleitung als Aktionärin oder Gläubigerin der Depotbank oder sonstiger ihr nahestehender juristischer Personen zustehen, übt die Fondsleitung das Stimmrecht selber aus oder erteilt ausdrückliche Weisungen. Sie darf sich dabei auf Informationen stützen, die sie von der Depotbank, dem Vermögensverwalter, der Gesellschaft oder Dritten erhält oder aus der Presse erfährt.

3. Informationen über die Depotbank

3.1 Allgemeine Angaben zur Depotbank

Depotbank ist die Bank Lombard Odier & Co AG. Die Privatbank wurde 1796 als Kommanditgesellschaft in Genf gegründet.

3.2 Weitere Angaben zur Depotbank

Die Haupttätigkeiten der Bank liegen in den Bereichen Anlageverwaltung für private und institutionelle Kunden.

Die Depotbank kann Dritt- und Zentralverwahrer im In- und Ausland mit der Aufbewahrung des Fondsvermögens beauftragen, sofern eine entsprechende Verwahrung zugesichert wird. Für Finanzinstrumente darf die Übertragung nur an beaufsichtigte Dritt- oder Zentralverwahrer erfolgen. Davon ausgenommen ist die zwingende Verwahrung an einem Ort, an dem die Übertragung an beaufsichtigte Dritt- oder Zentralverwahrer nicht möglich ist, wie insbesondere aufgrund zwingender Rechtsvorschriften oder der Modalitäten des Anlageprodukts. Mit der Übertragung der Aufbewahrung des Fondsvermögens auf Dritt- und Zentralverwahrer im In- oder Ausland gehen folgende Risiken einher: Die Dritt- und Sammelverwahrung bringt es mit sich, dass die Fondsleitung an den hinterlegten Wertpapieren nicht mehr das Allein-, sondern nur noch das Miteigentum hat. Sind die Dritt- und Zentralverwahrer überdies nicht beaufsichtigt, so dürften sie organisatorisch nicht den Anforderungen genügen, welche an Schweizer Banken gestellt werden.

Die Depotbank haftet für den durch den Beauftragten verursachten Schaden, sofern sie nicht nachweisen kann, dass sie bei der Auswahl, Instruktion und Überwachung die nach den Umständen gebotene Sorgfalt angewendet hat.

Die Depotbank ist bei den US-Steuerbehörden als Participating Foreign Financial Institution im Sinne der Sections 1471 – 1474 des U.S. Internal Revenue Code (Foreign Account Tax Compliance Act, einschliesslich diesbezügliches Erlasses, FATCA) angemeldet.

4. Informationen über Dritte

4.1 Zahlstelle

Bank Lombard Odier & Co AG
Rue de la Corraterie 11
CH - 1204 Genf

4.2 Vertreiber

Valiant Bank AG
Bundesplatz 4
CH - 3011 Bern

4.3 Übertragung der Anlageentscheide und weiterer Teilaufgaben

Die Anlageentscheide des Anlagefonds sind an die Valiant Bank AG, Bundesplatz 4, 3011 Bern, eine 100-Prozent-Tochtergesellschaft der Valiant Holding AG, übertragen. Die Valiant Bank AG untersteht als Schweizer Bank der Aufsicht der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht FINMA. Die Valiant Bank AG zeichnet sich durch ihre Erfahrung in der Anlageberatung und der Vermögensverwaltung für private und institutionelle Kunden aus. Die genaue Ausführung des Auftrags regelt ein zwischen Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA und der Valiant Bank AG abgeschlossener Vermögensverwaltungsvertrag.

Die Buchführung sowie die Berechnung des Nettoinventarwerts sind an die Depotbank, Bank Lombard Odier & Co AG, Genf, übertragen. Die Bank Lombard Odier & Co AG zeichnet sich aus durch ihre langjährige Erfahrung in der Anlageverwaltung für private und institutionelle Kunden. Die genaue Ausführung des Auftrags regelt ein zwischen Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA und Bank Lombard Odier & Co AG abgeschlossener Vertrag.

5. Weitere Informationen

5.1 Nützliche Hinweise

- **Valorennummern**

Valiant Helvétique Conservative Klasse I: 003414010
Valiant Helvétique Conservative Klasse V: 011393215
Valiant Helvétique Balanced Klasse I: 036496022
Valiant Helvétique Balanced Klasse V: 036496024
Valiant Helvétique Dynamic Klasse I: 036496019
Valiant Helvétique Dynamic Klasse V: 036496021
Valiant Sustainable Conservative Klasse I: 110354410
Valiant Sustainable Conservative Klasse V: 110354423
Valiant Sustainable Balanced Klasse I: 110354426
Valiant Sustainable Balanced Klasse V: 110354433
Valiant Sustainable Dynamic Klasse I: 110354445
Valiant Sustainable Dynamic Klasse V: 110354454
Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps Klasse I: 010594703
Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps Klasse S: 010594710
Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Klasse I: 002939248
Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Klasse S: 011769856
Valiant Global Equities Marketing Power Klasse I: 42763681
Valiant Global Equities Marketing Power Klasse S: 42763985
Valiant Swiss Equities Dividend Klasse I: 51999988
Valiant Swiss Equities Dividend Klasse S: 51999990
Valiant Swiss Franc High Grade Bond Klasse I: 58450133
Valiant Swiss Franc High Grade Bond Klasse S: 58450135
Valiant Swiss Franc Corporate Bond Klasse I: 58450111
Valiant Swiss Franc Corporate Bond Klasse S: 58450113

- **Rechnungseinheit**

CHF

5.2 Publikationen des Fonds

Weitere Informationen über den Anlagefonds bzw. die Teilvermögen sind im letzten Jahres- bzw. Halbjahresbericht des Anlagefonds enthalten. Zudem können aktuellste Informationen im Internet unter www.fundinfo.com abgerufen werden.

Bei einer Fondsvertragsänderung, einem Wechsel der Fondsleitung oder der Depotbank sowie bei der Auflösung der Teilvermögen erfolgt die Veröffentlichung durch die Fondsleitung auf dem Internetplattform www.fundinfo.com.

Preisveröffentlichungen erfolgen für alle Anteilsklassen jedes Teilvermögens für jeden Tag, an dem Ausgaben und Rücknahmen von Anteilen getätigt werden, mindestens aber zweimal im Monat (am 15. und 30. jedes Monats bzw. am vorangehenden Bankwerktag) auf den Internetplattformen www.swissfunddata.ch und www.fundinfo.com.

5.3 Verkaufsrestriktionen

Eine Bewilligung für die Vertriebstätigkeit liegt ausschliesslich für die Schweiz vor.

Dieser Anlagefonds verfügt nicht über den Vertriebspass gemäss der Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 8. Juni 2011 über die Verwalter alternativer Investmentfonds. Zudem erfüllt dieser Fonds die Anforderungen nicht, die sich aus den nationalen Gesetzen zum Anlegerdomizil der einzelnen Staaten des Europäischen Wirtschaftsraums („EWR“) ergeben, die spezifisch den Vertrieb an professionelle Anleger (nationale Bestimmungen über Privatplatzierungen) und Kleinanleger (nationale Bestimmungen) regeln. Die Anteile dieses Anlagefonds dürfen deshalb nicht an Anleger vertrieben werden, die ihren Wohnsitz oder Sitz im EWR haben.

Die Anteile wurden nicht gemäss dem United States Securities Act, 1933 registriert. Daher dürfen derartige Anteile an US-Personen weder direkt noch indirekt auf dem Gebiet der Vereinigten Staaten (d.h. USA sowie Gebiete unter US-Hoheitsgewalt oder US-Rechtsprechung) angeboten oder an diese oder auf ihre Rechnung verkauft werden, es sei denn, es handelt sich um eine Transaktion, die nicht gegen dieses Gesetz verstösst. Als US-Person gelten in diesem Kontext Staatsbürger, die aus den Vereinigten Staaten von Amerika stammen oder dort ansässig sind, Unternehmen, welche die Rechtsform einer „Partnership“ haben und gemäss Gesetz eines US-Bundesstaats oder eines Gebiets unter US-Hoheitsgewalt oder US-Rechtsprechung konstituiert wurden oder in einem solchen ansässig sind, Unternehmen, die gemäss Gesetz der USA, eines Bundesstaats oder eines Gebiets unter US-Hoheitsgewalt oder US-Rechtsprechung organisiert sind, sowie sämtliche Besitztümer oder Trusts, die unabhängig von ihren Ertragsquellen der Bundessteuer der Vereinigten Staaten von Amerika unterliegen.

6 Weitere Anlageinformationen

6.1 Bisherige Ergebnisse

Bisherige Ergebnisse des Anlagefonds (Veränderung des Nettoinventarwerts in %):

Teilvermögen	Klasse	Ergebnisse 2021 31.12.2020 - 31.12.2021	Ergebnisse annualisiert 3 Jahre 31.12.2018 - 31.12.2021 (oder seit Lancierung)	Ergebnisse annualisiert 5 Jahre 31.12.2016 - 31.12.2021 (oder seit Lancierung)	Lancierung
VF (CH) - Valiant Helvétique Conservative	I	4.38	5.07	2.87	11.12.2013
VF (CH) - Valiant Helvétique Conservative	V	4.42	5.12	2.92	05.09.2011
VF (CH) - Valiant Helvétique Balanced	I	8.70	8.46	4.39	14.08.2017
VF (CH) - Valiant Helvétique Balanced	V	8.75	8.52	4.47	20.09.2017
VF (CH) - Valiant Helvétique Dynamic	I	13.09	11.71	6.29	14.08.2017
VF (CH) - Valiant Helvétique Dynamic	V	13.14	11.76	6.30	20.09.2017
VF (CH) - Valiant Sustainable Conservative	I	-0.91	-	-	24.08.2021
VF (CH) - Valiant Sustainable Conservative	V	-0.70	-	-	03.09.2021
VF (CH) - Valiant Sustainable Balanced	I	0.04	-	-	24.08.2021
VF (CH) - Valiant Sustainable Balanced	V	-0.01	-	-	03.09.2021
VF (CH) - Valiant Sustainable Dynamic	I	1.00	-	-	24.08.2021
VF (CH) - Valiant Sustainable Dynamic	V	1.05	-	-	08.09.2021
VF (CH) - Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps	I	22.66	20.13	12.96	30.11.2009
VF (CH) - Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps	S	23.83	21.27	14.04	30.11.2009
VF (CH) - Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus	I	22.97	17.14	11.41	30.03.2007
VF (CH) - Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus	S	23.82	17.96	12.19	12.10.2010
VF (CH) - Valiant Global Equities Marketing Power	I	15.24	11.29	6.68	25.09.2018
VF (CH) - Valiant Global Equities Marketing Power	S	16.17	9.17	-	02.08.2019
VF (CH) - Valiant Swiss Equities Dividend	I	22.66	13.71	-	25.02.2020
VF (CH) - Valiant Swiss Equities Dividend	S	23.52	14.49	-	25.02.2020

Teilvermögen	Klasse	Ergebnisse 2021 31.12.2020 - 31.12.2021	Ergebnisse annualisiert 3 Jahre 31.12.2018 - 31.12.2021 (oder seit Lancierung)	Ergebnisse annualisiert 5 Jahre 31.12.2016 - 31.12.2021 (oder seit Lancierung)	Lancierung
VF (CH) - Valiant Swiss Franc High Grade Bond	I	-2.28	-	-	27.01.2021
VF (CH) - Valiant Swiss Franc High Grade Bond	S	-1.87	-	-	27.01.2021
VF (CH) - Valiant Swiss Franc Corporate Bond	I	-0.37	-	-	27.01.2021
VF (CH) - Valiant Swiss Franc Corporate Bond	S	0.04	-	-	27.01.2021

Die historische Wertentwicklung ist kein zuverlässiger Indikator für die laufende oder zukünftige Wertentwicklung. Ausgabe- und Rücknahmegebühren sind in der Berechnung der historischen Wertentwicklung nicht enthalten.

6.2 Profil des typischen Anlegers

Alle Teilvermögen eignen sich für Anleger mit einem langfristigen Anlagehorizont, die über lange Zeit bedeutende Kursschwankungen tragen können, die gewöhnlich mit Aktienanlagen verbundenen Risiken kennen und bereit sind, die höheren Risiken zu tragen, die eine Konzentration auf ein geografisches Gebiet birgt.

Die Teilvermögen Valiant Helvétique Conservative, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Swiss Franc High Grade Bond und Valiant Swiss Franc Corporate Bond eignen sich auch für Anleger mit einem mittelfristigen Anlagehorizont, die über mehrere Jahre Kursschwankungen tragen können.

7 Ausführliche Bestimmungen

Alle weiteren Angaben zum Fonds bzw. zu den Teilvermögen wie die Bewertung des Fondsvermögens, die Aufführung sämtlicher dem Anleger und dem Anlagefonds belasteten Vergütungen und Nebenkosten sowie die Verwendung des Erfolgs gehen im Detail aus dem Fondsvertrag hervor.

Teil II - Fondsvertrag	95
I. Grundlagen	95
Art. 1 Bezeichnung; Firma und Sitz von Fondsleitung, Depotbank und Vermögensverwalter	
II. Rechte und Pflichten der Vertragsparteien	95
Art. 2 Der Fondsvertrag	
Art. 3 Die Fondsleitung	
Art. 4 Die Depotbank	
Art. 5 Die Anleger	
Art. 6 Anteile und Anteilsklassen	
III. Richtlinien der Anlagepolitik	99
A. Anlagegrundsätze	
Art. 7 Einhaltung der Anlagevorschriften	
Art. 8 Anlagepolitik	
Art. 9 Flüssige Mittel	
B. Anlagetechniken und -instrumente	
Art. 10 Effektenleihe	
Art. 11 Pensionsgeschäfte	
Art. 12 Derivate - Commitment-Ansatz I	
Art. 13 Aufnahme und Gewährung von Krediten	
Art. 14 Belastung des Fondsvermögens	
C. Anlagebeschränkungen	
Art. 15 Risikoverteilung	
IV. Berechnung des Nettoinventarwerts sowie Ausgabe, Umtausch und Rücknahme von Anteilen	105
Art. 16 Berechnung des Nettoinventarwerts	
Art. 17 Ausgabe, Umtausch und Rücknahme von Anteilen	
V. Vergütungen und Nebenkosten	108
Art. 18 Vergütungen und Nebenkosten zulasten der Anleger	
Art. 19 Vergütungen und Nebenkosten zulasten des Vermögens der Teilvermögen	
VI. Rechenschaftsablage und Prüfung	110
Art. 20 Rechenschaftsablage	
Art. 21 Prüfung	
VII. Verwendung des Erfolgs	111
VIII. Publikationen des Anlagefonds bzw. der Teilvermögen	111

IX.	Umstrukturierung und Auflösung	111
	Art. 24 Vereinigung	
	Art. 25 Laufzeit und Auflösung der Teilvermögen	
X.	Änderung des Fondsvertrags	113
XI.	Anwendbares Recht und Gerichtsstand	113

I. Grundlagen

Art. 1 Bezeichnung; Firma und Sitz von Fondsleitung, Depotbank und Vermögensverwalter

1. Unter der Bezeichnung VF (CH) besteht ein vertraglicher Umbrella-Fonds der Art „übrige Fonds für traditionelle Anlagen“ (der „Anlagefonds“) im Sinne von Art. 25 ff., i.V.m. Art. 68 ff. und Art. 92 ff. des Bundesgesetzes über die kollektiven Kapitalanlagen vom 23. Juni 2006 (KAG). Der Anlagefonds ist in die folgenden Teilvermögen unterteilt:
 - Valiant Helvétique Conservative
 - Valiant Helvétique Balanced
 - Valiant Helvétique Dynamic
 - Valiant Sustainable Conservative
 - Valiant Sustainable Balanced
 - Valiant Sustainable Dynamic
 - Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps
 - Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus
 - Valiant Global Equities Marketing Power
 - Valiant Swiss Equities Dividend
 - Valiant Swiss Franc High Grade Bond
 - Valiant Swiss Franc Corporate Bond
2. Fondsleitung ist Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA, Lancy.
3. Depotbank ist Bank Lombard Odier & Co AG, Genf.
4. Vermögensverwalterin ist die Valiant Bank AG, Bern.

II. Rechte und Pflichten der Vertragsparteien

Art. 2 Der Fondsvertrag

Die Rechtsbeziehungen zwischen Anlegern² einerseits und Fondsleitung sowie Depotbank andererseits werden durch den vorliegenden Fondsvertrag und die einschlägigen Bestimmungen der Kollektivanlagengesetzgebung geordnet.

Art. 3 Die Fondsleitung

1. Die Fondsleitung verwaltet die Teilvermögen für Rechnung der Anleger selbständig und in eigenem Namen. Sie entscheidet insbesondere über die Ausgabe von Anteilen, die Anlagen und deren Bewertung. Sie berechnet den Nettoinventarwert und setzt Ausgabe-, Umtausch- und Rücknahmepreise sowie Gewinnausschüttungen fest. Sie macht alle zum Anlagefonds bzw. zu den Teilvermögen gehörenden Rechte geltend.
2. Die Fondsleitung und ihre Beauftragten unterliegen der Treue-, Sorgfalts- und Informationspflicht. Sie handeln unabhängig und wahren ausschliesslich die Interessen der Anleger. Sie treffen die organisatorischen Massnahmen, die für eine einwandfreie Geschäftsführung erforderlich sind. Sie legen Rechenschaft ab über die von ihnen verwalteten kollektiven Kapitalanlagen und informieren über sämtliche den Anlegern direkt oder indirekt belasteten Gebühren und Kosten sowie über von Dritten zugeflossene Entschädigungen, insbesondere Provisionen, Rabatte oder sonstige vermögenswerte Vorteile.

² Aus Gründen der einfacheren Lesbarkeit wird auf die geschlechtsspezifische Differenzierung, z.B. Anlegerinnen und Anleger, verzichtet. Entsprechende Begriffe gelten grundsätzlich für beide Geschlechter.

3. Die Fondsleitung darf für alle oder einzelne Teilvermögen Anlageentscheide sowie Teilaufgaben Dritten übertragen, soweit dies im Interesse einer sachgerechten Verwaltung liegt. Sie beauftragt ausschliesslich Personen, die die für diese Tätigkeit notwendigen Fähigkeiten, Kenntnisse und Erfahrungen und über die erforderlichen Bewilligungen verfügen. Sie instruiert und überwacht die beigezogenen Dritten sorgfältig.

Die Anlageentscheide dürfen nur an Vermögensverwalter übertragen werden, die über die erforderliche Bewilligung verfügen.

Die Anlageentscheide dürfen weder an die Depotbank noch an andere Unternehmen übertragen werden, deren Interessen mit denen der Fondsleitung oder der Anleger kollidieren können.

Die Fondsleitung bleibt für die Erfüllung der aufsichtsrechtlichen Pflichten verantwortlich und wahrt bei der Übertragung von Aufgaben die Interessen der Anleger. Für Handlungen der Personen, denen die Fondsleitung Aufgaben übertragen hat, haftet sie wie für eigenes Handeln.
4. Die Fondsleitung kann mit Zustimmung der Depotbank eine Änderung dieses Fondsvertrags bei der Aufsichtsbehörde zur Genehmigung einreichen (siehe Art. 26) sowie mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde weitere Teilvermögen eröffnen.
5. Die Fondsleitung kann einzelne Teilvermögen mit anderen Teilvermögen oder mit anderen Anlagefonds oder Teilvermögen anderer Anlagefonds gemäss den Bestimmungen von Art. 24 vereinigen oder die einzelnen Teilvermögen gemäss den Bestimmungen von Art. 25 auflösen.
6. Die Fondsleitung hat Anspruch auf die in den Art. 18 und 19 vorgesehenen Vergütungen, auf Befreiung von den Verbindlichkeiten, die sie in richtiger Erfüllung ihrer Aufgaben eingegangen ist, und auf Ersatz der Aufwendungen, die sie zur Erfüllung dieser Verbindlichkeiten gemacht hat.

Art. 4 Die Depotbank

1. Die Depotbank bewahrt das Vermögen der Teilvermögen auf. Sie besorgt die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme der Anteile sowie den Zahlungsverkehr für die Teilvermögen.
2. Die Depotbank und ihre Beauftragten unterliegen der Treue-, Sorgfalts- und Informationspflicht. Sie handeln unabhängig und wahren ausschliesslich die Interessen der Anleger. Sie treffen die organisatorischen Massnahmen, die für eine einwandfreie Geschäftsführung erforderlich sind. Sie legen Rechenschaft ab über die von ihnen aufbewahrten kollektiven Kapitalanlagen und informieren über sämtliche den Anlegern direkt oder indirekt belasteten Gebühren und Kosten sowie über von Dritten zugeflossene Entschädigungen, insbesondere Provisionen, Rabatte oder sonstige vermögenswerte Vorteile.
3. Die Depotbank ist für die Konto- und Depotführung des Anlagefonds bzw. der Teilvermögen verantwortlich, kann aber nicht selbständig über dessen Vermögen verfügen.
4. Die Depotbank gewährleistet, dass ihr bei Geschäften, die sich auf das Vermögen des Anlagefonds bzw. der Teilvermögen beziehen, der Gegenwert innert der üblichen Fristen übertragen wird. Sie benachrichtigt die Fondsleitung, falls der Gegenwert nicht innert der üblichen Frist erstattet wird, und fordert von der Gegenpartei Ersatz für den betroffenen Vermögenswert, sofern dies möglich ist.
5. Die Depotbank führt die erforderlichen Aufzeichnungen und Konten so, dass sie jederzeit die verwahrten Vermögensgegenstände der einzelnen Teilvermögen voneinander unterscheiden kann.

Die Depotbank prüft bei Vermögensgegenständen, die nicht in Verwahrung genommen werden können, das Eigentum der Fondsleitung und führt darüber Aufzeichnungen.
6. Die Depotbank kann Dritt- und Zentralverwahrer im In- oder Ausland mit der Aufbewahrung des Vermögens der Teilvermögen beauftragen, soweit dies im Interesse einer sachgerechten Verwahrung liegt. Sie prüft und überwacht, ob der von ihr beauftragte Dritt- oder Zentralverwahrer:
 - a) über eine angemessene Betriebsorganisation, finanzielle Garantien und die fachlichen Qualifikationen verfügt, die für die Art und die Komplexität der Vermögensgegenstände, die ihm anvertraut wurden, erforderlich sind;
 - b) einer regelmässigen externen Prüfung unterzogen und damit sichergestellt wird, dass sich die Finanzinstrumente in seinem Besitz befinden;
 - c) die von der Depotbank erhaltenen Vermögensgegenstände so verwahrt, dass sie von der Depotbank durch regelmässige Bestandesabgleiche zu jeder Zeit eindeutig als zum Fondsvermögen gehörend identifiziert werden können;
 - d) die für die Depotbank geltenden Vorschriften hinsichtlich der Wahrnehmung ihrer delegierten Aufgaben und der Vermeidung von Interessenkollisionen einhält.

Die Depotbank haftet für den durch den Beauftragten verursachten Schaden, sofern sie nicht nachweisen kann, dass sie bei der Auswahl, Instruktion und Überwachung die nach den Umständen gebotene Sorgfalt angewendet hat. Der Prospekt enthält Ausführungen zu den mit der Übertragung der Aufbewahrung auf Dritt- und Zentralverwahrer verbundenen Risiken.

Für Finanzinstrumente darf die Übertragung im Sinne des vorstehenden Absatzes nur an beaufsichtigte Dritt- oder Zentralverwahrer erfolgen. Davon ausgenommen ist die zwingende Verwahrung an einem Ort, an dem die Übertragung an beaufsichtigte Dritt- oder Zentralverwahrer nicht möglich ist, wie insbesondere aufgrund zwingender Rechtsvorschriften oder der Modalitäten des Anlageprodukts. Die Anleger sind im Prospekt über die Aufbewahrung durch nicht beaufsichtigte Dritt- oder Zentralverwahrer zu informieren.

7. Die Depotbank sorgt dafür, dass die Fondsleitung das Gesetz und den Fondsvertrag beachtet. Sie prüft, ob die Berechnung des Nettoinventarwerts und der Ausgabe-, Umtausch- und Rücknahmepreise der Anteile sowie die Anlageentscheide Gesetz und Fondsvertrag entsprechen und ob der Erfolg nach Massgabe des Fondsvertrags verwendet wird. Für die Auswahl der Anlagen, welche die Fondsleitung im Rahmen der Anlagevorschriften trifft, ist die Depotbank nicht verantwortlich.
8. Die Depotbank hat Anspruch auf die in den Art. 18 und 19 vorgesehenen Vergütungen, auf Befreiung von den Verbindlichkeiten, die sie in richtiger Erfüllung ihrer Aufgaben eingegangen ist, und auf Ersatz der Aufwendungen, welche sie zur Erfüllung dieser Verbindlichkeiten gemacht hat.
9. Die Depotbank ist für die Aufbewahrung der Vermögen der Zielfonds, in die die Teilvermögen investieren, nicht verantwortlich, es sei denn, ihr wurde diese Aufgabe übertragen.

Art. 5 Die Anleger

1. Der Anlegerkreis ist unbeschränkt. Bei gewissen Anteilsklassen können Einschränkungen bestehen, wie sie in Art. 6, Ziff. 6, 7, 8 und 9 beschrieben sind. Die Fondsleitung stellt zusammen mit der Depotbank sicher, dass die Anleger die für den Anlegerkreis geltenden Bedingungen erfüllen.

Zusätzliche Restriktionen hinsichtlich des FATCA-Status

Gemäss den FATCA-Bestimmungen und dem IGA (für die Definition dieser beiden Bezeichnungen verweisen wir auf den Prospekt) können die Teilvermögen als „nicht rapportierende ausländische Finanzinstitute („FFI“)“ qualifiziert werden, weil das Risiko, dass sie zur Hinterziehung von in den Vereinigten Staaten anfallenden Steuern eingesetzt werden, als gering gilt. „Kollektive Anlagevehikel“ („KAV“) sind eine Kategorie von „nicht rapportierenden FFI“, die im Anhang II des IGA definiert ist. Wenn diese KAV nicht verpflichtet sind, eine Quellensteuer auf dem Bruttoerlös von Verkäufen oder auf Erträgen aus amerikanischer Quelle zu deklarieren oder zu erheben, bestehen Restriktionen hinsichtlich der direkten Partizipation der Anleger an solchen KAV.

Neben den Restriktionen gemäss FATCA-Bestimmungen und IGA gelten weitere Beschränkungen hinsichtlich des Angebots und des Verkaufs von Anteilen in den Vereinigten Staaten von Amerika gemäss United States Securities Act von 1933.

Die Anteile:

- a) dürfen folglich auf dem Gebiet der Vereinigten Staaten (d.h. USA sowie Gebiete unter US-Hoheitsgewalt oder US-Rechtsprechung) nicht direkt oder indirekt angeboten, vertrieben, zugeteilt oder abgegeben werden, und zwar weder auf Rechnung von „US-Personen“ noch in ihrem Namen (für eine Definition der Bezeichnung „US-Person“ verweisen wir auf den Prospekt);
 - b) dürfen folglich nur von oder über Einheiten gehalten werden, deren FATCA-Status mit dem FATCA-Status des betreffenden KAV der Teilvermögen vereinbar ist.
2. Die Anleger erwerben mit Vertragsabschluss und der Einzahlung in bar eine Forderung gegen die Fondsleitung auf Beteiligung am Vermögen und am Ertrag eines Teilvermögens. Anstelle der Einzahlung in bar kann auf Antrag des Anlegers und mit Zustimmung der Fondsleitung eine Sacheinlage gemäss den Bestimmungen von Art. 17 Ziff. 11 vorgenommen werden. Die Forderung der Anleger ist in Anteilen begründet.

Die Anleger sind nur am Vermögen und am Ertrag desjenigen Teilvermögens berechtigt, an dem sie beteiligt sind. Für die auf ein einzelnes Teilvermögen entfallenden Verbindlichkeiten haftet nur das betreffende Teilvermögen.
 3. Die Anleger sind nur zur Einzahlung des von ihnen gezeichneten Anteils in das entsprechende Teilvermögen verpflichtet. Ihre persönliche Haftung für Verbindlichkeiten des Anlagefonds bzw. des Teilvermögens ist ausgeschlossen.
 4. Die Anleger erhalten bei der Fondsleitung jederzeit Auskunft über die Grundlagen für die Berechnung des Nettoinventarwerts pro Anteil. Machen die Anleger ein Interesse an näheren Angaben über einzelne Geschäfte der Fondsleitung wie die Ausübung von Mitgliedschafts- und Gläubigerrechten, über das Riskmanagement oder über Sacheinlagen bzw. -auslagen geltend, so erteilt ihnen die Fondsleitung auch darüber jederzeit Auskunft. Die Anleger können beim Gericht am Sitz der Fondsleitung verlangen, dass die Prüfgesellschaft oder eine andere sachverständige Person den abklärungsbedürftigen Sachverhalt untersucht und ihnen darüber Bericht erstattet.

5. Die Anleger können den Fondsvertrag jederzeit kündigen und die Auszahlung ihres Anteils am jeweiligen Teilvermögen in bar verlangen. Anstelle der Auszahlung in bar kann auf Antrag des Anlegers und mit Zustimmung der Fondsleitung eine Sachauslage gemäss den Bestimmungen von Art. 17 Ziff. 11 vorgenommen werden.
6. Die Anleger sind verpflichtet, der Fondsleitung, und/oder der Depotbank und ihren Beauftragten gegenüber auf Verlangen nachzuweisen, dass sie die gesetzlichen oder fondsvertraglichen Voraussetzungen für die Beteiligung an einem Teilvermögen oder einer Anteilsklasse erfüllen bzw. nach wie vor erfüllen. Überdies sind sie verpflichtet, die Depotbank, die Fondsleitung und deren Beauftragte umgehend zu informieren, sobald sie diese Voraussetzungen nicht mehr erfüllen.

Die Anleger müssen einen Beweis ihres Status gemäss FATCA-Bestimmungen in Form eines steuerlich relevanten Dokuments einreichen, wie z.B. das Formular „W-8BEN“ der US-Steuerbehörde oder ein anderes äquivalentes und annehmbares Formular, Dokument oder Zertifikat. Derartige Steuerelemente müssen in regelmässigen Abständen gemäss den geltenden Bestimmungen und/oder gegebenenfalls mittels einer universellen Identifikationsnummer des Vermittlers erneuert werden.

Die Fondsleitung, die Depotbank und ihre Beauftragten behalten sich das Recht vor, den Kauf oder das Halten von Anteilen durch eine Person zu verhindern, die irgendwelche Schweizer oder ausländische Gesetze oder Bestimmungen verletzt. Dasselbe gilt für den Kauf oder das Halten von Anteilen, wenn diese negative regulatorische oder steuerliche Konsequenzen für die Teilvermögen und/oder ihre Anleger haben könnten. Zu diesem Zweck können Zeichnungsanträge abgelehnt oder Zwangsrücknahmen gemäss Ziff. 7 und 8 angeordnet werden. Diese Restriktionen gelten mutatis mutandis in Fällen, in denen Anteile an einem Teilvermögen durch oder im Namen von Personen oder Einheiten gehalten werden, deren FATCA-Status gemäss FATCA-Bestimmungen und IGA nicht mit jenem des betreffenden Teilvermögens vereinbar ist.

Mit der Zeichnung und ihrem weiteren Besitz von Anteilen erklären sich die Anleger einverstanden, dass ihre persönlichen Daten erhoben, erfasst, gespeichert, weitergegeben, verarbeitet und in allgemeiner Form durch die Fondsleitung, die Depotbank oder ihre Beauftragten genutzt werden, die ausserhalb der Schweiz ansässig sein können, aber zu einer gleichwertigen Vertraulichkeit verpflichtet sind. Diese Daten können insbesondere zu Zwecken der Kontoadministration, der Identifikation im Rahmen des Kampfs gegen die Geldwäscherei und die Finanzierung des Terrorismus sowie der steuerlichen Identifikation verwendet werden, insbesondere gemäss der EU-Zinsbesteuerungsrichtlinie und zur Einhaltung der FATCA-Bestimmungen, wenn aufgrund des FATCA-Status eines Teilvermögens eine Rapportierungspflicht besteht. Abhängig vom FATCA-Status eines Teilvermögens ist es folglich möglich, dass die persönlichen Daten von Anlegern, welche die Kriterien als „US-Person“ gemäss FATCA-Bestimmungen und/oder als nicht mit den FATCA-Bestimmungen konforme „FFI“ erfüllen, gegenüber der US-Steuerbehörde IRS offengelegt werden müssen.

7. Die Anteile eines Anlegers müssen durch die Fondsleitung in Zusammenarbeit mit der Depotbank zum jeweiligen Rücknahmepreis zwangsweise zurückgenommen werden, wenn:
 - a) dies zur Wahrung des Rufes des Finanzplatzes, namentlich zur Bekämpfung der Geldwäscherei, erforderlich ist;
 - b) der Anleger die gesetzlichen, vertraglichen oder steuerlichen Voraussetzungen (einschliesslich jener, die aus FATCA resultieren) zur Teilnahme an einem Teilvermögen nicht mehr erfüllt.
8. Zusätzlich können die Anteile eines Anlegers durch die Fondsleitung in Zusammenarbeit mit der Depotbank zum jeweiligen Rücknahmepreis zwangsweise zurückgenommen werden, wenn:
 - a) die Beteiligung des Anlegers an einem Teilvermögen geeignet ist, die wirtschaftlichen Interessen der übrigen Anleger massgeblich zu beeinträchtigen, insbesondere wenn die Beteiligung steuerliche Nachteile für den Anlagefonds bzw. ein Teilvermögen im In- oder Ausland zeitigen kann, einschliesslich insbesondere etwaiger Steuer- oder anderer Verbindlichkeiten, die sich aufgrund der Anforderungen gemäss FATCA-Bestimmungen oder etwaiger Verletzungen derselben ergeben;
 - b) Anleger ihre Anteile in Verletzung von Bestimmungen eines auf sie anwendbaren in- oder ausländischen Gesetzes, dieses Fondsvertrags oder des Prospekts erworben haben oder halten;
 - c) die wirtschaftlichen Interessen der Anleger beeinträchtigt werden, insbesondere in Fällen, wo einzelne Anleger durch systematische Zeichnungen und unmittelbar darauf folgende Rücknahmen Vermögensvorteile zu erzielen versuchen, indem sie Zeitunterschiede zwischen der Festlegung der Schlusskurse und der Bewertung des Vermögens der Teilvermögen ausnutzen („Market Timing“).

Art. 6 Anteile und Anteilsklassen

1. Die Fondsleitung kann mit Zustimmung der Depotbank und Genehmigung der Aufsichtsbehörde für jedes Teilvermögen jederzeit verschiedene Anteilsklassen schaffen, aufheben oder vereinigen. Alle Anteilsklassen berechtigen zur Beteiligung am ungeteilten Gesamtvermögen des Teilvermögens, das seinerseits nicht segmentiert ist. Diese Beteiligung kann aufgrund klassenspezifischer Kostenbelastungen, Ausschüttungen oder Erträge unterschiedlich ausfallen und die verschiedenen Anteilsklassen eines Teilvermögens

können deshalb einen unterschiedlichen Nettoinventarwert pro Anteil aufweisen. Für klassenspezifische Kostenbelastungen haftet das Vermögen des Teilvermögens als Ganzes.

2. Die Schaffung, Aufhebung oder Vereinigung von Anteilklassen wird im Publikationsorgan bekannt gemacht. Nur die Vereinigung gilt als Änderung des Fondsvertrags im Sinne von Art. 26.
3. Die verschiedenen Anteilklassen der Teilvermögen können sich namentlich hinsichtlich Kostenstruktur, Referenzwährung, Währungsabsicherung, Ausschüttung oder Thesaurierung der Erträge, Mindestanlage sowie Anlegerkreis unterscheiden.
Vergütungen und Kosten werden nur derjenigen Anteilsklasse belastet, der eine bestimmte Leistung zukommt. Vergütungen und Kosten, die nicht eindeutig einer Anteilsklasse zugeordnet werden können, werden den einzelnen Anteilklassen im Verhältnis zum Vermögen des Teilvermögens belastet.
4. Für jedes Teilvermögen gibt es eine Klasse I.
Für die Teilvermögen Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced und Valiant Sustainable Dynamic besteht ausserdem die Klasse V.
Für die Teilvermögen, Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps, Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus, Valiant Global Equities Marketing Power, Valiant Swiss Equities Dividend, Valiant Swiss Franc High Grade Bond und Valiant Swiss Franc Corporate Bond besteht ausserdem die Klasse S.
5. Die **Klasse I** ist für Anleger bestimmt, welche die Bedingungen der Klassen I, S, Z und V (gemäss den unten aufgeführten Definitionen) nicht erfüllen.
6. Die **Klasse S** ist qualifizierten Anlegern vorbehalten, die mit der Valiant Bank AG gegen Entgelt einen Vermögensverwaltungsauftrag abgeschlossen haben, sowie qualifizierten Anlegern, welche (i) mit der Valiant Bank AG eine Investitionsvereinbarung abgeschlossen haben und (ii) mindestens CHF 5'000'000 (oder Gegenwert) in dieses Teilvermögen investieren und halten.
7. Die **Klasse V** ist ausschliesslich für Anleger bestimmt, die ihr Vermögen im Rahmen der gebundenen beruflichen Vorsorge (2. Säule oder Säule 3a) unter Einhaltung der Vorschriften des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) und der entsprechenden Vollzugsverordnung investieren und die qualifizierende Anleger im Sinne der Ziff. 2.4.2 des Kreisschreibens Nr. 24 der ESTV sind.
8. Die Anteile werden nicht verbrieft, sondern buchmässig geführt. Der Anleger ist nicht berechtigt, die Aushändigung eines auf den Namen oder auf den Inhaber lautenden Anteilscheins zu verlangen. 9. Die Depotbank und die Fondsleitung sind verpflichtet, Anleger, welche die Voraussetzungen zum Halten einer Anteilsklasse nicht mehr erfüllen, aufzufordern, ihre Anteile innert 30 Kalendertagen im Sinne von Art. 17 zurückzugeben, an eine Person zu übertragen, die die genannten Voraussetzungen erfüllt oder in Anteile einer anderen Klasse des betreffenden Teilvermögens umzutauschen, deren Bedingungen sie erfüllen. Leistet der Anleger dieser Aufforderung nicht Folge, muss die Fondsleitung in Zusammenarbeit mit der Depotbank entweder einen zwangsweisen Umtausch in eine andere Anteilsklasse desselben Teilvermögens oder, sofern dies nicht möglich ist, eine zwangsweise Rücknahme der betreffenden Anteile im Sinne von Art. 5 Ziff. 8 vornehmen. Wenn jedoch ein investierter Betrag nur aufgrund von Markt- oder Währungsschwankungen unter einen Mindestbetrag fällt, wird weder ein zwangsweiser Umtausch noch eine zwangsweise Rücknahme durchgeführt.

III. Richtlinien der Anlagepolitik

A. Anlagegrundsätze

Art. 7 Einhaltung der Anlagevorschriften

1. Bei der Auswahl der einzelnen Anlagen der verschiedenen Teilvermögen beachtet die Fondsleitung im Sinne einer ausgewogenen Risikoverteilung die nachfolgend aufgeführten prozentualen Beschränkungen vor Abzug der flüssigen Mittel. Diese beziehen sich auf das Vermögen der einzelnen Teilvermögen zu Verkehrswerten und sind ständig einzuhalten. Die einzelnen Teilvermögen müssen die Anlagebeschränkungen sechs Monate nach Ablauf der Zeichnungsfrist (Lancierung) erfüllen.
2. Werden die Beschränkungen durch Marktveränderungen überschritten, so müssen die Anlagen unter Wahrung der Interessen der Anleger innerhalb einer angemessenen Frist auf das zulässige Mass zurückgeführt werden. Werden Beschränkungen in Verbindung mit Derivaten gemäss Art. 12 nachstehend durch eine Veränderung des Deltas verletzt, so ist der ordnungsgemässe Zustand unter Wahrung der Interessen der Anleger spätestens innerhalb von drei Bankwerktagen wieder herzustellen.

Art. 8 Anlagepolitik

1. Die Fondsleitung kann das Vermögen der einzelnen Teilvermögen im Rahmen der spezifischen Anlagepolitik des jeweiligen Teilvermögens in die nachfolgenden Anlagen investieren. Die mit diesen Anlagen verbundenen Risiken sind im Prospekt offengelegt.

- a) Effekten, das heisst massenweise ausgegebene Wertpapiere und nicht verurkundete Rechte mit gleicher Funktion (Wertrechte), die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden, und die ein Beteiligungs- oder Forderungsrecht oder das Recht verkörpern, solche Wertpapiere und Wertrechte durch Zeichnung oder Austausch zu erwerben, wie namentlich Warrants.

Anlagen in Effekten aus Neuemissionen sind nur zulässig, wenn deren Zulassung an einer Börse oder einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt in den Emissionsbedingungen vorgesehen ist. Sind sie ein Jahr nach dem Erwerb noch nicht an der Börse oder an einem anderen dem Publikum offenstehenden Markt zugelassen, so sind die Titel innerhalb eines Monats zu verkaufen oder in die Beschränkungsregel von Ziff. 1 Buchstabe f) einzubeziehen.

- b) Derivate, wenn (i) ihnen als Basiswerte Effekten gemäss Buchstabe a), Derivate gemäss Buchstabe b), Anteile an kollektiven Kapitalanlagen gemäss Buchstabe c), Geldmarktinstrumente gemäss Buchstabe d), Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse, Kredite oder Währungen zugrunde liegen, und (ii) die zu Grunde liegenden Basiswerte gemäss Fondsvertrag als Anlagen zulässig sind. Derivate sind entweder an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt oder „OTC“ gehandelt.

OTC-Geschäfte sind nur zulässig, wenn (i) die Gegenpartei ein beaufsichtigter, auf dieses Geschäft spezialisierter Finanzintermediär ist, und (ii) die OTC-Derivate täglich handelbar sind oder eine Rückgabe an den Emittenten jederzeit möglich ist. Zudem sind sie zuverlässig und nachvollziehbar bewertbar.

- c) Anteile an folgenden kollektiven Kapitalanlagen (Zielfonds):

- 1) kollektive Kapitalanlagen, die die folgenden Bedingungen erfüllen: (i) für diese Zielfonds gelten in Bezug auf Zweck, Organisation, Anlagepolitik, Anlegerschutz, Risikoverteilung, getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, Kreditaufnahme, Kreditgewährung, Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, Ausgabe und Rücknahme der Anteile und Inhalt der Halbjahres- und Jahresberichte gleichwertige Bestimmungen wie für übrige Fonds für traditionelle Anlagen, (ii) diese Zielfonds sind im Sitzstaat als kollektive Kapitalanlagen zugelassen und unterstehen dort einer dem Anlegerschutz dienenden, der schweizerischen gleichwertigen Aufsicht und (iii) die internationale Amtshilfe ist gewährleistet.

Anlagen in kollektive Kapitalanlagen, die den Bedingungen in den Buchstaben (ii) und (iii) nicht entsprechen, sind auf höchstens 30% beschränkt. Exchange Traded Funds (ETFs), die die folgenden Voraussetzungen kumulativ erfüllen, fallen nicht unter diese Limite: Sie werden an einer anerkannten Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt eines OECD-Staats gehandelt, sie bilden einen in der Finanzbranche anerkannten und ausreichend diversifizierten Index nach, sie bieten tägliche Liquidität und sie führen nicht zu einer Veränderung des Anlagecharakters des Teilvermögens.

Die Bedingungen des ersten Abschnitts gelten auch für kollektive Kapitalanlagen, die ihr Vermögen in Schweizer Immobilienfonds anlegen, die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden und die ihr Vermögen in Immobilien in der Schweiz und im Ausland investieren (Immobilienfondsdachfonds);

- 2) schweizerische kollektive Kapitalanlagen der Kategorie „übrige Fonds für alternative Anlagen“ sowie vergleichbare ausländische kollektive Kapitalanlagen, höchstens 30%;
- 3) geschlossene kollektive Kapitalanlagen, die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden, sofern sie nicht zu einer Veränderung des Anlagecharakters des Teilvermögens führen, höchstens 30%;
- 4) geschlossene kollektive Kapitalanlagen die nicht an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden, sofern sie nicht zu einer Veränderung des Anlagecharakters des Teilvermögens führen, höchstens 20%;
- 5) Schweizerische kollektive Kapitalanlagen der Kategorie „Immobilienfonds“, welche an einer Börse gehandelt werden, höchstens 30%.

Die Limiten der Ziff. 2 und 4 dürfen kumulativ 30% des Vermögens eines Teilvermögens nicht übersteigen.

Die Fondsleitung bzw. die Gesellschaft, an die die Verwaltung delegiert wurde, darf unter Vorbehalt von Art. 19 Anteile an Zielfonds erwerben, die unmittelbar oder mittelbar von ihr selbst oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, mit der die

Fondsleitung bzw. die Gesellschaft, an die die Verwaltung delegiert wurde, durch gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wichtige direkte oder indirekte Beteiligung des Kapitals oder der Stimmen verbunden ist;

- d) Geldmarktinstrumente, wenn diese liquide und bewertbar sind sowie an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden; Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden, dürfen nur erworben werden, wenn die Emission oder der Emittent Vorschriften über den Gläubiger- und den Anlegerschutz unterliegt und wenn die Geldmarktinstrumente von Emittenten gemäss Art. 74 Abs. 2 KKV begeben oder garantiert sind;
- e) Strukturierte Produkte, einschliesslich Zertifikate, wenn (i) ihnen als Basiswerte Effekten gemäss Buchstabe a), Derivate gemäss Buchstabe b), Anteile an kollektiven Kapitalanlagen gemäss Buchstabe c), Geldmarktinstrumente gemäss Buchstabe d), Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse, Kredite oder Währungen, Edelmetalle, Rohstoffe oder andere ähnliche Produkte zugrunde liegen, und (ii) die zugrunde liegenden Basiswerte gemäss Fondsvertrag als Anlagen zulässig sind. Strukturierte Produkte sind entweder an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt oder „OTC“ gehandelt.

OTC-Geschäfte sind nur zulässig, wenn (i) die Gegenpartei ein beaufsichtigter, auf dieses Geschäft spezialisierter Finanzintermediär ist, und (ii) die OTC-Derivate täglich handelbar sind oder eine Rückgabe an den Emittenten jederzeit möglich ist. Zudem müssen sie zuverlässig und nachvollziehbar bewertbar sein.

- f) Guthaben auf Sicht und auf Zeit mit Laufzeiten bis zu zwölf Monaten bei Banken, die ihren Sitz in der Schweiz oder in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union haben oder in einem anderen Staat, wenn die Bank dort einer Aufsicht untersteht, die derjenigen in der Schweiz gleichwertig ist;
 - g) Andere als die vorstehend in den Buchstaben a) bis f) genannten Anlagen insgesamt bis höchstens 10% des Vermögens des Teilvermögens; nicht zulässig sind (i) Direktanlagen in Edelmetalle, (ii) Waren (iii) Wertpapiere sowie (iv) Leerverkäufe von Anlagen nach den Buchstaben a) bis e) vorstehend.
2. Die Ziele und die Anlagepolitik der einzelnen Teilvermögen werden in den Anhängen des Fondsvertrags eingehend erläutert.
 3. Die Fondsleitung stellt ein angemessenes Liquiditätsmanagement sicher. Die Einzelheiten werden im Prospekt offengelegt.

Art. 9 Flüssige Mittel

Die Fondsleitung darf für jedes Teilvermögen zusätzlich angemessene flüssige Mittel in der Rechnungseinheit des entsprechenden Teilvermögens und in allen Währungen, in denen Anlagen zugelassen sind, halten. Als flüssige Mittel gelten Bankguthaben auf Sicht und auf Zeit mit Laufzeiten bis zu zwölf Monaten.

B. Anlagetechniken und -instrumente

Art. 10 Effektenleihe

Die Fondsleitung darf keine Effekten ausleihen.

Art. 11 Pensionsgeschäfte

Die Fondsleitung darf keine Pensionsgeschäfte abschliessen.

Art. 12 Derivate - Commitment-Ansatz I

1. Die Fondsleitung darf Derivate einsetzen. Sie sorgt dafür, dass der Einsatz von Derivaten in seiner ökonomischen Wirkung auch unter ausserordentlichen Marktverhältnissen nicht zu einer Abweichung von den im Fondsvertrag, im Prospekt und im Basisinformationsblatt / in den wichtigen Informationen für den Anleger genannten Anlagezielen oder zu einer Veränderung des Anlagecharakters des Teilvermögens führt. Zudem müssen die den Derivaten zugrunde liegenden Basiswerte nach diesem Fondsvertrag für das betreffende Teilvermögen als Anlagen zulässig sein.

Die Derivate können im Rahmen der Anlagestrategie sowie zur Absicherung von Anlagepositionen eingesetzt werden. Für die Zielfonds eines Teilvermögens, dessen Vermögen indes tatsächlich zu über 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investiert wird, ist der Einsatz von Derivaten im Zusammenhang mit diesen Zielfonds gestattet, um insbesondere das Währungsrisiko gegenüber diesen Zielfonds sowie die anderen Risiken abzudecken, namentlich das Markt-, Kredit oder Zinsrisiko, sofern diese Risiken erkennbar und messbar sind.

2. Bei der Risikomessung gelangt der Commitment-Ansatz I zur Anwendung. Der Einsatz der Derivate übt unter Berücksichtigung der nach diesem Art. notwendigen Deckung weder eine Hebelwirkung auf das Vermögen des Teilvermögens aus noch entspricht dieser einem Leerverkauf.
3. Es dürfen nur Derivat-Grundformen verwendet werden. Diese umfassen:
 - a) Call- oder Put-Optionen, deren Wert bei Verfall linear von der positiven oder negativen Differenz zwischen dem Verkehrswert des Basiswerts und dem Ausübungspreis abhängt und null wird, wenn die Differenz das andere Vorzeichen hat;
 - b) Credit Default Swaps (CDS);
 - c) Swaps, deren Zahlungen linear und pfadunabhängig vom Wert des Basiswerts oder einem absoluten Betrag abhängen;
 - d) Termingeschäfte (Futures und Forwards), deren Wert linear vom Wert des Basiswerts abhängt.
4. Der Einsatz von Derivaten ist in seiner ökonomischen Wirkung entweder einem Verkauf (engagementreduzierendes Derivat) oder einem Kauf (engagementerhöhendes Derivat) eines Basiswerts ähnlich.
5.
 - a) Bei engagementreduzierenden Derivaten müssen die eingegangenen Verpflichtungen unter Vorbehalt der Buchstaben b) und d) dauernd durch die dem Derivat zugrunde liegenden Basiswerte gedeckt sein.
 - b) Eine Deckung mit anderen Anlagen als den Basiswerten ist bei engagementreduzierenden Derivaten zulässig, die auf einen Index lauten, der:
 - von einer externen, unabhängigen Stelle berechnet wird;
 - für die als Deckung dienenden Anlagen repräsentativ ist;
 - in einer adäquaten Korrelation zu diesen Anlagen steht.
 - c) Die Fondsleitung muss jederzeit uneingeschränkt über die Basiswerte oder Anlagen verfügen können.
 - d) Ein engagementreduzierendes Derivat kann bei der Berechnung der entsprechenden Basiswerte mit dem „Delta“ gewichtet werden.
6. Bei engagementerhöhenden Derivaten muss das Basiswertäquivalent einer Derivatposition dauernd durch geldnahe Mittel gemäss Art. 34 Abs. 5 KKV-FINMA gedeckt sein. Das Basiswertäquivalent berechnet sich bei Futures, Optionen, Swaps und Forwards gemäss Anhang 1 der KKV-FINMA.
7. Die Fondsleitung hat bei der Verrechnung von Derivatpositionen folgende Regeln zu berücksichtigen:
 - a) Gegenläufige Positionen in Derivaten des gleichen Basiswerts sowie gegenläufige Positionen in Derivaten und in Anlagen des gleichen Basiswerts dürfen miteinander verrechnet werden ungeachtet des Verfalls der Derivate („Netting“), wenn das Derivat-Geschäft einzig zum Zwecke abgeschlossen wurde, um die mit dem erworbenen Derivaten oder Anlagen im Zusammenhang stehenden Risiken zu eliminieren, dabei die wesentlichen Risiken nicht vernachlässigt werden und der Anrechnungsbetrag der Derivate nach Art. 35 KKV-FINMA ermittelt wird.
 - b) Beziehen sich die Derivate bei Absicherungsgeschäften nicht auf den gleichen Basiswert wie der abzusichernde Vermögenswert, so sind für eine Verrechnung, zusätzlich zu den Regeln von Bst. a, die Voraussetzungen zu erfüllen („Hedging“), dass die Derivat-Geschäfte nicht auf einer Anlagestrategie beruhen dürfen, die der Gewinnerzielung dient. Zudem muss das Derivat zu einer nachweisbaren Reduktion des Risikos führen, die Risiken des Derivats müssen ausgeglichen werden, die zu verrechnenden Derivate, Basiswerte oder Vermögensgegenstände müssen sich auf die gleiche Klasse von Finanzinstrumenten beziehen und die Absicherungsstrategie muss auch unter aussergewöhnlichen Marktbedingungen effektiv sein.
 - c) Derivate, die zur reinen Absicherung von Fremdwährungsrisiken eingesetzt werden und nicht zu einer Hebelwirkung führen oder zusätzliche Marktrisiken beinhalten, können ohne die Anforderungen gemäss Bst. b bei der Berechnung des Gesamtengagements aus Derivaten verrechnet werden.
 - d) Gedeckte Absicherungsgeschäfte durch Zinsderivate sind zulässig. Wandelanleihen dürfen bei der Berechnung des Engagements aus Derivaten unberücksichtigt bleiben.
8. Die Fondsleitung kann sowohl standardisierte als auch nicht standardisierte Derivate einsetzen. Sie kann die Geschäfte mit Derivaten an einer Börse, an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt oder OTC („Over-the-Counter“) abschliessen.
9.
 - a) Die Fondsleitung darf OTC-Geschäfte nur mit beaufsichtigten Finanzintermediären abschliessen, die auf diese Geschäftsarten spezialisiert sind und eine einwandfreie Durchführung des Geschäfts gewährleisten. Handelt es sich bei der Gegenpartei nicht um die Depotbank, hat Erstere oder deren Garant eine hohe Bonität aufzuweisen.

- b) Ein OTC-Derivat muss täglich zuverlässig und nachvollziehbar bewertet und jederzeit zum Verkehrswert veräussert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.
- c) Ist für ein OTC-Derivat kein Marktpreis erhältlich, so muss der Preis anhand angemessenen und in der Praxis anerkannten Bewertungsmodells gestützt auf den Verkehrswert der Basiswerte, von denen das Derivat abgeleitet ist, jederzeit nachvollziehbar sein. Vor dem Abschluss eines Vertrags über ein solches Derivat sind grundsätzlich konkrete Offerten von mindestens zwei Gegenparteien einzuholen, wobei der Vertrag mit derjenigen Gegenpartei abzuschliessen ist, welche die preislich beste Offerte unterbreitet. Abweichungen von diesem Grundsatz sind zulässig aus Gründen der Risikoverteilung oder wenn weitere Vertragsbestandteile wie Bonität oder Dienstleistungsangebot der Gegenpartei eine andere Offerte als insgesamt vorteilhafter für die Anleger erscheinen lassen. Ausserdem kann ausnahmsweise auf die Einholung von Offerten von mindestens zwei möglichen Gegenparteien verzichtet werden, wenn dies im besten Interesse der Anleger ist. Die Gründe hierfür sowie der Vertragsabschluss und die Preisbestimmung sind nachvollziehbar zu dokumentieren.
- d) Die Fondsleitung bzw. deren Beauftragten dürfen im Rahmen eines OTC-Geschäfts nur Sicherheiten entgegennehmen, welche die Anforderungen gemäss Art. 51 KKV-FINMA erfüllen. Der Emittent der Sicherheiten muss eine hohe Bonität aufweisen und die Sicherheiten dürfen nicht von der Gegenpartei oder von einer dem Konzern der Gegenpartei angehörigen oder davon abhängigen Gesellschaft begeben sein. Die Sicherheiten müssen hoch liquide sein, zu einem transparenten Preis an einer Börse oder einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden und mindestens börsentäglich bewertet werden. Die Fondsleitung bzw. deren Beauftragte müssen bei der Verwaltung der Sicherheiten die Pflichten und Anforderungen gemäss Art. 52 KKV-FINMA erfüllen. Insbesondere müssen sie die Sicherheiten in Bezug auf Länder, Märkte und Emittenten angemessen diversifizieren, wobei eine angemessene Diversifikation der Emittenten als erreicht gilt, wenn die von einem einzelnen Emittenten gehaltenen Sicherheiten nicht mehr als 20% des Nettoinventarwerts entsprechen. Vorbehalten bleiben Ausnahmen für öffentlich garantierte oder begebene Anlagen gemäss Art. 83 KKV. Weiter müssen die Fondsleitung bzw. deren Beauftragten die Verfügungsmacht und die Verfügungsbefugnis an den erhaltenen Sicherheiten bei Ausfall der Gegenpartei jederzeit und ohne Einbezug der Gegenpartei oder deren Zustimmung erlangen können. Die erhaltenen Sicherheiten sind bei der Depotbank zu verwahren. Die erhaltenen Sicherheiten können im Auftrag der Fondsleitung bei einer beaufsichtigten Drittverwahrstelle verwahrt werden, wenn das Eigentum an den Sicherheiten nicht übertragen wird und die Drittverwahrstelle von der Gegenpartei unabhängig ist.
10. Bei der Einhaltung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen (Maximal- und Minimalnennungen) sind die Derivate nach Massgabe der Kollektivanlagengesetzgebung zu berücksichtigen.
11. Der Prospekt enthält weitere Angaben:
- zur Bedeutung von Derivaten im Rahmen der Anlagestrategie;
 - zu den Auswirkungen der Derivatverwendung auf das Risikoprofil der Teilvermögen;
 - zu den Gegenparteirisiken von Derivaten;
 - zu den Kreditderivaten;
 - zur Sicherheitenstrategie.

Art. 13 Aufnahme und Gewährung von Krediten

1. Die Fondsleitung darf für Rechnung des Teilvermögens keine Kredite gewähren.
2. Die Fondsleitung darf für jedes Teilvermögen im Umfang von höchstens 10% des Nettovermögens vorübergehend Kredite aufnehmen.

Art. 14 Belastung des Fondsvermögens

1. Die Fondsleitung darf zulasten des Anlagefonds nicht mehr als 25% des Nettovermögens eines einzelnen Teilvermögens verpfänden oder zur Sicherung übereignen.
2. Die Belastung des Vermögens der Teilvermögen mit Bürgschaften ist nicht gestattet. Ein engagementerhöhendes Kreditderivat gilt nicht als Bürgschaft im Sinne dieses Artikels.

C. Anlagebeschränkungen

Art. 15 Risikoverteilung

1. Die Risikoverteilungsvorschriften gelten für jedes Teilvermögen gesondert. Unter Vorbehalt von Abweichungen, welche in den Anhängen zu diesem Fondsvertrag vorgesehen sind, gelten die nachstehenden Regeln. In die Risikoverteilungsvorschriften sind einzubeziehen:
 - a) Anlagen gemäss Art. 8, mit Ausnahme der indexbasierten Derivate, sofern der Index hinreichend diversifiziert ist und für den Markt, auf den er sich bezieht, repräsentativ ist und in angemessener Weise veröffentlicht wird;
 - b) flüssige Mittel gemäss Art. 9;
 - c) Forderungen gegen Gegenparteien aus OTC-Geschäften.
2. Gesellschaften, die aufgrund internationaler Rechnungslegungsvorschriften einen Konzern bilden, gelten als ein einziger Emittent.
3. Die Fondsleitung darf einschliesslich der Derivate und strukturierten Produkte höchstens 10% des Vermögens eines Teilvermögens in Effekten und Geldmarktinstrumenten desselben Emittenten anlegen.

Der Gesamtwert der Effekten und Geldmarktinstrumente der Emittenten, bei denen mehr als 5% des Vermögens des Teilvermögens angelegt sind, darf 40% des Vermögens des Teilvermögens nicht übersteigen. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen der Ziff. 4 und 5.
4. Die Fondsleitung darf höchstens 20% des Vermögens eines Teilvermögens in Guthaben auf Sicht und auf Zeit bei derselben Bank anlegen. In diese Limite sind sowohl die flüssigen Mittel gemäss Art. 9 als auch die Anlagen in Bankguthaben gemäss Art. 8 einzubeziehen.
5. Die Fondsleitung darf höchstens 5% des Vermögens eines Teilvermögens in OTC-Geschäften bei derselben Gegenpartei anlegen. Ist die Gegenpartei eine Bank, die ihren Sitz in der Schweiz oder in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder in einem anderen Staat, in welchem sie einer Aufsicht untersteht, die derjenigen in der Schweiz gleichwertig ist, so erhöht sich diese Limite auf 10% des Vermögens des Teilvermögens.

Werden die Forderungen aus OTC-Geschäften durch Sicherheiten in Form von liquiden Aktiven gemäss Art. 50 bis 55 KKV-FINMA abgesichert, so werden diese Forderungen bei der Berechnung des Gegenparteirisikos nicht berücksichtigt.
6. Anlagen, Guthaben und Forderungen gemäss den vorstehenden Ziff. 3 bis 5 desselben Emittenten bzw. Schuldners dürfen insgesamt 20% des Vermögens eines Teilvermögens nicht übersteigen. Vorbehalten bleiben die höheren Limiten gemäss Ziff. 12 und 13 nachfolgend.
7. Anlagen gemäss der vorstehenden Ziff. 3 derselben Unternehmensgruppe dürfen insgesamt 20% des Vermögens eines Teilvermögens nicht übersteigen. Vorbehalten bleiben die höheren Limiten gemäss Ziff. 12 und 13 nachfolgend.
8. Die Fondsleitung darf höchstens 20% des Vermögens eines Teilvermögens in Anteile desselben Zielfonds anlegen.
9. Die Fondsleitung darf keine Beteiligungsrechte erwerben, die insgesamt mehr als 10% der Stimmrechte ausmachen oder die es ihr erlauben, einen wesentlichen Einfluss auf die Geschäftsleitung eines Emittenten auszuüben.
10. Die Fondsleitung darf für das Vermögen eines Teilvermögens höchstens je 10% der stimmrechtslosen Beteiligungspapiere, der Schuldverschreibungen bzw. Geldmarktinstrumente desselben Emittenten sowie höchstens 25% der Anteile an kollektiven Kapitalanlagen erwerben.

Diese Beschränkungen gelten nicht, wenn sich im Zeitpunkt des Erwerbs der Bruttobetrag der Schuldverschreibungen, der Geldmarktinstrumente oder der Anteile an kollektiven Kapitalanlagen nicht berechnen lässt.
11. Die Beschränkungen der vorstehenden Ziff. 9 und 10 sind nicht anwendbar auf Effekten und Geldmarktinstrumente, die von einem Staat oder einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft aus der OECD oder von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen die Schweiz oder ein Mitgliedstaat der Europäischen Union angehört, begeben oder garantiert werden.
12. Die in Ziff. 3 erwähnte Grenze von 10% ist auf 35% angehoben, wenn die Effekten oder Geldmarktinstrumente von einem OECD-Staat, einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft aus der OECD oder von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen die Schweiz oder ein Mitgliedstaat der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden. Die vorgenannten Effekten oder Geldmarktinstrumente bleiben bei der Anwendung der Grenze von 40% nach Ziff. 3 ausser Betracht. Die Einzellimiten von Ziff. 3 und 5 jedoch dürfen mit der vorliegenden Limite von 35% nicht kumuliert werden.
13. Die in Ziff. 3 erwähnte Grenze von 10% ist auf 100% angehoben, wenn die Effekten oder Geldmarktinstrumente von einem OECD-Staat oder einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft aus der OECD oder von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen die Schweiz oder ein Mitgliedstaat der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden. In diesem Fall muss das Teilvermögen Effekten oder Geldmarktinstrumente aus mindestens sechs verschiedenen Emissionen halten; höchstens 30% des

Vermögens des Teilvermögens dürfen in Effekten oder Geldmarktinstrumenten derselben Emission angelegt werden. Die vorgenannten Effekten oder Geldmarktinstrumente bleiben bei der Anwendung der Grenze von 40% nach Ziff. 3 ausser Betracht.

Die vorstehend zugelassenen Emittenten bzw. Garanten sind: Die Mitgliedsstaaten der OCDE sowie der KFW (Kreditanstalt für Wiederaufbau), OKB (Oesterreichische Kontrollbank), BEI (Banque Européenne d'Investissement), IADB (Interamerican Development Bank), IBRD (International Bank for Reconstruction and Development), ADB (Asian Development Bank), COE (Council of Europe), Eurofima, Deutsche Treuhandanstalt (German Unity Fund), European Financial Stability Fund (EFSF), European Stability Mechanism (ESM), EBRD (European Bank for Reconstruction and Development), AFDB (African Development Bank), et NIB (Nordic Investment Bank).

IV. Berechnung des Nettoinventarwerts sowie Ausgabe, Umtausch und Rücknahme von Anteilen

Art. 16 Berechnung des Nettoinventarwerts

1. Der Nettoinventarwert der einzelnen Teilvermögen und der Anteil der einzelnen Klassen (Quoten) werden zum Verkehrswert auf Ende des Rechnungsjahrs sowie für jeden Tag, an dem Anteile ausgegeben oder zurückgenommen werden, in der Rechnungseinheit des betreffenden Teilvermögens berechnet. An Tagen, an denen die Börsen oder Märkte der Hauptanlageländer des Anlagefonds geschlossen sind (zum Beispiel: Banken- und Börsenfeiertage), findet keine Berechnung des Nettoinventarwerts statt.
2. An einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelte Anlagen sind mit den am Hauptmarkt bezahlten aktuellen Kursen zu bewerten. Andere Anlagen oder Anlagen, für die keine aktuellen Kurse verfügbar sind, sind mit dem Preis zu bewerten, der bei sorgfältigem Verkauf im Zeitpunkt der Schätzung wahrscheinlich erzielt würde. Die Fondsleitung wendet in diesem Fall zur Ermittlung des Verkehrswerts angemessene und in der Praxis anerkannte Bewertungsmodelle und -grundsätze an.
3. Offene kollektive Kapitalanlagen werden mit ihrem Rücknahmepreis bzw. Nettoinventarwert bewertet. Werden sie regelmässig an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt, so kann die Fondsleitung diese gemäss Ziff. 2 bewerten.
4. Der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden, wird wie folgt bestimmt: Der Bewertungspreis solcher Anlagen wird, ausgehend vom Nettoerwerbspreis, unter Konstanthaltung der daraus berechneten Anlagerendite, sukzessiv dem Rückzahlungspreis angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktbedingungen wird die Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen der neuen Marktrendite angepasst. Dabei wird bei fehlendem aktuellem Marktpreis in der Regel auf die Bewertung von Geldmarktinstrumenten mit gleichen Merkmalen (Qualität und Sitz des Emittenten, Ausgabewährung, Laufzeit) abgestellt.
5. Bankguthaben werden mit ihrem Forderungsbetrag plus aufgelaufene Zinsen bewertet. Bei wesentlichen Änderungen der Marktbedingungen oder der Bonität wird die Bewertungsgrundlage für Bankguthaben auf Zeit den neuen Verhältnissen angepasst.
6. Der Nettoinventarwert eines Anteils einer Klasse eines Teilvermögens ergibt sich aus der der betreffenden Anteilsklasse am Verkehrswert des Teilvermögens zukommenden Quote, vermindert um allfällige Verbindlichkeiten dieses Teilvermögens, die der betreffenden Klasse zuzurechnen sind, dividiert durch die Anzahl der im Umlauf befindlichen Anteile der entsprechenden Klasse. Der Nettoinventarwert wird auf den Rappen gerundet.
7. Die Quoten am Verkehrswert des Nettovermögens eines Teilvermögens (Vermögen eines Teilvermögens abzüglich der Verbindlichkeiten), die den jeweiligen Anteilsklassen zuzurechnen sind, werden erstmals bei der Erstaussgabe mehrerer Anteilsklassen (wenn diese gleichzeitig erfolgt) oder der Erstaussgabe einer weiteren Anteilsklasse auf der Basis der dem Teilvermögen für jede Anteilsklasse zufließenden Betreffnisse bestimmt. Die Quote wird bei folgenden Ereignissen jeweils neu berechnet:
 - a) bei der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen;
 - b) auf den Stichtag von Ausschüttungen, sofern (i) solche Ausschüttungen nur auf einzelnen Anteilsklassen (Ausschüttungsklassen) anfallen oder sofern (ii) die Ausschüttungen der verschiedenen Anteilsklassen in Prozenten ihres jeweiligen Nettoinventarwerts unterschiedlich ausfallen oder sofern (iii) auf den Ausschüttungen der verschiedenen Anteilsklassen in Prozenten der Ausschüttung unterschiedliche Kommissions- oder Kostenbelastungen anfallen;
 - c) bei der Inventarwertberechnung, im Rahmen der Zuweisung von Verbindlichkeiten (einschliesslich der fälligen oder aufgelaufenen Kosten und Kommissionen) an die verschiedenen Anteilsklassen, sofern die Verbindlichkeiten der verschiedenen Anteilsklassen in Prozenten ihres jeweiligen Nettoinventarwerts unterschiedlich ausfallen, namentlich, wenn (i) für die verschiedenen Anteilsklassen unterschiedliche Kommissionsätze zur Anwendung gelangen oder wenn (ii) klassenspezifische Kostenbelastungen erfolgen;

- d) bei der Inventarwertberechnung, im Rahmen der Zuweisung von Erträgen oder Kapitalerträgen an die verschiedenen Anteilsklassen, sofern die Erträge oder Kapitalerträge aus Transaktionen anfallen, die nur im Interesse einer Anteilsklasse oder mehrerer Anteilsklassen, nicht jedoch proportional zu deren Quote am Vermögen eines Teilvermögens, getätigt wurden.

Art. 17 Ausgabe, Umtausch und Rücknahme von Anteilen

1. Zeichnungs-, Umtausch- oder Rücknahmeanträge für Anteile werden am Auftragstag bis zu einem bestimmten im Prospekt genannten Zeitpunkt entgegengenommen. Der für die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme der Anteile massgebende Preis wird frühestens am auf den Auftragstag folgenden Bankwerktag (Bewertungstag) ermittelt („Forward Pricing“). Der Prospekt regelt die Einzelheiten.
2. Der Ausgabe-, Umtausch- und Rücknahmepreis der Anteile basiert auf dem am Bewertungstag gestützt auf die Schlusskurse des Vortags gemäss Art. 16 berechneten Nettoinventarwert je Anteil.

Bei der Ausgabe von Anteilen werden dem Anleger die Nebenkosten (marktkonforme Courtagen, Kommissionen, Abgaben usw.), die dem entsprechenden Teilvermögen aus der Anlage des einbezahlten Betrags erwachsen, zugunsten des Vermögens des betreffenden Teilvermögens belastet.

Beim Umtausch von Anteilen zwischen verschiedenen Teilvermögen werden dem Anleger die Nebenkosten (marktkonforme Courtagen, Kommissionen, Abgaben usw.), die (i) dem ursprünglichen Teilvermögen aus dem Verkauf eines dem gekündigten Anteil entsprechenden Teils der Anlagen und (ii) dem neuen Teilvermögen aus der Anlage des einbezahlten Betrags erwachsen, zugunsten des jeweiligen Vermögens der betreffenden Teilvermögen belastet.

Bei der Rücknahme von Anteilen werden dem Anleger die Nebenkosten (marktkonforme Courtagen, Kommissionen, Abgaben usw.), die dem entsprechenden Teilvermögen aus dem Verkauf eines dem gekündigten Anteil entsprechenden Teils der Anlagen erwachsen, zugunsten des Vermögens des betreffenden Teilvermögens belastet.

Die Nebenkosten werden im Durchschnitt entsprechend den Marktbedingungen berechnet. Sie dürfen die im Prospekt angegebenen Höchstsätze auf keinen Fall übersteigen.

Bei der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen sowie beim Umtausch zwischen verschiedenen Teilvermögen kann zudem eine Ausgabekommission gemäss Art. 18 Ziff. 1 zum Nettoinventarwert zugeschlagen, eine Rücknahmekommission gemäss Art. 18 Ziff. 2 vom Nettoinventarwert abgezogen bzw. kann gemäss Art. 18 Ziff. 4 dem Anleger eine nach der nachstehenden Formel berechnete Umtauschkommission belastet werden.

3. Der Preis für den Umtausch zwischen verschiedenen Teilvermögen des Anlagefonds ergibt sich: a) aus der Anzahl Anteile der entsprechenden Klasse, die der Anleger nach dem Umtausch erhält, und b) aus den Kosten für den Umtausch, die dem Anleger belastet werden (Nebenkosten und Umtauschkommission).

- a) Die Anzahl Anteile der entsprechenden Klasse des neuen Teilvermögens, die der Anleger nach dem Umtausch erhält, wird wie folgt berechnet:

$$AN = \frac{AU \times WU \times WK}{WN}$$

In dieser Formel steht:

AN für die Anzahl Anteile der entsprechenden Klasse des neuen Teilvermögens;

AU für die auf dem Umtauschantrag angegebene Anzahl Anteile der entsprechenden Klasse des ursprünglichen Teilvermögens;

WU für den Nettoinventarwert eines Anteils der entsprechenden Klasse des ursprünglichen Teilvermögens;

WK für den Wechselkurs zwischen der Währung des ursprünglichen Teilvermögens und der Währung des neuen Teilvermögens;

WN für den Nettoinventarwert eines Anteils der entsprechenden Klasse des neuen Teilvermögens.

- b) Die Nebenkosten und die Umtauschkommission, die dem Anleger für den Umtausch belastet werden, berechnen sich wie folgt:

$$NU = AU \times WU \times ND$$

$$NN = AN \times WN \times ND$$

$$UH = AU \times WU \times UK$$

In diesen Formeln stehen:

- NU für die Höhe der Nebenkosten, die dem ursprünglichen Teilvermögen aus dem Verkauf eines dem gekündigten Anteil entsprechenden Teils der Anlagen erwachsen;
- ND für die Nebenkosten, die im Durchschnitt entsprechend den Marktbedingungen berechnet werden und als Prozentsatz ausgedrückt sind, der den im Prospekt angegebenen Höchstsatz auf keinen Fall übersteigen darf;
- NN für die Höhe der Nebenkosten, die dem neuen Teilvermögen aus der Anlage des einbezahlten Betrags erwachsen;
- UH für die Höhe der Umtauschkommission, die dem Anleger belastet wird;
- UK für den Satz der Umtauschkommission (wie in Ziff. 18.4 definiert).

4. Die Anzahl Anteile, die der Anleger nach dem Umtausch innerhalb eines Teilvermögens erhält, wird wie folgt berechnet, vorbehaltlich der Bestimmungen in Ziff. 5 und 6 unten.

$$AN = \frac{AU \times WU}{WN}$$

In dieser Formel steht:

- AN für die Anzahl Anteile der neuen Klasse;
- AU für die auf dem Umtauschantrag angegebene Anzahl Anteile der ursprünglichen Klasse, die umgetauscht werden sollen;
- WU für den Nettoinventarwert eines Anteils der ursprünglichen Klasse;
- WN für den Nettoinventarwert eines Anteils der neuen Klasse.

5. Ein Anleger kann den Umtausch seiner Fondsanteile einer Klasse in solche einer anderen Klasse verlangen, sofern er die in Art. 6 des Fondsvertrags genannten Bedingungen für die Klasse, in die er investieren will, erfüllt. Der Mindestanlagebetrag einer Klasse kann aufgrund einer später erfolgten Zeichnung oder von Marktschwankungen überschritten werden.
6. Die Fondsleitung verlangt den Umtausch von Fondsanteilen einer Klasse in solche einer anderen Klasse, sofern der Anleger die in Art. 6 des Fondsvertrags genannten Bedingungen für die Klasse, in die er gegenwärtig investiert ist, nicht mehr erfüllt (zum Beispiel wenn er den Status eines qualifizierten Anlegers verloren hat oder als Folge der Rückzahlung eines Teils seiner Anteile eines Teilvermögens). Wird der Mindestanlagebetrag der Klasse S aufgrund von Marktschwankungen unterschritten, erfolgt kein Umtausch.
7. Die Fondsleitung kann die Ausgabe der Anteile jederzeit einstellen sowie Anträge auf Zeichnung oder Umtausch von Anteilen zurückweisen.
8. Die Fondsleitung kann im Interesse der Gesamtheit der Anleger die Rückzahlung der Anteile eines Teilvermögens vorübergehend und ausnahmsweise aufschieben, wenn:
- a) ein Markt, der die Grundlage für die Bewertung eines wesentlichen Teils des Vermögens dieses Teilvermögens bildet, geschlossen ist oder wenn der Handel an einem solchen Markt beschränkt oder ausgesetzt ist;
 - b) ein politischer, wirtschaftlicher, militärischer, monetärer oder anderer Notfall vorliegt;
 - c) wegen Beschränkungen des Devisenverkehrs oder Beschränkungen sonstiger Übertragungen von Vermögenswerten Geschäfte für das Teilvermögen undurchführbar werden;
 - d) zahlreiche Anteile eines Teilvermögens gekündigt werden und dadurch die Interessen der übrigen Anleger dieses Teilvermögens wesentlich beeinträchtigt werden können.
9. Die Fondsleitung teilt den Entscheid über den Aufschub unverzüglich der Prüfgesellschaft, der Aufsichtsbehörde sowie in angemessener Weise den Anlegern mit.
10. Solange die Rückzahlung der Anteile aus den unter Ziff. 8 Buchstaben a) bis c) genannten Gründen aufgeschoben ist, findet keine Ausgabe von Anteilen dieses Teilvermögens statt.
11. Jeder Anleger kann beantragen, dass er im Falle einer Zeichnung anstelle einer Einzahlung in bar Anlagen an das Vermögen eines Teilvermögens leistet („Sacheinlage“ oder „Contribution in Kind“ genannt) bzw. dass ihm im Falle einer Kündigung anstelle einer Auszahlung in bar Anlagen übertragen werden („Sachauslage“ oder „Redemption in Kind“). Der Antrag ist zusammen mit der Zeichnung bzw. mit der Kündigung zu stellen. Die Fondsleitung ist nicht verpflichtet, Sacheinlagen und Sachauslagen zuzulassen.

Die Fondsleitung entscheidet allein über Sacheinlagen oder Sachauslagen und stimmt solchen Geschäften nur zu, sofern die Ausführung der Transaktionen vollumfänglich im Einklang mit der Anlagepolitik des entsprechenden Teilvermögens steht und die Interessen der übrigen Anleger dadurch nicht beeinträchtigt werden.

Die im Zusammenhang mit einer Sacheinlage oder Sachauslage anfallenden Kosten dürfen nicht dem Vermögen des betreffenden Teilvermögens belastet werden.

Die Fondsleitung erstellt bei Sacheinlagen oder Sachauslagen einen Bericht, der Angaben zu den einzelnen übertragenen Anlagen, zum Kurswert dieser Anlagen am Stichtag der Übertragung, die Anzahl der als Gegenleistung der ausgegebenen oder zurückgenommenen Anteile und einen allfälligen Spitzenausgleich in bar enthält.

Die Depotbank prüft bei jeder Sacheinlage oder Sachauslage die Einhaltung der Treuepflicht durch die Fondsleitung sowie die Bewertung der übertragenen Anlagen und der ausgegebenen bzw. zurückgenommenen Anteile, bezogen auf den massgeblichen Stichtag. Die Depotbank meldet Vorbehalte oder Beanstandungen unverzüglich der Prüfgesellschaft. Sacheinlage- und Sachauslagetransaktionen sind im Jahresbericht zu nennen.

V. Vergütungen und Nebenkosten

Art. 18 Vergütungen und Nebenkosten zulasten der Anleger

1. Bei der Ausgabe von Anteilen kann dem Anleger eine Ausgabekommission zugunsten der Fondsleitung, der Depotbank bzw. der Vertriebssträger im In- und Ausland von zusammen höchstens 3% des Nettoinventarwerts belastet werden. Der zurzeit massgebliche Höchstsatz ist aus dem Prospekt ersichtlich.
2. Bei der Rücknahme von Anteilen kann dem Anleger eine Rücknahmekommission zugunsten der Fondsleitung, der Depotbank bzw. der Vertriebssträger im In- und Ausland von zusammen höchstens 3% des Nettoinventarwerts belastet werden. Der zurzeit massgebliche Höchstsatz ist aus dem Prospekt ersichtlich.
3. Bei der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen stellt die Fondsleitung dem Anleger zudem zugunsten des Vermögens des entsprechenden Teilvermögens die Nebenkosten in Rechnung, die dem Teilvermögen aus der Anlage des einbezahlten Betrags bzw. aus dem Verkauf eines dem gekündigten Anteil entsprechenden Teils der Anlagen erwachsen (siehe Art. 17 Ziff. 2). Der zurzeit massgebliche Höchstsatz ist aus dem Prospekt ersichtlich.
4. Beim Umtausch von Anteilen zwischen verschiedenen Teilvermögen kann dem Anleger eine Umtauschkommission zugunsten der Fondsleitung, der Depotbank bzw. der Vertriebssträger im In- und Ausland von zusammen höchstens 0,5% des Nettoinventarwerts belastet werden. Es wird keine Ausgabe- oder Rücknahmekommission erhoben. Der zurzeit massgebliche Höchstsatz ist aus dem Prospekt ersichtlich.
5. Beim Umtausch von Anteilen zwischen verschiedenen Teilvermögen stellt die Fondsleitung dem Anleger ausserdem in Rechnung:
(i) zugunsten des Vermögens des ursprünglichen Teilvermögens die Nebenkosten, die diesem Teilvermögen aus dem Verkauf eines dem gekündigten Anteil entsprechenden Teils der Anlagen erwachsen, und (ii) zugunsten des Vermögens des neuen Teilvermögens die Nebenkosten, die diesem Teilvermögen aus der Anlage des einbezahlten Betrags erwachsen (siehe Art. 17 Ziff. 2).
6. Die Nebenkosten werden im Durchschnitt entsprechend den Marktbedingungen berechnet. Sie dürfen die im Prospekt angegebenen Höchstsätze auf keinen Fall übersteigen.

Art. 19 Vergütungen und Nebenkosten zulasten des Vermögens der Teilvermögen

1. Kommission der Fondsleitung
Für die Leitung des Anlagefonds stellt die Fondsleitung den Teilvermögen eine jährliche Kommission in Prozent des Nettofondsvermögens in Rechnung, die pro rata temporis bei jeder Berechnung des Nettoinventarwerts dem Vermögen des entsprechenden Teilvermögens belastet und jeweils am Quartalsende ausbezahlt wird (die „Kommission der Fondsleitung“).
Die für die verschiedenen Teilvermögen geltenden Verwaltungskommissionen sind in den Anhängen des Fondsvertrags aufgeführt.
Werden Höchstsätze angegeben, so wird der effektiv angewandte Satz der Kommission der Fondsleitung in den Jahres- und Halbjahresberichten ausgewiesen.
2. Verwaltungskommission
Für die Verwaltung stellt die Fondsleitung den Teilvermögen eine jährliche Kommission in Prozent des Nettofondsvermögens des Teilvermögens in Rechnung, die pro rata temporis bei jeder Berechnung des Nettoinventarwerts dem Vermögen des entsprechenden Teilvermögens belastet und jeweils am Quartalsende ausbezahlt wird (die „Verwaltungskommission“).

Die für die verschiedenen Teilvermögen geltenden Verwaltungskommissionen sind in den Anhängen des Fondsvertrags aufgeführt.

Werden Höchstsätze angegeben, so wird der effektiv angewandte Satz in den Jahres- und Halbjahresberichten ausgewiesen.

Die Verwaltungskommission dient insbesondere der Vergütung der von der Fondsleitung beauftragten Fondsverwalter.

3. Infrastrukturkommission

Für die Infrastrukturdienstleistungen, wie sie nachstehend beschrieben werden, stellt die Fondsleitung den Teilvermögen eine jährliche Kommission in Prozent des Nettofondsvermögens des Teilvermögens in Rechnung, die pro rata temporis bei jeder Berechnung des Nettoinventarwerts dem Vermögen des entsprechenden Teilvermögens belastet und jeweils am Quartalsende ausbezahlt wird (die „Infrastrukturkommission“).

Die für die verschiedenen Teilvermögen geltende Infrastrukturkommission ist in den Anhängen des Fondsvertrags aufgeführt.

Werden Höchstsätze angegeben, so wird der effektiv angewandte Satz in den Jahres- und Halbjahresberichten ausgewiesen.

Mit der Infrastrukturkommission werden Dienstleistungen wie die operative, juristische und administrative Unterstützung oder die Unterstützung in Bezug auf Transaktionen und Reglemente vergütet, die unter anderem Folgendes umfassen die „Infrastrukturdienstleistungen“):

- Referenzierung kollektiver Kapitalanlagen;
- Zustellung der Zeichnungs-, Umtausch- oder Rücknahmeanträge;
- Kontrolle, ob die Bedingungen für eine Anlage in die jeweiligen Teilvermögen sowie die Anforderungen an die Kundenidentifikation erfüllt sind;
- Abstimmung der Anträge;
- Transaktionsabwicklung;
- Aktualisierung der Informationen über die einzelnen Konten und die Gesamtheit der gehaltenen Positionen;
- Datenverwaltung und rechtzeitige Lieferung vollständiger Daten für die Teilvermögen, einschliesslich der Entwicklung der elektronischen Informationen, der Tools für die Berichtsproduktion, der juristischen Dokumente und der Factsheets;
- Kompetenz in der Datenanalyse wie das Screening der Teilvermögen und die Produktion der Risikoberichte;
- Behandlung von Corporate Actions.

Keinesfalls in den Infrastrukturdienstleistungen eingeschlossen sind Verwaltungs-, Beratungs- oder Vertriebsdienstleistungen.

4. Kommission der Depotbank

Für die Aufbewahrung des Vermögens der verschiedenen Teilvermögen, die Besorgung des Zahlungsverkehrs der Teilvermögen und die sonstigen in Art. 4 aufgeführten Aufgaben der Depotbank belastet die Depotbank den Teilvermögen eine Kommission von jährlich maximal 0,045% des Nettofondsvermögens der Teilvermögen, die dem Vermögen des betreffenden Teilvermögens pro rata temporis bei jeder Berechnung des Nettoinventarwerts belastet und jeweils am Quartalsende ausbezahlt wird (die „Depotbankkommission“).

Der effektiv angewandte Satz der Depotbankkommission ist jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

5. Dem Vermögen der verschiedenen Teilvermögen können die folgenden Nebenkosten belastet werden:

- a) Kosten für den An- und Verkauf von Anlagen, namentlich marktübliche Courtagen, Kommissionen, Steuern und Abgaben, sowie Kosten für die Überprüfung und Aufrechterhaltung von Qualitätsstandards bei physischen Anlagen;
- b) Abgaben der Aufsichtsbehörde für die Gründung, Änderung, Liquidation, Fusion oder Vereinigung des Anlagefonds oder allfälliger Teilvermögen;
- c) Jahresgebühr der Aufsichtsbehörde;
- d) Honorare der Prüfgesellschaft für die jährliche Revision sowie für Bescheinigungen im Zusammenhang mit der Gründung, Änderung, Liquidation, Fusion oder Vereinigung des Anlagefonds oder allfälliger Teilvermögen;
- e) Honorare für Rechts- und Steuerberater im Zusammenhang mit der Gründung, Änderung, Liquidation, Fusion oder Vereinigung des Anlagefonds oder allfälliger Teilvermögen sowie der allgemeinen Wahrnehmung der Interessen des Anlagefonds und seiner Anlegerinnen und Anleger;

- f) Kosten für die Publikation des Nettoinventarwerts des Anlagefonds oder der Teilvermögen sowie sämtliche Kosten für Mitteilungen an die Anlegerinnen und Anleger einschliesslich der Übersetzungskosten, die nicht einem Fehlverhalten der Fondsleitung zuzuschreiben sind;
 - g) Kosten für den Druck juristischer Dokumente sowie der Jahres- und Halbjahresberichte des Anlagefonds;
 - h) Kosten für eine allfällige Eintragung des Anlagefonds bei einer ausländischen Aufsichtsbehörde, namentlich die von der ausländischen Aufsichtsbehörde erhobenen Kommissionen, Übersetzungskosten sowie an den Vertreter oder die Zahlstelle im Ausland entrichteten Entschädigungen;
 - i) Kosten im Zusammenhang mit der Ausübung von Stimmrechten oder Gläubigerrechten durch den Anlagefonds, einschliesslich der Honorarkosten für externe Berater;
 - j) Kosten und Honorare im Zusammenhang mit im Namen des Anlagefonds eingetragenen geistigen Eigentum oder mit Nutzungsrechten des Anlagefonds;
 - k) alle Kosten, die durch die Ergreifung ausserordentlicher Schritte zur Wahrung der Anlegerinteressen durch die Fondsleitung, den Vermögensverwalter kollektiver Kapitalanlagen oder die Depotbank verursacht werden.
6. Die Kosten nach Ziff. 5 Bst. a werden direkt dem Einstandswert zugeschlagen - bzw. dem Verkaufswert abgezogen.
 7. Die Fondsleitung und deren Beauftragte zahlen keine Retrozessionen zur Entschädigung der Vertriebstätigkeit von Fondsanteilen. Sie bezahlen auch keine Rabatte, um die auf den Anleger entfallenden, dem Anlagefonds belasteten Gebühren und Kosten zu reduzieren.
 8. Die Verwaltungskommission der Zielfonds, in die das Vermögen der Teilvermögen investiert wird, darf unter Berücksichtigung von allfälligen Retrozessionen und Rabatten höchstens 3% betragen. Im Jahresbericht ist der maximale Satz der fixen Verwaltungskommissionen der Zielfonds, in die dieses Teilvermögen investiert ist, unter Berücksichtigung von allfälligen Retrozessionen und Rabatten anzugeben.
 9. Erwirbt die Fondsleitung bzw. die Gesellschaft, an die die Verwaltung übertragen wurde, Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die unmittelbar oder mittelbar von ihr selbst oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Fondsleitung bzw. die Gesellschaft, an die die Verwaltung delegiert wurde, durch gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wichtige direkte oder indirekte Beteiligung des Kapitals oder der Stimmen verbunden ist („verbundene Zielfonds“), so darf im Umfang von solchen Anlagen dem Vermögen der Teilvermögen die Fondsleitungs-, die Verwaltungs-, die Vertriebs- sowie die Infrastrukturkommission belastet werden.

Die Fondsleitung bzw. die Gesellschaft, an die die Verwaltung übertragen wurde, darf allfällige Ausgabe-, Umtausch- oder Rücknahmekommissionen der verbundenen Zielfonds nicht den Teilvermögen belasten.
 10. Vergütungen dürfen nur dem Teilvermögen belastet werden, dem eine bestimmte Leistung zukommt. Kosten, die nicht eindeutig einem Teilvermögen zugeordnet werden können, werden den einzelnen Teilvermögen im Verhältnis zum Fondsvermögen belastet.

VI. Rechenschaftsablage und Prüfung

Art. 20 Rechenschaftsablage

1. Die Rechnungseinheit der einzelnen Teilvermögen ist im Anhang zum Fondsvertrag aufgeführt.
2. Das Rechnungsjahr läuft jeweils vom 1. November bis zum 31. Oktober.
3. Innerhalb von vier Monaten nach Abschluss des Rechnungsjahrs veröffentlicht die Fondsleitung einen revidierten Jahresbericht des Anlagefonds bzw. der Teilvermögen.
4. Innerhalb von zwei Monaten nach Ablauf der ersten Hälfte des Rechnungsjahrs veröffentlicht die Fondsleitung einen Halbjahresbericht des Anlagefonds bzw. der Teilvermögen.
5. Das Auskunftsrecht des Anlegers gemäss Art. 5 Ziff. 4 bleibt vorbehalten.

Art. 21 Prüfung

Die Prüfgesellschaft prüft, ob die Fondsleitung und die Depotbank die gesetzlichen und vertraglichen Vorschriften wie auch die allenfalls auf sie anwendbaren Standesregeln der Asset Management Association Switzerland eingehalten haben. Ein Kurzbericht der Prüfgesellschaft zur publizierten Jahresrechnung erscheint im Jahresbericht.

VII. Verwendung des Erfolgs

Art. 22

1. Der Nettoertrag der Teilvermögen wird jährlich pro Anteilsklasse P, I, Z und S spätestens innerhalb von vier Monaten nach Abschluss des Rechnungsjahrs in der Rechnungseinheit des Teilvermögens an die Anleger ausgeschüttet.

Die Fondsleitung kann zusätzlich Zwischenausschüttungen aus den Erträgen vornehmen.

Bis zu 30% des Nettoertrags einer Anteilsklasse der einzelnen Teilvermögen können auf neue Rechnung vorgetragen werden. Beträgt der Nettoertrag des laufenden Geschäftsjahres und die vorgetragenen Erträge aus früheren Rechnungsjahren des Teilvermögens oder einer Anteilsklasse weniger als CHF 1.-, so kann auf eine Ausschüttung verzichtet und der gesamte Nettoertrag auf neue Rechnung vorgetragen werden.

Der Nettoertrag des Teilvermögens Valiant Helvétique Conservative, Valiant Helvétique Balanced, Valiant Helvétique Dynamic, Valiant Sustainable Conservative, Valiant Sustainable Balanced und Valiant Sustainable Dynamic wird an die Anleger der Klasse V nicht ausgeschüttet, sondern jährlich dem Vermögen des Teilvermögens zur Wiederanlage hinzugefügt.

2. Realisierte Kapitalgewinne aus der Veräusserung von Sachen und Rechten können von der Fondsleitung ausgeschüttet oder zur Wiederanlage zurückbehalten werden.

VIII. Publikationen des Anlagefonds bzw. der Teilvermögen

Art. 23

1. Publikationsorgan des Anlagefonds bzw. der Teilvermögen ist das im Prospekt genannte Printmedium oder elektronische Medium. Der Wechsel eines Publikationsorgans ist im Publikationsorgan anzuzeigen.
2. Im Publikationsorgan werden insbesondere Zusammenfassungen wesentlicher Änderungen des Fondsvertrags unter Hinweis auf die Stellen, bei denen die Änderungen im Wortlaut kostenlos bezogen werden können, der Wechsel der Fondsleitung und/oder der Depotbank, die Schaffung, Aufhebung oder Vereinigung von Anteilsklassen sowie die Auflösung des Anlagefonds bzw. einzelner Teilvermögen veröffentlicht. Änderungen, die von Gesetzes wegen erforderlich sind, welche die Rechte der Anleger nicht berühren oder die ausschliesslich formeller Natur sind, können mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde von der Publikationspflicht ausgenommen werden.
3. Die Fondsleitung publiziert für jedes Teilvermögen die Ausgabe- und Rücknahmepreise bzw. den Nettoinventarwert mit dem Hinweis „exklusive Kommissionen“ aller Anteilsklassen bei jeder Ausgabe und Rücknahme von Anteilen in dem Prospekt erwähnten Publikationsorgan. Die Preise werden mindestens zweimal im Monat publiziert. Die Wochen und Wochentage, an denen die Publikation stattfindet, werden ebenfalls im Prospekt festgelegt.
4. Der Prospekt mit integriertem Fondsvertrag, das Basisinformationsblatt oder die wesentlichen Informationen für den Anleger und die Anlegerinnen sowie die jeweiligen Jahres- und Halbjahresberichte können bei der Fondsleitung, der Depotbank und bei allen Vertreibern kostenlos bezogen werden.

IX. Umstrukturierung und Auflösung

Art. 24 Vereinigung

1. Die Fondsleitung kann mit Zustimmung der Depotbank einzelne Teilvermögen mit anderen Teilvermögen oder anderen Anlagefonds vereinigen, indem sie auf den Zeitpunkt der Vereinigung die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten des bzw. der übertragenden Teilvermögens bzw. Anlagefonds auf das übernehmende Teilvermögen bzw. den übernehmenden Anlagefonds überträgt. Die Anleger des übertragenden Teilvermögens bzw. Anlagefonds erhalten Anteile am übernehmenden Teilvermögen bzw. Anlagefonds in entsprechender Höhe. Auf den Zeitpunkt der Vereinigung wird das übertragende Teilvermögen bzw. der übertragende Anlagefonds ohne Liquidation aufgelöst und der Fondsvertrag des übernehmenden Teilvermögens bzw. Anlagefonds gilt auch für das übertragende Teilvermögen bzw. den übertragenden Anlagefonds.

2. Teilvermögen bzw. Anlagefonds können nur vereinigt werden, sofern:
 - a) die entsprechenden Fondsverträge dies vorsehen;
 - b) sie von der gleichen Fondsleitung verwaltet werden;
 - c) die entsprechenden Fondsverträge bezüglich folgender Bestimmungen grundsätzlich übereinstimmen:
 - die Anlagepolitik, die Anlagetechniken, die Risikoverteilung sowie die mit der Anlage verbundenen Risiken;
 - die Verwendung des und der Kapitalgewinne aus der Veräusserung von Sachen und Rechten;
 - die Art, die Höhe und die Berechnung aller Vergütungen, die Ausgabe- und Rücknahmekommissionen sowie die Nebenkosten für den An- und Verkauf von Anlagen (Courtage, Gebühren, Abgaben), die dem Fondsvermögen bzw. dem Vermögen des Teilvermögens oder den Anlegern belastet werden dürfen;
 - die Rücknahmebedingungen;
 - die Laufzeit des Vertrags und die Voraussetzungen der Auflösung;
 - d) am gleichen Tag die Vermögen der beteiligten Teilvermögen bzw. Anlagefonds bewertet, das Umtauschverhältnis berechnet und die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten übernommen werden;
 - e) weder den Teilvermögen bzw. Anlagefonds noch den Anlegern daraus Kosten erwachsen. Vorbehalten bleiben die Gebühren der Aufsichtsbehörde.
3. Wenn die Vereinigung voraussichtlich mehr als einen Tag in Anspruch nimmt, kann die Aufsichtsbehörde einen befristeten Aufschub der Rückzahlung der Anteile der beteiligten Teilvermögen bzw. Anlagefonds bewilligen.
4. Die Fondsleitung legt mindestens einen Monat vor der geplanten Veröffentlichung die beabsichtigten Änderungen des Fondsvertrags sowie die beabsichtigte Vereinigung zusammen mit dem Vereinigungsplan der Aufsichtsbehörde zur Überprüfung vor. Der Vereinigungsplan enthält Angaben zu den Gründen der Vereinigung, zur Anlagepolitik der beteiligten Teilvermögen bzw. Anlagefonds und den allfälligen Unterschieden zwischen dem übernehmenden und dem übertragenden Teilvermögen bzw. Anlagefonds, zur Berechnung des Umtauschverhältnisses, zu allfälligen Unterschieden in den Vergütungen, zu allfälligen Steuerfolgen für die Teilvermögen bzw. Anlagefonds sowie die Stellungnahme der kollektivanlagerechtlichen Prüfgesellschaft.
5. Die Fondsleitung publiziert die beabsichtigten Änderungen des Fondsvertrags nach Art. 23 Ziff. 2 sowie die beabsichtigte Vereinigung und deren Zeitpunkt zusammen mit dem Vereinigungsplan mindestens zwei Monate vor dem von ihr festgelegten Stichtag in den Publikationsorganen der beteiligten Teilvermögen bzw. Anlagefonds. Dabei weist sie die Anleger darauf hin, dass diese bei der Aufsichtsbehörde innert 30 Tagen nach der letzten Publikation Einwendungen gegen die beabsichtigten Änderungen des Fondsvertrags erheben oder die Rückzahlung ihrer Anteile in bar verlangen können bzw. den Antrag auf Sachauslage gemäss Art. 17 Ziff. 11 stellen können.
6. Die Prüfgesellschaft überprüft unmittelbar die ordnungsgemässe Durchführung der Vereinigung und äussert sich dazu in einem Bericht zuhanden der Fondsleitung und der Aufsichtsbehörde.
7. Die Fondsleitung meldet der Aufsichtsbehörde den Abschluss der Vereinigung und publiziert den Vollzug der Vereinigung, die Bestätigung der Prüfgesellschaft zur ordnungsgemässen Durchführung sowie das Umtauschverhältnis ohne Verzug in den Publikationsorganen der beteiligten Teilvermögen bzw. Anlagefonds.
8. Die Fondsleitung erwähnt die Vereinigung im nächsten Jahresbericht des übernehmenden Teilvermögens bzw. Anlagefonds und im allfällig vorher zu erstellenden Halbjahresbericht. Für das übertragende Teilvermögen bzw. den übertragenden Anlagefonds ist ein geprüfter Abschlussbericht zu erstellen, falls die Vereinigung nicht auf den ordentlichen Jahresabschluss fällt.

Art. 25 Laufzeit und Auflösung der Teilvermögen

1. Die Teilvermögen bestehen auf unbestimmte Zeit.
2. Die Fondsleitung oder die Depotbank können die Auflösung des Anlagefonds oder eines Teilvermögens durch Kündigung des Fondsvertrags fristlos herbeiführen.
3. Der Anlagefonds oder ein Teilvermögen kann durch Verfügung der Aufsichtsbehörde aufgelöst werden, insbesondere wenn er/es spätestens ein Jahr nach Ablauf der Zeichnungsfrist (Lancierung) oder einer längeren, durch die Aufsichtsbehörde auf Antrag der Depotbank und der Fondsleitung erstreckten Frist nicht über ein Nettovermögen von mindestens CHF 5 Millionen (oder Gegenwert) verfügt.

- Die Fondsleitung gibt der Aufsichtsbehörde die Auflösung unverzüglich bekannt und veröffentlicht sie in den Publikationsorganen.
- Nach erfolgter Kündigung des Fondsvertrags darf die Fondsleitung die Teilvermögen unverzüglich liquidieren. Hat die Aufsichtsbehörde die Auflösung eines Teilvermögens verfügt, so muss dieses unverzüglich liquidiert werden. Die Auszahlung des Liquidationserlöses an die Anleger ist der Depotbank übertragen. Sollte die Liquidation längere Zeit beanspruchen, kann der Erlös in Teilbeträgen ausbezahlt werden. Vor der Schlusszahlung muss die Fondsleitung die Bewilligung der Aufsichtsbehörde einholen.

X. Änderung des Fondsvertrags

Art. 26

Soll der vorliegende Fondsvertrag geändert werden, oder besteht die Absicht, Anteilklassen zu vereinigen oder die Fondsleitung oder die Depotbank zu wechseln, so hat der Anleger die Möglichkeit, bei der Aufsichtsbehörde innert 30 Tagen nach der Publikation Einwendungen zu erheben. In der Publikation informiert die Fondsleitung die Anleger darüber, auf welche Fondsvertragsänderungen sich die Prüfung und die Feststellung der Gesetzeskonformität durch die FINMA erstrecken. Bei einer Änderung des Fondsvertrags (inkl. Vereinigung von Anteilklassen) können die Anleger überdies unter Beachtung der vertraglichen Frist die Auszahlung ihrer Anteile in bar verlangen. Vorbehalten bleiben die Fälle gemäss Art. 23 Ziff. 2, die mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde von der Publikationspflicht ausgenommen sind.

XI. Anwendbares Recht und Gerichtsstand

Art. 27

- Der Anlagefonds sowie die einzelnen Teilvermögen unterstehen schweizerischem Recht, insbesondere dem Bundesgesetz über die kollektiven Kapitalanlagen vom 23. Juni 2006 (KAG), der Verordnung über die kollektiven Kapitalanlagen vom 22. November 2006 (KKV) sowie der Verordnung der FINMA über die kollektiven Kapitalanlagen vom 27. August 2014 (KKV-FINMA).

Der Gerichtsstand ist der Sitz der Fondsleitung.

- Für die Auslegung des Fondsvertrags ist die französische Fassung massgebend.
- Der vorliegende Fondsvertrag tritt am 28. April 2022 in Kraft.
- Er ersetzt den Fondsvertrag vom 1. Dezember 2021.
- Bei der Genehmigung des Fondsvertrags prüft die FINMA ausschliesslich die Bestimmungen nach Art. Art. 35a, Abs. 1, Buchstabe a-g KKV und stellt deren Übereinstimmung mit dem Gesetz fest.

Die Fondsleitung hat ihren Sitz in Lancy und die Depotbank in Genf.

Der vorliegende Fondsvertrag wurde am 25. April 2022 von der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) bewilligt.

Die Fondsleitung

Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA,
Lancy

Die Depotbank

Bank Lombard Odier & Co AG,
Genf

VF (CH) – Valiant Helvétique Conservative

Anlageziele

Das Anlageziel dieses Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, ein langfristiges Kapitalwachstum zu erzielen und in einem volatilen Marktumfeld das Kapital langfristig zu erhalten. Zu diesem Zweck entwickelt der Fondsverwalter einen flexiblen Anlageprozess, in dessen Rahmen in eine grosse und diversifizierte Auswahl von Anlagen investiert wird. Die Gewichtung der verschiedenen Anlageinstrumente richtet sich nach den Marktbedingungen. Die Fondsleitung gibt keinerlei Garantie ab, dass dieses Ziel erreicht wird.

Es wird zu einem signifikanten Anteil in Anlagen von Emittenten investiert, die ihren Sitz in der Schweiz oder den überwiegenden Anteil ihrer wirtschaftlichen Aktivität in der Schweiz haben oder als Holdinggesellschaften überwiegend Beteiligungen an Gesellschaften mit Sitz in der Schweiz haben, oder in Anlagen, welche auf Schweizer Franken (CHF) lauten.

Die Anlagestrategie des Teilvermögens Valiant Helvétique Conservative berücksichtigt die Vorschriften über die zulässigen Anlagen sowie Anlagebegrenzungen der Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV 2). Das Teilvermögen eignet sich damit für Anlagen von Geldern der 2. und 3. Säule und können namentlich im Rahmen von fondsgebundenen Lebensversicherungen und Vorsorgekonten der Säule 3a eingesetzt werden. Es obliegt jedem Anleger, welcher der BVV 2 unterliegt, die Konformität der Anlagepolitik des Teilvermögens mit seinen eigenen Anlagerichtlinien sicherzustellen. Vorbehalten bleiben die zwingenden Bestimmungen des Anlagefondsrechts und die Bestimmungen des Fondsvertrages, die weniger einschränkenden Bestimmungen des BVV 2 stets vorgehen.

Rechnungseinheit

CHF

Anlagepolitik

- a) Das Vermögen dieses Teilvermögens wird wie folgt investiert:
- (i) mindestens 50% und höchstens 85% in Obligationen, Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen, Notes und andere fest oder variabel verzinsliche Forderungswertpapiere und –rechte (inkl. Derivate und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren) von privaten und öffentlich-rechtlichen, in- und ausländischen Schuldner, auf CHF oder einer anderen frei konvertierbaren Währung lautend;
 - (ii) höchstens 50% in Beteiligungswertpapiere und –rechte (Aktien, Genussscheine, Genossenschaftsanteile, Partizipationscheine und ähnliches) von Unternehmen weltweit, inkl. Derivate und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren;
 - (iii) höchstens 15% in Ewige Anleihen, Asset Backed Securities, Contingent Convertible Bonds – CoCo, Anteile an schweizerischen kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie „übrige Fonds für alternative Anlagen“ sowie vergleichbare ausländische kollektive Kapitalanlagen, Anteile an kollektiven Kapitalanlagen und in strukturierte Produkte, einschliesslich Zertifikate, die in Commodities und Edelmetalle investieren. Anlagen in strukturierte Produkte und Zertifikate mit physischer Lieferung sind nicht zulässig;
 - (iv) höchstens 30% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen in Schweizer Immobilienfonds anlegen, die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden und die ihr Vermögen in Immobilien in der Schweiz und im Ausland investieren, sowie Schweizerische kollektive Kapitalanlagen der Kategorie „Immobilienfonds“, welche an einer Börse gehandelt werden, und Real Estate Investment Trusts (REITs), davon höchstens 10% in Immobilien im Ausland;
 - (v) höchstens 10% in Geldmarktpapiere (inkl. Derivate und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren) und Guthaben auf Sicht und Zeit;
 - (vi) in Währungsderivate.
- b) Zusätzlich hat die Fondsleitung die nachstehenden Anlagebeschränkungen, die sich auf das Vermögen des Teilvermögens beziehen, einzuhalten:
- a. auf Fremdwährungen lautende Anlagen ohne Absicherung des Wechselkursrisikos: höchstens 30%;
 - b. Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen: höchstens 15%.

- c) Das Teilvermögen kann über 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investieren. Die Vor- und Nachteile der Funds-of-Funds-Struktur sind im Prospekt erläutert.

Die kollektiven Kapitalanlagen, in die das Vermögen des Teilvermögens investiert ist, dürfen selbst nicht mehr als 49% ihres Vermögens in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen anlegen. Eine Ausnahme bilden Funds of Hedge Funds sowie Immobiliendachfonds. In beide Kategorien dürfen jeweils höchstens 15% des Vermögens des Teilvermögens investiert sein.

Die Rücknahme von Anteilen durch die Zielfonds muss grundsätzlich genauso häufig erfolgen wie die Rücknahme durch das Teilvermögen. Auf alle Fälle müssen die Zielfonds so ausgewählt werden, dass den Rücknahmeanträgen der Inhaber von Anteilen des Teilvermögens entsprochen werden kann.

Feeder Funds gelten nicht als Funds of Funds, wenn nachweislich (i) mindestens 85% ihres Vermögens permanent in die gleiche zugrunde liegende kollektive Kapitalanlage (Master Fund) investiert sind und (ii) dieser Master Fund weder in einen Feeder Fund anlegen noch über 49% seines Vermögens in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investieren darf. Durch die Einhaltung dieser Kriterien wird der Grundsatz der Transparenz umgesetzt. Den für die kollektiven Kapitalanlagen, in die das Vermögen des Teilvermögens Valiant Helvétique Conservative investiert wird, geltenden Anlagelimiten und Anlagebeschränkungen wird direkt auf Ebene des Master Funds Rechnung getragen.

Risikoverteilung

Art. 15 findet mit der folgenden Abweichung Anwendung:

Abweichend von Art. 15 Ziff. 3 darf die Fondsleitung einschliesslich der Derivate und strukturierten Produkte höchstens 15% des Vermögens eines Teilvermögens in Effekten und Geldmarktinstrumenten desselben Emittenten anlegen. Der Gesamtwert der Effekten und Geldmarktinstrumente der Emittenten, bei welchen mehr als 10% des Vermögens eines Teilvermögens angelegt sind, darf 60% des Fondsvermögens nicht übersteigen. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen des Art. 15 Ziff. 4 und 5.

Art. 15 Ziff. 12 und 13 gelten entsprechend für die im vorhergehenden Absatz erwähnten Limiten von 15% und 60%.

Einsatz von Finanzderivaten

Gemäss Art. 12 des Fondsvertrags und der Anlagepolitik des Teilvermögens erlaubt.

Vergütung

Die in Art. 19 des Fondsvertrags aufgeführten Kommissionen betragen :

	Kommission der Fondsleitung (max. Satz p.a.)	Verwaltungs- kommission (max. Satz p.a.)	Infrastruktur- kommission (max. Satz p.a.)	Kommission der Depotbank (max. Satz p.a.)	Kommission insgesamt (max. Satz p.a.)
Klasse I	0,13%	0,66%	0,05%	0,045%	0,885%
Klasse V	0,13%	0,66%	keine	0,045%	0,835%

Die effektiv angewandten Sätze der oben erwähnten Kommissionen sind jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

VF (CH) – Valiant Helvétique Balanced

Anlageziele

Das Anlageziel dieses Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, ein langfristiges Kapitalwachstum zu erzielen und in einem volatilen Marktumfeld das Kapital langfristig zu erhalten. Zu diesem Zweck entwickelt der Fondsverwalter einen flexiblen Anlageprozess, in dessen Rahmen in eine grosse und diversifizierte Auswahl von Anlagen investiert wird. Die Gewichtung der verschiedenen Anlageinstrumente richtet sich nach den Marktbedingungen. Die Fondsleitung gibt keinerlei Garantie ab, dass dieses Ziel erreicht wird.

Es wird zu einem signifikanten Anteil in Anlagen von Emittenten investiert, die ihren Sitz in der Schweiz oder den überwiegenden Anteil ihrer wirtschaftlichen Aktivität in der Schweiz haben oder als Holdinggesellschaften überwiegend Beteiligungen an Gesellschaften mit Sitz in der Schweiz haben, oder in Anlagen, welche auf Schweizer Franken (CHF) lauten.

Die Anlagestrategie des Teilvermögens Valiant Helvétique Balanced berücksichtigt die Vorschriften über die zulässigen Anlagen sowie Anlagebegrenzungen der Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV 2). Das Teilvermögen eignet sich damit für Anlagen von Geldern der 2. und 3. Säule und können namentlich im Rahmen von fondsgebundenen Lebensversicherungen und Vorsorgekonten der Säule 3a eingesetzt werden. Es obliegt jedem Anleger, welcher der BVV 2 unterliegt, die Konformität der Anlagepolitik des Teilvermögens mit seinen eigenen Anlagerichtlinien sicherzustellen.

Rechnungseinheit

CHF

Anlagepolitik

- a) Das Vermögen dieses Teilvermögens wird wie folgt investiert:
- (i) mindestens 30% und höchstens 70% in Obligationen, Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen, Notes und andere fest oder variabel verzinsliche Forderungswertpapiere und –rechte (inkl. Derivate und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren) von privaten und öffentlich-rechtlichen, in- und ausländischen Schuldner, auf CHF oder einer anderen frei konvertierbaren Währung lautend;
 - (ii) mindestens 30% und höchstens 50% in Beteiligungswertpapiere und –rechte (Aktien, Genussscheine, Genossenschaftsanteile, Partizipationsscheine und ähnliches) von Unternehmen weltweit, inkl. Derivate und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren;
 - (iii) höchstens 15% in Ewige Anleihen, ABS, CoCo, sowie kollektive Kapitalanlagen, welche in vorgenannte Anlagen investieren, Anteile an schweizerischen kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie übrige Fonds für alternative Anlagen sowie vergleichbare ausländische kollektive Kapitalanlagen, Anteile an kollektiven Kapitalanlagen und in strukturierte Produkte, einschliesslich Zertifikate, die in Commodities und Edelmetalle investieren. Anlagen in strukturierte Produkte und Zertifikate mit physischer Lieferung sind nicht zulässig. Die ABS, deren Basiswerte Kreditkartenforderungen oder Leasingverträge sind, sind von „special purpose vehicles“ ausgegeben, welche überwiegend in der Schweiz oder in Luxemburg domiziliert sind. Die ABS, in welche der Vermögensverwalter direkt investiert, lauten auf CHF, werden an der SIX Swiss Exchange gehandelt und verfügen über ein Rating von AAA gemäss Moodys, S&P oder Fitch. ABS, deren Anbieter zur gleichen Unternehmensgruppe wie die Fondsleitung gehören, sind nicht zugelassen;
 - (iv) höchstens 30% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen in Schweizer Immobilienfonds anlegen, die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden und die ihr Vermögen in Immobilien in der Schweiz und im Ausland investieren, sowie Schweizerische kollektive Kapitalanlagen der Kategorie Immobilienfonds, welche an einer Börse gehandelt werden, und Real Estate Investment Trusts (REITs), davon höchstens 10% in Immobilien im Ausland;
 - (v) höchstens 10% in Geldmarktpapiere (inkl. Derivate und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren) und Guthaben auf Sicht und Zeit;
 - (vi) in Währungsderivate.

- b) Zusätzlich hat die Fondsleitung die nachstehenden Anlagebeschränkungen, die sich auf das Vermögen des Teilvermögens beziehen, einzuhalten:
- a. auf Fremdwährungen lautende Anlagen ohne Absicherung des Wechselkursrisikos: höchstens 30%;
 - b. Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen: höchstens 15%;
 - c. Forderungen gemäss oben Buchstabe a. (i) mit einem Rating schlechter als BBB- nach S&P oder entsprechend nach Moody's oder Fitch: höchstens 30%; liegt kein Rating vor, wird dieses vom Vermögensverwalter auf der Basis von allgemein anerkannten Informationsquellen (z.B. Bloomberg) bestimmt;
 - d. die Limiten gemäss Buchstabe oben a) Ziff. (iii) und (iv) dürfen kumulativ 30% nicht übersteigen.
- c) Das Teilvermögen kann über 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investieren. Die Vor- und Nachteile der Funds-of-Funds-Struktur sind im Prospekt erläutert.

Die kollektiven Kapitalanlagen, in die das Vermögen des Teilvermögens investiert ist, dürfen selbst nicht mehr als 49% ihres Vermögens in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen anlegen. Eine Ausnahme bilden Immobiliendachfonds bis höchstens 15% des Vermögens des Teilvermögens.

Die Rücknahme von Anteilen durch die Zielfonds muss grundsätzlich genauso häufig erfolgen wie die Rücknahme durch das Teilvermögen. Auf alle Fälle müssen die Zielfonds so ausgewählt werden, dass den Rücknahmeanträgen der Inhaber von Anteilen des Teilvermögens entsprochen werden kann.

Feeder Funds gelten nicht als Funds of Funds, wenn nachweislich (i) mindestens 85% ihres Vermögens permanent in die gleiche zugrunde liegende kollektive Kapitalanlage (Master Fund) investiert sind und (ii) dieser Master Fund weder in einen Feeder Fund anlegen noch über 49% seines Vermögens in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investieren darf. Durch die Einhaltung dieser Kriterien wird der Grundsatz der Transparenz umgesetzt. Den für die kollektiven Kapitalanlagen, in die das Vermögen des Teilvermögens Valiant Helvétique Conservative investiert wird, geltenden Anlagelimiten und Anlagebeschränkungen wird direkt auf Ebene des Master Funds Rechnung getragen.

Risikoverteilung

Art. 15 findet mit der folgenden Abweichung Anwendung:

Abweichend von Art. 15 Ziff. 3 darf die Fondsleitung einschliesslich der Derivate und strukturierten Produkte höchstens 15% des Vermögens eines Teilvermögens in Effekten und Geldmarktinstrumenten desselben Emittenten anlegen. Der Gesamtwert der Effekten und Geldmarktinstrumente der Emittenten, bei welchen mehr als 10% des Vermögens eines Teilvermögens angelegt sind, darf 60% des Fondsvermögens nicht übersteigen. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen des Art. 15 Ziff. 4 und 5.

Art. 15 Ziff. 12 und 13 gelten entsprechend für die im vorhergehenden Absatz erwähnten Limiten von 15% und 60%.

Einsatz von Finanzderivaten

Gemäss Art. 12 des Fondsvertrags und der Anlagepolitik des Teilvermögens erlaubt.

Vergütung

Die in Art. 19 des Fondsvertrags aufgeführten Kommissionen betragen:

	Kommission der Fondsleitung (max. Satz p.a.)	Verwaltungs- kommission (max. Satz p.a.)	Infrastruktur- kommission (max. Satz p.a.)	Kommission der Depotbank (max. Satz p.a.)	Kommission insgesamt (max. Satz p.a.)
Klasse I	0,13%	0,66%	0,05%	0,045%	0,885%
Klasse V	0,13%	0,66%	keine	0,045%	0,835%

Die effektiv angewandten Sätze der oben erwähnten Kommissionen sind jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

VF (CH) – Valiant Helvétique Dynamic

Anlageziele

Das Anlageziel dieses Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, ein langfristiges Kapitalwachstum zu erzielen und in einem volatilen Marktumfeld das Kapital langfristig zu erhalten. Zu diesem Zweck entwickelt der Fondsverwalter einen flexiblen Anlageprozess, in dessen Rahmen in eine grosse und diversifizierte Auswahl von Anlagen investiert wird. Die Gewichtung der verschiedenen Anlageinstrumente richtet sich nach den Marktbedingungen. Die Fondsleitung gibt keinerlei Garantie ab, dass dieses Ziel erreicht wird.

Es wird zu einem signifikanten Anteil in Anlagen von Emittenten investiert, die ihren Sitz in der Schweiz oder den überwiegenden Anteil ihrer wirtschaftlichen Aktivität in der Schweiz haben oder als Holdinggesellschaften überwiegend Beteiligungen an Gesellschaften mit Sitz in der Schweiz haben, oder in Anlagen, welche auf Schweizer Franken (CHF) lauten.

Die Anlagestrategie des Teilvermögens Valiant Helvétique Dynamic berücksichtigt die Vorschriften über die zulässigen Anlagen sowie Anlagebegrenzungen der Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV 2), allerdings können (i) der Anteil an Aktien bei diesem Teilvermögen die Limite von maximal 50% gemäss Art. 55 lit. b BVV 2 übersteigen, und (ii) die Anlagen in Beteiligungstitel bei einem einzigen Emittenten die Limite von maximal 5% gemäss Art. 54a BVV 2 übersteigen und bis zu maximal 15% des Vermögens des Teilvermögens betragen. Das Teilvermögen eignet sich damit für Anlagen von Geldern der 2. und 3. Säule und kann namentlich im Rahmen von fondsgebundenen Lebensversicherungen und Vorsorgekonten der Säule 3a eingesetzt werden. Es obliegt jedem Anleger, welcher der BVV 2 unterliegt, die Konformität der Anlagepolitik des Teilvermögens mit seinen eigenen Anlagerichtlinien sicherzustellen.

Rechnungseinheit

CHF

Anlagepolitik

- a) Das Vermögen dieses Teilvermögens wird wie folgt investiert:
- (i) mindestens 10% und höchstens 50% in Obligationen, Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen, Notes und andere fest oder variabel verzinsliche Forderungswertpapiere und –rechte (inkl. Derivate und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren) von privaten und öffentlich-rechtlichen, in- und ausländischen Schuldner, auf CHF oder einer anderen frei konvertierbaren Währung lautend;
 - (ii) mindestens 50% und höchstens 80% in Beteiligungswertpapiere und –rechte (Aktien, Genussscheine, Genossenschaftsanteile, Partizipationsscheine und ähnliches) von Unternehmen weltweit, inkl. Derivate und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren;
 - (iii) höchstens 15% in Ewige Anleihen, ABS, CoCo, sowie kollektive Kapitalanlagen, welche in vorgenannte Anlagen investieren, Anteile an schweizerischen kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie übrige Fonds für alternative Anlagen sowie vergleichbare ausländische kollektive Kapitalanlagen, Anteile an kollektiven Kapitalanlagen und in strukturierte Produkte, einschliesslich Zertifikate, die in Commodities und Edelmetalle investieren. Anlagen in strukturierte Produkte und Zertifikate mit physischer Lieferung sind nicht zulässig. Die ABS, deren Basiswerte Kreditkartenforderungen oder Leasingverträge sind, sind von „special purpose vehicles“ ausgegeben, welche überwiegend in der Schweiz oder in Luxemburg domiziliert sind. Die ABS, in welche der Vermögensverwalter direkt investiert, lauten auf CHF, werden an der SIX Swiss Exchange gehandelt und verfügen über ein Rating von AAA gemäss Moodys, S&P oder Fitch. ABS, deren Anbieter zur gleichen Unternehmensgruppe wie die Fondsleitung gehören, sind nicht zugelassen;
 - (iv) höchstens 30% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen in Schweizer Immobilienfonds anlegen, die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden und die ihr Vermögen in Immobilien in der Schweiz und im Ausland investieren, sowie Schweizerische kollektive Kapitalanlagen der Kategorie Immobilienfonds, welche an einer Börse gehandelt werden, und Real Estate Investment Trusts (REITs), davon höchstens 10% in Immobilien im Ausland;
 - (v) höchstens 10% in Geldmarktpapiere (inkl. Derivate und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren) und Guthaben auf Sicht und Zeit;
 - (vi) in Währungsderivate.

- b) Zusätzlich hat die Fondsleitung die nachstehenden Anlagebeschränkungen, die sich auf das Vermögen des Teilvermögens beziehen, einzuhalten:
- a. auf Fremdwährungen lautende Anlagen ohne Absicherung des Wechselkursrisikos: höchstens 30%;
 - b. Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen: höchstens 15%;
 - c. Forderungen gemäss oben Buchstabe a. (i) mit einem Rating schlechter als BBB- nach S&P oder entsprechend nach Moody's oder Fitch: höchstens 30%; liegt kein Rating vor, wird dieses vom Vermögensverwalter auf der Basis von allgemein anerkannten Informationsquellen (z.B. Bloomberg) bestimmt.
 - d. die Limiten gemäss Buchstabe oben a) Ziff. (iii) und (iv) dürfen kumulativ 30% nicht übersteigen.
- c) Das Teilvermögen kann über 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investieren. Die Vor- und Nachteile der Funds-of-Funds-Struktur sind im Prospekt erläutert.

Die kollektiven Kapitalanlagen, in die das Vermögen des Teilvermögens investiert ist, dürfen selbst nicht mehr als 49% ihres Vermögens in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen anlegen. Eine Ausnahme bilden Immobiliendachfonds bis höchstens 15% des Vermögens des Teilvermögens.

Die Rücknahme von Anteilen durch die Zielfonds muss grundsätzlich genauso häufig erfolgen wie die Rücknahme durch das Teilvermögen. Auf alle Fälle müssen die Zielfonds so ausgewählt werden, dass den Rücknahmeanträgen der Inhaber von Anteilen des Teilvermögens entsprochen werden kann.

Feeder Funds gelten nicht als Funds of Funds, wenn nachweislich (i) mindestens 85% ihres Vermögens permanent in die gleiche zugrunde liegende kollektive Kapitalanlage (Master Fund) investiert sind und (ii) dieser Master Fund weder in einen Feeder Fund anlegen noch über 49% seines Vermögens in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investieren darf. Durch die Einhaltung dieser Kriterien wird der Grundsatz der Transparenz umgesetzt. Den für die kollektiven Kapitalanlagen, in die das Vermögen des Teilvermögens Valiant Helvétique Conservative investiert wird, geltenden Anlagelimiten und Anlagebeschränkungen wird direkt auf Ebene des Master Funds Rechnung getragen.

Risikoverteilung

Art. 15 findet mit der folgenden Abweichung Anwendung:

Abweichend von Art. 15 Ziff. 3 darf die Fondsleitung einschliesslich der Derivate und strukturierten Produkte höchstens 15% des Vermögens eines Teilvermögens in Effekten und Geldmarktinstrumenten desselben Emittenten anlegen. Der Gesamtwert der Effekten und Geldmarktinstrumente der Emittenten, bei welchen mehr als 10% des Vermögens eines Teilvermögens angelegt sind, darf 60% des Fondsvermögens nicht übersteigen. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen des Art. 15 Ziff. 4 und 5.

Art. 15 Ziff. 12 und 13 gelten entsprechend für die im vorhergehenden Absatz erwähnten Limiten von 15% und 60%.

Einsatz von Finanzderivaten

Gemäss Art. 12 des Fondsvertrags und der Anlagepolitik des Teilvermögens erlaubt.

Vergütung

Die in Art. 19 des Fondsvertrags aufgeführten Kommissionen betragen:

	Kommission der Fondsleitung (max. Satz p.a.)	Verwaltungs- kommission (max. Satz p.a.)	Infrastruktur- kommission (max. Satz p.a.)	Kommission der Depotbank (max. Satz p.a.)	Kommission insgesamt (max. Satz p.a.)
Klasse I	0,13%	0,66%	0,05%	0,045%	0,885%
Klasse V	0,13%	0,66%	keine	0,045%	0,835%

Die effektiv angewandten Sätze der oben erwähnten Kommissionen sind jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

Anlageziele

Das Anlageziel dieses Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, ein langfristiges Kapitalwachstum zu erzielen und in einem volatilen Marktumfeld das Kapital langfristig zu erhalten. Zu diesem Zweck entwickelt der Fondsverwalter einen flexiblen Anlageprozess, in dessen Rahmen in eine grosse und diversifizierte Auswahl von Anlagen investiert wird. Die Gewichtung der verschiedenen Anlageinstrumente richtet sich nach den Marktbedingungen. Gleichzeitig soll eine Politik der Nachhaltigkeit unter Berücksichtigung der Auswirkungen der Aktivitäten von Unternehmen und Emittenten auf die Gesellschaft und die Umwelt umgesetzt werden.

Die Anlagestrategie des Teilvermögens Valiant Sustainable Conservative berücksichtigt die Vorschriften über die zulässigen Anlagen sowie Anlagebegrenzungen der Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV 2). Das Teilvermögen eignet sich damit für Anlagen von Geldern der 2. und 3. Säule und können namentlich im Rahmen von fondsgebundenen Lebensversicherungen und Vorsorgekonten der Säule 3a eingesetzt werden. Es obliegt jedem Anleger dieses Teilvermögens, welcher der BVV 2 unterliegt, die Konformität der Anlagepolitik des Teilvermögens mit seinen eigenen Anlagerichtlinien sicherzustellen. Vorbehalten bleiben die zwingenden Bestimmungen des Anlagefondsrechts und die Bestimmungen des Fondsvertrages, die weniger einschränkenden Bestimmungen des BVV 2 stets vorgehen.

Rechnungseinheit

CHF

Anlagepolitik

- a) Der Vermögensverwalter strebt einen Ausschluss von bestimmten Unternehmen an, deren Aktivitäten oder Geschäftspraktiken gewissen Normen und Werten (wie im Prospekt beschrieben) widersprechen. Er kombiniert diese Ausschlüsse im Anlageprozess mit einem Ansatz, bei dem die Umwelt-, Sozial- und Governance-Performance (ESG) eines Unternehmens oder Emittenten mit der seiner Peers (z. B. in der gleichen Branche oder Kategorie) auf der Grundlage eines Nachhaltigkeitsratings verglichen wird («Best-in-Class Ansatz»). Mit dem Best-in-Class Ansatz wird erreicht, dass überwiegend in Unternehmen investiert wird, welche die Nachhaltigkeitskriterien, wie im Prospekt beschrieben, besonders gut erfüllen. Beide Ansätze werden in den Anlageklassen Aktien und Obligationen angewendet.

Mit den Ausschlüssen und dem Best-in-Class Ansatz ermittelt der Vermögensverwalter zunächst ein nachhaltiges Anlageuniversum mit einer Vielzahl von Einzeltiteln der Anlageklassen Aktien und Obligationen, und soweit Daten verfügbar sind, der Anlageklassen Geldmarkt und Immobilien.

In diese Einzeltitel des nachhaltigen Anlageuniversums investiert der Vermögensverwalter sodann entweder direkt oder indirekt über Zielfonds. Besonders in einer Anfangsphase nach Lancierung des Teilvermögens wird der Vermögensverwalter allenfalls ausschliesslich indirekt in das Anlageuniversum investieren.

Bei indirekten Investitionen sollen mindestens 80% der zu Grunde liegenden Anlagen der Zielfonds in einer Gesamtbetrachtung dem nachhaltigen Anlageuniversum entsprechen. Um den Anteil an Anlagen zu erhöhen, welche dem nachhaltigen Anlageuniversum entsprechen, wird der Vermögensverwalter entweder die Gewichtungen in den Zielfonds oder die Auswahl der Zielfonds entsprechend anpassen.

Weitergehende Informationen finden sich im Prospekt.

- b) Das Vermögen dieses Teilvermögens wird wie folgt investiert:
- (i) mindestens 50% und höchstens 85% in Obligationen, Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen, Notes und andere fest oder variabel verzinsliche Forderungswertpapiere und –rechte (inkl. Derivate und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren) von privaten und öffentlich-rechtlichen, in- und ausländischen Schuldner, auf CHF oder einer anderen frei konvertierbaren Währung lautend;
 - (ii) höchstens 50% in Beteiligungswertpapiere und –rechte (Aktien, Genussscheine, Genossenschaftsanteile, Partizipationsscheine und ähnliches) von Unternehmen weltweit, inkl. Derivate und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren;
 - (iii) höchstens 15% in Ewige Anleihen, Contingent Convertible Bonds – CoCo, Anteile an schweizerischen kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie „übrige Fonds für alternative Anlagen“ sowie vergleichbare ausländische kollektive Kapitalanlagen, Anteile an kollektiven Kapitalanlagen und in strukturierte Produkte, einschliesslich Zertifikate, die in Commodities und Edelmetalle investieren. Anlagen in strukturierte Produkte und Zertifikate mit physischer Lieferung sind nicht zulässig;

- (iv) höchstens 30% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen in Schweizer Immobilienfonds anlegen, die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden und die ihr Vermögen in Immobilien in der Schweiz und im Ausland investieren, sowie Schweizerische kollektive Kapitalanlagen der Kategorie „Immobilienfonds“, welche an einer Börse gehandelt werden, und Real Estate Investment Trusts (REITs), davon höchstens 10% in Immobilien im Ausland;
 - (v) höchstens 10% in Geldmarktpapiere (inkl. Derivative und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren) und Guthaben auf Sicht und Zeit;
 - (vi) in Währungsderivate.
- c) Zusätzlich hat die Fondsleitung die nachstehenden Anlagebeschränkungen, die sich auf das Vermögen des Teilvermögens beziehen, einzuhalten:
- a. auf Fremdwährungen lautende Anlagen ohne Absicherung des Wechselkursrisikos: höchstens 30%;
 - b. Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen: höchstens 15%;
 - c. Forderungen gemäss oben Buchstabe b) (i) mit einem Rating schlechter als BBB- nach S&P oder entsprechend nach Moody's oder Fitch: höchstens 30%; liegt kein Rating vor, wird dieses vom Vermögensverwalter auf der Basis von allgemein anerkannten Informationsquellen (z.B. Bloomberg) bestimmt;
 - d. die Limiten gemäss Buchstabe oben b) Ziff. (iii) und (iv) dürfen kumulativ 30% nicht übersteigen.
- d) Das Teilvermögen kann über 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investieren. Die Vor- und Nachteile der Funds-of-Funds-Struktur sind im Prospekt erläutert.

Die kollektiven Kapitalanlagen, in die das Vermögen des Teilvermögens investiert ist, dürfen selbst nicht mehr als 49% ihres Vermögens in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen anlegen.

Die Rücknahme von Anteilen durch die Zielfonds muss grundsätzlich genauso häufig erfolgen wie die Rücknahme durch das Teilvermögen. Auf alle Fälle müssen die Zielfonds so ausgewählt werden, dass den Rücknahmeanträgen der Inhaber von Anteilen des Teilvermögens entsprochen werden kann.

Risikoverteilung

Art. 15 findet Anwendung.

Einsatz von Finanzderivaten

Gemäss Art. 12 des Fondsvertrags und der Anlagepolitik des Teilvermögens erlaubt.

Vergütung

Die in Art. 19 des Fondsvertrags aufgeführten Kommissionen betragen:

	Kommission der Fondsleitung (max. Satz p.a.)	Verwaltungs- kommission (max. Satz p.a.)	Infrastruktur- kommission (max. Satz p.a.)	Kommission der Depotbank (max. Satz p.a.)	Kommission insgesamt (max. Satz p.a.)
Klasse I	0,13%	0,66%	0,05%	0,045%	0,885%
Klasse V	0,13%	0,66%	keine	0,045%	0,835%

Die effektiv angewandten Sätze der oben erwähnten Kommissionen sind jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

VF (CH) – Valiant Sustainable Balanced

Anlageziele

Das Anlageziel dieses Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, ein langfristiges Kapitalwachstum zu erzielen und in einem volatilen Marktumfeld das Kapital langfristig zu erhalten. Zu diesem Zweck entwickelt der Fondsverwalter einen flexiblen Anlageprozess, in dessen Rahmen in eine grosse und diversifizierte Auswahl von Anlagen investiert wird. Die Gewichtung der verschiedenen Anlageinstrumente richtet sich nach den Marktbedingungen. Gleichzeitig soll eine Politik der Nachhaltigkeit unter Berücksichtigung der Auswirkungen der Aktivitäten von Unternehmen und Emittenten auf die Gesellschaft und die Umwelt umgesetzt werden.

Die Anlagestrategie des Teilvermögens Valiant Sustainable Balanced berücksichtigt die Vorschriften über die zulässigen Anlagen sowie Anlagebegrenzungen der Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV 2). Das Teilvermögen eignet sich damit für Anlagen von Geldern der 2. und 3. Säule und können namentlich im Rahmen von fondsgebundenen Lebensversicherungen und Vorsorgekonten der Säule 3a eingesetzt werden. Es obliegt jedem Anleger dieses Teilvermögens, welcher der BVV 2 unterliegt, die Konformität der Anlagepolitik des Teilvermögens mit seinen eigenen Anlagerichtlinien sicherzustellen. Vorbehalten bleiben die zwingenden Bestimmungen des Anlagefondsrechts und die Bestimmungen des Fondsvertrages, die weniger einschränkenden Bestimmungen des BVV 2 stets vorgehen.

Rechnungseinheit

CHF

Anlagepolitik

- a) Der Vermögensverwalter strebt einen Ausschluss von bestimmten Unternehmen an, deren Aktivitäten oder Geschäftspraktiken gewissen Normen und Werten (wie im Prospekt beschrieben) widersprechen. Er kombiniert diese Ausschlüsse im Anlageprozess mit einem Ansatz, bei dem die Umwelt-, Sozial- und Governance-Performance (ESG) eines Unternehmens oder Emittenten mit der seiner Peers (z. B. in der gleichen Branche oder Kategorie) auf der Grundlage eines Nachhaltigkeitsratings verglichen wird («Best-in-Class Ansatz»). Mit dem Best-in-Class Ansatz wird erreicht, dass überwiegend in Unternehmen investiert wird, welche die Nachhaltigkeitskriterien, wie im Prospekt beschrieben, besonders gut erfüllen. Beide Ansätze werden in den Anlageklassen Aktien und Obligationen angewendet.

Mit den Ausschlüssen und dem Best-in-Class Ansatz ermittelt der Vermögensverwalter zunächst ein nachhaltiges Anlageuniversum mit einer Vielzahl von Einzeltiteln der Anlageklassen Aktien und Obligationen, und soweit Daten verfügbar sind, der Anlageklassen Geldmarkt und Immobilien.

In diese Einzeltitel des nachhaltigen Anlageuniversums investiert der Vermögensverwalter sodann entweder direkt oder indirekt über Zielfonds. Besonders in einer Anfangsphase nach Lancierung des Teilvermögens wird der Vermögensverwalter allenfalls ausschliesslich indirekt in das Anlageuniversum investieren.

Bei indirekten Investitionen sollen mindestens 80% der zu Grunde liegenden Anlagen der Zielfonds in einer Gesamtbetrachtung dem nachhaltigen Anlageuniversum entsprechen. Um den Anteil an Anlagen zu erhöhen, welche dem nachhaltigen Anlageuniversum entsprechen, wird der Vermögensverwalter entweder die Gewichtungen in den Zielfonds oder die Auswahl der Zielfonds entsprechend anpassen.

Weitergehende Informationen finden sich im Prospekt.

- b) Das Vermögen dieses Teilvermögens wird wie folgt investiert:
- (i) mindestens 30% und höchstens 70% in Obligationen, Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen, Notes und andere fest oder variabel verzinsliche Forderungswertpapiere und –rechte (inkl. Derivate und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren) von privaten und öffentlich-rechtlichen, in- und ausländischen Schuldern, auf CHF oder einer anderen frei konvertierbaren Währung lautend;
 - (ii) mindestens 30% und höchstens 50% in Beteiligungswertpapiere und –rechte (Aktien, Genussscheine, Genossenschaftsanteile, Partizipationsscheine und ähnliches) von Unternehmen weltweit, inkl. Derivate und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren;
 - (iii) höchstens 15% in Ewige Anleihen, CoCo, sowie kollektive Kapitalanlagen, welche in vorgenannte Anlagen investieren, Anteile an schweizerischen kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie übrige Fonds für alternative Anlagen sowie vergleichbare ausländische kollektive Kapitalanlagen, Anteile an kollektiven Kapitalanlagen und in strukturierte Produkte, einschliesslich Zertifikate, die in Commodities und Edelmetalle investieren. Anlagen in strukturierte Produkte und Zertifikate mit physischer Lieferung sind nicht zulässig;

- (iv) höchstens 30% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen in Schweizer Immobilienfonds anlegen, die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden und die ihr Vermögen in Immobilien in der Schweiz und im Ausland investieren, sowie Schweizerische kollektive Kapitalanlagen der Kategorie Immobilienfonds, welche an einer Börse gehandelt werden, und Real Estate Investment Trusts (REITs), davon höchstens 10% in Immobilien im Ausland;
 - (v) höchstens 10% in Geldmarktpapiere (inkl. Derivative und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren) und Guthaben auf Sicht und Zeit;
 - (vi) in Währungsderivate.
- c) Zusätzlich hat die Fondsleitung die nachstehenden Anlagebeschränkungen, die sich auf das Vermögen des Teilvermögens beziehen, einzuhalten:
- a. auf Fremdwährungen lautende Anlagen ohne Absicherung des Wechselkursrisikos: höchstens 30%;
 - b. Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen: höchstens 15%;
 - c. Forderungen gemäss oben Buchstabe b) (i) mit einem Rating schlechter als BBB- nach S&P oder entsprechend nach Moody's oder Fitch: höchstens 30%; liegt kein Rating vor, wird dieses vom Vermögensverwalter auf der Basis von allgemein anerkannten Informationsquellen (z.B. Bloomberg) bestimmt;
 - d. die Limiten gemäss Buchstabe oben b) Ziff. (iii) und (iv) dürfen kumulativ 30% nicht übersteigen.
- d) Das Teilvermögen kann über 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investieren. Die Vor- und Nachteile der Funds-of-Funds-Struktur sind im Prospekt erläutert.

Die kollektiven Kapitalanlagen, in die das Vermögen des Teilvermögens investiert ist, dürfen selbst nicht mehr als 49% ihres Vermögens in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen anlegen.

Die Rücknahme von Anteilen durch die Zielfonds muss grundsätzlich genauso häufig erfolgen wie die Rücknahme durch das Teilvermögen. Auf alle Fälle müssen die Zielfonds so ausgewählt werden, dass den Rücknahmeanträgen der Inhaber von Anteilen des Teilvermögens entsprochen werden kann.

Risikoverteilung

Art. 15 findet Anwendung.

Einsatz von Finanzderivaten

Gemäss Art. 12 des Fondsvertrags und der Anlagepolitik des Teilvermögens erlaubt.

Vergütung

Die in Art. 19 des Fondsvertrags aufgeführten Kommissionen betragen:

	Kommission der Fondsleitung (max. Satz p.a.)	Verwaltungs- kommission (max. Satz p.a.)	Infrastruktur- kommission (max. Satz p.a.)	Kommission der Depotbank (max. Satz p.a.)	Kommission insgesamt (max. Satz p.a.)
Klasse I	0,13%	0,66%	0,05%	0,045%	0,885%
Klasse V	0,13%	0,66%	keine	0,045%	0,835%

Die effektiv angewandten Sätze der oben erwähnten Kommissionen sind jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

Anlageziele

Das Anlageziel dieses Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, ein langfristiges Kapitalwachstum zu erzielen und in einem volatilen Marktumfeld das Kapital langfristig zu erhalten. Zu diesem Zweck entwickelt der Fondsverwalter einen flexiblen Anlageprozess, in dessen Rahmen in eine grosse und diversifizierte Auswahl von Anlagen investiert wird. Die Gewichtung der verschiedenen Anlageinstrumente richtet sich nach den Marktbedingungen. Gleichzeitig soll eine Politik der Nachhaltigkeit unter Berücksichtigung der Auswirkungen der Aktivitäten von Unternehmen und Emittenten auf die Gesellschaft und die Umwelt umgesetzt werden.

Die Anlagestrategie des Teilvermögens Valiant Sustainable Dynamic berücksichtigt die Vorschriften über die zulässigen Anlagen sowie Anlagebegrenzungen der Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV 2), allerdings können (i) der Anteil an Aktien bei diesem Teilvermögen die Limite von maximal 50% gemäss Art. 55 lit. b BVV 2 übersteigen, und (ii) die Anlagen in Beteiligungstitel bei einem einzigen Emittenten die Limite von maximal 5% gemäss Art. 54a BVV 2 übersteigen und bis zu maximal 15% des Vermögens des Teilvermögens betragen. Das Teilvermögen eignet sich damit für Anlagen von Geldern der 2. und 3. Säule und kann namentlich im Rahmen von fondsgebundenen Lebensversicherungen und Vorsorgekonten der Säule 3a eingesetzt werden. Es obliegt jedem Anleger dieses Teilvermögens, welcher der BVV 2 unterliegt, die Konformität der Anlagepolitik des Teilvermögens mit seinen eigenen Anlagerichtlinien sicherzustellen. Vorbehalten bleiben die zwingenden Bestimmungen des Anlagefondsrechts und die Bestimmungen des Fondsvertrages, die weniger einschränkenden Bestimmungen des BVV 2 stets vorgehen.

Rechnungseinheit

CHF

Anlagepolitik

- a) Der Vermögensverwalter strebt einen Ausschluss von bestimmten Unternehmen an, deren Aktivitäten oder Geschäftspraktiken gewissen Normen und Werten (wie im Prospekt beschrieben) widersprechen. Er kombiniert diese Ausschlüsse im Anlageprozess mit einem Ansatz, bei dem die Umwelt-, Sozial- und Governance-Performance (ESG) eines Unternehmens oder Emittenten mit der seiner Peers (z. B. in der gleichen Branche oder Kategorie) auf der Grundlage eines Nachhaltigkeitsratings verglichen wird («Best-in-Class Ansatz»). Mit dem Best-in-Class Ansatz wird erreicht, dass überwiegend in Unternehmen investiert wird, welche die Nachhaltigkeitskriterien, wie im Prospekt beschrieben, besonders gut erfüllen. Beide Ansätze werden in den Anlageklassen Aktien und Obligationen angewendet.

Mit den Ausschlüssen und dem Best-in-Class Ansatz ermittelt der Vermögensverwalter zunächst ein nachhaltiges Anlageuniversum mit einer Vielzahl von Einzeltiteln der Anlageklassen Aktien und Obligationen, und soweit Daten verfügbar sind, der Anlageklassen Geldmarkt und Immobilien.

In diese Einzeltitel des nachhaltigen Anlageuniversums investiert der Vermögensverwalter sodann entweder direkt oder indirekt über Zielfonds. Besonders in einer Anfangsphase nach Lancierung des Teilvermögens wird der Vermögensverwalter allenfalls ausschliesslich indirekt in das Anlageuniversum investieren.

Bei indirekten Investitionen sollen mindestens 80% der zu Grunde liegenden Anlagen der Zielfonds in einer Gesamtbetrachtung dem nachhaltigen Anlageuniversum entsprechen. Um den Anteil an Anlagen zu erhöhen, welche dem nachhaltigen Anlageuniversum entsprechen, wird der Vermögensverwalter entweder die Gewichtungen in den Zielfonds oder die Auswahl der Zielfonds entsprechend anpassen.

Weitergehende Informationen finden sich im Prospekt.

- b) Das Vermögen dieses Teilvermögens wird wie folgt investiert:
- (i) mindestens 10% und höchstens 50% in Obligationen, Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen, Notes und andere fest oder variabel verzinsliche Forderungswertpapiere und –rechte (inkl. Derivate und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren) von privaten und öffentlich-rechtlichen, in- und ausländischen Schuldner, auf CHF oder einer anderen frei konvertierbaren Währung lautend;
 - (ii) mindestens 50% und höchstens 80% in Beteiligungswertpapiere und –rechte (Aktien, Genussscheine, Genossenschaftsanteile, Partizipationsscheine und ähnliches) von Unternehmen weltweit, inkl. Derivate und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren;

- (iii) höchstens 15% in Ewige Anleihen, CoCo, sowie kollektive Kapitalanlagen, welche in vorgenannte Anlagen investieren, Anteile an schweizerischen kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie übrige Fonds für alternative Anlagen sowie vergleichbare ausländische kollektive Kapitalanlagen, Anteile an kollektiven Kapitalanlagen und in strukturierte Produkte, einschliesslich Zertifikate, die in Commodities und Edelmetalle investieren. Anlagen in strukturierte Produkte und Zertifikate mit physischer Lieferung sind nicht zulässig;
 - (iv) höchstens 30% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen in Schweizer Immobilienfonds anlegen, die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden und die ihr Vermögen in Immobilien in der Schweiz und im Ausland investieren, sowie Schweizerische kollektive Kapitalanlagen der Kategorie Immobilienfonds, welche an einer Börse gehandelt werden, und Real Estate Investment Trusts (REITs), davon höchstens 10% in Immobilien im Ausland;
 - (v) höchstens 10% in Geldmarktpapiere (inkl. Derivative und strukturierte Produkte auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren) und Guthaben auf Sicht und Zeit;
 - (vi) in Währungsderivate.
- c) Zusätzlich hat die Fondsleitung die nachstehenden Anlagebeschränkungen, die sich auf das Vermögen des Teilvermögens beziehen, einzuhalten:
- a. auf Fremdwährungen lautende Anlagen ohne Absicherung des Wechselkursrisikos: höchstens 30%;
 - b. Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen: höchstens 15%;
 - c. Forderungen gemäss oben Buchstabe b) (i) mit einem Rating schlechter als BBB- nach S&P oder entsprechend nach Moody's oder Fitch: höchstens 30%; liegt kein Rating vor, wird dieses vom Vermögensverwalter auf der Basis von allgemein anerkannten Informationsquellen (z.B. Bloomberg) bestimmt.
 - d. die Limiten gemäss Buchstabe oben b) Ziff. (iii) und (iv) dürfen kumulativ 30% nicht übersteigen.
- d) Das Teilvermögen kann über 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investieren. Die Vor- und Nachteile der Funds-of-Funds-Struktur sind im Prospekt erläutert.

Die kollektiven Kapitalanlagen, in die das Vermögen des Teilvermögens investiert ist, dürfen selbst nicht mehr als 49% ihres Vermögens in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen anlegen.

Die Rücknahme von Anteilen durch die Zielfonds muss grundsätzlich genauso häufig erfolgen wie die Rücknahme durch das Teilvermögen. Auf alle Fälle müssen die Zielfonds so ausgewählt werden, dass den Rücknahmeanträgen der Inhaber von Anteilen des Teilvermögens entsprochen werden kann.

Risikoverteilung

Art. 15 findet mit der folgenden Abweichung Anwendung:

Abweichend von Art. 15 Ziff. 3 darf die Fondsleitung einschliesslich der Derivate und strukturierten Produkte höchstens 15% des Vermögens eines Teilvermögens in Effekten und Geldmarktinstrumenten desselben Emittenten anlegen. Der Gesamtwert der Effekten und Geldmarktinstrumente der Emittenten, bei welchen mehr als 10% des Vermögens eines Teilvermögens angelegt sind, darf 60% des Fondsvermögens nicht übersteigen. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen des Art. 15 Ziff. 4 und 5.

Art. 15 Ziff. 12 und 13 gelten entsprechend für die im vorhergehenden Absatz erwähnten Limiten von 15% und 60%.

Einsatz von Finanzderivaten

Gemäss Art. 12 des Fondsvertrags und der Anlagepolitik des Teilvermögens erlaubt.

Vergütung

Die in Art. 19 des Fondsvertrags aufgeführten Kommissionen betragen:

	Kommission der Fondsleitung (max. Satz p.a.)	Verwaltungs- kommission (max. Satz p.a.)	Infrastruktur- kommission (max. Satz p.a.)	Kommission der Depotbank (max. Satz p.a.)	Kommission insgesamt (max. Satz p.a.)
Klasse I	0,13%	0,66%	0,05%	0,045%	0,885%
Klasse V	0,13%	0,66%	keine	0,045%	0,835%

Die effektiv angewandten Sätze der oben erwähnten Kommissionen sind jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

VF (CH) – Valiant Swiss Equities Small & Mid Caps

Anlageziele

Das Anlageziel des Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, ein langfristiges Kapitalwachstum zu erzielen.

Rechnungseinheit

CHF

Anlagepolitik

- a) Die Fondsleitung investiert mindestens zwei Drittel (2/3) des Vermögens des Teilvermögens in:
- auf CHF lautende und an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelte Beteiligungswertpapiere und -rechte (Aktien, Genussscheine, Genossenschaftsanteile, Partizipationsscheine und Ähnliches) von Unternehmen mit kleiner und mittlerer Börsenkapitalisierung gemäss Definition der Schweizer Börse SIX Swiss Exchange, die ihren Sitz oder den überwiegenden Teil ihrer wirtschaftlichen Aktivität in der Schweiz haben;
 - Derivate (einschliesslich Warrants) auf die oben erwähnten Anlagen;
 - strukturierte Produkte auf die oben erwähnten Anlagen;
 - Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren.

Bei Anlagen in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen und strukturierte Produkte stellt die Fondsleitung sicher, dass auf konsolidierter Basis mindestens zwei Drittel (2/3) des Vermögens des Teilvermögens in oben erwähnten Anlagen investiert sind.

- b) Die Fondsleitung kann zudem höchstens ein Drittel (1/3) des Vermögens des Teilvermögens investieren in:
- Beteiligungswertpapiere und -rechte, die den unter Buchstabe a) genannten Anforderungen nicht genügen;
 - Obligationen und andere Forderungswertrechte;
 - Wandelobligationen oder Optionsanleihen;
 - Guthaben auf Sicht und auf Zeit sowie Geldmarktinstrumente;
 - strukturierte Produkte auf die unter Buchstabe b) erwähnten Anlagen;
 - Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren;
 - schweizerische kollektive Kapitalanlagen der Kategorie „übrige Fonds für alternative Anlagen“ sowie vergleichbare ausländische kollektive Kapitalanlagen.
- c) Zusätzlich hat die Fondsleitung die nachstehenden Anlagebeschränkungen einzuhalten:
- insgesamt höchstens 49% in kollektive Kapitalanlagen;
 - insgesamt höchstens 10% in schweizerische kollektive Kapitalanlagen der Kategorie „übrige Fonds für alternative Anlagen“ sowie in vergleichbare ausländische kollektive Kapitalanlagen;
 - insgesamt höchstens 10% in Beteiligungswertpapiere und -rechte, die nicht an einer Börse oder an einem geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden.

Risikoverteilung

Art. 15 findet mit der folgenden Abweichung Anwendung:

Abweichend von Art. 15 Ziff. 3 Satz 2 darf der Gesamtwert der Effekten und Geldmarktinstrumente der Emittenten, bei welchen mehr als 5% des Vermögens eines Teilvermögens angelegt sind, 75% des Fondsvermögens nicht übersteigen. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen des Art. 15 Ziff. 4 und 5. Art. 15 Ziff. 12 Satz 2 und Ziff. 13 Satz 3 gelten entsprechend für die vorerwähnte Limite von 75%.

Einsatz von Finanzderivaten

Gemäss Art. 12 des Fondsvertrags und der Anlagepolitik des Teilvermögens erlaubt.

Vergütung

Die in Art. 19 des Fondsvertrags aufgeführten Kommissionen betragen:

	Kommission der Fondsleitung: (max. Satz p.a.)	Verwaltungs- kommission (max. Satz p.a.)	Infrastruktur- kommission (max. Satz p.a.)	Kommission der Depotbank (max. Satz p.a.)	Kommission insgesamt, (max. Satz p.a.)
Klasse I	0,13%	0,90%	0,05%	0,045%	1,125%
Klasse S*	0,13%	keine	keine	0,045%	0.175%

* Für die Klasse S werden die Verwaltungs- und die Infrastrukturkommission im Rahmen des Vermögensverwaltungsmandats / der Investitionsvereinbarung vergütet.

Der effektiv angewandte Satz der Verwaltungskommission ist jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

VF (CH) – Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus

Anlageziele

Das Anlageziel des Teilvermögens besteht darin, der Entwicklung des Index SPI® zu folgen.

Rechnungseinheit

CHF

Anlagepolitik

- a) Die Fondsleitung investiert mindestens zwei Drittel (2/3) des Vermögens des Teilvermögens in:
- an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelte Beteiligungswertpapiere und -rechte (Aktien, Genussscheine, Genossenschaftsanteile, Partizipationsscheine und Ähnliches) von Unternehmen, die ihren Sitz oder den überwiegenden Teil ihrer wirtschaftlichen Aktivität in der Schweiz oder in Liechtenstein haben und im Anlageuniversum des Referenzindex SPI® enthalten sind;
 - Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren;
 - Index-Futures auf die oben erwähnten Anlagen;
 - Derivate (einschliesslich Warrants) auf die oben erwähnten Anlagen;
 - strukturierte Produkte auf die oben erwähnten Anlagen.

Bei Anlagen in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen und strukturierte Produkte stellt die Fondsleitung sicher, dass auf konsolidierter Basis mindestens zwei Drittel (2/3) des Vermögens des Teilvermögens in oben erwähnten Anlagen investiert sind.

Die Fondsleitung kann die Verwaltungsmethode nach eigenem Gutdünken wählen, muss aber stets auf eine breite Diversifikation des Portfolios bedacht sein.

- b) Die Fondsleitung kann zudem höchstens ein Drittel (1/3) des Vermögens des Teilvermögens investieren in:
- Beteiligungswertpapiere und -rechte, die den unter Buchstabe aa) genannten Anforderungen nicht genügen;
 - Obligationen und andere Forderungswertrechte;
 - Wandelobligationen oder Optionsanleihen;
 - auf Schweizer Franken lautende Guthaben auf Sicht und auf Zeit und Geldmarktinstrumente von Schweizer Emittenten;
 - strukturierte Produkte auf die unter Buchstabe b) erwähnten Anlagen;
 - Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren;
 - Anteile an schweizerischen kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie „übrige Fonds für alternative Anlagen“ sowie an vergleichbaren ausländischen kollektiven Kapitalanlagen.
- c) Zusätzlich hat die Fondsleitung die nachstehenden Anlagebeschränkungen, die sich auf das Vermögen des Teilvermögens beziehen, einzuhalten:
- höchstens 30% in Geldmarktinstrumente und Index-Futures;
 - höchstens 10% in Anteile an schweizerischen kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie „übrige Fonds für alternative Anlagen“ sowie an vergleichbaren ausländischen kollektiven Kapitalanlagen;
 - höchstens 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen.

Risikoverteilung

Art. 15 findet mit der folgenden Abweichung Anwendung:

Abweichend von Art. 15 Ziff. 3 darf die Fondsleitung einschliesslich der Derivate und strukturierten Produkte höchstens 20% des Vermögens eines Teilvermögens in Effekten und Geldmarktinstrumenten desselben Emittenten anlegen. Die Titel, welche im SPI® mit mehr als 20% gewichtet sind, können bis zu einer Höhe von 120% ihrer Gewichtung im Index übergewichtet sein, sofern das Teilvermögen jederzeit Titel von mindestens 15 verschiedenen Emittenten hält und diese Titel maximal 25% des Vermögens des Teilvermögens ausmachen. Der Gesamtwert der Effekten und Geldmarktinstrumente der Emittenten, bei welchen mehr als 10% des Vermögens eines Teilvermögens angelegt sind, darf 60% des Fondsvermögens nicht übersteigen. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen des Art. 15 Ziff. 4 und 5.

Die Grenze von 20% gemäss Art. 15 Ziff. 6 für Anlagen, Guthaben und Forderungen nach Art. 15 Ziff. 3 bis 5 desselben Emittenten bzw. Schuldners, sowie gemäss Art. 15 Abs. 7 für Anlagen nach Art. 15 Ziff. 3 derselben Unternehmensgruppe, ist auf 25% des Vermögens des Teilvermögens angehoben, wenn der gemäss vorstehenden Absatz übergewichtete Titel bei der Berechnung dieser Einschränkung berücksichtigt werden muss.

Einsatz von Derivativen

Gemäss Art. 12 des Fondsvertrags und der Anlagepolitik des Teilvermögens erlaubt.

Vergütung

	Kommission der Fondsleitung: (max. Satz p.a.)	Verwaltungs-kommission (max. Satz p.a.)	Infrastruktur-kommission (max. Satz p.a.)	Kommission der Depotbank (max. Satz p.a.)	Kommission insgesamt, (max. Satz p.a.)
Klasse I	0,13%	0,65%	0,05%	0,045%	0,875%
Klasse S*	0,13%	keine	keine	0,045%	0,175%

* Für die Klasse S werden die Verwaltungs- und die Infrastrukturkommission im Rahmen des Vermögensverwaltungsmandats / der Investitionsvereinbarung vergütet.

Der effektiv angewandte Satz der Verwaltungskommission ist jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

VF (CH) – Valiant Global Equities Marketing Power

Anlageziele

Das Anlageziel des Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, ein langfristiges Kapitalwachstum zu erzielen mit Investitionen in Aktien im Rahmen einer aktiven, quantitativen Verwaltungsmethode.

Rechnungseinheit

CHF

Anlagepolitik

- a) Das Vermögen dieses Teilvermögens wird wie folgt investiert:
- (i) mindestens 90% in Beteiligungswertpapiere und –rechte (Aktien, Genussscheine, Genossenschaftsanteile, Partizipationscheine und ähnliches) von Unternehmen weltweit, inkl. Derivate auf solche Anlagen sowie kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren;
 - (ii) höchstens 10% in Geldmarktpapiere (inkl. kollektive Kapitalanlagen, welche überwiegend in vorgenannte Anlagen investieren) und Guthaben auf Sicht und Zeit;
 - (iii) in Währungsderivate.
- b) Zusätzlich hat die Fondsleitung die nachstehenden Anlagebeschränkungen, die sich auf das Vermögen des Teilvermögens beziehen, einzuhalten:
- a. höchstens 10% in kollektive Kapitalanlagen.

Risikoverteilung

Art. 15 findet Anwendung.

Einsatz von Derivativen

Gemäss Art. 12 des Fondsvertrags und der Anlagepolitik des Teilvermögens erlaubt.

Vergütung

	Kommission der Fondsleitung: (max. Satz p.a.)	Verwaltungs- kommission (max. Satz p.a.)	Infrastruktur- kommission (max. Satz p.a.)	Kommission der Depotbank (max. Satz p.a.)	Kommission insgesamt, (max. Satz p.a.)
Klasse I	0,13%	0,76%	0,05%	0,045%	0,985%
Klasse S*	0,13%	keine	keine	0,045%	0,175%

* Für die Klasse S werden die Verwaltungs- und die Infrastrukturkommission im Rahmen des Vermögensverwaltungsmandats / der Investitionsvereinbarung vergütet.

Der effektiv angewandte Satz der Verwaltungskommission ist jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

VF (CH) – Valiant Swiss Equities Dividend

Anlageziele

Das Anlageziel des Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, einen langfristigen Wertzuwachs zu erzielen durch die Anlage in Aktien von Unternehmen, die überdurchschnittliche oder steigende Dividendenerträge versprechen.

Rechnungseinheit

CHF

Anlagepolitik

- a) Mindestens zwei Drittel (2/3) des Vermögens dieses Teilvermögen werden investiert in Beteiligungswertpapiere und -rechte (Aktien, Genussscheine, Genossenschaftsanteile, Partizipationsscheine und ähnliches) von Unternehmen, die im Anlageuniversum des Referenzindex SPI® enthalten sind und überdurchschnittliche oder steigende Dividendenerträge versprechen, inkl. Derivate und Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die vorerwähnten Anlagen investieren.
- b) Höchstens ein Drittel (1/3) des Vermögens dieses Teilvermögens wird investiert:
 - (i) in Beteiligungswertpapiere und -rechte, die den vorgenannten Anforderungen nicht genügen, inkl. Derivate und Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die vorerwähnten Anlagen investieren;
 - (ii) in Obligationen und andere Forderungswertpapiere;
 - (iii) in Guthaben auf Sicht und auf Zeit sowie in auf Schweizer Franken lautende Geldmarktinstrumente von Schweizer Emittenten.
- b) Zusätzlich gelten die nachstehenden Anlagebeschränkungen, die sich auf das Vermögen des Teilvermögens beziehen:
 - (i) höchstens 10% in Obligationen gemäss Buchstabe b (ii) oben mit einem Rating schlechter als BBB- nach S&P oder entsprechend nach Moody's oder Fitch;
 - (ii) höchstens 10% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie „übrige Fonds für alternative Anlagen“ sowie in Anteile vergleichbarer ausländischer kollektiver Kapitalanlagen;
 - (iii) höchstens 49% in kollektive Kapitalanlagen.

Risikoverteilung

Art. 15 findet mit der folgenden Abweichung Anwendung:

Abweichend von Art. 15 Ziff. 3 Satz 1 darf die Fondsleitung maximal 20% des Vermögens des Teilvermögens in Effekten desselben Emittenten anlegen, wobei diese Grenze auf 125% der Gewichtung von Emittenten im SPI®-Index angehoben werden darf, sofern das Teilvermögen ständig die Wertpapiere von mindestens 15 verschiedenen Emittenten hält.

Die Grenze von 20% gemäss Art. 15 Ziff. 6 für Anlagen, Guthaben und Forderungen nach Art. 15 Ziff. 3 bis 5 desselben Emittenten bzw. Schuldners, sowie gemäss Art. 15 Abs. 7 für Anlagen nach Art. 15 Ziff. 3 derselben Unternehmensgruppe, ist auf 30% des Vermögens des Teilvermögens angehoben, wenn der gemäss vorstehenden Absatz übergewichtete Titel bei der Berechnung dieser Einschränkung berücksichtigt werden muss.

Art. 15 Ziff. 3 Satz 2, wonach der Gesamtwert der Effekten und Geldmarktinstrumente der Emittenten, bei denen mehr als 5% des Vermögens des Teilvermögens angelegt sind, 40% des Vermögens des Teilvermögens nicht übersteigen darf, findet keine Anwendung.

Einsatz von Derivativen

Gemäss Art. 12 des Fondsvertrags und der Anlagepolitik des Teilvermögens erlaubt.

Vergütung

	Kommission der Fondsleitung: (max. Satz p.a.)	Verwaltungs- kommission (max. Satz p.a.)	Infrastruktur- kommission (max. Satz p.a.)	Kommission der Depotbank (max. Satz p.a.)	Kommission insgesamt, (max. Satz p.a.)
Klasse I	0,13%	0,65%	0,05%	0,045%	0,875%
Klasse S*	0,13%	keine	keine	0,045%	0,175%

* Für die Klasse S werden die Verwaltungs- und die Infrastrukturkommission im Rahmen des Vermögensverwaltungsmandats / der Investitionsvereinbarung vergütet.

Der effektiv angewandte Satz der Verwaltungskommission ist jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

VF (CH) – Valiant Swiss Franc High Grade Bond

Anlageziele

Das Anlageziel des Teilvermögens besteht darin, den Nettoinventarwert des Teilvermögens langfristig zu steigern.

Rechnungseinheit

CHF

Anlagepolitik

- a) Das Vermögen dieses Teilvermögens wird wie folgt investiert:
- (i) mindestens 70% in Obligationen (einschliesslich Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen und bedingte Pflichtwandelanleihen), Notes sowie andere fest- oder variabel verzinsliche Forderungswertpapiere und -rechte mit einem Rating von mindestens AA- (oder gleichwertig), die von Schweizer und ausländischen privaten und öffentlich-rechtlichen Schuldern ausgegeben werden. Bei unterschiedlichen Ratings der Rating-Agenturen ist das höchste Rating massgebend. Falls von keiner anerkannten Agentur ein Rating vorliegt, kann das Rating anhand von Informationen anerkannter Anbieter (z.B. Bloomberg) und/oder anderer Rating-Agenturen durch den Fondsmanager bestimmt werden; und
 - (ii) höchstens 30% in Forderungswertpapiere und –rechte, welche die vorgenannten Anforderungen nicht erfüllen, mit einem Rating von mindestens BBB- (Investment Grade); und
 - (iii) in Währungsderivate; und
 - (iv) in Guthaben auf Sicht und Zeit.
- b) Der überwiegende Teil der Anlagen erfolgt in Schweizer Franken (CHF) oder ist gegen Schweizer Franken (CHF) abgesichert.
- c) Zusätzlich hat die Fondsleitung die nachstehenden Anlagebeschränkungen, die sich auf das Vermögen des Teilvermögens beziehen, einzuhalten:
- (i) höchstens 5% in bedingte Pflichtwandelanleihen.

Risikoverteilung

Art. 15 findet mit der folgenden Abweichung Anwendung:

Die in der Ziff. 3 erwähnte Limite von 10% wird auf 35% angehoben, wenn die Effekten von den Pfandbriefzentralen, also der Pfandbriefzentrale der schweizerischen Kantonalbanken und der Pfandbriefbank schweizerischer Hypothekarinstitute, begeben oder garantiert werden, sofern das Teilvermögen nicht mehr als 10% derselben Emission hält. Die vorgenannten Effekten werden bei der Anwendung der in Ziff. 3 erwähnten Limite von 40% nicht berücksichtigt. Die Einzellimiten von Ziff. 3 und Ziff. 5 dürfen mit der vorgenannten Limite von 35% nicht kumuliert werden.

Einsatz von Derivativen

Gemäss Art. 12 des Fondsvertrags und der Anlagepolitik des Teilvermögens erlaubt.

Vergütung

	Kommission der Fondsleitung (max. Satz p.a.)	Verwaltungs-kommission (max. Satz p.a.)	Infrastruktur-kommission (max. Satz p.a.)	Kommission der Depotbank (max. Satz p.a.)	Kommission insgesamt, (max. Satz p.a.)
Klasse I	0,13%	0,40%	0,05%	0,045%	0,625%
Klasse S*	0,13%	keine	keine	0,045%	0,175%

* Für die Klasse S werden die Verwaltungs- und die Infrastrukturkommission im Rahmen des Vermögensverwaltungsmandats / der Investitionsvereinbarung vergütet.

Der effektiv angewandte Satz der Verwaltungskommission ist jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

VF (CH) – Valiant Swiss Franc Corporate Bond

Anlageziele

Das Anlageziel des Teilvermögens besteht darin, den Nettoinventarwert des Teilvermögens langfristig zu steigern.

Rechnungseinheit

CHF

Anlagepolitik

- a) Das Vermögen dieses Teilvermögens wird wie folgt investiert::
- (i) mindestens 80% in Obligationen (einschliesslich Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen und bedingte Pflichtwandelanleihen), Notes sowie andere fest- oder variabel verzinsliche Forderungswertpapiere und -rechte mit einem Rating von mindestens BBB- (Investment Grade) (oder gleichwertig), die von Schweizer und ausländischen privaten und öffentlich-rechtlichen Schuldern ausgegeben werden. Bei unterschiedlichen Ratings der Rating-Agenturen ist das höchste Rating massgebend. Falls von keiner anerkannten Agentur ein Rating vorliegt, kann das Rating anhand von Informationen anerkannter Anbieter (z.B. Bloomberg) und/oder anderer Rating-Agenturen durch den Fondsmanager bestimmt werden; und
 - (ii) höchstens 20% in Forderungswertpapiere und –rechte, welche die vorgenannten Anforderungen nicht erfüllen. Das Rating kann „below investment grade“ sein und damit spekulativ in Bezug auf die Fähigkeit des Emittenten, über einen langen Zeitraum seiner Verpflichtung nachzukommen, das Kapital zurückzuzahlen, die Zinsen zu bezahlen bzw. andere Bestimmungen der Emissionsbedingungen einzuhalten; und
 - (iii) in Währungsderivate; und
 - (iv) in Guthaben auf Sicht und Zeit.
- b) Der überwiegende Teil der Anlagen erfolgt in Schweizer Franken (CHF) oder ist gegen Schweizer Franken (CHF) abgesichert.
- c) Zusätzlich hat die Fondsleitung die nachstehenden Anlagebeschränkungen, die sich auf das Vermögen des Teilvermögens beziehen, einzuhalten:
- (i) höchstens 10% in bedingte Pflichtwandelanleihen;
 - (ii) mindestens 51% in Forderungswertpapiere und –rechte von Unternehmen (Obligationen von Staatsunternehmen eingeschlossen).

Risikoverteilung

Art. 15 findet mit der folgenden Abweichung Anwendung:

Die in der Ziff. 3 erwähnte Limite von 10% wird auf 35% angehoben, wenn die Effekten von den Pfandbriefzentralen, also der Pfandbriefzentrale der schweizerischen Kantonalbanken und der Pfandbriefbank schweizerischer Hypothekarinstitute, begeben oder garantiert werden, sofern das Teilvermögen nicht mehr als 10% derselben Emission hält. Die vorgenannten Effekten werden bei der Anwendung der in Ziff. 3 erwähnten Limite von 40% nicht berücksichtigt. Die Einzellimiten von Ziff. 3 und Ziff. 5 dürfen mit der vorgenannten Limite von 35% nicht kumuliert werden.

Einsatz von Derivativen

Gemäss Art. 12 des Fondsvertrags und der Anlagepolitik des Teilvermögens erlaubt.

Vergütung

	Kommission der Fondsleitung: (max. Satz p.a.)	Verwaltungs- kommission (max. Satz p.a.)	Infrastruktur- kommission (max. Satz p.a.)	Kommission der Depotbank (max. Satz p.a.)	Kommission insgesamt, (max. Satz p.a.)
Klasse I	0,13%	0,40%	0,05%	0,045%	0,625%
Klasse S*	0,13%	keine	keine	0,045%	0,175%

* Für die Klasse S werden die Verwaltungs- und die Infrastrukturkommission im Rahmen des Vermögensverwaltungsmandats / der Investitionsvereinbarung vergütet.

Der effektiv angewandte Satz der Verwaltungskommission ist jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

